

Special Inspector General for



Afghanistan Reconstruction

AUDIT LÉGAL — IC AUDIT

RAPPORT FINAL:

DIX-SEPT ANS DE SUPERVISION DE LA RECONSTRUCTION

Photo de couverture : Des hommes musulmans afghans marchent au coucher du soleil dans la cour de la mosquée Jami à Hérat, durant le mois sacré du Ramadan. (Photo AFP : Hoshang Hashimi)



Inspecteur général spécial
pour la reconstruction de l'Afghanistan

De 2002 à mi-2021, le Congrès américain a alloué environ 144,7 milliards de dollars à la reconstruction de l'Afghanistan, soit bien plus que le montant dépensé pour le plan Marshall d'après-guerre (en tenant compte de l'inflation). Cette mission promettait d'instaurer la stabilité et la démocratie en Afghanistan, mais n'a finalement tenu aucune de ces promesses.

L'effondrement fulgurant du gouvernement afghan en août 2021 a mis en lumière une fragilité dissimulée par des années d'affirmations confiantes quant aux progrès accomplis. Le fossé entre ambition et réalité était immense, la détérioration constante de la situation entravant des objectifs qui se sont révélés irréalistes.

De multiples facteurs ont contribué à l'échec des efforts américains pour transformer un pays sous-développé et ravagé par la guerre en une démocratie stable et prospère. Par exemple, les décisions américaines, prises dès le début et encore aujourd'hui, de s'allier avec des acteurs corrompus et auteurs de violations des droits de l'homme ont renforcé l'insurrection et compromis la mission, notamment les objectifs américains d'instaurer la démocratie et la bonne gouvernance en Afghanistan. Les efforts déployés pour améliorer les conditions économiques et sociales du pays n'ont pas non plus eu d'impact durable. Enfin, malgré près de 90 milliards de dollars d'allocations américaines pour l'assistance au secteur de la sécurité, les forces de sécurité afghanes se sont rapidement effondrées en l'absence d'une présence militaire américaine soutenue.

Le bilan fut immense. Des dizaines de milliers de personnes, dont plus de 2 450 militaires américains, furent tuées. Beaucoup d'autres furent blessées, parmi lesquelles plus de 20 700 militaires américains.

Le SIGAR fermera ses portes le 31 janvier 2026, conformément à l'article 7809 de la loi d'autorisation de la défense nationale (NDAA) pour l'exercice 2025. D'ici là, la loi autorisant le SIGAR nous oblige à établir « un rapport d'audit médico-légal final sur les programmes et opérations financés par des crédits alloués ou autrement mis à disposition pour la reconstruction de l'Afghanistan »¹.

Ce rapport remplit à la fois cette condition et résume, pour la première fois dans un seul document, l'ensemble du travail du SIGAR supervisant l'effort de reconstruction américain en Afghanistan.

Notre synthèse comprend les résultats des audits de performance et financiers du SIGAR, des enquêtes criminelles, des inspections, ainsi que des rapports trimestriels et des rapports de retour d'expérience. Dans leur ensemble, les travaux du SIGAR mettent en lumière de graves problèmes systémiques liés à la reconstruction et dressent le portrait d'un effort de deux décennies marqué par un gaspillage considérable.

Ce rapport contient également, et c'est important, les conclusions et observations du SIGAR sur la mission menée pendant vingt ans par les États-Unis pour instaurer un Afghanistan stable et démocratique, ainsi qu'une analyse des facteurs ayant contribué à son échec. Dans le cadre de cette analyse, le SIGAR a interrogé plusieurs anciens décideurs clés qui ont accepté de partager avec nous leurs évaluations sans détour.

Le Congrès a créé le SIGAR en 2008 afin de « promouvoir l'économie, l'efficacité et l'efficacité » et de « prévenir et détecter le gaspillage, la fraude et les abus »². De 2009 à septembre 2025, nous avons publié près de 900 audits de performance et financiers, évaluations, inspections, lettres d'alerte, rapports trimestriels et de retour d'expérience, ainsi que d'autres documents de contrôle, et formulé près de 1 500 recommandations visant à recouvrer des fonds, à améliorer le contrôle des agences et à accroître l'efficacité des programmes. Les rapports d'audit, d'inspection et d'évaluation ont permis de réaliser des économies de plus de 2,51 milliards de dollars pour les contribuables américains. Par exemple, nos audits financiers ont mis en évidence plus de 541 millions de dollars de dépenses litigieuses. Les enquêtes du SIGAR ont abouti à 171 condamnations pénales, dont une dans l'une des plus importantes affaires de fraude fiscale et de complot en vue de commettre des délits fiscaux de l'histoire. Les amendes pénales, les restitutions, les confiscations, les règlements à l'amiable et les économies et recouvrements de coûts pour le gouvernement américain se sont élevés à environ 1,7 milliard de dollars. Globalement, le SIGAR a recensé au moins 1 327 cas de gaspillage, de fraude et d'abus ; au moins 26 milliards de dollars de fonds gaspillés ; et plus de 4,6 milliards de dollars d'économies potentielles pour le contribuable américain.

Alors que nous nous apprêtons à conclure, je tiens à exprimer ma gratitude au Congrès et aux Américains.

Je remercie les contribuables pour leur confiance envers SIGAR et leur soutien à sa mission. Je remercie également les différents membres de la direction, les agences de liaison qui ont répondu à nos demandes d'information malgré leurs nombreuses autres responsabilités. Je suis particulièrement reconnaissant envers l'armée américaine et les autres professionnels de la sécurité pour escorter régulièrement le personnel du SIGAR dans des régions reculées et dangereuses d'Afghanistan. Sans leur protection, il nous aurait été impossible de mener à bien notre mission.

Je tiens également à exprimer ma profonde gratitude à tous les membres actuels et anciens de

Le personnel du SIGAR, dont de nombreux membres ont servi ou se sont rendus en Afghanistan pendant cette période d'activité conflictuelle. Je vous encourage à explorer certaines de leurs dernières réflexions, telles qu'elles ont été consignées dans des entretiens menés pour le « [Projet d'histoire orale](#) » du SIGAR.

Nous espérons que les enseignements et les idées tirés des travaux du SIGAR éclaireront l'avenir.

Des efforts de reconstruction d'une ampleur et d'une complexité similaires. Nous le devons à tous ceux qui ont servi et et tout particulièrement à ceux qui ont payé le prix ultime.



Genea Aloise

Inspecteur général par intérim pour la reconstruction de l'Afghanistan

Arlington, Virginie

LETTRE DE L'INSPECTEUR GÉNÉRAL

»

RÉSUMÉ EXÉCUTIF

V



CHAPITRE 1

INTRODUCTION

1

Mandat et produits uniques de SIGAR.....2



CHAPITRE 2

LES ÉTATS-UNIS ONT ALLOUÉ 148,2 MILLIARDS DE DOLLARS À LA RECONSTRUCTION DE L'AFGHANISTAN

5

Les six plus importants comptes d'aide américaine représentaient 117,2 milliards de dollars, soit 79 % du total des crédits cumulés pour la reconstruction de l'Afghanistan.....7

Obligations de financement.....11

Contributions multilatérales à la reconstruction de l'Afghanistan14

Aide budgétaire.....16

Suivi des fonds : exigences et défis.....17



CHAPITRE 3

CE QUI A ÉTÉ SAUVÉ, CE QUI A ÉTÉ GASPILLÉ ET CE QUI A ÉTÉ LAISSÉS POUR COMPTE

21

Plus de 4,6 milliards de dollars d'économies générées pour les contribuables américains21

Le SIGAR a identifié entre 26 et 29,2 milliards de dollars de gaspillage, de fraude et d'abus22

Les États-Unis ont laissé derrière eux des milliards de dollars d'équipements militaires et d'infrastructures militaires et civiles lors de leur retrait d'Afghanistan.....25



CHAPITRE 4

PRINCIPALES CONSTATATIONS DES AUDITS ET INSPECTIONS DES NOUS AIDE À L'AFGHANISTAN

29

Introduction aux audits et aux inspections.....29

Rapports d'audit de performance, d'inspection et d'évaluation.....30

Supervision et rapports d'audit financier.....43

La Direction des vérifications et des inspections a généré des économies de coûts de 2,5 milliards de dollars49

Le SIGAR a identifié plus de 1 900 faiblesses dans les contrôles internes, ce qui accroît le risque de gaspillage des fonds des contribuables américains.....51

Résumé des recommandations du rapport du SIGAR et de leur état d'avancement.....53

La Direction des vérifications et des inspections a dû faire face à quatre défis récurrents dans le cadre de la surveillance des efforts de reconstruction.....57

Conclusion.....59



CHAPITRE 5

ENQUÊTE SUR LE VOL DE L'ARGENT DES CONTRIBUABLES AMÉRICAINS

61

Les enquêtes du SIGAR ont abouti à 171 condamnations pénales et à 1,67 milliard de dollars de fonds et d'économies pour le gouvernement américain	62
Plusieurs facteurs ont constitué des obstacles aux enquêtes et aux poursuites du SIGAR.....	62
L'expérience du SIGAR en matière d'enquêtes et de poursuites révèle plusieurs leçons.....	67
Cinq cas illustrent les défis et les succès des poursuites pénales en Afghanistan.....	72
Conclusion.....	77



CHAPITRE 6

DE MULTIPLES FACTEURS ONT CONTRIBUÉ À L'ÉCHEC DES ÉTATS-UNIS EFFORTS POUR CONSTRUIRE UN AFGHANISTAN STABLE ET

79

DÉMOCRATIQUE L'effort de reconstruction américain visait à transformer un pays ravagé par la guerre et sous-développé en une démocratie moderne et prospère	81
Bâtir une démocratie stable à partir de rien était plus facile à dire qu'à faire... ..	83
L'échec était-il inévitable ? Plusieurs anciens hauts responsables estimaient que le succès était improbable.....	92
Conclusion	95



ANNEXES

97

Annexe A : Objectifs, portée et méthodologie.....	97
Annexe B : Bibliographie sélective.....	107
Annexe C : Le SIGAR a été reconnu pour son courage et son excellence	111
Notes de fin	116

CHIFFRES

Figure 1 : Crédits américains pour la reconstruction de l'exercice 2002 au 30 juin 2025.....	6
Fig. 2 : Crédits américains alloués à l'aide à l'Afghanistan, exercice 2002 au 30 juin 2025	7
Figure 3 : Engagements du compte d'assistance en pourcentage du financement total, exercice 2002 à 30 juin 2025.....	12
Figure 4 : Fonds engagés par secteur, exercice 2002 au 30 juin 2025.....	13
Figure 5 : Obligations du secteur de la sécurité, exercice 2002 au 30 juin 2025.....	14
Fig. 6 : Contributions des 10 plus grands donateurs et d'autres aux institutions multilatérales Afghanistan (Programmes signalés par l'OCHA de l'ONU, ARTF, LOTFA, OTAN, MANUA et AITF) Depuis 2002	16
Fig. 7 : Nombre de rapports examinés et nombre total de cas et valeur associée des déchets, Fraudes et abus identifiés, par catégorie.....	22
Figure 8 : Faiblesses du contrôle interne, par catégorie.....	53
Figure 9 : Nombre total de faiblesses du contrôle interne, par organisme et par catégorie.....	54
Figure 10 : Nombre total de faiblesses du contrôle interne, par catégorie et par organisme.....	55

RÉSUMÉ EXÉCUTIF

De 2002 à mi-2021, les États-Unis ont alloué environ 44,7 milliards de dollars ont été alloués à la reconstruction de l'Afghanistan. Depuis sa création en 2009, le SIGAR a recensé 1 327 cas de gaspillage, de fraude et d'abus, pour un montant total compris entre 26 et 29,2 milliards de dollars³. Le gaspillage constituait le problème le plus fréquent, représentant 93 % du montant total des cas de gaspillage, de fraude et d'abus.

De 2009 à août 2025, le SIGAR a publié près de 900 audits de performance et financiers, évaluations, inspections, lettres d'alerte, rapports trimestriels et leçons apprises, ainsi que d'autres types de documents de surveillance, et a signalé 1 911 faiblesses du contrôle interne.

Le SIGAR a formulé près de 1 500 recommandations visant à recouvrer des fonds, à améliorer le contrôle des agences et à accroître l'efficacité des programmes. Par exemple, des faiblesses en matière de contrôle interne ont conduit le Département de la Défense (DoD) à verser plus de 500 millions de dollars de salaires en trop, financés par les contribuables américains. Au 30 juin 2025, les agences américaines avaient mis en œuvre 1 085 recommandations, ce qui a permis d'améliorer les résultats des programmes, d'accroître l'efficacité des missions et de réaffecter les fonds à risque à des fins plus judicieuses. Les rapports d'audit, d'inspection et d'évaluation ont généré plus de 2,5 milliards de dollars d'économies. À titre d'exemple, les audits financiers du SIGAR ont mis en évidence plus de 541 millions de dollars de dépenses litigieuses. Le SIGAR a également recensé 1 327 cas de gaspillage, de fraude et d'abus, pour un montant total compris entre 26 et 29,2 milliards de dollars.

De plus, les agents spéciaux du SIGAR ont contribué à la condamnation de 171 criminels aux États-Unis et en Afghanistan, ce qui a permis au gouvernement américain de réaliser 1,7 milliard de dollars d'économies grâce aux amendes, aux confiscations d'avoirs, aux règlements à l'amiable et aux recouvrements. Les agents du SIGAR ont également signalé 1 076 personnes et entités en vue de leur suspension ou de leur exclusion. Surtout, des vies ont probablement été sauvées grâce au travail d'enquête du SIGAR. Par exemple, la découverte de grilles de ponceau défectueuses a permis d'entreprendre des travaux de réparation qui ont évité qu'un incident ayant entraîné la mort de deux soldats américains ne se reproduise. Au total, le SIGAR a permis aux contribuables américains de réaliser plus de 4,6 milliards de dollars d'économies, incluant les sommes recouvrées, les coûts contestés et les dépenses annulées.

Malgré la chute de l'Afghanistan aux mains des talibans en 2021, les États-Unis sont restés le principal donateur du pays, ayant déboursé plus de 3,83 milliards de dollars d'aide humanitaire et au développement depuis lors. Pour le seul trimestre de mars 2025, les décaissements se sont élevés à 120 millions de dollars. Le SIGAR a continué de superviser les fonds américains fournis par l'intermédiaire d'organisations internationales publiques, telles que les Nations Unies (ONU) et la Banque mondiale, et a publié 24 audits de performance depuis août 2021. Au cours de l'année écoulée, le SIGAR a publié plusieurs audits examinant le détournement de fonds américains par les talibans, en réponse à une demande de la commission des affaires étrangères de la Chambre des représentants en 2023. En mars 2025, le SIGAR a indiqué que le département d'État et l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) devaient renforcer leurs accords avec les organisations internationales publiques afin de garantir que les fonds américains ne soient pas détournés au profit de groupes terroristes. Bien que les envois de devises américaines par l'ONU à l'Afghanistan aient contribué à stabiliser l'économie afghane,

Le SIGAR a constaté que ces fonds avaient également profité aux talibans. Les audits du SIGAR contenaient d'importantes recommandations visant à atténuer le risque de détournement de fonds américains au profit des talibans.

Le SIGAR a innové en créant un Programme de retour d'expérience (LLP) en 2016, qui a publié 16 rapports identifiant de nombreux enseignements à prendre en compte dans les opérations d'urgence et de reconstruction. Cette approche, à long terme et à grande échelle, a influencé la politique et la législation américaines. En réponse à plusieurs demandes du Congrès, les analystes du LLP ont également mené des évaluations à l'échelle du SIGAR sur les facteurs ayant conduit à l'effondrement du gouvernement afghan et de ses forces de sécurité en 2021, ainsi que sur les défis posés par la prise de pouvoir des talibans en matière de contrôle et de responsabilité.

Le SIGAR a déployé des auditeurs et des enquêteurs en Afghanistan, qui ont travaillé dans des conditions difficiles et dangereuses. Le Conseil des inspecteurs généraux pour l'intégrité et l'efficacité (CIGIE) a récompensé le travail du SIGAR en lui décernant 34 prix, dont quatre prix Sentner pour dévouement et courage (par exemple, à un agent spécial du SIGAR qui a participé à la défense d'un consulat sous le feu ennemi), le prix Glenn/Roth pour l'amélioration de la législation visant à protéger les enfants afghans contre les agressions, et 29 prix d'excellence pour les audits, les enquêtes, les enseignements tirés, les interventions à haut risque et les rapports trimestriels.

Depuis sa création, le SIGAR examine les efforts et les programmes de reconstruction et identifie les cas où les agences américaines n'ont pas atteint leurs objectifs ou n'ont pas suffisamment pris en compte les risques. La cause de cet échec est qualifiée de « faiblesse du contrôle interne ». Les audits de performance et les rapports d'évaluation du SIGAR ont recensé 1 911 faiblesses du contrôle interne ayant contribué à des gaspillages, des fraudes potentielles et des abus, ou les ayant permis. Ces faiblesses se répartissent généralement en six catégories : planification et passation de marchés, supervision et suivi, renforcement des capacités, gestion, utilisation judicieuse des fonds, et qualité de l'information et fiabilité des données.

La Direction des audits et des inspections du SIGAR a publié près de 800 rapports d'audit de performance, évaluations, audits financiers, lettres d'alerte, rapports d'inspection et autres documents. Elle a formulé près de 1 500 recommandations visant à recouvrer des fonds, à améliorer le contrôle des agences et à accroître l'efficacité des programmes, permettant ainsi aux contribuables américains d'économiser 2,5 milliards de dollars. Par ailleurs, la Direction des enquêtes du SIGAR a obtenu 171 condamnations pénales, 141 suspensions d'entrepreneurs et 582 exclusions d'entreprises, ainsi que des amendes pénales, des restitutions, des confiscations et des règlements à l'amiable, générant des économies et des recouvrements totalisant 1,7 milliard de dollars. Au total, les travaux menés à ce jour par le SIGAR ont permis de réaliser et de potentiellement économiser environ 4,6 milliards de dollars pour les contribuables américains, incluant les sommes recouvrées, les coûts contestés et les dépenses annulées.

Après les attentats du 11 septembre 2001, le gouvernement américain s'est concentré sur deux objectifs clés en Afghanistan : perturber et démanteler Al-Qaïda et empêcher que le pays ne devienne un refuge pour les terroristes. Cependant, ce qui avait commencé comme une mission de sécurité relativement circonscrite s'est rapidement transformé en un vaste projet de reconstruction nationale. Contrairement aux efforts de reconstruction menés par le passé, notamment en Europe après la Seconde Guerre mondiale ou au Japon, où les États-Unis cherchaient à reconstruire des pays dotés d'économies, d'industries et d'infrastructures modernes dégradées par la guerre, l'Afghanistan était un pays gravement sous-développé.

De ce fait, la « reconstruction » y a souvent consisté à tenter de créer des capacités, des systèmes et des institutions d'un type et d'une qualité que l'Afghanistan n'avait jamais possédés.

S'appuyant sur une série de rapports de leçons tirées de plusieurs secteurs de la reconstruction, notamment l'assistance aux forces de sécurité afghanes, le développement du secteur privé et la lutte contre la corruption, le SIGAR a comparé les ambitions américaines pour l'Afghanistan aux piètres résultats de l'intervention. Les rapports du SIGAR ont révélé des failles fondamentales dans la mission américaine en Afghanistan, qui a duré deux décennies. Par exemple, le gouvernement américain : • a

- constamment peiné à élaborer une stratégie cohérente pour atteindre les objectifs qu'il espérait réaliser ;
 - ont créé des échéanciers et des attentes irréalistes qui privilégiaient les dépenses rapides, ce qui a entraîné une corruption accrue et une efficacité réduite du programme ;
 - ont bâti des institutions et créé des infrastructures qui ne pouvaient être maintenues ;
 - ont rarement effectué un suivi et une évaluation suffisants pour comprendre l'impact de ses programmes;
 - n'ont pas su comprendre la dynamique sociale, économique et politique complexe de l'Afghanistan, et adapter ses efforts en conséquence; et
 - n'a pas su apprécier l'effet négatif qu'une guerre en cours avait sur les chances de son
- Les efforts de reconstruction réussiraient.⁶

Par ailleurs, plusieurs anciens hauts responsables du gouvernement américain et d'autres acteurs et observateurs des efforts de reconstruction ont indiqué au SIGAR que les germes de l'échec en Afghanistan avaient été semés bien avant le retrait final. Plus grave encore, nombre d'entre eux ont conclu que le succès – au regard des objectifs ambitieux fixés par les États-Unis – était peut-être tout simplement impossible à atteindre, quelles que soient les stratégies adoptées ou les ressources investies.

Avant de s'engager dans de futurs efforts de reconstruction dans d'autres pays touchés par un conflit, les responsables et les décideurs politiques devraient comprendre les facteurs qui ont contribué à l'échec en Afghanistan, évaluer la viabilité du succès dans des environnements similaires et déterminer si de tels efforts valent les sacrifices humains et financiers qu'ils pourraient exiger.

L'issue de la crise afghane devrait servir d'avertissement aux décideurs politiques envisageant des efforts de reconstruction similaires. S'il y a une leçon essentielle à tirer de cette tragédie qui s'est déroulée sur plus de vingt ans, c'est que toute mission américaine comparable par son contexte, son ampleur et ses ambitions doit prendre en compte la possibilité réelle d'un échec.

L'expérience américaine en Afghanistan démontre la nécessité d'évaluer avec lucidité ce qui est réalisable et ce qui pourrait être hors de portée d'une intervention extérieure.

De plus, ceux qui sont chargés de tirer des enseignements de telles expériences doivent se garder de croire que des améliorations techniques ou des ajustements stratégiques peuvent compenser les failles fondamentales du principe même d'une mission. Sans une compréhension réaliste et un respect des contraintes inhérentes à ces situations, les tentatives de « corriger » ou d'affiner l'approche risquent de reproduire les mêmes erreurs en espérant des résultats différents.



CHAPITRE 1

INTRODUCTION

Ce rapport final de l'inspecteur général spécial des États-Unis pour l'Afghanistan sur la reconstruction (SIGAR) porte sur deux objectifs. Le premier est de satisfaire aux exigences dans sa loi autorisant la préparation, avant la clôture, d'un « rapport d'audit médico-légal final sur les programmes et opérations financés par des montants affectés ou autrement mis à disposition pour la reconstruction de l'Afghanistan ».⁷ Le second est de fournir les réflexions et observations finales du SIGAR sur les 20 années d'efforts déployés pour construire un Afghanistan stable et démocratique, y compris un examen des facteurs qui ont contribué à son échec.

Depuis 2001, les États-Unis sont le principal donateur au peuple afghan. Suite aux attentats terroristes du 11 septembre 2001 et jusqu'au retrait des forces américaines d'Afghanistan en août 2021, les États-Unis ont alloué plus de 144,7 milliards de dollars à la reconstruction du pays. À cela s'ajoutent 763 milliards de dollars consacrés aux opérations militaires. Depuis août 2021, les États-Unis ont débloqué environ 3,47 milliards de dollars d'aide à l'Afghanistan, principalement pour l'aide humanitaire et le développement. Par ailleurs, le 11 février 2022, le président Biden a signé un décret gelant et consolidant 7 milliards de dollars d'avoirs du gouvernement afghan dans des banques américaines, dont 3,5 milliards ont été affectés à l'aide au peuple afghan par le biais du Fonds pour le peuple afghan, basé en Suisse.

Le Congrès a créé le SIGAR en 2008 afin d'assurer une surveillance indépendante des efforts de reconstruction américains en Afghanistan. La loi habilitante du SIGAR exigeait de l'agence qu'elle :

- mener et superviser les audits et les enquêtes liés aux programmes et aux opérations

Un berger afghan conduit son troupeau de moutons le long d'une route à Kandahar, le 29 juillet 2025. (Photo AFP de Sanaullah Seiam)

financé par des fonds américains alloués ou mis à disposition pour la reconstruction de l'Afghanistan ;

- formuler des recommandations visant à promouvoir l'économie, l'efficacité et l'efficacité de programmes et opérations de reconstruction, et de prévenir et de détecter le gaspillage, la fraude et les abus dans ces programmes et opérations;
- tenir le Congrès et les secrétaires d'État et de la Défense pleinement informés de problèmes et lacunes liés aux activités et à la supervision de l'administration de reconstruction de l'Afghanistan ; et
- soumettre au Congrès un rapport trimestriel résumant, pour la période de ce trimestre, les activités menées dans le cadre des programmes et opérations financés par des fonds alloués ou autrement mis à disposition pour la reconstruction de l'Afghanistan.

La reconstruction, telle que définie dans la loi habilitante du SIGAR, englobe tout contrat, subvention, accord ou autre mécanisme de financement important conclu par un ministère ou une agence du gouvernement américain et impliquant l'utilisation de fonds alloués ou mis à la disposition d'une entité publique ou privée pour : (1) construire ou reconstruire les infrastructures physiques en Afghanistan ; (2) établir ou rétablir les institutions gouvernementales ou sociales afghanes ; ou (3) fournir des produits ou des services à la population afghane. En bref, la reconstruction comprend toute dépense de fonds américains consacrée à l'aide humanitaire, au développement et à toute autre forme d'assistance à l'Afghanistan.⁹ Le SIGAR était également investi des devoirs, responsabilités et pouvoirs d'un inspecteur général en vertu de la loi de 1978 relative aux inspecteurs généraux, telle que modifiée.¹⁰

LE MANDAT ET LES PRODUITS UNIQUES DE SIGAR

Le SIGAR était le seul bureau d'inspection générale entièrement dédié à la mission de reconstruction de l'Afghanistan. Contrairement aux autres inspecteurs généraux, le SIGAR n'était rattaché à aucun ministère ni agence et jouissait d'une totale indépendance. Aucun chef d'agence n'était habilité à annuler un audit ou une enquête du SIGAR. Le SIGAR se distinguait également par son autorité lui permettant d'examiner les programmes et projets de reconstruction financés par le ministère de la Défense (DOD), le département d'État (State), l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) et toutes les autres agences américaines intervenant en Afghanistan, transcendant ainsi les frontières ministérielles. Cette large autorité lui permettait d'adopter une approche pangouvernementale dans son travail de contrôle.

Le SIGAR a créé des outils uniques couvrant l'ensemble des dépenses et activités liées à la reconstruction de l'Afghanistan. Son rapport trimestriel au Congrès des États-Unis constituait la source d'information la plus complète et détaillée sur la reconstruction de l'Afghanistan et les questions de contrôle y afférentes. Il est devenu la référence en matière d'information sur l'aide à l'Afghanistan, tant aux États-Unis que dans le monde entier, y compris en Afghanistan et de la part des alliés de la coalition américaine.

Le SIGAR était unique parmi les bureaux d'inspecteurs généraux en ce qu'il a établi un système de leçons apprises. Programme qui a produit une série de rapports sur des secteurs entiers de la reconstruction (tels que l'assistance aux forces de sécurité et le développement économique) ou sur des questions importantes (telles que



Deborah Scroggins, directrice de la recherche et de l'analyse du SIGAR, interviewe le président Ashraf Ghani au palais présidentiel de Kaboul, en septembre 2015. (Photo SIGAR : Steven Mocsary)

Ces rapports, qui portaient notamment sur la coordination des donateurs, le suivi et l'évaluation, s'appuyaient sur les conclusions des audits du SIGAR au niveau des projets et des programmes, tout en adoptant une perspective plus large pour évaluer les résultats des efforts de reconstruction américains, identifier les défis sectoriels et déterminer les meilleures pratiques. Ils synthétisaient également les travaux d'autres agences gouvernementales et de contrôle américaines, d'établissements universitaires, de groupes de réflexion et de chercheurs indépendants. Surtout, les rapports du SIGAR sur les enseignements tirés intégraient des recherches originales, notamment des informations recueillies lors d'entretiens avec des responsables militaires et civils américains et de l'OTAN, des entreprises, des organisations non gouvernementales (ONG) et d'anciens responsables et civils du gouvernement afghan.

Le SIGAR a également publié cinq listes à haut risque – une au début de chaque législature depuis 2014 – L'objectif était d'attirer l'attention sur les aspects du programme de reconstruction financé par les États-Unis particulièrement vulnérables aux gaspillages, aux fraudes et aux abus importants. Enfin, le SIGAR a témoigné 24 fois devant le Congrès.

CHAPITRE 2

LES ÉTATS-UNIS ONT ALLOUÉ 148,2 MILLIARDS DE DOLLARS À LA RECONSTRUCTION DE L'AFGHANISTAN

Entre 2002 et le 30 juin 2025, les États-Unis ont alloué 148,2 milliards de dollars. Depuis la reconstruction de l'Afghanistan.¹¹ Au 30 juin 2025, les États-Unis étaient tenus plus de 138 milliards de dollars et 137,3 milliards de dollars des fonds alloués ont été déboursés. Les crédits ont été répartis entre les comptes de sécurité (60 %), de développement (24 %), d'aide humanitaire (5 %) et de fonctionnement des agences (11 %).¹² L'aide a atteint son niveau maximal entre les exercices budgétaires 2009 et 2012 (respectivement 10,4 milliards de dollars, 16,6 milliards de dollars, 16,3 milliards de dollars et 14,8 milliards de dollars), ce qui correspond à une augmentation des effectifs militaires et civils américains, et a représenté près de 40 % du financement total de la reconstruction. Au cours de cette période de quatre ans, 62 % des crédits ont été alloués à la sécurité et 28 % au développement.

Fin 2014, les États-Unis avaient déjà consacré à la reconstruction de l'Afghanistan, en tenant compte de l'inflation, un montant supérieur à celui dépensé pour la reconstruction de 16 pays européens après la Seconde Guerre mondiale dans le cadre du plan Marshall.¹³ Au moment où le SIGAR a effectué ce calcul, le Congrès américain avait alloué 104 milliards de dollars à la reconstruction de l'Afghanistan.¹⁴ Lorsque les États-Unis ont cessé toute aide à l'Afghanistan en 2025, le Congrès avait alloué 44 milliards de dollars supplémentaires, soit une augmentation de 42 %.¹⁵

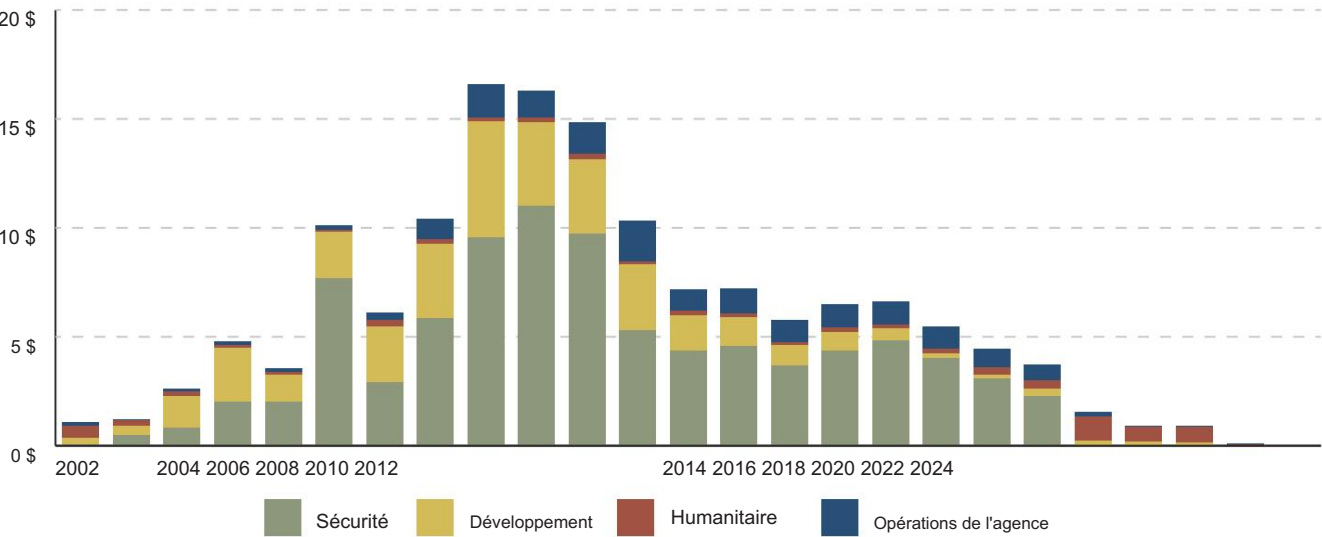
L'aide américaine à l'Afghanistan s'est poursuivie après le retrait des troupes américaines en août 2021, bien qu'à un niveau réduit. Du 1er octobre 2021 au 30 juin 2025, les États-Unis ont alloué près de 3,5 milliards de dollars à l'Afghanistan, dont plus de 72 % étaient destinés à...

Des enfants afghans assistent à un cours dans une école en plein air du district de Zhari, dans la province de Kandahar, le 26 mai 2025. (Photo AFP de Sanaullah Seiam)

pour l'aide humanitaire. Outre ces crédits, les États-Unis ont alloué 14,2 milliards de dollars supplémentaires pour la réinstallation des réfugiés afghans aux États-Unis et ont transféré 3,5 milliards de dollars d'actifs gelés de la banque centrale afghane au Fonds afghan.¹⁶

Suite à un examen des programmes d'aide étrangère financés par les États-Unis au cours du premier trimestre de l'exercice budgétaire 2025, les États-Unis ont mis fin à toutes les subventions d'aide étrangère en Afghanistan. Au 30 juin 2025, le Département d'État continuait de financer trois projets antérieurs en dehors de l'Afghanistan. La figure 1 illustre l'évolution des crédits alloués à la reconstruction de l'Afghanistan par catégorie de compte d'aide.

FIGURE 1
CRÉDITS AMÉRICAINS POUR LA RECONSTRUCTION DE L'EXERCICE 2002 AU 30 JUIN 2025 (MILLIARDS DE DOLLARS)



Source : Analyse SIGAR.

Fonds affectés :

Des fonds mis à disposition pour des objectifs spécifiques. Des crédits pour la reconstruction de l'Afghanistan ont été mis à la disposition de 44 pays. Des comptes de financement sont ouverts à plusieurs agences gouvernementales américaines.

Fonds engagés : Fonds affectés à des fins spécifiques. En Afghanistan, les fonds de reconstruction ont été obligés sur 14 secteurs de la reconstruction.

Les deux sections suivantes examinent plus en détail les fonds alloués et engagés pour la reconstruction de l'Afghanistan. Les crédits budgétaires confèrent l'autorité légale permettant aux agences d'engager des fonds pour des programmes ou des objectifs spécifiques. Les engagements correspondent aux promesses concrètes faites par les agences et qui mobilisent ces fonds. Sans crédits budgétaires, les agences ne peuvent ni engager ni décaisser de fonds. Dans le cadre de la reconstruction de l'Afghanistan, des crédits budgétaires ont été alloués à 44 comptes de financement répartis dans plusieurs agences gouvernementales américaines, notamment le Département de la Défense, le Département d'État et l'USAID. Le SIGAR a regroupé ces comptes en quatre catégories : sécurité, développement et gouvernance, aide humanitaire et opérations des agences. Les fonds alloués ont ensuite été engagés dans 14 secteurs de reconstruction. Les crédits budgétaires sont abordés aux pages 7 à 11 et les engagements aux pages 11 à 13.

Les six plus importants comptes d'aide américains représentaient 117,2 milliards de dollars, soit 79 % du total des crédits cumulés pour la reconstruction de l'Afghanistan.

Au 30 juin 2025, le gouvernement des États-Unis avait alloué ou mis à disposition d'une autre manière 148,2 milliards de dollars de fonds pour la reconstruction et les activités connexes depuis l'exercice 2002.

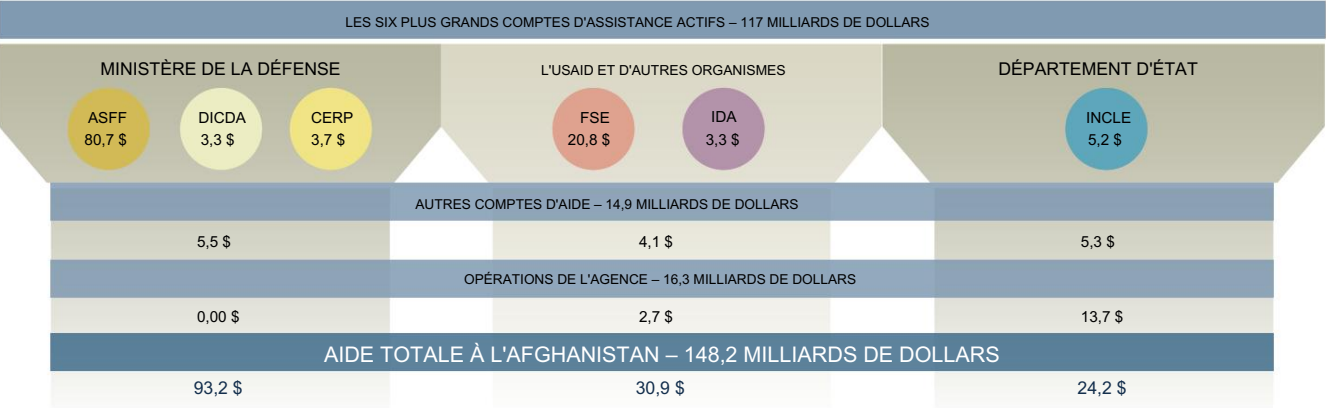
Les crédits totaux alloués à la reconstruction de l'Afghanistan ont été répartis comme suit :

- 88,8 milliards de dollars pour la sécurité (dont 4,6 milliards pour les initiatives de lutte contre les stupéfiants).
- 35,9 milliards de dollars pour la gouvernance et le développement (dont 4,6 milliards de dollars pour initiatives de lutte contre les stupéfiants).
- 7,1 milliards de dollars pour l'aide humanitaire.
- 16,3 milliards de dollars pour les opérations de l'agence (dont 209,4 millions de dollars pour la lutte contre les stupéfiants initiatives).

Comme le montre la figure 2, les six principaux comptes d'aide représentaient 117 milliards de dollars, soit près de 79 % du total des crédits cumulés. Un montant supplémentaire de 14,9 milliards de dollars, soit plus de 10 % du total des crédits cumulés, a été alloué à 31 autres comptes d'aide pour couvrir divers objectifs de programmes.

FIGURE 2

CRÉDITS AMÉRICAINS POUR L'AIDE À L'AFGHANISTAN, EXERCICE 2002 AU 30 JUIN 2025 (MILLIARDS DE DOLLARS)



Remarque : les chiffres ont été arrondis.

Source : SIGAR, Rapport trimestriel au Congrès des États-Unis, SIGAR-2021-QR-4, 30 octobre 2021, p. 42-65 ; SIGAR, Rapport trimestriel au Congrès des États-Unis, SIGAR-2025-QR-3, 30 juillet 2025, p. 70-88.

Les crédits alloués à la sécurité représentaient 60 % du total des crédits.

Fonds des forces de sécurité afghanes (ASFF)

Le Congrès a alloué près de 80,7 milliards de dollars au Fonds des forces de sécurité afghanes (ASFF), ce qui représente près de 91 % de toutes les allocations de reconstruction liées à la sécurité.

Le Congrès a créé l'ASFF en 2005 pour fournir aux Forces nationales de défense et de sécurité afghanes (ANDSF) des équipements, des fournitures, des services, une formation et un financement pour les salaires,

ainsi que la réparation, la rénovation et la construction d'installations et d'infrastructures. Les composantes des Forces de sécurité afghanes (ANDSF) comprenaient l'Armée de l'air afghane (AAF), l'Armée nationale afghane (ANA), la Police nationale afghane (ANP) et les Forces spéciales de sécurité afghanes (ASSF). Les crédits alloués à chacune de ces organisations finançaient le soutien logistique, les infrastructures, l'équipement, le transport, la formation et les opérations. Le ministère de la Défense a cessé son soutien aux ANDSF et a commencé à résilier les contrats des ASFF après la prise de contrôle par les talibans en août 2021.¹⁷

Activités de lutte contre la drogue et d'interdiction des stupéfiants (DICDA)

Le Congrès a alloué 3,3 milliards de dollars au programme DICDA (Drug Interdiction and Counter-Drug Activities) afin de renforcer les efforts de stabilisation en Afghanistan en luttant contre le trafic de drogue et les activités connexes. Le programme DICDA a soutenu les unités de police antidrogue afghanes (encadrées par la DEA et les forces spéciales de l'armée américaine), chargées d'enquêter sur les cibles de grande valeur et de mener des opérations d'interception de drogue. L'escadron des missions spéciales (SMW) afghan a également bénéficié de fonds du programme DICDA pour soutenir sa flotte d'aéronefs à voilure fixe et tournante, et mener des opérations de renseignement, de surveillance et de reconnaissance à l'appui des activités antidrogue menées dans le pays.¹⁸

Autres financements de sécurité

Comme le montre le tableau 1, les 4,9 milliards de dollars restants de financement du secteur de la sécurité ont été affectés aux comptes suivants : Transferts de bases et d'équipements militaires, Financement militaire étranger (FMF), Loi sur le soutien à la liberté de l'Afghanistan (AFSA), Formation et équipement (T&E), Mission de soutien résolu de l'OTAN (RSM), Maintien de la paix volontaire (PKO) et Éducation et formation militaires internationales (IMET).

TABEAU 1

CRÉDITS AMÉRICAINS POUR L'ASSISTANCE À LA SÉCURITÉ, EXERCICE 2002 AU 30 JUIN 2005 (MILLIARDS DE DOLLARS)			
Compte	Agence	Total	Pourcentage du total
Fonds des forces de sécurité afghanes (ASFF)		80,7 \$	91%
Activités de lutte contre la drogue et d'interdiction des stupéfiants (DICDA)		3,3	4%
Transferts de bases et d'équipements militaires (FERP, FEPP, EDA et ACSA)*		2,3	3%
Financement militaire étranger (FMF)	État	1,1	1%
Loi de soutien à la liberté de l'Afghanistan (AFSA)		0,6	1%
Formation et équipement (F&E)		0,4	<1%
Mission de soutien résolu de l'OTAN (RSM)		0,4	<1%
Maintien de la paix volontaire (PKO)	État	0,1	<1%
Formation et entraînement militaires internationaux (IMET)	État	0,0	<1%
TOTAL – CRÉDITS D'ASSISTANCE À LA SÉCURITÉ		88,8 \$	

*Les transferts de bases et d'équipements militaires comprennent les crédits provenant des sources suivantes : Biens immobiliers étrangers excédentaires (FERP) ; Biens mobiliers étrangers excédentaires (FEPP) ; Articles de défense excédentaires (EDA) ; Accords d'acquisition et de services croisés (ACSA).

Source : SIGAR, Rapport trimestriel au Congrès des États-Unis, SIGAR-2025-QR-3, 30 juillet 2025, p. 85.

Les fonds de développement représentaient 24 % du total des crédits.

Au 30 juin 2025, le gouvernement américain avait alloué environ 35,9 milliards de dollars au soutien de la gouvernance et du développement économique et social en Afghanistan. Sur ce montant, 83 % ont transité par trois comptes : le Fonds de soutien économique (ESF), le compte de la Lutte internationale contre les stupéfiants et de l'application de la loi (INCLE) et le Programme d'intervention d'urgence du commandant (CERP). Le total des fonds alloués au développement est présenté dans le tableau 2 ci-dessous.

TABEAU 2

CRÉDITS AMÉRICAINS D'AIDE AU DÉVELOPPEMENT, EXERCICE 2002 AU 30 JUIN 2005 (MILLIARDS DE DOLLARS)			
Compte	Agence	Total	Pourcentage du total
Fonds de soutien économique (FSE)	USAID	20,8 \$	58%
Contrôle international des stupéfiants et application de la loi (INCLE)	État	5,2	14%
Programme d'intervention d'urgence du commandant (CERP)	-----	3,7	10%
Fonds d'infrastructure de l'Afghanistan (AIF)	-----	1,0	3%
Programmes de non-prolifération, de lutte contre le terrorisme, de déminage et programmes connexes (NADR)	État	1,0	3%
Aide au développement (AD)	USAID	0,9	3%
Groupe de travail pour les opérations commerciales et de stabilisation (TFBSO)	-----	0,8	2%
Programmes mondiaux de santé (GHP)	USAID	0,6	2%
Contributions aux organisations internationales (CIO)	État	0,6	2%
Agence américaine pour les médias mondiaux (USAGM)	USAGM	0,4	1%
Société américaine de financement du développement international (DFC)	DFC	0,3	1%
Administration de lutte contre la drogue (DEA)	-----	0,3	1%
Programmes d'échanges éducatifs et culturels (ECE)	État	0,1	<1%
USAID-Autres (Autres)	USAID	0,1	<1%
Commodity Credit Corp (CCC)	USAID	0,0	<1%
Fonds pour les droits de l'homme et la démocratie (HRDF)	État	0,0	<1%
TOTAL – CRÉDITS D'AIDE AU DÉVELOPPEMENT		35,9 \$	

Source : SIGAR, Rapport trimestriel au Congrès des États-Unis, SIGAR-2025-QR-3, 30 juillet 2025, p. 85.

Fonds de soutien économique (FSE)

Le compte du Fonds de soutien à l'effort (ESF) était géré par l'USAID. Les programmes de l'ESF visaient à promouvoir les intérêts américains en aidant les pays à satisfaire leurs besoins politiques, économiques, de développement et de sécurité à court et à long terme. En Afghanistan, l'ESF a fourni une aide humanitaire et non humanitaire. L'aide humanitaire comprenait des programmes de santé, de sécurité alimentaire, d'éducation et de moyens de subsistance. Les priorités de l'aide non humanitaire incluaient des programmes de lutte contre le terrorisme, de renforcement de l'économie et d'aide aux Afghans pour faire face aux défis politiques et économiques grâce à des programmes de développement, de démocratie, de droits de l'homme et de gouvernance.¹⁹ De l'exercice 2002 au 30 juin 2025, 20,8 milliards de dollars ont été alloués à l'ESF, dont 265,5 millions de dollars mis à disposition après le retrait des États-Unis pour venir en aide aux populations vulnérables.²⁰

Contrôle international des stupéfiants et application de la loi (INCLE)

Le compte INCLE, géré par le Bureau des affaires internationales de lutte contre les stupéfiants et de répression du Département d'État, a reçu des allocations de près de 5,2 milliards de dollars entre l'exercice 2002 et le 30 juin 2025. L'INCLE a financé des projets et des programmes visant à promouvoir l'état de droit et à lutter contre la production et le trafic de stupéfiants.²¹

Programme d'intervention d'urgence du commandant (CERP)

Le département de la Défense (DoD) a créé le programme CERP afin d'aider les commandants militaires américains en Afghanistan à répondre aux besoins urgents d'aide humanitaire et de reconstruction à petite échelle dans leurs zones de responsabilité, en soutenant des projets apportant une aide immédiate à la population locale.²² Au total, le CERP a reçu plus de 3,7 milliards de dollars de crédits entre l'exercice 2002 et le 30 juin 2025. Les fonds du CERP étaient initialement destinés à des projets inférieurs à 500 000 dollars, mais de nombreux projets ont dépassé ce seuil.²³ Plus de 98 % des fonds du CERP ont été alloués avant 2014. Notamment, entre les exercices 2008 et 2012, les crédits alloués au CERP s'élevaient en moyenne à 687,4 millions de dollars par an.

Autres comptes de développement

D'autres comptes de développement ont reçu 6,2 milliards de dollars de crédits entre l'exercice 2002 et le 30 juin 2025, ce qui représente 17 % du total des crédits du secteur du développement, comme indiqué dans le tableau 2 à la page 9.

Les fonds humanitaires représentaient cinq pour cent des crédits totaux.

Au 30 juin 2025, le gouvernement américain avait fourni environ 7,1 milliards de dollars à des fins humanitaires en Afghanistan depuis 2002. Le tableau 3 détaille les crédits d'aide humanitaire répartis sur cinq comptes de financement.

TABEAU 3

CRÉDITS AMÉRICAINS POUR L'AIDE HUMANITAIRE, EXERCICE 2002 AU 30 JUIN 2005 (MILLIARDS DE DOLLARS)			
Compte	Agence	Total	Pourcentage du total
Assistance internationale en cas de catastrophe (IDA)	USAID	3,3 \$	46%
Assistance aux migrants et aux réfugiés (MRA et ERMA)	État	2.4	34%
Loi publique n° 480, titre II	USAID	1.1	15%
Programmes de l'USDA (Titre I, §416(b), FFP, FFE, ET et PRTA)	USDA	0,3	4%
Initiatives de transition (IT)	USAID	0,0	1%
TOTAL – CRÉDITS D'AIDE HUMANITAIRE		7,1 \$	

Source : SIGAR, Rapport trimestriel au Congrès des États-Unis, SIGAR-2025-QR-3, 30 juillet 2025, p. 85.

Assistance internationale en cas de catastrophe (IDA)

L'IDA a représenté près de la moitié des crédits humanitaires, soit environ 3,3 milliards de dollars entre l'exercice 2002 et le 30 juin 2025. La majeure partie de ces fonds, soit 1,9 milliard de dollars, a été débloquée après le retrait des États-Unis en 2021.² Le Bureau de l'assistance humanitaire (BHA) de l'USAID gère les fonds de l'IDA et était chargé de diriger et de coordonner la réponse du gouvernement américain aux catastrophes naturelles et d'origine humaine. Les catastrophes naturelles comprennent notamment les inondations, les sécheresses et les tsunamis.

et les séismes. Les catastrophes d'origine humaine comprennent les actes de violence, les conflits, les troubles civils ou les explosions. La BHA a engagé des fonds pour des projets d'aide alimentaire d'urgence lorsqu'un besoin était identifié et que les autorités locales n'avaient pas la capacité d'y répondre. La BHA a travaillé en étroite collaboration avec des partenaires internationaux, tels que le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), le Programme alimentaire mondial (PAM) et l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), afin de fournir des biens et des services aux populations afghanes touchées par les conflits et les catastrophes. Depuis le retrait des États-Unis, 81 % des décaissements de l'IDA ont été alloués à ces partenaires et à d'autres organisations des Nations Unies.

Le financement des opérations des agences représentait onze pour cent des crédits totaux.

Au 30 juin 2025, le gouvernement américain avait alloué 16,3 milliards de dollars aux opérations des agences en Afghanistan. Le tableau 4 détaille la répartition de ces opérations entre cinq comptes de financement.

TABEAU 4

CRÉDITS AMÉRICAINS POUR LE FONCTIONNEMENT DES AGENCES, DE L'EXERCICE 2002 AU 30 JUIN 2005 (MILLIARDS DE DOLLARS)			
Compte	Agence	Total	Pourcentage du total
Programmes diplomatiques, y compris la protection de sécurité mondiale (DP)	État	12,0 \$	74%
Dépenses de fonctionnement de l'USAID (OE)	USAID	1.8	11%
Sécurité, construction et maintenance des ambassades (ESCM) - Coûts d'investissement	État	1.5	9%
Supervision (SIGAR, OIG de l'État et OIG de l'USAID)*	Multiple	0,8	5%
Opérations de sécurité, de construction et de maintenance des ambassades (ESCM)	État	0,2	1%
TOTAL – OPÉRATIONS DE L'AGENCE		16,3 \$	

*Les chiffres relatifs au contrôle excluent les montants de l'Office de l'inspecteur général du ministère de la Défense (OIG). Malgré la publication de 55 rapports entre 2009 et 2020 examinant le soutien du ministère de la Défense L'OIG du DOD a indiqué que, concernant les forces de sécurité nationales afghanes (ANDSF), son bureau n'avait « aucune dépense de fonctionnement pour soutenir les efforts de reconstruction en Afghanistan » et n'avait mené « aucune activité dans le cadre de programmes et d'opérations financés par des montants alloués ou autrement mis à disposition pour la reconstruction de l'Afghanistan ».

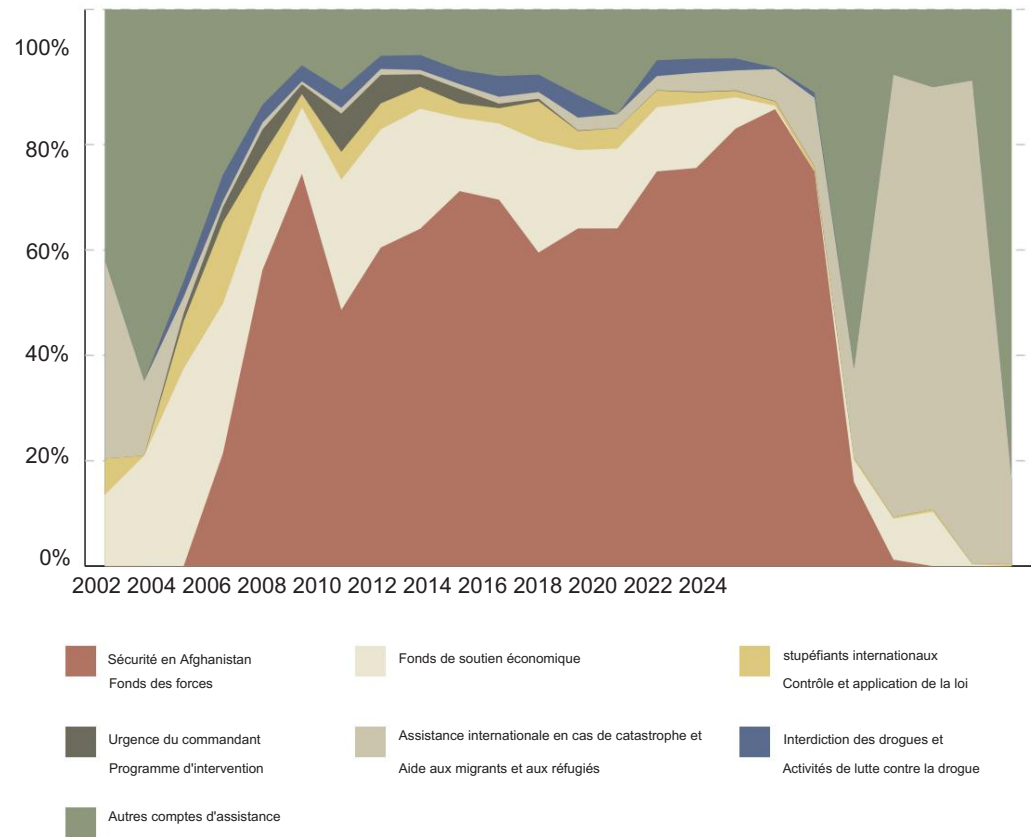
Source : SIGAR, Rapport trimestriel au Congrès des États-Unis, SIGAR-2023-QR-1, 30 janvier 2023, p. 46 ; SIGAR, Rapport trimestriel au Congrès des États-Unis, SIGAR-2025-QR-3, 30 juillet 2025, p. 85.

OBLIGATIONS DE FINANCEMENT

De 2002 au 30 juin 2025, les agences américaines ont engagé plus de 138 milliards de dollars de crédits budgétaires pour la reconstruction de l'Afghanistan. Avant le retrait des États-Unis d'Afghanistan, les comptes de financement de la sécurité représentaient 68 % du total des engagements d'aide (hors opérations des agences). À la fin de l'exercice 2021, le Fonds de sécurité pour la sécurité (ASFF) était le seul compte d'aide à la sécurité encore actif, uniquement pour la clôture des contrats en cours. Après le retrait américain d'Afghanistan, les programmes financés par les deux comptes d'aide humanitaire actifs – l'Aide internationale en cas de catastrophe de l'USAID et l'Aide aux migrations et aux réfugiés du Département d'État – ont augmenté, représentant 84 % des près de 2,9 milliards de dollars d'engagements d'aide post-retrait (hors opérations des agences). La figure 3, à la page suivante, illustre ces évolutions en représentant les engagements des comptes en pourcentage du financement total au fil du temps. Par exemple, la prédominance de l'ASFF et du Fonds de soutien économique sur cette figure témoigne de l'engagement des États-Unis dans les secteurs de la sécurité et du développement jusqu'à la veille de leur retrait en 2021.

FIGURE 3

OBLIGATIONS DU COMPTE D'ASSISTANCE EN POURCENTAGE DU FINANCEMENT TOTAL,
DE L'EXERCICE 2002 AU 30 JUIN 2025



Remarque : Ce chiffre n'inclut pas les engagements liés aux fonds de fonctionnement de l'agence.
Source : Analyse SIGAR.

Les agences ont engagé 138 milliards de dollars de fonds alloués dans 14 secteurs (y compris les opérations des agences) pour la reconstruction de l'Afghanistan.²⁶ Les secteurs et leurs obligations cumulatives respectives apparaissent dans la figure 4 à la page suivante et dans le tableau 5 à la page 15.

Obligations de financement de la sécurité

Les obligations du secteur de la sécurité ont été financées par le biais de l'ASFF, des comptes de financement militaire étranger pour la formation et l'équipement, des comptes de formation et d'entraînement militaires internationaux, des allocations de l'Afghanistan Freedom Support Act de 2002, des contributions à la mission Resolute Support de l'OTAN et des fonds de transfert de bases et d'équipements militaires. Ces fonds visaient principalement le développement et le maintien en condition opérationnelle des forces de sécurité nationales afghanes (ANDSF). Sur plus de 77,9 milliards de dollars engagés, 37,1 milliards (48 %) ont été consacrés au maintien en condition opérationnelle, 11,5 milliards (15 %) aux infrastructures, 19,7 milliards (25 %) aux équipements et aux transports, et 9,5 milliards (12 %) à la formation et aux opérations. Ces allocations sont présentées dans la figure 5, page 14.

Opérations de l'agence

Les obligations opérationnelles de l'agence ont directement financé les programmes diplomatiques ainsi que les coûts d'investissement et de fonctionnement de l'ambassade des États-Unis à Kaboul. Les fonds ont été affectés à la fourniture d'installations sûres et fonctionnelles au personnel diplomatique et consulaire. Les obligations liées à la mission, de l'exercice 2002 au 30 juin 2025, se sont élevées à plus de 13,5 milliards de dollars. En outre, les opérations de l'agence comprenaient 1,5 milliard de dollars d'obligations pour les dépenses de fonctionnement de l'USAID et 788,8 millions de dollars d'obligations pour la supervision.

Renforcement des capacités/Démocratie et gouvernance

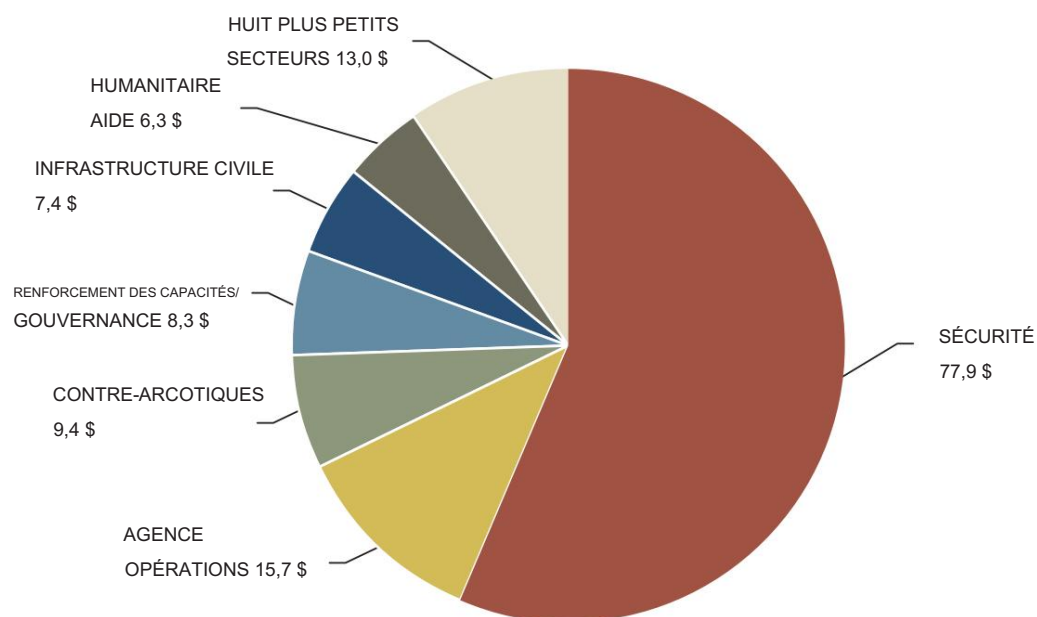
Les obligations du secteur du renforcement des capacités, de la démocratie et de la gouvernance ont été investies dans la mise en place d'un gouvernement national largement accepté, destiné à promouvoir l'unité nationale et à répondre aux besoins du peuple afghan. Ce secteur comprenait des projets visant à soutenir l'état de droit et à promouvoir des élections libres et équitables. Huit comptes de financement ont contribué aux obligations totales de ce secteur, s'élevant à 8,3 milliards de dollars, dont 66 % provenaient du Fonds de soutien économique et 29 % du compte INCLE.

Lutte contre les stupéfiants

La majeure partie des 9,4 milliards de dollars d'engagements dans le secteur de la lutte contre les stupéfiants a été consacrée à des programmes promouvant des alternatives agricoles à la culture du pavot et à la réduction du trafic de drogue. Ces engagements ont été répartis entre huit comptes de financement, le DICDA et l'INCLE ayant respectivement engagé 3,3 milliards et 2,2 milliards de dollars. L'ASFF a également engagé 1,3 milliard de dollars pour des activités de lutte contre les stupéfiants liées au trafic de drogue en Afghanistan.

FIGURE 4

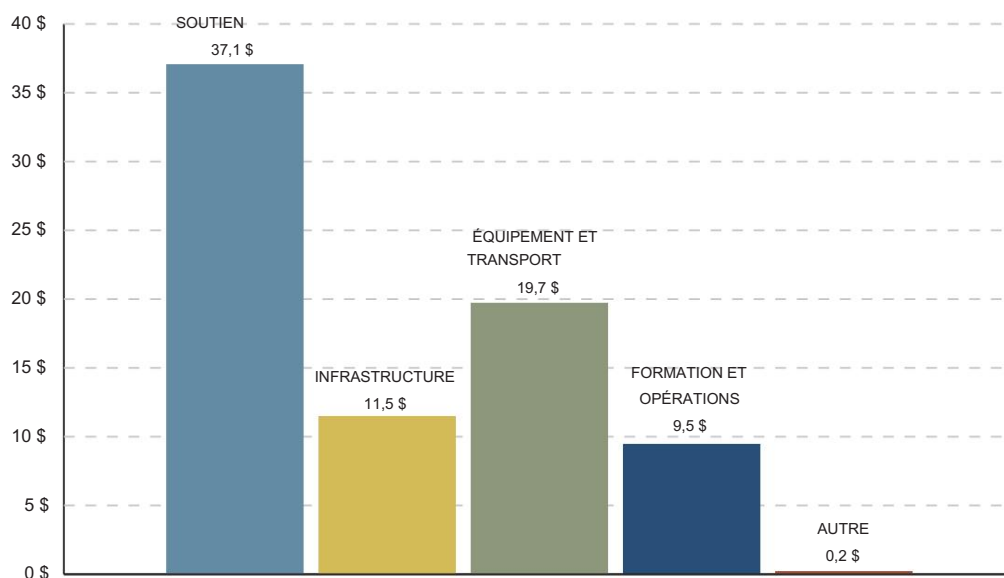
FONDS ENGAGÉS PAR SECTEUR, DE L'EXERCICE 2002 AU 30 JUIN 2025 (MILLIARDS DE DOLLARS)



Source : Analyse SIGAR.

FIGURE 5

OBLIGATIONS DU SECTEUR DE LA SÉCURITÉ, DE L'EXERCICE 2002 AU 30 JUIN 2025 (MILLIARDS DE DOLLARS)



Source : Analyse SIGAR.

CONTRIBUTIONS MULTILATÉRALES À LA RECONSTRUCTION DE L'AFGHANISTAN

Les États-Unis et d'autres pays donateurs ont fourni un financement important pour soutenir les efforts de reconstruction de l'Afghanistan par l'intermédiaire du Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies (OCHA), de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA), de la mission Resolute Support de l'OTAN et de quatre principaux fonds fiduciaires multilatéraux : le Fonds fiduciaire pour la reconstruction de l'Afghanistan (ARTF), rebaptisé en juillet 2023 Fonds fiduciaire pour la résilience de l'Afghanistan, géré par le Groupe de la Banque mondiale (GBM), le Fonds fiduciaire pour le maintien de l'ordre en Afghanistan (LOTFA), géré par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), le Fonds fiduciaire pour l'armée nationale afghane (NATF), géré par l'OTAN, et le Fonds fiduciaire pour les infrastructures de l'Afghanistan (AITF), géré par la Banque asiatique de développement (BAD).

Au 30 juin 2025, les contributions cumulées à ces organisations s'élevaient à 47,6 milliards de dollars, dont 13 milliards provenaient des États-Unis. (Ces contributions sont incluses dans le montant total des engagements présenté dans la section précédente.²⁷) Comme le montre la figure 6 à la page 16, les cinq principaux donateurs internationaux étaient les États-Unis, le Royaume-Uni, l'Allemagne, le Japon et l'Union européenne.

Ces donateurs représentaient 63 % de l'ensemble des contributions multilatérales. Outre ces montants, le Groupe de la Banque mondiale et la Banque asiatique de développement ont pris des engagements financiers à hauteur de 12,16 milliards de dollars en faveur de l'Afghanistan entre 2002 et le 15 août 2021.²⁸

Le Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies (OCHA) continue de piloter les appels d'urgence et les plans de réponse humanitaire annuels ou pluriannuels pour l'Afghanistan. Les pays donateurs ont versé 8,1 milliards de dollars aux programmes parrainés par l'OCHA après le retrait des États-Unis et jusqu'au 30 juin 2025, notamment :

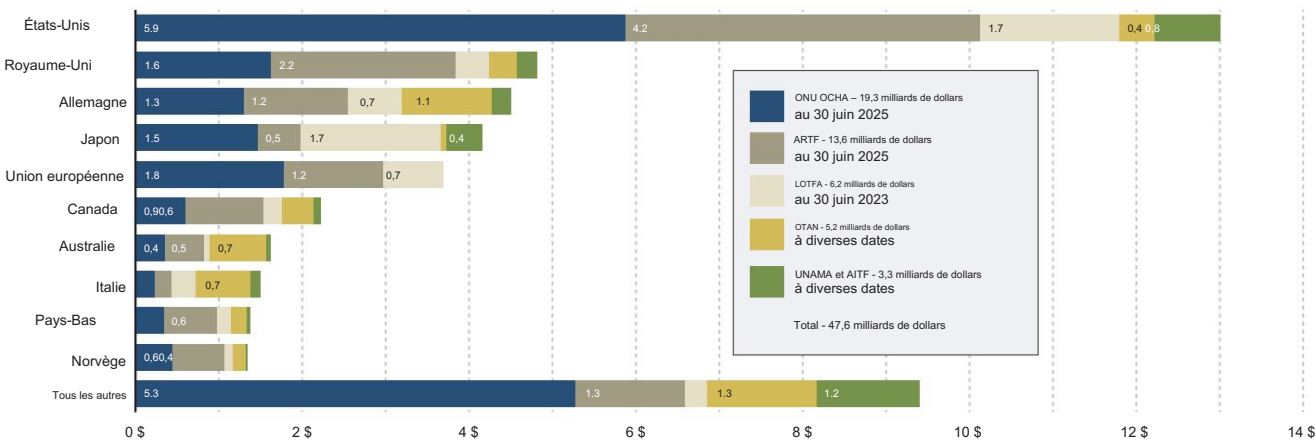
TABEAU 5

OBLIGATIONS PAR SECTEUR, DE L'EXERCICE 2002 AU 30 JUIN 2025 (MILLIARDS DE DOLLARS)			
Secteur	Obligations	Pour cent de Total	Description
Sécurité	77,9 \$	56%	Les fonds de sécurité étaient principalement destinés à soutenir l'ANDSF et comprenaient le financement du maintien en condition opérationnelle lié à la sécurité, des infrastructures, des équipements et du transport, ainsi que des activités de formation et d'opérations.
Opérations de l'agence	15.7	11%	Les activités de l'agence comprenaient le financement des programmes diplomatiques, les coûts de construction et de fonctionnement des ambassades, ainsi que la supervision.
Lutte contre les stupéfiants	9.4	7%	Les programmes de lutte contre les stupéfiants promouvaient des alternatives agricoles à la culture du pavot et des efforts visant à réduire le trafic de drogue.
Renforcement des capacités / Démocratie et Gouvernance	8.3	6%	Les obligations en matière de renforcement des capacités, de démocratie et de gouvernance ont soutenu la mise en place d'un gouvernement national largement accepté, destiné à promouvoir l'unité nationale et à répondre aux besoins du peuple afghan.
Infrastructures civiles	7.4	5%	Les subventions accordées pour les infrastructures civiles ont permis d'élargir et d'améliorer l'accès des citoyens aux infrastructures économiques et sociales. La construction et la rénovation de ces infrastructures visaient à stimuler la croissance économique et les rendements agricoles, à connecter les populations rurales afghanes aux services et à fournir des écoles, des dispensaires et des tribunaux aux citoyens afghans.
Aide humanitaire	6.3	5%	Les obligations en matière d'aide humanitaire ont permis de soutenir le peuple afghan en fournissant une assistance humanitaire répondant à ses besoins urgents en matière de santé, de nutrition, d'eau et d'abri.
Stabilisation	4.0	3%	Les subventions de stabilisation étaient axées sur des projets visant à améliorer la sécurité, à étendre l'action du gouvernement afghan et à faciliter la reconstruction dans les provinces prioritaires. Leur objectif principal était d'améliorer la stabilité afin que des formes plus traditionnelles d'aide au développement puissent reprendre.
Croissance économique	2.4	2%	Les objectifs de ce prix de la croissance économique comprenaient la promotion d'une économie florissante, pilotée par le secteur privé, grâce à l'amélioration des politiques économiques et du climat des affaires. Il visait également à promouvoir les réformes macroéconomiques, le recouvrement des recettes et la privatisation des entreprises publiques.
Santé	2.3	2%	Des prix de santé visant à améliorer l'état de santé de la population générale. Les activités comprenaient la formation de professionnels de santé essentiels, la sensibilisation des Afghans aux bonnes pratiques d'hygiène, l'amélioration des soins dispensés et la mise en place de systèmes d'assurance qualité. L'accès aux soins de santé de base pour les communautés rurales était une priorité, avec un accent particulier sur la santé des femmes et des enfants.
Éducation	1.7	1%	Les bourses d'études soutenaient l'enseignement de base, l'enseignement supérieur et l'alphabétisation, associés à une formation aux compétences productives pour les jeunes et les adultes non scolarisés. Les prix visaient à améliorer l'enseignement, à renforcer les systèmes institutionnels qui soutiennent un enseignement de qualité et à fournir du matériel pédagogique.
Programme de soutien	1.4	1%	Les subventions de soutien aux programmes financent des activités mises en œuvre visant à contribuer à la réalisation d'autres buts et objectifs des programmes américains.
Agriculture	0,9	1%	L'aide agricole était axée sur l'amélioration de la sécurité alimentaire, l'augmentation de la productivité agricole et de l'emploi rural, ainsi que sur l'amélioration des revenus et du bien-être des familles.
Genre	0,3	<1%	Les prix d'égalité des sexes visaient à lever les obstacles à l'épanouissement des femmes et à leur assurer un avenir meilleur, ainsi qu'à leurs familles, leurs communautés et le pays tout entier. Ces prix soutenaient les droits des femmes, facilitaient leur accès aux services publics et à l'emploi, renforçaient leurs compétences et encourageaient leur participation à la vie publique.
Autre	0,1	<1%	Les autres récompenses sont celles qui ne correspondent à aucun des secteurs ci-dessus.
OBLIGATIONS TOTALES	138,0 \$		

Source : Analyse SIGAR.

Les contributions humanitaires du Groupe de la Banque mondiale (GBM) et de la Banque asiatique de développement (BAD) s'élevaient respectivement à 392,2 millions et 580,6 millions de dollars. Après le retrait des États-Unis, le financement de la MANUA s'est poursuivi et, en mars 2025, le Conseil de sécurité des Nations Unies a renouvelé son mandat jusqu'au 17 mars 2026. La Banque mondiale a indiqué que ses contributions au Fonds adaptatif de résilience des talibans (ARTF) avaient cessé après la prise de pouvoir par les talibans, avant de reprendre en septembre 2022. Au 30 juin 2025, l'ARTF soutenait six projets actifs, dotés d'un budget de 1,5 milliard de dollars de subventions approuvées, visant à améliorer la santé, la sécurité alimentaire, l'accès à l'eau, l'éducation, la résilience communautaire et les moyens de subsistance, ainsi qu'à renforcer les institutions et les entreprises de microfinance. Le LOTFA a interrompu ses projets en août 2021. La mission Resolute Support de l'OTAN a pris fin en septembre 2021 et la BAD a gelé tous les projets financés par l'ARTF le 15 août 2021.

FIGURE 6
Contributions des 10 principaux donateurs et d'autres aux institutions multilatérales en Afghanistan (ONU)
PROGRAMMES DÉCLARÉS PAR OCHA (ARTF, LOTFA, OTAN, MANUA et AITF) DEPUIS 2002 (MILLIARDS DE DOLLARS)



Note : Le terme « OTAN » inclut les contributions du Fonds fiduciaire OTAN pour l'ANA (NATF) s'élevant à 3,45 milliards de dollars jusqu'au 11 janvier 2022, les contributions des États membres de l'OTAN pour la mission Resolute Support (1,78 milliard de dollars pour la période 2015-2021), les coûts de la MANUA (2,89 milliards de dollars pour la période 2007-2025) et les contributions de l'AITF, nettes de remboursements (0,39 milliard de dollars, hors remboursements du NATF, soit 0,22 milliard de dollars), au 31 mars 2023. Le Fonds fiduciaire pour la reconstruction de l'Afghanistan a été renommé Fonds fiduciaire pour la résilience de l'Afghanistan (ARTF) en juillet 2023.

Source : SIGAR, Rapport trimestriel au Congrès des États-Unis, SIGAR-2021-QR-4, 30 octobre 2021, p. 58 ; SIGAR, Rapport trimestriel au Congrès des États-Unis, SIGAR-2023-QR-3, 30 juillet 2023, p. 42 ; SIGAR, Rapport trimestriel au Congrès des États-Unis, SIGAR-2025-QR-3, 30 juillet 2025, p. 82.

AIDE BUDGÉTAIRE

Avant la chute du gouvernement afghan en août 2021, le financement américain de la reconstruction de l'Afghanistan prenait deux formes. La première était l'aide budgétaire, qui comprenait des fonds de donateurs alignés sur les plans du gouvernement afghan, inclus dans les budgets approuvés et gérés par le Trésor du Parlement afghan. Cette aide était versée soit bilatéralement par un gouvernement donateur à des entités gouvernementales afghanes, soit par l'intermédiaire de fonds fiduciaires multilatéraux. Comme le montre le tableau 6 à la page suivante, les États-Unis ont fourni plus de 17,3 milliards de dollars d'aide budgétaire au gouvernement afghan, dont près de 6 milliards ont transité par des fonds fiduciaires multilatéraux. Après la chute de l'ancien gouvernement afghan, les États-Unis ont mis fin à toute aide budgétaire. La seconde

La forme de financement était l'aide hors budget, qui comprenait les fonds des donateurs exclus du budget national afghan et non gérés par les systèmes gouvernementaux afghans.²⁹ Les décaissements d'aide hors budget des États-Unis au 30 juin 2025 totalisaient plus de 104 milliards de dollars.

SUIVI DES FONDS : EXIGENCES ET DÉFIS

Exigences de déclaration statutaire du SIGAR pour les crédits

L'article 1229(i) de la loi d'autorisation de la défense nationale pour l'exercice 2008 (Pub. L. n° 110-181), telle que modifiée, stipule que l'inspecteur général doit soumettre aux commissions parlementaires compétentes un rapport trimestriel résumant notamment « les activités menées dans le cadre des programmes et opérations financés par des crédits alloués ou autrement mis à disposition pour la reconstruction de l'Afghanistan ». Ce rapport trimestriel devait notamment inclure « les dépenses de fonctionnement des agences ou entités bénéficiant de crédits alloués ou autrement mis à disposition pour la reconstruction de l'Afghanistan ».³⁰

Le rapport devait également inclure des informations concernant les « montants alloués ou autrement mis à disposition pour la reconstruction de l'Afghanistan », notamment le financement de « tout contrat, subvention, accord ou autre mécanisme de financement important conclu par un ministère ou une agence du gouvernement des États-Unis et impliquant l'utilisation de montants alloués ou autrement mis à disposition pour la reconstruction de l'Afghanistan avec une entité du secteur public ou privé, pour l'un des objectifs suivants : (A) Construire ou reconstruire les infrastructures physiques de l'Afghanistan. (B) Établir ou

rétablir une institution politique ou sociale en Afghanistan. (C) Fournir des produits ou « services au peuple afghan. »³¹



Le 2 mai 2010, des membres de l'équipe de reconstruction de la province de Khost ont rencontré des ingénieurs et des bénéficiaires pour discuter d'un projet d'infrastructure à venir. (Photo du ministère de la Défense)

TABLEAU 6

AIDE BUDGÉTAIRE AMÉRICAINE À L'AFGHANISTAN, 2002 À AOÛT 2021 (MILLIARDS DE DOLLARS)	
Type d'assistance	Décaissements
Relations intergouvernementales	11,4 \$
	10,5
USAID	0,8
État	0,1
Fonds fiduciaires multilatéraux	6,0
ARTF	4,1
LOTFA	1,7
AITF	0,2
TOTAL RESPECTANT LE BUDGET ASSISTANCE	17,3 \$

Source : SIGAR, Rapport trimestriel au Congrès des États-Unis, SIGAR-2021-QR-4, 30 octobre 2021, p. 43.

Le SIGAR a rempli ce mandat légal chaque trimestre depuis octobre 2008. Plus récemment, les crédits cumulés sont résumés dans le tableau F.10, « Crédits américains mis à disposition pour la reconstruction de l'Afghanistan et l'assistance post-retrait, exercice 2002 au 30 juin 2025 », dans le rapport trimestriel du SIGAR au Congrès des États-Unis, daté du 30 juillet 2025.

Les omissions et les déclarations erronées du ministère de la Défense ont empêché des rapports complets et précis.

Les exemples ci-dessous illustrent les difficultés liées à la communication des données relatives au financement du ministère de la Défense.

Le rapport du ministère de la Défense sur le financement de la reconstruction était incomplet.

Malgré les demandes répétées du SIGAR, le ministère de la Défense n'a pas fourni de compte rendu des engagements et des dépenses liés au financement de son personnel affecté à sa mission de formation, de conseil et d'assistance (FCA) aux Forces de sécurité nationales afghanes (FSNAA) dans le cadre de la reconstruction de l'Afghanistan. Si l'ASFF et d'autres comptes du ministère de la Défense ont généralement servi à payer les contractuels soutenant les FSNAA, les activités de FCA propres au ministère et les dépenses associées, bien que potentiellement importantes, n'ont pas été communiquées au SIGAR. De plus, les chiffres de contrôle excluent les montants de l'Office de l'inspecteur général (OIG) du ministère de la Défense. Bien que 55 rapports publiés entre 2009 et 2020 examinant le soutien apporté par le ministère de la Défense aux FSNAA aient été publiés, l'OIG a indiqué n'avoir « aucune dépense de fonctionnement pour soutenir les efforts de reconstruction en Afghanistan » et n'avoir mené « aucune activité dans le cadre de programmes et d'opérations financés par des crédits alloués ou autrement mis à disposition pour la reconstruction de l'Afghanistan ». Par conséquent, les rapports du SIGAR n'incluent pas les activités du ministère de la Défense liées à la mission de FCA ni les coûts de l'OIG.



Un marine américain observe un soldat de l'ANA au centre d'entraînement militaire régional d'Helmand, au camp Shorabak. Le Corps des Marines des États-Unis a été contraint de se redéployer à Helmand suite à l'effondrement du 215e Corps de l'ANA en 2015. (Photo du Corps des Marines des États-Unis par Lucas Hopkins)

Le rapport ASFF du ministère de la Défense fait état de soldes d'engagements et de décaissements surestimés. Un audit de l'OIG du DOD sur la gestion financière du compte ASFF par le DOD, publié en juin 2023, a révélé que le DOD avait « mal géré les fonds alloués à l'ASFF ». Plus précisément, concernant le SIGAR, le rapport a constaté que le DOD avait « erronément indiqué l'état des fonds ASFF dans les rapports utilisés pour alimenter les rapports au Congrès publiés par le SIGAR ». Ces erreurs résultaient d'une série de transferts internes du compte ASFF vers le Fonds fiduciaire des ventes militaires à l'étranger (FMS) et de la gestion connexe des fonds transférés au sein du Fonds fiduciaire FMS.

Le rapport d'audit de l'OIG du DOD a révélé qu'entre les exercices 2005 et 2022, le personnel de la Defense Security Cooperation Agency (DSCA) a transféré 47,5 milliards de dollars du compte ASFF au Fonds fiduciaire FMS. Or, dans les rapports financiers du DOD, ces fonds transférés ont été comptabilisés comme engagés et décaissés, alors qu'il s'agissait en réalité d'un simple transfert administratif du compte ASFF vers le Fonds fiduciaire FMS.

Par commodité, cette série de transactions a surestimé les données relatives aux engagements et aux décaissements pour chaque trimestre de transfert de fonds.³³

Une fois les fonds transférés, la DSCA a conféré le pouvoir d'engagement à six composantes militaires du ministère de la Défense, chargées d'engager et de décaisser les fonds. Toutefois, tous les fonds n'ont pas été engagés et, une fois le pouvoir d'engagement exercé, la DSCA n'a plus été en mesure de consolider ou de suivre facilement les engagements et les décaissements, que ce soit au niveau de chaque subvention ou globalement. Au moment de la publication du présent rapport final du SIGAR, le ministère de la Défense n'avait pas encore corrigé les rapports de l'ASFF afin de refléter les soldes exacts des engagements et des décaissements. Au 30 juin 2025, les dépenses de l'ASFF déclarées au Congrès sont surestimées d'au moins 2,9 milliards de dollars et possiblement jusqu'à 9,1 milliards de dollars, comme le montre le tableau 7, qui détaille deux aspects de cette surestimation.³⁴

En surestimant considérablement les engagements et les décaissements de l'ASFF sur une période de 15 ans, le ministère de la Défense a empêché le SIGAR d'analyser avec précision les crédits de l'ASFF dans ses rapports trimestriels au Congrès. L'OIG du ministère de la Défense a recommandé que la DSCA et le Bureau du sous-secrétaire à la Défense/Contrôleur aident le SIGAR à présenter des soldes retraités des engagements et des décaissements de l'ASFF. Plus de deux ans se sont écoulés depuis la publication de l'audit de l'OIG du ministère de la Défense ; ce dernier n'a pas donné suite aux recommandations de son OIG et pourrait ne pas être en mesure de le faire. Les engagements et les décaissements de l'ASFF restent non rapprochés, et le ministère de la Défense n'a pas répondu aux questions répétées du SIGAR concernant la surestimation potentielle des dépenses. Le SIGAR étant dissous, il ne peut plus superviser la clôture des efforts de rapprochement du ministère de la Défense. Compte tenu de l'ampleur des erreurs potentielles, le Congrès pourrait souhaiter approfondir la question.³⁵

TABEAU 7

ESTIMATION DES DÉPENSES DE L'ASFF, AU MOMENT DE 30 JUIN 2025 (MILLIARDS DE DOLLARS)	
Décaissements déclarés par l'ASFF	74,5 \$
Rapprochement des éléments	
Fonds non dépensés dans le fonds fiduciaire FMS	(2.9)
Autres fonds expirés ou non décaissés	(6.1)
Exagération potentielle	(9.1)
DÉPENSES ESTIMÉES DE L'ASFF	65,4 \$

Remarque : Fonds non dépensés du Fonds fiduciaire FMS : ce poste comprend 2,23 milliards de dollars de fonds annulés et restitués aux États-Unis. Trésor, et 0,7 milliard de dollars d'autres montants qui n'ont pas encore été engagés ou liquidés.

Autres fonds expirés ou non décaissés : La DSCA a indiqué que 6,1 milliards de dollars de fonds expirés ou non décaissés ont été reversés au compte ASFF. Cependant, au moment de la publication du présent rapport final du SIGAR, le ministère de la Défense n'était pas en mesure d'affirmer avec certitude si ces retours étaient reflétés dans les rapports cumulatifs sur l'état des crédits (rapport AR(M) 1002 de l'Armée de terre) fournis au SIGAR et utilisés par celui-ci pour analyser et présenter au Congrès les crédits alloués à l'ASFF. L'enregistrement de ces retours par le ministère de la Défense a une incidence sur l'estimation des dépenses de l'ASFF. Le SIGAR a inclus le montant total des retours au 30 juin 2025 afin de mettre en évidence l'ampleur de l'erreur potentielle.

Source : SIGAR, Rapport trimestriel au Congrès des États-Unis, SIGAR-2025-QR-3, 30 juillet 2025, p. 75.



CHAPITRE 3

CE QUI A ÉTÉ SAUVÉ, CE QUI A ÉTÉ GASPILLÉ, ET CE QUI A ÉTÉ LAISSÉ DERRIÈRE

Depuis sa création en 2008, le SIGAR a supervisé la reconstruction de l'Afghanistan. Le programme a permis de réaliser plus de 4,6 milliards de dollars d'économies pour les contribuables américains. Par ailleurs, les audits et enquêtes du SIGAR ont mis au jour entre 26 et 29,2 milliards de dollars de gaspillage, de fraude et d'abus. Enfin, les États-Unis ont laissé derrière eux plus de 38 milliards de dollars d'équipements militaires et d'infrastructures civiles et militaires.

Des gilets pare-balles gisent au sol dans un hangar de l'aéroport de Kaboul, le 31 août 2021, après le retrait des États-Unis d'Afghanistan. Des avions d'attaque A-29 de l'armée de l'air afghane sont visibles en arrière-plan. (Photo AFP de Wakil Kohsar)

PLUS DE 4,6 MILLIARDS DE DOLLARS D'ÉCONOMIES GÉNÉRÉES POUR NOUS CONTRIBUABLES

Le SIGAR a permis aux contribuables américains de réaliser 4,61 milliards de dollars d'économies. Sa Direction des audits et inspections a généré 2,51 milliards de dollars d'économies grâce à 793 audits de performance, évaluations, inspections, audits financiers et autres rapports. Sa Direction des enquêtes a, quant à elle, permis aux contribuables américains de réaliser 2,10 milliards de dollars d'économies grâce à la clôture de 659 enquêtes. (Ce montant inclut plus de 400 millions de dollars de coûts potentiellement recouvrables dans le cadre d'une poursuite récemment close, pour laquelle des sanctions financières sont en attente.)

LE SIGAR A IDENTIFIÉ ENTRE 26,0 ET 29,2 MILLIARDS DE DOLLARS DE GASPILLAGE, DE FRAUDE ET D'ABUS

En septembre 2017, le Congrès a demandé des informations sur l'ampleur des gaspillages, des fraudes et des abus mis au jour par le travail de contrôle du SIGAR. En réponse, le SIGAR a publié un rapport en juillet 2018 identifiant environ 15,5 milliards de dollars de gaspillages, de fraudes et d'abus découverts depuis sa création en 2008 jusqu'au 31 décembre 2017.³⁶

En octobre 2020, le SIGAR a mis à jour ce rapport, fournissant au Congrès des informations sur 3,4 milliards de dollars supplémentaires de gaspillage, de fraude et d'abus identifiés entre le 1er janvier 2018 et le 31 décembre 2019.³⁷ Cette section fournit au Congrès une deuxième mise à jour, indiquant le total cumulé du gaspillage, de la fraude et des abus identifiés dans les 793 rapports d'audit de performance et financiers de l'agence et dans les 659 enquêtes closes depuis la création du SIGAR jusqu'au 20 septembre 2025.³⁸

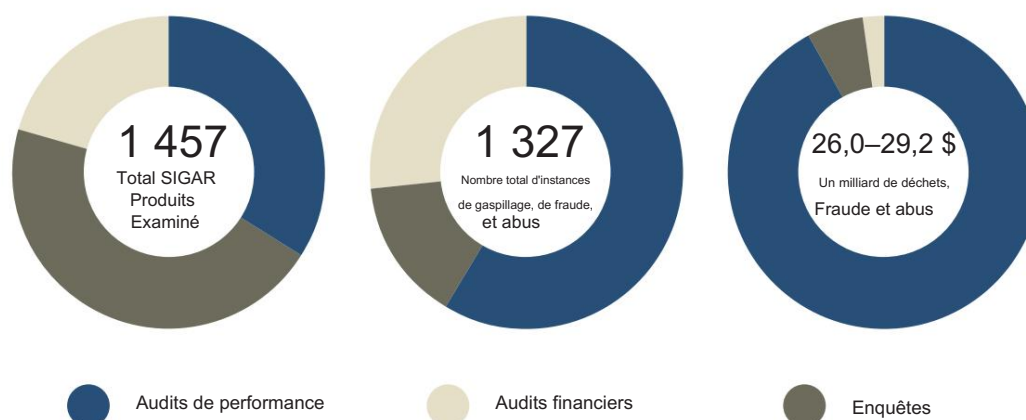
Le SIGAR a identifié 1 327 cas de gaspillage, de fraude et d'abus totalisant entre 26,0 milliards et 29,2 milliards de dollars dans 793 rapports publiés et 659 enquêtes clôturées.

Plus précisément, les rapports de performance du SIGAR ont recensé 730 cas (63 % du total), les audits financiers 352 cas (30 % du total) et les enquêtes closes 78 cas (7 % du total). La figure 7 ci-dessous présente la répartition des cas de gaspillage en fonction de leur valeur totale.

associée à chaque catégorie.

FIGURE 7

NOMBRE DE RAPPORTS EXAMINÉS ET NOMBRE TOTAL D'INSTANCES ET VALEUR ASSOCIÉE DE GASPILLAGE, FRAUDE ET ABUS IDENTIFIÉS, PAR CATÉGORIE



Source : SIGAR, données compilées à partir des rapports de performance du SIGAR, des rapports d'audit financier et des enquêtes closes.

Des rapports de performance ont identifié au moins 23,2 milliards de dollars de gaspillage.

Les 496 rapports d'audit de performance du SIGAR ont recensé 730 cas de gaspillage totalisant entre 23,2 et 26,2 milliards de dollars.³⁹ Ces cas concernaient des programmes et des projets dépourvus d'objectifs clairs, d'indicateurs de performance et de données de qualité permettant d'étayer les décisions de gestion, ainsi que des actifs abandonnés, inutilisés ou présentant des risques pour la sécurité. Voici six exemples – représentant près de 14 milliards de dollars de gaspillage – parmi les 23,2 milliards de dollars recensés dans les rapports d'audit de performance du SIGAR :

1. 7,3 milliards de dollars consacrés à des programmes antidrogue inefficaces : en juin 2018,

Le SIGAR a fait état des milliards dépensés par les États-Unis en Afghanistan pour la lutte contre les stupéfiants. des programmes qui semblent avoir peu contribué à freiner la production et l'exportation de drogues illicites.⁴⁰ Malgré des dépenses de 7,3 milliards de dollars consacrées aux programmes de lutte contre les stupéfiants, L'Afghanistan était le premier fournisseur mondial d'opium au moment où nous avons rédigé notre rapport. produisant plus de 90 % de l'opium mondial en 2018.⁴¹ Les stupéfiants L'industrie en Afghanistan a contribué à une corruption et à une fraude endémiques, et a augmenté l'instabilité politique et l'insécurité ont rendu difficiles les efforts des États-Unis pour stabiliser le pays. Difficile, voire impossible.

2. 4,7 milliards de dollars consacrés à des programmes de stabilisation inefficaces : à compter de septembre

En 2016, le SIGAR a publié cinq rapports portant sur l'échec de la stabilisation par les États-Unis. efforts en Afghanistan.⁴² Le terme « stabilisation » désigne un processus spécifique conçu pour empêcher les insurgés de pénétrer dans une zone après leur expulsion initiale par les forces de sécurité, et les efforts ultérieurs visant à développer les capacités des gouvernements locaux légitimes et des communautés où ils peuvent gérer pacifiquement les conflits et prévenir une résurgence de violence. Les programmes de stabilisation sont de nature transitoire et peuvent inclure efforts visant à établir la sécurité civile, à assurer l'accès au règlement des différends et à fournir des services de base ciblés et établir les bases du retour des personnes déplacées et le développement à plus long terme.

Les rapports d'évaluation du SIGAR ont révélé qu'au niveau politique, le gouvernement américain a surestimé sa capacité à construire et à réformer les institutions gouvernementales en Afghanistan dans le cadre de sa stratégie de stabilisation, et a fixé des objectifs irréalistes. De ce fait, les agences américaines ont dépensé des sommes considérables, et ce, beaucoup trop rapidement, dans un pays totalement incapable de les absorber. Le SIGAR a constaté que les programmes de stabilisation en Afghanistan n'ont pas permis de construire ni de réformer les institutions gouvernementales, et que les importantes sommes d'argent américain allouées à la stabilisation ont souvent exacerbé les conflits, favorisé la corruption et renforcé le soutien aux insurgés. Le montant des dépenses a souvent été le seul critère de réussite, au détriment d'indicateurs de performance plus nuancés.

3. 675 millions de dollars investis dans des projets de développement commercial privés inefficaces :

En janvier 2018, le SIGAR a publié un rapport sur les projets TFBSO du département de la Défense en Afghanistan.⁴³ Ce rapport a noté que le Congrès avait autorisé le TFBSO à financer des projets visant à réduire la violence, renforcer la stabilité et soutenir le retour à la normale économique en Afghanistan par le biais de activités commerciales et économiques stratégiques. Le rapport a constaté que les activités de l'organisation Les objectifs à long terme n'ont pas été atteints car TFBSO n'a pas défini d'objectifs clairs à l'échelle de l'organisation.

L'organisation TFBSO n'avait pas atteint ses objectifs fixés, notamment en matière de création d'emplois et de recettes publiques, et n'avait pas initialement mis en place d'indicateurs de performance à l'échelle de l'organisation pour collecter les données relatives aux projets et évaluer ses propres résultats. Le SIGAR a également constaté que les mauvaises pratiques de planification, de passation de marchés et de supervision de TFBSO avaient contribué à des projets inachevés, à un travail insatisfaisant et à des retards, entraînant un gaspillage de fonds publics américains. Le SIGAR a conclu que sur les 316 millions de dollars (78 %) dépensés par TFBSO pour ses projets, 246 millions n'avaient pas atteint leurs objectifs et que les 675 millions de dollars dépensés (316 millions pour les projets et 359 millions pour les frais de fonctionnement) représentaient un gaspillage de fonds publics américains.

4. 486 millions de dollars pour des avions inutilisés : En juillet 2018, le SIGAR a rapporté que le DOD avait dépensé 486 millions de dollars pour acquérir 20 avions G-222 pour l'armée de l'air afghane qui ne répondaient pas aux exigences opérationnelles.⁴⁴ Les avions ont à peine volé, et 16 d'entre eux ont été vendus et mis au rebut en Afghanistan pour environ six cents la livre, ce qui a permis de rembourser au gouvernement américain 32 000 dollars.
5. 335 millions de dollars pour une centrale électrique sous-utilisée : En août 2015, SIGAR
Il a été rapporté que l'USAID avait construit une centrale électrique de 335 millions de dollars qui avait été fortement sous-utilisée depuis sa construction et qui fonctionnait à moins de 1 % de sa capacité pendant la période examinée.⁴⁵
6. 85 millions de dollars pour un hôtel inachevé et inutilisé : En novembre 2016, le SIGAR a signalé de graves carences dans la gestion et le contrôle de 85 millions de dollars de prêts accordés par l'Overseas Private Investment Corporation (OPIC) pour la construction d'un hôtel et d'un immeuble d'appartements adjacent, juste en face de l'ambassade des États-Unis à Kaboul.⁴⁶ Au moment de l'inspection du SIGAR, l'hôtel et l'immeuble d'appartements étaient inachevés, des coquilles vides abandonnées, et les deux prêts étaient en défaut de paiement.

Des enquêtes closes ont permis d'identifier des déchets d'une valeur comprise entre 871 millions et 1,1 milliard de dollars.

Les 659 enquêtes closes du SIGAR ont examiné 25,3 milliards de dollars de coûts et identifié 78 cas de gaspillage, totalisant entre 871 millions et 1,1 milliard de dollars.

Cas de fraude identifiés

Depuis 2008, le SIGAR a recensé 118 cas de fraude pour un montant total de 594 millions de dollars. Ces cas représentent 9 % des cas et 2 % du coût total des gaspillages, fraudes et abus. La Direction des enquêtes du SIGAR a enquêté sur des fraudes aux marchés publics fédéraux, des fraudes contractuelles, des vols, de la corruption, des pots-de-vin versés à des employés et fonctionnaires du gouvernement, ainsi que sur diverses affaires civiles liées à l'utilisation abusive de fonds publics américains.

Cas d'abus identifiés

Au total, le SIGAR a recensé 49 cas d'abus pour un montant total de 1,3 milliard de dollars, soit 4 % des cas et 4 % du montant total des gaspillages, fraudes et abus. Plus précisément, les rapports d'audit de performance du SIGAR ont identifié 16 cas pour un montant total de 34,5 millions de dollars, et les enquêtes clôturées ont révélé 33 cas pour un montant total de 1,3 milliard de dollars.

Le rapport du SIGAR de juillet 2018, portant sur le Programme d'investissement et de développement minier pour la durabilité de l'Afghanistan de l'USAID (qui visait à renforcer la capacité du ministère afghan des Mines et du Pétrole à réglementer la production extractive du pays), a mis en lumière un cas d'abus. Le SIGAR a constaté que le programme n'avait pu atteindre ses objectifs en raison d'abus de pouvoir de la part de responsables gouvernementaux afghans, notamment leur implication dans des opérations minières illégales. Le succès du programme reposait sur l'hypothèse que le Parlement afghan aurait la volonté politique d'adopter une loi améliorée sur l'exploitation minière dès le lancement du projet. Or, selon un responsable de l'USAID, cette volonté politique faisait défaut pour lutter contre les opérations minières illégales, car celles-ci étaient gérées par des parlementaires, leurs familles ou d'autres personnalités influentes afghanes, ou profitaient à ces derniers.

LES ÉTATS-UNIS ONT LAISSÉ DERRIÈRE DES MILLIARDS DE DOLLARS EN ÉQUIPEMENTS MILITAIRES ET EN INFRASTRUCTURES MILITAIRES ET CIVILES LORS DE LEUR RETRAIT D'AFGHANISTAN

Des milliards de dollars investis dans le développement et l'équipement des Forces nationales de défense et de sécurité afghanes (FNDSA), ainsi que des milliards de dollars consacrés à la construction d'infrastructures civiles, ont été perdus lors du retrait des États-Unis d'Afghanistan en août 2021. Au total, les États-Unis avaient engagé au moins 38,6 milliards de dollars pour équiper et construire des infrastructures destinées aux FNDSA et pour développer des infrastructures civiles au profit du peuple afghan. Si le SIGAR n'a pu inspecter aucun des équipements ou installations construits pour les FNDSA après le retrait américain, il a néanmoins pu examiner 90 infrastructures civiles entre octobre et décembre 2024.

De l'exercice budgétaire 2002 au 30 juin 2025, les États-Unis ont engagé 31,2 milliards de dollars pour les infrastructures, les équipements et le transport des Forces de sécurité nationales afghanes (ANDSF). Sur ce montant, 19,7 milliards ont été consacrés à l'équipement et au transport de l'ANDSF. Ce financement a notamment permis l'acquisition de 96 000 véhicules terrestres, 51 180 véhicules tactiques légers ou polyvalents, 23 825 véhicules tout-terrain à haute mobilité (HMWD), près de 900 véhicules blindés de combat, 427 300 armes, 17 400 systèmes de vision nocturne intégrés au casque, au moins 162 aéronefs, et d'autres équipements. Au 31 juillet 2021, soit environ deux semaines avant la prise de contrôle par les talibans, les registres du DOD indiquaient que l'armée de l'air afghane disposait de 162 avions fournis par les États-Unis dans son inventaire, dont 131 étaient utilisables.⁴⁹ Les 11,5 milliards de dollars restants sur les 31,2 milliards dépensés par les États-Unis ont été consacrés à la construction d'infrastructures pour les forces de sécurité afghanes, notamment la construction de quartiers généraux, d'installations d'entraînement et de bases ou avant-postes à travers le pays.

Comme indiqué précédemment, en raison de la prise de pouvoir par les talibans, le SIGAR n'a pu inspecter aucun des équipements fournis aux forces de sécurité afghanes (ANDSF) ni les installations construites pour elles après la chute du gouvernement afghan. Cependant, le département de la Défense a déterminé que les États-Unis avaient laissé derrière eux environ 7,1 milliards de dollars de matériel et d'équipements fournis à l'ANDSF. De même, on peut supposer que toutes les installations des forces de sécurité nationales afghanes (ANDSF) qui n'ont pas été détruites sont sous le contrôle des talibans. Ces équipements, armes et installations, financés par les contribuables américains, constituent le cœur de l'appareil sécuritaire des talibans.

Les États-Unis ont également engagé 7,4 milliards de dollars pour la construction d'infrastructures civiles entre l'exercice 2002 et le 30 juin 2025. Ce montant inclut les infrastructures civiles et électriques telles que les lignes électriques et les transformateurs, les routes et les ponts, les aménagements commerciaux, les équipements publics, les écoles et les hôpitaux. D'octobre à décembre 2024, le SIGAR a inspecté 90 sites où les États-Unis avaient dépensé au moins 1,4 milliard de dollars pour la construction d'infrastructures civiles. Le SIGAR a constaté que 78 des 90 infrastructures inspectées étaient opérationnelles et utilisées conformément aux intentions des États-Unis, au bénéfice des civils afghans. Le SIGAR a également constaté que sept infrastructures étaient opérationnelles mais non utilisées comme prévu, et que cinq infrastructures étaient hors service. Concernant les infrastructures utilisées mais non conformes aux intentions :

- Une passerelle piétonne était utilisée pour la circulation automobile ;
- Un bâtiment commercial a été utilisé comme terrain de football car il était tombé en ruine. en raison d'un manque d'entretien et du vol de matériel ;
- Un bâtiment administratif gouvernemental a été utilisé pour loger les forces de sécurité talibanes au lieu des administrateurs du gouvernement ;
- Trois dortoirs d'écoles pour filles ont été utilisés pour loger des élèves de sexe masculin ; et
- Un hôpital n'était pas utilisé comme prévu en raison de problèmes de personnel et de fonctionnement.

Les inspections du SIGAR ont également révélé que 61 des 90 infrastructures civiles présentaient certains problèmes. preuves d'entretien depuis la prise de pouvoir par les talibans.

Enfin, outre les milliards de dollars que les États-Unis ont dépensés en équipements et en construction d'infrastructures, les États-Unis ont également fourni 17,3 milliards de dollars d'aide budgétaire — un financement fourni directement au gouvernement afghan ou par l'intermédiaire de fonds fiduciaires multilatéraux — au gouvernement afghan de l'exercice 2002 au 15 août 2021.⁵⁰ Bien que le montant de l'aide budgétaire ait varié au fil du temps, le montant des fonds sur les comptes contrôlés par le gouvernement afghan a régulièrement varié en fonction des ajouts et des décaissements de fonds.

Le SIGAR a déterminé qu'environ 57,6 millions de dollars se trouvaient probablement encore sur des comptes contrôlés par le gouvernement afghan lorsque les talibans ont pris le pouvoir en août 2021. Les États-Unis n'ont pas pu récupérer ces fonds et le SIGAR a déterminé qu'il est probable que les talibans aient pu accéder à au moins une partie de cet argent lorsqu'ils ont pris le contrôle du ministère des Finances afghan.



CHAPITRE 4

PRINCIPALES CONCLUSIONS DES AUDITS ET INSPECTIONS DE L'AIDE AMÉRICAINE À L'AFGHANISTAN

INTRODUCTION AUX AUDITS ET AUX INSPECTIONS

La loi habilitante exigeait que le SIGAR fournisse des services indépendants et objectifs.

Le contrôle des programmes et opérations financés par les crédits alloués par le Congrès pour la reconstruction de l'Afghanistan a été renforcé. ¹ En réponse, le SIGAR a créé la Direction des audits et inspections, dirigée par un inspecteur général adjoint basé au siège du SIGAR à Arlington, en Virginie. La mission principale de cette direction était de réaliser des audits afin de prévenir et de détecter les gaspillages, les fraudes et les abus dans les programmes et opérations de reconstruction de l'Afghanistan. Toutefois, depuis le retrait des troupes américaines d'Afghanistan en août 2021, ses rapports portent également sur l'examen de l'aide humanitaire américaine fournie à l'Afghanistan, afin de garantir que les fonds américains soient utilisés conformément à leur destination et ne soient pas détournés au profit des talibans.

Afin d'optimiser le contrôle et d'éviter les doublons, le SIGAR a participé à un groupe de planification stratégique conjoint regroupant les inspecteurs généraux du ministère de la Défense, du département d'État et de l'USAID. Ce groupe a coordonné les plans d'audit et a éliminé tout risque de chevauchement des travaux. ²

Le SIGAR a fonctionné conformément aux normes de qualité du Conseil des inspecteurs généraux en matière d'intégrité et d'efficacité pour les bureaux fédéraux des inspecteurs généraux.

Des spectateurs assistent à une compétition de lutte traditionnelle afghane sur un terrain du district d'Arghandab, dans la province de Kandahar, le 8 mai 2025. (Photo AFP de Sanaullah Seiam)

Ce document définit le cadre de qualité global pour la gestion, le fonctionnement et l'exécution des travaux menés par un Bureau de l'Inspecteur général. Plus précisément, les normes intègrent par référence les normes professionnelles d'audit prescrites par le Contrôleur général des États-Unis pour les audits des entités, organisations, programmes, activités et fonctions fédérales. Ces normes sont énoncées dans les Normes d'audit gouvernementales, révision de 2018, également connues sous le nom de normes d'audit gouvernementales généralement acceptées, et dans la mise à jour technique d'avril 2021 de ces normes. Elles exigent que le SIGAR planifie et réalise ses travaux de manière à obtenir des éléments probants suffisants et appropriés pour étayer raisonnablement ses constatations et conclusions, conformément aux objectifs d'audit.

Pour remplir son mandat de contrôle législatif, le SIGAR a mené des audits de performance, des inspections, des évaluations, des audits financiers et d'autres examens. Ces documents attestent du contrôle exercé par l'agence sur un large éventail d'activités de reconstruction, recensent les problèmes liés aux efforts de reconstruction américains et formulent des recommandations visant à améliorer l'efficacité et l'efficacité. Ces documents comprennent :

- Les audits de performance, qui ont fourni des analyses, des constatations et des conclusions objectives pour aider la direction et les personnes chargées de la gouvernance et de la surveillance à, entre autres, améliorer le rendement et les opérations des programmes, réduire les coûts, faciliter la prise de décision par les parties responsables de la supervision ou de l'initiative de mesures correctives et contribuer à la reddition de comptes publique.
- Les inspections, qui ont permis de déterminer si la construction d'un bâtiment, d'une installation ou d'un autre type d'infrastructure avait été réalisée conformément aux exigences contractuelles, aux exigences de construction applicables ou à d'autres critères, et si le bâtiment ou l'installation avait été utilisé et entretenu comme prévu.
- Des évaluations, qui ont fourni des informations factuelles et analytiques, et ont déterminé se conformer aux lois, règlements, politiques et/ou exigences du programme applicables.
- Des audits financiers ont examiné les subventions à remboursement de frais accordées par le ministère de la Défense, le département d'État, l'USAID et d'autres agences américaines. Ces subventions autorisent les contractants et les bénéficiaires à se faire rembourser leurs dépenses admissibles. ³
- Autres documents SIGAR connexes utilisés pour mener une enquête, partager des observations formulées au cours de l'audit qui ne justifient pas nécessairement un rapport d'audit complet, ou soulever un problème nécessitant une attention immédiate. À titre d'exemple, citons les lettres d'alerte, les lettres de demande d'informations et les rapports de projets spéciaux. Cette catégorie exclut les rapports trimestriels et les témoignages devant le Congrès.

RAPPORTS D'AUDIT DE PERFORMANCE, D'INSPECTION ET D'ÉVALUATION

Entre 2002 et le 30 juin 2025, les agences américaines ont engagé 138 milliards de dollars sur les 148,2 milliards alloués par le Congrès à la reconstruction de l'Afghanistan. Afin de superviser les plus de 122 milliards de dollars engagés par les États-Unis pour les programmes de reconstruction en Afghanistan, le SIGAR a réalisé 476 audits de performance, inspections, évaluations et autres rapports depuis sa création jusqu'au 20 septembre 2025. Ces rapports portaient sur tous les aspects de la reconstruction de l'Afghanistan. Le tableau 8, en page suivante, présente le montant des fonds engagés pour la reconstruction par secteur et le nombre d'audits de performance, d'inspections, d'évaluations et autres examens connexes menés par l'agence.

TABLEAU 8

SECTEURS COUVERTS PAR LES AUDITS, ÉVALUATIONS ET INSPECTIONS DE PERFORMANCE DE SIGAR						
Secteur	Obligé Montant (milliards de dollars)	Nombre de Performance Rapports	Nombre de Évaluation Rapports	Nombre de Inspection Rapports	Nombre de Autres rapports	Nombre total de Rapports
Sécurité	77,9 \$	42	2	38	41	123
Lutte contre les stupéfiants	9,4 \$	4	0	0	3	7
Renforcement des capacités et gouvernance	8,3 \$	23	1	0	11	35
Infrastructures civiles	7,4 \$	14	1	43	46	104
Aide humanitaire	6,3 \$	2	2	0	1	5
Stabilisation	4,0 \$	10	0	0	4	14
Croissance et développement économiques	2,4 \$	9	1	0	3	13
Santé	2,3 \$	4	0	0	0	4
Éducation	1,7 \$	2	1	0	1	4
Agriculture	0,8 \$	1	0	0	3	35
Programme de soutien	1,4 \$	2	0	0	0	2
Questions relatives aux femmes	0,3 \$	7	0	0	3	10
Autre	0,1 \$	29	8	1	58	96
TOTAL	122,3 \$	149	16	82	232	452

Remarque : Le tableau exclut 15,7 milliards de dollars d'engagements liés aux opérations de l'agence. La loi habilitante du SIGAR limite son champ d'action aux fonds consacrés à la reconstruction de l'Afghanistan. Par conséquent, le SIGAR n'a pas examiné les fonds alloués aux opérations générales de l'agence.

Source : SIGAR, Rapport trimestriel au Congrès des États-Unis, SIGAR-2025-QR-1, 31 décembre 2024. Analyse par le SIGAR des rapports de performance, d'évaluation et d'inspection du SIGAR publiés du 28 janvier 2008, date de la loi habilitante du SIGAR, au 31 décembre 2024.

Le SIGAR (Security Sector Oversight) a publié 42 audits de performance, 38 inspections, 2 évaluations et 41 autres rapports examinant les 77,9 milliards de dollars d'obligations pour la programmation du secteur de la sécurité.

La majeure partie des fonds américains en Afghanistan a été consacrée à la sécurité en soutien aux Forces de sécurité nationales afghanes (ANDSF), notamment à la construction d'infrastructures, à la fourniture d'équipements, à la formation et au soutien des opérations. Le SIGAR a indiqué que les États-Unis manquaient de volonté politique pour consacrer le temps et les ressources nécessaires à la mise en place d'un secteur de la sécurité durable dans un pays ravagé par la guerre et la pauvreté. De plus, le gouvernement afghan était gangrené par la corruption et les intérêts personnels, ce qui a encore davantage nui à l'efficacité des efforts américains. En conséquence, le gouvernement américain a créé des ANDSF incapables d'opérer de manière autonome et a fixé des objectifs irréalistes pour le développement de leurs capacités, ce qui a conduit à leur effondrement et au gaspillage de milliards de dollars de fonds publics américains. Vous trouverez ci-dessous des exemples de rapports du SIGAR sur le secteur de la sécurité.

Paiement des salaires aux forces de sécurité afghanes : En avril 2011, janvier 2015, avril 2015 et juillet 2022, le SIGAR a publié des rapports sur l'utilisation des fonds américains pour le paiement des salaires du personnel des forces de sécurité afghanes (ANDSF). Le rapport d'avril 2011 a révélé que le système de gestion du personnel et de la paie du ministère afghan de l'Intérieur ne fournissait pas de données et d'enregistrements fiables et cohérents concernant le personnel du ministère, ce qui pouvait entraîner un gaspillage, une fraude ou un détournement de fonds publics américains. Le rapport de janvier 2015, portant sur les systèmes de gestion du personnel et de la paie de la police nationale afghane, a mis en évidence la présence d'employés fictifs dans des effectifs et des salaires gonflés, ce qui ne permettait guère de garantir que les fonds des contribuables américains n'étaient pas utilisés à mauvais escient.

au gaspillage, à la fraude ou aux abus. Le rapport de l'agence d'avril 2015 examinait le système de gestion du personnel et de la paie de l'armée nationale afghane et constatait des faiblesses persistantes et importantes en matière de contrôle interne, ayant entraîné le versement de salaires à des employés fictifs et des rémunérations gonflées, exposant une fois de plus les fonds des contribuables américains au gaspillage, à la fraude et aux abus.

Enfin, le rapport du SIGAR de juillet 2022 a démontré que le ministère de la Défense avait dépensé 64 millions de dollars pour un nouveau système consolidé de gestion du personnel et de la paie qui n'a pas fonctionné comme prévu. De ce fait, des fonds américains ont continué d'être utilisés pour rémunérer des employés fictifs ou pour des salaires gonflés, ce qui a conduit le ministère de la Défense à verser indûment au moins 232 millions de dollars.

Le rapport conclut que, malgré le fait que le ministère de la Défense ne connaissait pas les effectifs réels des forces de sécurité nationales afghanes (ANDSF), et même en présence de signaux d'alarme indiquant des chiffres largement surestimés, le ministère a continué à demander des milliards de dollars au Congrès pour financer les ANDSF jusqu'à l'effondrement du gouvernement afghan en août 2021, exposant ainsi ces fonds au gaspillage, à la fraude et aux abus.

Infrastructures pour les forces de sécurité afghanes : En septembre 2013, le SIGAR a fait état de dépenses prévues de 4,7 milliards de dollars pour la construction de 400 installations destinées à soutenir les forces de sécurité afghanes (ANDSF). Le SIGAR a constaté que, malgré certaines mesures d'économie prises par le ministère de la Défense, des possibilités supplémentaires de réduction des dépenses existaient. Plus précisément, le ministère finançait la construction d'installations permanentes dont les besoins dépassaient ceux des ANDSF. Suite à ce rapport, le ministère de la Défense a réévalué le nombre d'installations qu'il envisageait de construire et a réduit le nombre de celles qui étaient inutiles, ce qui a permis de réaliser des économies estimées à 600 millions de dollars.

Centre de commandement et de contrôle afghan inutilisé : En mai 2015, le SIGAR a signalé la construction par le département de la Défense (DoD) d'un centre de commandement et de contrôle de 36 millions de dollars destiné aux forces de sécurité afghanes dans la province d'Helmand. Le DoD avait demandé des fonds pour la construction d'un tel centre afin de soutenir le renforcement des troupes américaines de 2010, mais le général américain responsable de cette opération à Helmand s'y était opposé, estimant que les ressources existantes étaient déjà parfaitement adaptées à la mission. Cette demande avait toutefois été rejetée par un général américain de rang supérieur, qui jugeait imprudent d'annuler un projet pour lequel des fonds avaient déjà été alloués par le Congrès. Le DoD avait quasiment achevé la construction du bâtiment en avril 2013, environ sept mois après la fin du renforcement des troupes, mais celui-ci n'a jamais été utilisé, entraînant un gaspillage de 36 millions de dollars de fonds publics américains.

Uniformes et équipements pour les forces de sécurité afghanes : En avril 2017, le SIGAR a indiqué que le département de la Défense (DoD) avait dépensé 415 millions de dollars en uniformes et équipements (casques, gilets pare-balles, bottes et sacs de couchage) pour les forces de sécurité afghanes (ANDSF). Le système de gestion des stocks du DoD reposait sur des données douteuses ou inexactes concernant le personnel, la consommation et les stocks, et le département n'avait pas défini les rôles et les responsabilités en matière de saisie, de commande et de suivi des données. Ces problèmes ont engendré des difficultés pour le DoD en matière d'approvisionnement et d'équipement des ANDSF, ce qui a affecté leur capacité opérationnelle. Le SIGAR a conclu que le DoD ne pouvait pas s'assurer que les fonds versés au gouvernement afghan pour les uniformes et les équipements avaient bien été utilisés à ces fins.

Efforts de soutien aux programmes pour la pérennité des forces de sécurité afghanes : De juin 2010 à juillet 2021, le SIGAR a publié neuf rapports sur les efforts de soutien et de maintenance déployés par les États-Unis pour renforcer les capacités des forces de sécurité afghanes (ANDSF) et leur permettre d'opérer de manière autonome et de se maintenir en activité. En septembre 2021, le secrétaire à la Défense a déclaré devant le Congrès que l'effondrement des ANDSF avait pris le Pentagone « par surprise, et qu'il serait malhonnête de prétendre le contraire ». ¹ Pourtant, pendant plus d'une décennie – et même un mois seulement avant l'effondrement des ANDSF –, le SIGAR avait fait état de nombreux obstacles à la pérennité des ANDSF, contrairement à la déclaration du département.

En juin 2010, le SIGAR a indiqué que les États-Unis ne disposaient pas d'un système fiable pour suivre les progrès de la Force de sécurité nationale andane (ANDSF) vers une autonomie financière, soulignant de graves difficultés liées à la sécurité, au manque d'encadrement et à l'insuffisance de la formation. Le rapport a également relevé des carences systémiques au sein de l'ANDSF, telles que des problèmes logistiques, le roulement du personnel, l'insuffisance des autorisations de recrutement, des infrastructures défaillantes, la corruption, la toxicomanie et l'analphabétisme.

- En octobre 2012, le SIGAR a indiqué que l'ANDSF continuait de faire face à des défis cela l'empêcherait d'être pleinement en mesure de maintenir ses installations après la baisse significative prévue du soutien des États-Unis et de la coalition en 2014, exposant ainsi les fonds du gouvernement américain à un gaspillage.

En janvier 2014, le SIGAR a indiqué que les Forces de sécurité nationales afghanes (ANDSF) ne pourraient pas atteindre l'objectif du ministère de la Défense d'un taux d'alphabétisation de 100 %, notamment en raison de leur taux d'attrition annuel de 30 à 50 %, et que les programmes de formation à l'alphabétisation en place n'étaient pas viables. Le SIGAR a conclu que l'incapacité des ANDSF à atteindre un taux d'alphabétisation de 100 % pourrait compromettre leur capacité à constituer une force efficace et, par conséquent, exposer les fonds des contribuables américains à un risque de gaspillage.

- En février 2014, le SIGAR a donné suite à son rapport de juin 2010 et a constaté que Les États-Unis ne disposaient toujours pas d'un système fiable pour suivre les progrès des forces de sécurité nationales afghanes en vue de devenir une force de combat durable et efficace.

En janvier 2016, le SIGAR a indiqué que la brigade du génie de l'ANDSF n'était même pas « partiellement opérationnelle », citant le manque d'alphabétisation et l'absentéisme comme facteurs, et qu'il était peu probable qu'elle le devienne dans un avenir proche. En octobre 2018, le SIGAR a de nouveau signalé que le ministère de la Défense n'était toujours pas en mesure d'évaluer l'efficacité de ses efforts de formation pour renforcer les capacités de l'ANDSF.

En juillet 2020, le SIGAR a indiqué que les Forces de sécurité nationales afghanes (ANDSF) n'étaient pas en mesure de maintenir la formation et les programmes américains en matière de renseignement, de surveillance et de reconnaissance ; qu'elles perdaient du matériel crucial et coûteux ; et que le ministère de la Défense risquait de gaspiller des fonds publics américains dans des formations et des programmes que les ANDSF n'utiliseraient pas. En avril 2018 et juillet 2021, le SIGAR a publié des rapports sur le transfert des activités liées au carburant des ANDSF par le ministère de la Défense. Le SIGAR a constaté des actes de corruption au sein des ANDSF, notamment le vol de la moitié du carburant. Il a également constaté que le ministère de la Défense n'avait pas élaboré de plan de transition ni veillé à la mise en place de contrôles et de systèmes adéquats permettant aux ANDSF de prendre le contrôle des activités liées au carburant de manière efficace et responsable. Le SIGAR a conclu que, sans carburant, les opérations des ANDSF cesseraient et que le vol de carburant et la corruption auraient des conséquences désastreuses. Cela empirerait.

Le SIGAR (Comité de surveillance du secteur de la lutte contre les stupéfiants) a publié quatre audits de performance et trois autres rapports examinant les 9,4 milliards de dollars d'engagements liés aux programmes de lutte contre les stupéfiants. Ces fonds ont été alloués à des programmes visant à réduire le trafic de drogue et à promouvoir des alternatives agricoles à la culture du pavot, un facteur majeur de violence et d'insurrection en Afghanistan. Les rapports du SIGAR ont révélé que les États-Unis n'étaient pas en mesure d'évaluer l'impact de leurs programmes de lutte contre les stupéfiants et que, faute de connaître cet impact, des fonds américains ont potentiellement été gaspillés. De plus, de nombreux progrès réalisés grâce à ces programmes se sont avérés temporaires et non durables, car la réduction des cultures n'était souvent possible que dans des conditions de sécurité renforcée. Vous trouverez ci-dessous des exemples de rapports du SIGAR sur le secteur de la lutte contre les stupéfiants.

Avions pour les forces spéciales afghanes : En juin 2013, le SIGAR a publié un rapport sur un programme du Département de la Défense (DoD) d'un montant de 772 millions de dollars portant sur l'acquisition d'une flotte d'avions destinés aux forces spéciales afghanes pour des missions de lutte contre le trafic de stupéfiants et le terrorisme. ² Le SIGAR a constaté que le DoD avait persisté dans l'achat de 48 nouveaux appareils malgré le manque d'adhésion du gouvernement afghan, l'insuffisance de personnel afghan pour exploiter et entretenir cette nouvelle flotte, et l'incapacité des forces spéciales afghanes à atteindre un effectif complet. Le SIGAR a conclu que si le DoD poursuivait l'acquisition de cette nouvelle flotte, les fonds américains seraient gaspillés, car les avions resteraient inutilisés et non entretenus. Dans ses observations sur le rapport, le DoD a déclaré avoir attribué les contrats d'achat des avions et qu'il finaliserait l'acquisition.

Traitement de la toxicomanie en Afghanistan : En juillet 2019, le SIGAR a publié un rapport sur la mission antidrogue du Département d'État en Afghanistan, dotée d'un budget de 50 millions de dollars. Cette mission comprenait la mise en place d'un programme de traitement de la toxicomanie, la gestion et l'entretien de centres de désintoxication, l'élaboration de modèles de traitement et le recrutement et la formation de personnel clinique afghan. ³ Le SIGAR a constaté que le Département d'État n'était pas en mesure d'évaluer l'efficacité du programme, faute d'avoir respecté les normes professionnelles de l'agence et du gouvernement américain. De ce fait, il n'a pas pu prendre de décisions éclairées concernant ses programmes de traitement de la toxicomanie en cours, n'a pas eu une vision claire de l'impact de ses actions et n'a pas veillé à ce que le gouvernement afghan puisse pérenniser les programmes et les infrastructures.

Lutte contre le financement du trafic de stupéfiants : En mars 2021, le SIGAR a publié un rapport sur les efforts américains de lutte contre le trafic de stupéfiants en Afghanistan, faisant état d'au moins 22 millions de dollars consacrés à la lutte contre le financement du trafic de stupéfiants à des fins terroristes. Le SIGAR a constaté que le département de la Défense (DoD), le département d'État et le département de la Justice (DOJ) n'étaient pas tenus de déclarer, et ne l'ont donc pas fait, le montant des fonds dépensés pour lutter contre le financement du trafic de stupéfiants ni d'en évaluer l'impact. Le SIGAR a également constaté que les agences américaines avaient identifié des difficultés dans la mise en œuvre de leurs programmes actuels et futurs, mais que seul le DoD avait pris des mesures pour y remédier. Le SIGAR a conclu que les agences américaines manquaient une occasion d'en apprendre davantage sur le financement du trafic de stupéfiants en Afghanistan et que, faute de données sur l'efficacité de ces efforts, elles risquaient également de gaspiller des fonds américains.

Le SIGAR (Structured Integrated Group Accountability and Governance Sector

Oversight) a publié 23 audits de performance, 1 évaluation et 11 autres rapports examinant les 8,3 milliards de dollars de fonds engagés pour les programmes du secteur du renforcement des capacités et de la gouvernance. Ces fonds étaient destinés à la mise en place d'un gouvernement national largement accepté, censé promouvoir l'unité nationale et répondre aux besoins du peuple afghan. Les audits du SIGAR ont révélé que l'incapacité du gouvernement afghan à réduire la corruption et à instaurer un système judiciaire juste et équitable a conduit à l'échec des efforts visant à promouvoir l'unité nationale et à obtenir le soutien de la population. Vous trouverez ci-dessous des exemples de rapports du SIGAR sur le renforcement des capacités et la gouvernance.

Lutte contre la corruption : Entre décembre 2009 et août 2021, le SIGAR a publié six rapports sur les efforts déployés par les États-Unis pour réduire la corruption au sein de l'ancien gouvernement afghan. Ces rapports ont mis en lumière l'effet profondément pernicieux de la corruption sur les principales institutions afghanes, notamment les Forces de sécurité nationales afghanes (ANDSF). Ils ont également souligné que le gouvernement afghan avait pris des mesures pour lutter contre la corruption, mais qu'il se heurtait à d'importantes difficultés pour parvenir à des réformes concrètes et durables, concentrant souvent ses efforts sur des réformes immatérielles et des actions de façade qui, en fin de compte, n'ont guère contribué à réduire la corruption.

En outre, les rapports ont constaté d'importants obstacles empêchant le gouvernement afghan d'exercer son autorité pour poursuivre les individus puissants soupçonnés de corruption, ce qui a réduit la confiance dans le système judiciaire afghan, les puissants semblant souvent échapper à la justice.

Le SIGAR a également constaté que des individus influents et des fonctionnaires s'étaient enrichis au détriment de la nation, et que le gouvernement afghan n'avait pas enrayé l'enrichissement illégal des agents publics ni l'alimentation de la corruption par des marchés largement non réglementés. Le SIGAR a conclu que ni le gouvernement afghan ni la communauté internationale des donateurs n'avaient fait preuve de manière constante de la volonté politique nécessaire à l'élaboration d'une stratégie anticorruption assortie d'objectifs précis, assortis d'échéances et vérifiables, et prévoyant des incitations concrètes à leur réalisation.

Efforts en faveur de l'état de droit : En juillet 2011, janvier 2014 et juillet 2015, le SIGAR a publié des rapports sur les efforts fédéraux déployés pour renforcer l'état de droit en Afghanistan. Le SIGAR a constaté que le gouvernement américain avait dépensé plus d'un milliard de dollars pour ces efforts, mais que ces activités n'étaient guidées par aucune stratégie unifiée et globale, et ne garantissaient pas la pérennité des programmes. Le SIGAR a conclu que, sans approche stratégique unifiée, incluant des indicateurs de performance précis, les États-Unis risquaient de dépenser des fonds pour des programmes relatifs à l'état de droit de manière fragmentaire et désordonnée, sans aucune assurance que ces efforts atteindraient les buts et objectifs visés. Le SIGAR a conclu que les agences américaines risquaient d'investir des fonds américains dans des programmes malavisés ou inadaptés que le gouvernement afghan n'aurait pas poursuivis une fois les fonds américains épuisés, et que le gouvernement afghan aurait dû assumer une plus grande responsabilité dans l'amélioration de l'état de droit. Sans l'appropriation et la capacité des Afghans à soutenir les programmes américains de renforcement de l'état de droit, le gouvernement américain continuerait à dépenser l'argent des contribuables sans aucune garantie que ces programmes auraient un impact durable sur l'état de droit en Afghanistan.

Versements de soutien salarial aux fonctionnaires afghans : En octobre 2010 et juillet 2017, le SIGAR a publié des rapports sur l'utilisation des fonds américains pour le paiement des salaires des fonctionnaires afghans. Le SIGAR a constaté que le Département d'État et l'USAID accordaient un soutien salarial aux employés du gouvernement afghan et aux conseillers techniques détachés sans mettre en place de mécanismes de contrôle visant à garantir la bonne utilisation des fonds. En 2017, sept ans après la publication des recommandations du SIGAR, le Département d'État et l'USAID n'avaient toujours pas appliqué ces dernières. Dans son rapport de juillet 2017, le SIGAR concluait qu'en ne donnant pas suite à la plupart de ses recommandations, le Département d'État et l'USAID risquaient d'octroyer un soutien salarial non conforme aux objectifs stratégiques des États-Unis et d'accroître le risque de détournement ou de gaspillage des fonds.

Le SIGAR (Comité d'enquête sur le secteur des infrastructures civiles) a publié 14 audits de performance, 1 évaluation, 43 inspections et 46 autres rapports portant sur les 7,4 milliards de dollars engagés pour les programmes relatifs au secteur des infrastructures civiles. Ces fonds étaient destinés à la construction et à la rénovation des infrastructures afghanes afin d'améliorer et d'élargir l'accès des citoyens aux services publics, tels que les écoles, les dispensaires et les tribunaux. Dans l'ensemble, le SIGAR a constaté que nombre de ces projets coûteux sont restés inutilisés ou se sont dégradés, et que, dans certains cas, ils n'étaient pas souhaités par la population afghane, entraînant ainsi un gaspillage des fonds américains. Les agences américaines n'ont pas non plus veillé à la viabilité à long terme de ces projets. Vous trouverez ci-dessous des exemples de rapports du SIGAR sur les programmes relatifs au secteur des infrastructures civiles.

État des biens d'équipement financés par les États-Unis : En février 2021, le SIGAR a mis à jour son rapport précédent concernant près de 7,8 milliards de dollars de biens d'équipement financés par les États-Unis, notamment les infrastructures civiles. Le SIGAR a constaté que, malgré certains succès notables des investissements américains dans la reconstruction de l'Afghanistan, les agences américaines ont trop souvent construit des écoles, des prisons, des hôpitaux, des routes, des ponts et d'autres installations qui sont restées inutilisées ou ont été abandonnées, utilisées de manière inappropriée, se sont détériorées ou ont été détruites. Le SIGAR a déterminé que les agences américaines n'ont systématiquement pas tenu compte des besoins et des souhaits des Afghans concernant ces installations, ni de la capacité financière et technique du gouvernement afghan à les entretenir. Il en a résulté un gaspillage de 2,4 milliards de dollars de fonds américains, bien que le montant réel soit presque certainement plus élevé, car le SIGAR n'a pas examiné tous les biens d'équipement financés par les États-Unis. Ce gaspillage s'est produit malgré de multiples lois stipulant que les agences américaines ne doivent ni construire ni acquérir de biens d'équipement tant qu'elles ne peuvent pas démontrer que le pays bénéficiaire dispose des ressources financières et techniques nécessaires, ainsi que de la capacité d'utiliser et d'entretenir efficacement ces biens.

Production et transport d'électricité : En septembre 2019, le SIGAR a fait état du projet d'expansion et de connectivité du transport d'électricité de l'USAID, d'un montant de 861 millions de dollars, destiné à étendre et à améliorer le réseau électrique de l'Afghanistan.⁶⁹ Le SIGAR a constaté que le projet avait plus de 4 ans de retard et n'avait guère donné de résultats.

Le principal accomplissement du projet a été la construction de sous-stations électriques qui ont permis d'alimenter en électricité 12 000 foyers afghans. Cependant, il n'a pas atteint nombre de ses objectifs initiaux et les responsables du gouvernement afghan l'ont qualifié d'occasion manquée. Le SIGAR a conclu que l'USAID n'avait pas exercé de contrôle efficace, exposant ainsi les fonds américains à des gaspillages, des fraudes et des abus, et que la réalisation du projet n'avait probablement apporté que peu de bénéfices, tant à l'Afghanistan qu'aux États-Unis.

Routes publiques : En octobre 2016, le SIGAR a publié un rapport sur les 2,8 milliards de dollars dépensés par les agences américaines pour construire l'infrastructure routière de l'Afghanistan et sur la capacité du pays à l'entretenir.⁷⁰ Malgré cet investissement, les routes afghanes nécessitaient des réparations et les efforts déployés pour renforcer les capacités du gouvernement afghan à construire et entretenir efficacement son réseau routier ont échoué. Le SIGAR a conclu que, sans mesures concrètes de la part du gouvernement afghan, la gestion et la pérennisation efficaces des infrastructures routières resteraient un objectif hors de portée, et que la dégradation de ces infrastructures entraverait le commerce et restreindrait la liberté de circulation des Afghans.

Écoles publiques et résidences universitaires : En avril 2017, le SIGAR a publié un rapport sur la construction de deux résidences universitaires de quatre étages et d'une cafétéria pour 800 étudiantes à l'université Balkh de Mazar-i-Sharif.⁷¹ Le SIGAR a constaté que les résidences accusaient un retard de deux ans et n'étaient toujours pas achevées, ce qui engendrait pour l'université des frais de logement hors campus de 16 000 dollars par mois. Le SIGAR a également relevé de nombreux défauts de construction susceptibles de poser des problèmes de santé et de sécurité et a conclu que l'absence d'électricité dans les résidences empêcherait leur occupation une fois terminées.

Infrastructures de santé : En avril 2013, le SIGAR a publié un rapport sur la construction d'hôpitaux par l'USAID.⁷² L'objectif de l'USAID était d'améliorer l'accès aux soins de santé pour les Afghans en augmentant le nombre d'établissements médicaux. Le SIGAR a constaté que l'USAID aurait pu utiliser les fonds plus efficacement si elle avait coordonné la conception des infrastructures de santé avec le gouvernement afghan. Le SIGAR a noté qu'en raison de ce manque de coordination, l'USAID a construit deux hôpitaux plus de douze fois plus grands que ceux qui les ont remplacés, empêchant ainsi le gouvernement afghan d'en assumer le fonctionnement et l'entretien. De plus, l'Afghanistan manquait de professionnels de santé qualifiés en nombre suffisant, ce qui a entraîné une réduction des services de santé dans les établissements financés par l'USAID.

Le SIGAR (Comité d'enquête indépendant sur l'aide humanitaire) a publié deux audits de performance, deux évaluations et un autre rapport examinant les 6,3 milliards de dollars engagés pour les programmes du secteur de l'aide humanitaire. Ces fonds américains étaient destinés à répondre aux besoins urgents de la population afghane en matière de santé, de nutrition, d'eau et d'abris. Dans l'ensemble, le SIGAR a constaté des lacunes dans la supervision susceptibles d'avoir réduit l'efficacité de l'aide humanitaire, ainsi qu'un risque accru de gaspillage, de fraude ou d'abus. De même, le SIGAR a constaté qu'il était difficile de fournir une aide humanitaire en Afghanistan sans en faire profiter des acteurs malveillants, tels que les talibans. Vous trouverez ci-dessous des exemples de rapports du SIGAR sur les programmes du secteur de l'aide humanitaire.

Aide alimentaire d'urgence à l'Afghanistan : En août 2023, le SIGAR a publié un rapport sur la supervision par l'USAID de près de 900 millions de dollars d'aide alimentaire d'urgence destinés à nourrir 18 millions d'Afghans.⁷³ Le SIGAR a constaté que sans cette aide, des millions d'Afghans auraient été confrontés à une insécurité alimentaire encore plus grave, voire à la mort ; toutefois, des fonds supplémentaires étaient nécessaires pour répondre pleinement aux besoins sur le terrain. Le SIGAR a également constaté que les talibans ont entravé la distribution alimentaire, volant des vivres, intimidant les travailleurs humanitaires et empêchant les employés de travailler. Le SIGAR a conclu que, bien que l'USAID ait assuré une certaine supervision du programme, l'agence n'a visité que 268 des plus de 3 000 sites de distribution.

a empêché l'USAID de superviser efficacement la distribution de l'aide alimentaire d'urgence, de vérifier les rapports de suivi et de tirer des enseignements pour éclairer les décisions futures.

Envois de devises américaines par l'ONU en Afghanistan : En janvier et juillet 2024, le SIGAR a fait état de l'envoi par l'ONU de 3,8 milliards de dollars américains en Afghanistan afin de faciliter l'aide internationale face à la crise humanitaire consécutive à la prise de pouvoir des talibans en août 2021.⁷⁴ Dans son rapport de janvier 2024, le SIGAR a indiqué qu'après cette prise de pouvoir, l'Afghanistan a connu de multiples crises, notamment une crise de liquidités caractérisée par une pénurie de monnaie locale en circulation. Cette situation a entravé la capacité des donateurs à couvrir les coûts opérationnels et de programmation nécessaires à la mise en œuvre de l'aide humanitaire sur le terrain. Le SIGAR a précisé que l'ONU était la seule organisation à acheter des dollars américains pour les utiliser en Afghanistan et a expliqué sa procédure d'achat, de transport et de distribution de ces devises dans le pays.

Le rapport du SIGAR de juillet 2024 portait sur l'impact des transferts de fonds de l'ONU sur l'économie afghane et les efforts d'aide humanitaire. Le SIGAR a constaté que ces transferts avaient eu un impact économique positif, avaient permis à la banque centrale contrôlée par les talibans de mettre en œuvre des politiques monétaires, avaient contribué à atténuer les effets négatifs de ces politiques, avaient stabilisé la monnaie nationale afghane et avaient réduit le coût des opérations d'aide humanitaire.

Toutefois, le SIGAR a également constaté que, compte tenu de la dépendance de l'économie afghane à l'égard des envois de fonds, leur réduction ou leur cessation annulerait les progrès économiques et humanitaires.

Supervision du secteur de la stabilisation

Le SIGAR a publié 10 audits de performance et 4 autres rapports examinant l'utilisation des 4 milliards de dollars engagés pour les programmes du secteur de la stabilisation. Ces fonds américains visaient à améliorer la sécurité, à étendre la capacité du gouvernement afghan à fournir des services et à faciliter la reconstruction dans les provinces prioritaires d'Afghanistan. Cependant, le SIGAR a constaté que, pour nombre de ces projets, les agences américaines n'avaient pas évalué l'impact de leurs programmes sur la légitimité et les capacités de gestion du gouvernement afghan. Le gouvernement américain n'a pas non plus obtenu l'adhésion du gouvernement afghan à ces efforts, ce qui a entraîné des progrès lents, une mauvaise gestion et un gaspillage de fonds. Vous trouverez ci-dessous des exemples de rapports du SIGAR sur les programmes du secteur de la stabilisation.

Programme d'intervention d'urgence du commandant du département de la Défense (CERP) : En septembre 2009, janvier 2011 et avril 2018, le SIGAR a publié des rapports sur le CERP, un programme de 2,6 milliards de dollars du département de la Défense, que ce dernier considérait comme un outil essentiel pour les opérations de contre-insurrection et de stabilisation. Ce programme mettait en œuvre des projets à petite échelle visant à améliorer le développement économique, à soutenir le gouvernement afghan et à affaiblir l'insurrection.⁷⁵ Le SIGAR a constaté que, malgré l'existence de procédures au sein du département de la Défense pour définir des objectifs et des indicateurs pour chaque projet, leur application n'était pas systématique. De ce fait, le département de la Défense n'a pas pu évaluer pleinement les résultats du programme ni déterminer s'il avait contribué à la mise en œuvre de la stratégie de contre-insurrection du gouvernement américain. Le SIGAR a également constaté que les communautés ou les gouvernements locaux n'étaient pas en mesure de pérenniser ces projets, ce qui a entraîné un gaspillage des fonds américains.

Efforts de stabilisation de l'USAID : En avril 2012, juin 2012 et juillet 2013, le SIGAR a publié un rapport sur les programmes de l'USAID, dotés d'un budget de 733 millions de dollars, visant à renforcer la stabilité politique, économique et sociale en Afghanistan.⁷⁶ Le SIGAR a constaté que ces programmes constituaient un élément essentiel de la stratégie américaine de contre-insurrection et que leur réussite était indispensable à la réalisation des objectifs de réduction du soutien militaire et économique à court et à long terme. Toutefois, le SIGAR a également constaté que les programmes de stabilisation de l'USAID étaient confrontés à de multiples difficultés, notamment des retards de mise en œuvre, des coûts opérationnels élevés, l'absence de plan de retrait, une évaluation insuffisante de la performance des programmes, des objectifs non atteints et le manque d'accords signés avec le gouvernement afghan. Le SIGAR a conclu que les communautés et les autorités locales ne s'étaient pas appropriés les projets et étaient insatisfaites des programmes de l'USAID, ce qui risquait de compromettre leur succès.

Assistance antiterroriste du Département d'État : En octobre 2022, le SIGAR a publié un rapport sur le programme de 95 millions de dollars du Département d'État visant à renforcer la capacité de l'Afghanistan à dissuader les individus et les groupes de commettre des actes de terrorisme international.⁷⁷ Le SIGAR a constaté que le Département d'État n'était pas en mesure d'assurer le contrôle nécessaire sur les programmes antiterroristes, notamment en raison de problèmes de sécurité. De ce fait, il n'a pas pu déterminer si le programme avait atteint ses objectifs, réalisé ses objectifs stratégiques en matière de lutte contre le terrorisme, ni si les décisions prises en matière de programmation étaient éclairées. Le SIGAR a conclu que le programme avait compromis ses propres objectifs en transférant jusqu'à 32 millions de dollars d'équipements, dont des armes, des munitions, des explosifs et des véhicules, à l'ancien gouvernement afghan, aujourd'hui vraisemblablement sous le contrôle des talibans.

Supervision du secteur de la croissance et du développement économiques

Le SIGAR a publié neuf audits de performance, une évaluation et trois autres rapports examinant les 2,4 milliards de dollars engagés pour les programmes sectoriels de croissance et de développement économiques. Ces fonds visaient à développer une économie afghane prospère, axée sur le secteur privé, grâce à l'amélioration des politiques économiques et du climat des affaires. Le SIGAR a constaté que les agences américaines ne disposaient pas d'une stratégie de développement économique coordonnée pour orienter leurs efforts et n'ont pas réussi à attirer les investissements privés – un élément clé de toute stratégie de développement économique – en raison de l'insécurité physique et de l'instabilité politique et économique de l'Afghanistan. Vous trouverez ci-dessous des exemples de rapports du SIGAR sur les programmes sectoriels de croissance et de développement économiques.

Groupe de travail du DOD pour les opérations commerciales et de stabilisation (TFBSO) : En janvier 2018, le SIGAR a publié un rapport sur le TFBSO, une organisation au sein du DOD dont l'objectif était de réduire la violence, d'améliorer la stabilité et de soutenir la normalisation économique en Afghanistan par le biais d'activités commerciales et économiques stratégiques.⁷⁸ Le SIGAR a constaté que le TFBSO n'avait pas pu atteindre ses objectifs généraux en raison d'un manque de mission et de stratégie claires, combiné à une mauvaise coordination, planification, passation de marchés et supervision, ce qui a entraîné des désaccords inter-agences et du gaspillage.

Le SIGAR a conclu que les objectifs de la TFBSO ne correspondaient pas à ses capacités et que son rôle au sein de l'effort de reconstruction américain restait flou. Bien que la TFBSO ait embauché ou fait appel à des techniciens, ses objectifs étaient discutables.

Bien que les experts en agriculture, banque, développement commercial, mines et énergie aient souvent fait preuve d'un manque de connaissances ou de compréhension des conditions politiques, économiques, sociales et sécuritaires de l'Afghanistan, ce qui a compliqué leurs interventions. Le SIGAR s'est demandé si le développement économique constituait une mission appropriée pour le département de la Défense.

Industrie extractive afghane : En avril 2015 et janvier 2023, le SIGAR a publié des rapports sur les efforts américains visant à développer l'industrie extractive afghane.⁷⁹ Cette industrie représentait une formidable opportunité pour le gouvernement afghan d'attirer les investissements étrangers, de générer des redevances, de stimuler son économie et de créer des emplois de qualité. Cependant, le rapport du SIGAR d'avril 2015 soulignait le manque de stratégie globale et de coordination des efforts américains, ainsi que l'incapacité du gouvernement afghan à gérer efficacement son industrie extractive, risquant ainsi de gaspiller 488 millions de dollars de fonds américains. De même, le SIGAR a indiqué en janvier 2023 que les mêmes problèmes identifiés dans le rapport de 2015 continuaient d'entraver les efforts américains de développement de l'industrie extractive afghane. Le rapport de 2023 précisait que l'insécurité en Afghanistan, conjuguée à d'autres facteurs tels que le manque d'infrastructures, limitait les investissements étrangers dans le secteur extractif du pays. Le SIGAR a conclu que l'industrie extractive afghane n'avait jamais atteint son plein potentiel, malgré des années d'efforts américains et un financement de près d'un milliard de dollars.

Surveillance du secteur de la santé

Le SIGAR a publié quatre audits de performance portant sur les 2,3 milliards de dollars d'engagements consacrés aux programmes du secteur de la santé. Ces fonds visaient à améliorer l'état de santé général de la population afghane, en accordant la priorité aux besoins sanitaires des femmes et des enfants. Le SIGAR a constaté des améliorations dans les soins de santé, mais a également relevé que les programmes américains peinaient à mesurer efficacement leur impact, s'appuyant parfois sur des données peu fiables pour revendiquer des succès. Après août 2021, une grande partie des progrès réalisés en matière de santé, notamment pour les femmes et les filles, ont été anéantis, les talibans ayant restreint leur accès aux soins de santé de base. Vous trouverez ci-dessous des exemples de rapports du SIGAR sur les programmes du secteur de la santé.

Efforts américains dans le secteur de la santé en Afghanistan : En janvier 2017 et en mai 2023, le SIGAR a publié des rapports sur l'état d'avancement des efforts américains visant à soutenir le secteur de la santé en Afghanistan.⁸⁰

Le SIGAR a constaté une amélioration de la disponibilité et de la qualité des soins de santé dans les zones urbaines et rurales, ainsi qu'un renforcement des compétences du personnel soignant et de la prise en charge des patients. Cependant, le SIGAR a également constaté que les agences américaines manquaient de données fiables, que leurs évaluations de programmes étaient incomplètes, qu'elles n'avaient pas établi d'indicateurs reliant les efforts américains à l'amélioration des résultats sanitaires des Afghans et qu'elles exerçaient un contrôle insuffisant, ce qui rend difficile l'évaluation de l'efficacité des programmes de santé américains en Afghanistan. Le SIGAR a également constaté que le recours par les agences américaines à des données externes sur les résultats sanitaires, souvent erronées et incohérentes, a pu fausser les améliorations constatées en matière de santé des Afghans et du secteur de la santé afghan.

Surveillance du secteur de l'éducation

Le SIGAR a publié deux audits de performance, une évaluation et un autre rapport examinant les 1,7 milliard de dollars engagés pour les programmes du secteur de l'éducation visant à promouvoir l'enseignement de base et supérieur, l'alphabétisation et la formation professionnelle. Globalement, le SIGAR a constaté que les efforts américains pour soutenir l'éducation en Afghanistan manquaient de coordination et n'ont pas permis d'élargir l'accès à l'éducation comme prévu. Si le nombre d'élèves inscrits a augmenté grâce aux efforts américains, ces progrès ont été anéantis lorsque les talibans ont pris le pouvoir en 2021, entraînant une nouvelle détérioration de l'accès et de la qualité de l'éducation en Afghanistan, en particulier pour les filles et les femmes.

Vous trouverez ci-dessous des exemples de rapports du SIGAR sur la programmation du secteur de l'éducation.

Efforts américains dans le secteur de l'éducation en Afghanistan : En avril 2016 et en octobre 2023, le SIGAR a publié des rapports sur l'état du secteur de l'éducation en Afghanistan. ¹ En avril 2016, le SIGAR a constaté que les agences américaines ne disposaient pas d'une stratégie éducative coordonnée et n'évaluaient pas suffisamment leurs efforts de soutien à l'éducation en Afghanistan. En octobre 2023, le SIGAR a mis à jour son rapport de 2016 afin d'y inclure la période suivant la prise de pouvoir des talibans en Afghanistan en août 2021. Le SIGAR a constaté que cette prise de pouvoir avait entraîné une baisse de l'accès et de la qualité de l'éducation dans le pays, et que les bailleurs de fonds internationaux, y compris les États-Unis, avaient réorienté une grande partie de leurs financements et de leurs programmes vers les écoles privées afghanes. Si les écoles financées par les bailleurs de fonds visaient à élargir l'accès à l'enseignement primaire dans les zones où les infrastructures scolaires publiques étaient limitées ou pour les populations marginalisées, leur impact est resté limité pour résoudre les nombreux problèmes affectant le système éducatif afghan, déjà fragilisé.

Surveillance du secteur agricole

Le SIGAR a publié un audit de performance et trois autres rapports examinant l'utilisation des 866 millions de dollars alloués aux programmes du secteur agricole. Ces fonds visaient à améliorer la sécurité alimentaire et à accroître la productivité agricole en Afghanistan. Le SIGAR a constaté que les agences américaines n'avaient pas mesuré les résultats des programmes et n'avaient donc pas pu déterminer si leurs fonds avaient amélioré la sécurité alimentaire globale ni augmenté la production agroalimentaire.

Le SIGAR a également constaté que les agences américaines n'avaient pas tenu compte de la capacité de l'Afghanistan à pérenniser les améliorations apportées à son secteur agroalimentaire. Vous trouverez ci-dessous un exemple de rapport du SIGAR sur les programmes destinés au secteur agricole.

Programme régional de développement agricole de l'USAID : En juillet 2018, le SIGAR a publié un rapport sur le Programme régional de développement agricole de l'USAID, concluant que l'agence était incapable de déterminer si le programme avait progressé vers la réalisation de ses objectifs agricoles pour l'Afghanistan. ² Le SIGAR a également constaté que l'USAID et son partenaire de mise en œuvre n'avaient pas défini ni rendu compte des objectifs de programmation, qu'ils les modifiaient régulièrement, qu'ils en assuraient un suivi incohérent et qu'ils n'avaient pas intégré la durabilité dans la conception du programme. Le SIGAR a conclu que, l'USAID ayant l'intention de faire de ce programme la pierre angulaire de sa programmation agricole sans savoir si les entreprises agroalimentaires afghanes seraient en mesure de pérenniser les activités du programme, elle risquait de compromettre les fonds américains.

Supervision du secteur du soutien aux programmes

Le SIGAR a publié deux rapports d'audit de performance portant sur les engagements de 1,4 milliard de dollars au titre du soutien aux programmes américains. Ces fonds étaient destinés à contribuer à la réalisation des buts et objectifs d'autres programmes américains. Vous trouverez ci-dessous un exemple de rapport du SIGAR concernant le soutien aux programmes américains.

Systèmes d'information de gestion des agences américaines : En juillet 2009, le SIGAR a publié un rapport sur l'utilisation et l'intégration des systèmes d'information de gestion par les agences américaines pour suivre et rendre compte des efforts de reconstruction américains en Afghanistan. ³ Le SIGAR a constaté que, bien que les agences américaines utilisent des systèmes d'information de gestion pour collecter des données sur leurs activités de reconstruction respectives, les États-Unis ne disposaient pas d'un système d'information de gestion unique.

Le SIGAR a conclu que, sans un tel système, les responsables américains ne pourraient pas gérer efficacement les efforts de reconstruction des États-Unis et que la mise en place d'un système unique d'information de gestion permettrait d'avoir une vision complète du contexte opérationnel en Afghanistan, d'améliorer les stratégies gouvernementales globales et spécifiques à chaque agence, et de garantir la responsabilité et la transparence dans l'utilisation des fonds publics américains.

Supervision des programmes relatifs aux droits et à l'égalité des femmes : Le SIGAR a publié sept audits de performance et deux autres rapports examinant les 252 millions de dollars engagés pour les programmes relatifs aux droits et à l'égalité des femmes. Ces fonds visaient à garantir un avenir meilleur aux Afghanes et à leurs familles en soutenant leurs droits, en améliorant leur accès aux services publics et à l'emploi, et en favorisant leur participation à la vie publique. Dans l'ensemble, le SIGAR a constaté que les efforts américains en faveur des droits et de l'égalité des femmes étaient fragmentés, mal coordonnés et non durables, et que le programme le plus important des États-Unis n'avait pas atteint tous ses objectifs. Avec l'arrivée au pouvoir du régime taliban, de nombreuses réformes et droits acquis grâce aux efforts américains ont été remis en cause. Vous trouverez ci-dessous des exemples de rapports du SIGAR sur les programmes relatifs aux droits et à l'égalité des femmes.

Coordination et évaluation des programmes américains en faveur des femmes : En juillet 2010 et décembre 2014, le SIGAR a publié des rapports sur les directives du Congrès enjoignant les agences américaines à soutenir les femmes afghanes. Le rapport du SIGAR de juillet 2010 a révélé que le Département d'État et l'USAID n'avaient pas coordonné leurs stratégies ni leurs rapports sur leurs programmes respectifs relatifs aux droits des femmes et à l'égalité. Le SIGAR a également constaté que ces programmes ne répondaient que partiellement aux directives du Congrès et n'étaient pas liés à la stratégie globale du gouvernement américain en matière de droits des femmes et d'égalité en Afghanistan. Le rapport du SIGAR de décembre 2014 expliquait que, malgré les efforts déployés par les agences américaines pour améliorer la coordination interne, la responsabilité des programmes relatifs aux droits des femmes et à l'égalité restait fragmentée et que les agences américaines n'avaient pas réalisé d'évaluation exhaustive pour déterminer l'impact concret des efforts américains sur la vie des femmes en Afghanistan.

Promotion de l'égalité des sexes dans les programmes prioritaires nationaux de l'USAID : En septembre 2018, le SIGAR a publié un rapport sur le plus important investissement de l'USAID (216 millions de dollars) dans un programme de promotion des droits des femmes et de l'égalité, destiné à l'avancement des femmes à l'échelle mondiale. Le SIGAR a constaté que la mise en œuvre du programme par l'USAID s'écartait de l'objectif initial, que l'USAID n'avait pas pleinement évalué dans quelle mesure le programme atteignait son objectif global et que ses cibles n'étaient pas atteintes. Dans son rapport, le SIGAR a également soulevé des questions quant à la pérennité du programme, ce qui menaçait de compromettre l'investissement de 216 millions de dollars de l'USAID.

Supervision d'autres domaines d'intérêt

Le SIGAR a publié 29 audits de performance, 8 évaluations, 1 inspection et 58 autres rapports examinant la conformité aux lois et réglementations. Le SIGAR a constaté que certains financements américains ont directement profité aux talibans et potentiellement à d'autres organisations terroristes. Vous trouverez ci-dessous des exemples de ces rapports.

Impôts versés aux talibans : En mai 2024, le SIGAR a publié un rapport sur l'utilisation de fonds américains pour payer des impôts au gouvernement afghan contrôlé par les talibans. Le SIGAR a constaté que depuis la chute du gouvernement afghan en août 2021, au moins 10,9 millions de dollars de fonds américains avaient servi à payer des impôts à ce gouvernement sur les 2,8 milliards de dollars d'aide humanitaire et au développement fournis à la population afghane. Bien que le gouvernement américain ait prévu des exceptions pour ce type de paiements, les agences américaines n'ont pas exigé de manière systématique de leurs partenaires d'exécution qu'ils rendent compte des impôts versés aux talibans.

De plus, les agences ignoraient l'existence de millions de dollars de taxes et de redevances versées aux talibans. Le SIGAR a conclu que, sans informations exhaustives sur les impôts et autres paiements effectués aux institutions gouvernementales contrôlées par les talibans, le gouvernement américain ne peut évaluer pleinement dans quelle mesure les fonds destinés au peuple afghan étaient détournés au profit des talibans. Sans ces informations, il serait difficile pour les décideurs de comparer avec précision les avantages des programmes d'aide humanitaire aux risques liés à l'octroi d'avantages financiers aux talibans.

Conformité des agences américaines aux lois antiterroristes : En avril 2013, juillet 2013, juin 2022, janvier 2024 et juillet 2024, le SIGAR a fait rapport sur la conformité des agences américaines aux lois et réglementations exigeant qu'elles veillent à ne pas financer ni contracter avec des pays interdits, des groupes terroristes ou des organisations, individus et entités sanctionnés.⁸⁷ Le SIGAR a constaté que les agences américaines disposaient de politiques et de procédures pour assurer la conformité à ces lois et réglementations, mais qu'elles ne les respectaient pas toujours.

Plus précisément, le SIGAR a constaté des faiblesses au sein du Département de la Défense (DOD) qui l'empêchaient d'avoir la certitude raisonnable d'avoir identifié tous les contrats détenus par des personnes ou entités reconnues coupables de soutenir activement l'insurrection et de s'opposer aux forces américaines ou de la coalition. Le rapport du SIGAR de juin 2022 a démontré que, neuf ans plus tard, le DOD n'avait toujours pas mis en œuvre toutes les recommandations du rapport d'avril 2013, exposant ainsi les fonds des contribuables américains à des adversaires des États-Unis. De même, le SIGAR a constaté que la mission de l'USAID en Afghanistan respectait les politiques et procédures de l'USAID, mais que le Bureau de l'assistance humanitaire de l'USAID n'avait pas vérifié les organisations non gouvernementales comme requis, alors même qu'il leur avait versé près de 40 millions de dollars. Par ailleurs, deux des cinq bureaux du Département d'État n'ont pas pu démontrer leur conformité aux politiques et procédures de l'agence, ce qui augmentait le risque que des terroristes aient bénéficié illégalement de fonds publics américains. Le SIGAR a conclu que, même si le gouvernement américain continuait de financer l'Afghanistan, il était essentiel d'empêcher que ces fonds ne profitent aux talibans ou à d'autres parties sanctionnées.

SURVEILLANCE ET RAPPORT D'AUDIT FINANCIER

La Direction des audits et des inspections a lancé son programme d'audit financier en 2012 après qu'une série de rapports d'audit de performance aient mis en évidence des lacunes dans la conformité des agences américaines aux exigences fédérales en matière de contrôle financier des subventions accordées aux programmes.⁸⁸

Par ailleurs, le Congrès a exprimé des inquiétudes quant à des lacunes similaires et à l'accumulation croissante d'audits relatifs aux subventions destinées à soutenir la reconstruction de l'Afghanistan. Les audits financiers du SIGAR ont examiné les subventions à remboursement de frais accordées par le Département de la Défense, le Département d'État, l'USAID et les États-Unis. Département de l'Agriculture (USDA).⁸⁹ Les audits financiers du SIGAR n'ont pas examiné les contrats à prix fixe parce que les coûts sont négociés à l'avance.

À l'instar des autres audits de la Direction des audits et des inspections, les audits financiers du SIGAR ont été menés en collaboration avec les organismes de surveillance compétents afin d'optimiser leur portée et d'éviter les doublons. Toutefois, compte tenu de ses effectifs limités, le SIGAR a confié la réalisation de ces audits financiers à des cabinets d'expertise comptable indépendants, ce qui lui a permis de publier chaque année des dizaines de rapports financiers et d'optimiser sa couverture des programmes dans tous les secteurs de la reconstruction.

Une fois que les cabinets d'expertise comptable indépendants eurent terminé leur travail, le SIGAR l'examina, le révisa et l'approuva afin de garantir que les audits financiers étaient réalisés conformément aux normes d'audit du gouvernement américain, puis formula des recommandations à l'agence américaine compétente, le cas échéant. Les rapports d'audit soulevaient des questions quant aux coûts imputés aux États-Unis.

Des subventions ont été accordées à des entreprises pour lesquelles elles n'ont pas pu fournir les justificatifs nécessaires, ou qui n'étaient pas conformes aux termes du contrat, aux lois et aux réglementations en vigueur. Sur la base de ces résultats, le SIGAR a recommandé aux organismes financeurs de recouvrer les coûts litigieux jugés non admissibles. Le SIGAR a également recommandé aux organismes financeurs de remédier aux faiblesses du contrôle interne de leurs partenaires de mise en œuvre et aux cas de non-conformité ayant entraîné des coûts litigieux ou mis en péril les fonds du gouvernement américain. Par ailleurs, les audits financiers du SIGAR ont examiné si les partenaires de mise en œuvre audités avaient pris les mesures correctives adéquates pour donner suite aux conclusions et recommandations des rapports précédents.

Du 1er janvier 2012 au 20 septembre 2025, le SIGAR a publié 297 audits financiers portant sur plus de 10 milliards de dollars de dépenses engagées dans le cadre de subventions du Département de la Défense (DOD), du Département d'État, de l'USAID et du Département de l'Agriculture (USDA). Le tableau 9 présente le nombre de rapports d'audit financier, leur couverture totale et le montant des dépenses contestées pour chaque secteur.

TABEAU 9

SECTEURS COUVERTS PAR LES RAPPORTS D'AUDIT FINANCIER DU SIGAR				
Secteur	Nombre d'audits	Montant vérifié (en millions de dollars)	Coûts contestés (en millions de dollars)	% des personnes interrogées Montant vérifié
Sécurité	44	3 224,85 \$	269,41 \$	8,35%
Agriculture	25	1 287,49 \$	39,70 \$	3,08%
Infrastructures civiles	19	1 204,67 \$	78,75 \$	6,54%
Stabilisation	33	1 027,86 \$	33,40 \$	3,25%
Renforcement des capacités et gouvernance	39	978,28 \$	11,80 \$	1,21%
Croissance et développement économiques	25	630,96 \$	30,01 \$	4,76%
Éducation	27	393,60 \$	13,15 \$	3,34%
Santé	20	370,80 \$	2,25 \$	0,61%
Programme de soutien	20	333,38 \$	16,85 \$	5,05%
Lutte contre les stupéfiants	7	287,55 \$	38,05 \$	13,23%
Aide humanitaire	20	202,22 \$	4,39 \$	2,17%
Droits des femmes et égalité	12	105,74 \$	3,32 \$	3,14%
Autre	6	109,76 \$	0,33 \$	0,30%
TOTAL	297	10 157,15 \$	541,40 \$	5,33%

Remarque : Sur les 541,4 millions de dollars de dépenses contestées, les audits financiers du SIGAR ont permis de recouvrer plus de 35 millions de dollars de dépenses non autorisées. Au 20 septembre 2025, les organismes financeurs examinaient 359 678 dollars de dépenses contestées supplémentaires. Le tableau exclut plus de 15,7 milliards de dollars d'engagements liés au fonctionnement de l'agence, car la loi habilitante du SIGAR limite son champ de contrôle aux fonds consacrés à la reconstruction de l'Afghanistan. Le SIGAR n'a pas examiné les fonds alloués au fonctionnement général de l'agence.

Source : Analyse des rapports et lettres du SIGAR publiés entre le 1er janvier 2012 et le 20 septembre 2025.

Ces audits ont permis de s'assurer que les fonds fédéraux destinés à la reconstruction de l'Afghanistan étaient correctement comptabilisés et utilisés uniquement pour des activités de programme admissibles. Sur plus de 10 milliards de dollars de dépenses examinées par le SIGAR, l'agence a émis des doutes quant à 541,4 millions de dollars. À la suite des audits financiers du SIGAR, les agences américaines ont accepté de récupérer 35 millions de dollars (soit 7 %), avec 359 678 dollars supplémentaires de coûts contestés en cours d'examen au 20 septembre 2025.

Le SIGAR a constaté que les agences américaines ont autorisé des dépenses contestées par le SIGAR pour quatre raisons principales : (1) les partenaires de mise en œuvre ont fourni aux agences américaines des pièces justificatives qu'ils n'avaient pas fournies lors de l'audit ; (2) des services ont été fournis au gouvernement, même si ces services n'étaient pas nécessairement au meilleur prix ; (3) les agences américaines ont déterminé que les dépenses contestées étaient conformes aux termes du contrat ou à la réglementation ; et (4) les dépenses avaient été approuvées par l'agence américaine avant d'être engagées. Si une agence américaine jugeait une dépense contestée non admissible, les contractants pouvaient faire appel de cette décision sans que le SIGAR en soit informé ni n'y participe. La loi habilitant le SIGAR lui conférait uniquement le pouvoir d'identifier les dépenses contestées, et non de déterminer leur admissibilité ou leur recouvrement. Néanmoins, le SIGAR a rejeté certaines décisions des organismes financeurs comme étant incomplètes ou non fondées, a incité les agences à reconsidérer ses recommandations, ou a simplement classé sans suite certaines recommandations contestant des dépenses en raison du temps écoulé et de l'inaction des agences. En définitive, les audits financiers du SIGAR ont permis d'identifier des centaines de lacunes en matière de contrôle interne et de problèmes de conformité, et ont porté ces problèmes à l'attention des responsables des organismes financeurs.

Audits financiers du secteur de la sécurité

Le SIGAR a publié 44 rapports d'audit financier qui ont examiné plus de 3,2 milliards de dollars de coûts pour les programmes du secteur de la sécurité et ont remis en question plus de 269,4 millions de dollars de ces coûts. Un rapport d'août 2016 portant sur un contrat du Département de la Défense américain relatif à des services de gestion de la traduction et de l'interprétation pour le Commandement central des États-Unis a révélé que le prestataire n'avait pas pu démontrer que ses linguistes avaient réussi les vérifications de sécurité et de contre-espionnage requises.⁹⁰ Ce manquement aux exigences contractuelles a accru les risques pour les troupes américaines et le personnel de l'armée nationale afghane. Le même audit a mis en évidence de graves problèmes dans les procédures d'acquisition de biens et de services du prestataire, notamment l'attribution de sous-traitances à des entités interdites de recevoir des fonds fédéraux. Ces conclusions ont conduit le SIGAR à s'interroger sur près de 59 millions de dollars de dépenses.⁹¹

Un audit d'un contrat du DOD, qui fournissait des experts en renseignement contre-insurrectionnel spécialisés pour encadrer et former le personnel de l'ANDSF, a soulevé d'importantes préoccupations quant à savoir si les coûts réclamés par le partenaire d'exécution avaient été réellement engagés ou étaient admissibles.⁹² Le SIGAR a constaté que le partenaire d'exécution ne pouvait pas justifier plus de 134,5 millions de dollars de dépenses, dont la plupart ont été versées à un seul sous-traitant.

En conséquence, le SIGAR a déterminé que l'entrepreneur ne respectait pas son obligation légale de superviser les coûts du contrat et s'est demandé si le sous-traitant facturait au gouvernement des dépenses qui n'étaient pas liées au programme.

Alarmés par ces conclusions, l'Agence d'audit des contrats de défense (DCAA) et les États-Unis

Le Comité sénatorial de la sécurité intérieure et des affaires gouvernementales a mené des enquêtes indépendantes sur l'entrepreneur et le sous-traitant et a constaté d'importantes malversations financières.⁹³

L'enquête de la DCAA a révélé que, parmi d'autres dépenses non autorisées, le sous-traitant avait utilisé des fonds publics pour acquérir des voitures de luxe. Il versait également des salaires exorbitants, notamment 190 500 dollars en moyenne à des assistants, et des rémunérations d'« assistant personnel » aux conjoints des hauts dirigeants de l'entreprise. Le SIGAR a publié en juillet 2017 un rapport d'audit de performance du programme afin de déterminer si l'entrepreneur et le sous-traitant avaient correctement exécuté les tâches prévues au contrat.⁹⁴ Le SIGAR a constaté que l'entrepreneur avait présenté de manière erronée des coûts imputés au ministère de la Défense que le gouvernement n'était pas légalement tenu de payer. Le SIGAR a également constaté que le système comptable du sous-traitant présentait d'importantes lacunes qui auraient dû le rendre inéligible à l'obtention de marchés publics.

Audits financiers du secteur agricole

Au total, 25 rapports d'audit financier ont examiné près de 1,3 milliard de dollars de coûts liés aux programmes du secteur agricole et ont remis en question près de 39,7 millions de dollars de ces coûts.

Un rapport de juillet 2013 examinant un programme de travail contre rémunération a remis en question plus de 750 000 \$ versés à des bénéficiaires afghans.⁹⁵ Plus précisément, l'entrepreneur était tenu d'obtenir les empreintes digitales et/ou les signatures de chaque bénéficiaire afghan, ce qui servait de confirmation que le bénéficiaire avait effectué le travail requis et reçu le paiement pour ce travail.

Cependant, le SIGAR a constaté de nombreux cas où l'entrepreneur a autorisé l'utilisation d'une même empreinte digitale pour plusieurs bénéficiaires afghans. Bien que l'entrepreneur ait affirmé que cela était dû au fait que les chefs communautaires recevaient les paiements en espèces au nom des bénéficiaires afghans, cette pratique était contraire aux termes du contrat et a empêché l'agent contractant de s'assurer que les bénéficiaires afghans recevaient bien le paiement.

Audits financiers du secteur des infrastructures civiles

Au total, 19 rapports d'audit financier ont examiné plus de 1,2 milliard de dollars de coûts liés aux programmes d'infrastructures civiles et ont remis en question plus de 78,7 millions de dollars de ces coûts.

Un rapport de février 2014 portant sur un projet de construction et de réhabilitation de routes a soulevé des questions quant à l'utilisation de plus de 14,1 millions de dollars de coûts.⁹⁶ Le SIGAR a constaté que l'entrepreneur avait facturé au gouvernement américain des travaux réalisés après la fin du contrat, qu'un employé avait détourné plus de 114 000 dollars destinés au programme et que plus de 239 000 dollars de coûts engagés dans le cadre d'un autre programme avaient été facturés. En définitive, ces conclusions ont semé le doute quant à la construction par l'entrepreneur des routes de gravier praticables par tous les temps prévues par le contrat. L'audit a entraîné un signalement pour fraude à la Direction des enquêtes du SIGAR.

Audits financiers du secteur de stabilisation

Au total, 33 rapports d'audit financier ont examiné près de 1,03 milliard de dollars de coûts liés aux programmes du secteur de la stabilisation et ont remis en question près de 33,4 millions de dollars de ces coûts.

Un rapport de septembre 2021 portant sur un programme de stabilisation, qui fournissait formation et équipement aux forces de l'ordre et aux organisations de sécurité afghanes pour lutter contre le terrorisme, a mis en évidence de nombreux problèmes administratifs et près de 8 millions de dollars de dépenses contestées.⁹⁷ Par exemple, le contractant n'a pas pu démontrer que les consultants du projet possédaient les qualifications requises et a facturé deux fois plus de 600 000 dollars de charges sociales. Un rapport de janvier 2014, portant sur un programme de stabilisation visant à lutter contre la pauvreté et la vulnérabilité économique afin de réduire l'instabilité et l'insurrection, a identifié près de 7,3 millions de dollars de dépenses contestées.⁹⁸ Le SIGAR a constaté que le contractant n'avait pas correctement suivi le financement du programme et a identifié un cas de collusion : le responsable des opérations et le caissier du programme de travail contre rémunération ont falsifié les feuilles de paie de travailleurs fictifs. Le contractant a également omis de déclarer à l'USAID plus de 380 000 dollars de biens donnés ou endommagés et a utilisé les fonds du programme pour payer des pénalités de visa, des cadeaux et des frais de cérémonie.

Audits financiers du secteur du renforcement des capacités et de la gouvernance

Au total, 39 rapports d'audit financier ont examiné près de 978,3 millions de dollars de coûts liés aux programmes du secteur du renforcement des capacités et de la gouvernance et ont remis en question plus de 11,8 millions de dollars de ces coûts.

Un rapport d'août 2021 examinant une subvention visant à encourager l'utilisation du système judiciaire formel de l'Afghanistan et à soutenir les enquêtes et les poursuites relatives aux crimes violents a mis en cause près de 2,3 millions de dollars de coûts.⁹⁹ Le SIGAR a constaté que l'entrepreneur avait surfacturé le gouvernement américain de plus de 1,1 million de dollars et a soulevé de sérieuses préoccupations quant à l'exactitude des coûts imputés au programme, notamment quant à savoir si les biens et services facturés dans le cadre de la subvention avaient été réellement reçus.

Audits financiers du secteur de la croissance et du développement économiques

Au total, 25 rapports d'audit financier ont examiné près de 631 millions de dollars de dépenses liées aux programmes du secteur de la croissance et du développement économiques et ont soulevé des questions concernant plus de 30 millions de dollars de ces dépenses. Les rapports du SIGAR ont mis en évidence divers problèmes, et plusieurs ont relevé des irrégularités dans la comptabilisation des salaires des employés du contractant.

Un rapport de décembre 2013 concernant un projet de l'USAID visant à faciliter l'accès au crédit a révélé que les feuilles de temps des employés n'étaient signées ni par un superviseur, ni par l'employé, ni par les deux.¹⁰⁰ Dans certains cas, le SIGAR a constaté qu'il était impossible de déterminer si l'employé avait réellement travaillé sur le projet. Le SIGAR a contesté près de 100 000 \$ de dépenses et l'USAID a conclu que la totalité du montant facturé était injustifiée et a exigé le remboursement intégral des sommes dues par le prestataire.

Audits financiers du secteur de l'éducation

Au total, 27 rapports d'audit financier ont examiné près de 393,6 millions de dollars de coûts liés aux programmes du secteur de l'éducation et ont remis en question plus de 13,1 millions de dollars de ces coûts.

Un rapport d'août 2024 a examiné un programme d'État qui octroyait des bourses à des étudiants d'une université afghane. Le SIGAR a constaté que l'université facturait des fonds américains.

Les étudiants boursiers paient des frais de scolarité plus élevés que les étudiants autofinancés. L'audit a mis en cause plus de 1,7 million de dollars de financement de bourses.¹⁰¹ Un rapport de novembre 2014 portant sur des programmes de télévision et de radio destinés à promouvoir l'alphabétisation des adultes a soulevé des questions concernant plus de 3,4 millions de dollars de dépenses, le prestataire n'ayant pas été en mesure de justifier l'utilisation de ces fonds. ¹⁰²

Audits financiers du secteur de la santé

Au total, 20 rapports d'audit financier ont examiné plus de 370 millions de dollars de coûts liés aux programmes du secteur de la santé et ont remis en question plus de 2,2 millions de dollars de ces coûts.

Un rapport de juin 2013 examinant un programme de l'USAID qui fournissait un soutien technique au ministère afghan de la Santé publique et qui traitait des priorités nationales en matière de santé a documenté que l'entrepreneur avait imputé les dépenses de divertissement à la subvention.¹⁰³ Plus précisément, le SIGAR a constaté que les fêtes de bienvenue et d'adieu, ainsi que les célébrations de jours fériés, étaient facturées au gouvernement et enregistrées comme des réunions pour justifier les coûts.

Audits financiers du secteur de soutien aux programmes

Au total, 20 rapports d'audit financier ont examiné plus de 333 millions de dollars de coûts liés aux programmes du secteur de soutien et ont remis en question près de 16,9 millions de dollars de ces coûts.

Un rapport de juillet 2013 portant sur un programme fournissant un soutien en ressources humaines et logistiques aux programmes de l'USAID en Afghanistan a mis en évidence de nombreux problèmes liés à l'acquisition de biens et de services par le contractant.¹⁰⁴ Par exemple, le SIGAR a constaté que le contractant avait versé près de 1,5 million de dollars à des sous-traitants avant même la signature d'un contrat formel et avait conclu des contrats de sous-traitance sans vérifier si les fournisseurs étaient suspendus ou exclus des marchés publics américains. En conséquence, le SIGAR a conclu que le contractant risquait d'utiliser des fonds publics américains pour des achats potentiellement inutiles ou injustifiés, tout en nouant des relations avec des fournisseurs susceptibles d'être interdits de financement par le gouvernement américain.

Audits financiers du secteur de la lutte contre les stupéfiants

Au total, sept rapports d'audit financier ont examiné plus de 287,5 millions de dollars de coûts liés aux programmes de lutte contre les stupéfiants et ont remis en question près de 38,1 millions de dollars de ces coûts.

Un rapport de septembre 2020 qui a examiné les coûts engagés pour développer et maintenir les centres de traitement de la toxicomanie en Afghanistan a identifié que près d'un quart de tous les coûts payés étaient déraisonnables, inutiles ou interdits par les lois, les réglementations et les conditions des attributions américaines.¹⁰⁵ Entre autres dépenses, le SIGAR a constaté que l'entrepreneur avait surfacturé plus de 2,1 millions de dollars pour les frais administratifs et n'avait pas restitué près de 7,2 millions de dollars de fonds non dépensés.

Audits financiers du secteur de l'aide humanitaire

Au total, 20 rapports d'audit financier ont examiné plus de 202,2 millions de dollars de coûts liés aux programmes du secteur humanitaire et ont remis en question près de 4,4 millions de dollars de ces coûts.

La plupart des audits du SIGAR relatifs aux subventions d'aide humanitaire ont été publiés après la prise de contrôle de l'Afghanistan par les talibans en août 2021. Dans un rapport de septembre 2023 portant sur une subvention destinée à soutenir les populations afghanes sinistrées et les rapatriés, le SIGAR a constaté que le prestataire n'avait pas veillé à ce que les paiements en espèces destinés à l'achat de nourriture parviennent aux bénéficiaires prévus et que des paiements n'avaient pas été effectués à des fournisseurs non éligibles.¹⁰⁶ Le SIGAR a également constaté que le prestataire avait surfacturé le gouvernement américain au titre des salaires de ses employés, en les rémunérant au-delà des taux autorisés.

Audits financiers des programmes relatifs aux droits des femmes et à l'égalité

Au total, 12 rapports d'audit financier ont examiné plus de 105,7 millions de dollars de coûts liés aux programmes du secteur des droits des femmes et de l'égalité et ont remis en question plus de 3,3 millions de dollars de ces coûts.

Un rapport d'octobre 2015 examinant un programme destiné à promouvoir et à protéger les droits des femmes afghanes et à réduire la violence à l'égard des femmes et des filles a mis en cause près de 1,1 million de dollars de dépenses.¹⁰⁷ Plus précisément, l'entrepreneur a facturé au gouvernement américain les impôts sur le revenu de son directeur exécutif, y compris les amendes et les pénalités fiscales, et a violé les sanctions américaines en utilisant les fonds du programme pour acheter du matériel auprès d'une source interdite en Iran.

Audits financiers d'autres secteurs

Au total, six rapports d'audit financier ont examiné près de 109,8 millions de dollars de coûts liés à la programmation d'autres secteurs et ont remis en question plus de 328 000 dollars de ces coûts.

Un rapport de novembre 2014 portant sur un programme de l'USAID visant à développer des médias d'information indépendants et fiables en Afghanistan a révélé que le prestataire avait surfacturé le gouvernement américain et facturé des coûts engagés avant l'attribution du contrat sans autorisation ni justification.¹⁰⁸ Plus précisément, le SIGAR a constaté que le prestataire avait surfacturé les coûts des consultants et du personnel, et imputé au programme des frais de location de matériel et des frais d'accès à Internet engagés avant le début de l'accord.

La Direction des audits et des inspections a permis de réaliser 2,5 milliards de dollars d'économies pour les contribuables américains. Les travaux menés par cette direction ont notamment permis de dégager 2,5 milliards de dollars d'économies. Plus précisément, le SIGAR a formulé des recommandations qui, une fois mises en œuvre, permettraient aux agences américaines concernées d'utiliser leurs fonds plus efficacement, notamment en réduisant les dépenses, en désengageant des fonds, en évitant des coûts supplémentaires ou en réalisant d'autres économies. Vous trouverez ci-dessous six exemples de travaux du SIGAR ayant permis de générer plus de 1,4 milliard de dollars sur les 2,5 milliards d'économies réalisées pour les contribuables américains.

1. A empêché que 600 millions de dollars ne soient dépensés dans des infrastructures inutiles :

En septembre 2013, le SIGAR a fait état de la construction par le ministère de la Défense de 400 installations pour Les forces de sécurité afghanes, évaluées à 4,7 milliards de dollars.¹⁰⁹ Le SIGAR a conclu que De nombreuses installations n'ont pas été nécessaires car le ministère de la Défense avait prévu de construire des bâtiments permanents. Les structures destinées à un renforcement temporaire des effectifs et les installations existantes étaient sous-utilisées. Le SIGAR a recommandé au ministère de la Défense de reporter, le cas échéant, la construction d'installations permanentes.

afin d'éliminer toute surcapacité future. Suite à notre rapport, le ministère de la Défense n'a pas construit les installations inutiles, évaluées à 600 millions de dollars, et a plutôt affecté ces fonds à d'autres fins.

pour une meilleure utilisation.

2. A empêché que 463 millions de dollars ne soient dépensés pour des UH-60 « Black Hawk » inutiles.

Hélicoptères : En janvier 2019, le SIGAR a publié un rapport sur les efforts du département de la Défense (DoD) pour moderniser l'armée de l'air afghane par l'acquisition de 159 hélicoptères UH-60 « Black Hawk ». À l'époque, le coût estimé de l'acquisition et du maintien en condition opérationnelle des hélicoptères Black Hawk, ainsi que de la formation des équipages à leur pilotage et à leur maintenance, variait de 5,8 milliards de dollars à environ 7 milliards de dollars pour les exercices 2017 à 2023.¹¹⁰ Le SIGAR a conclu que l'armée de l'air afghane ne serait pas en mesure d'exploiter l'ensemble des 159 hélicoptères et a recommandé au DoD d'examiner la nécessité d'acquérir le nombre d'hélicoptères prévu. En septembre 2019, la sous-commission des crédits de défense du Sénat a recommandé une réduction de 463,3 millions de dollars du budget alloué à l'acquisition d'hélicoptères Black Hawk pour l'exercice 2020 et a demandé au secrétaire à la Défense de suspendre ces acquisitions pour cet exercice. En conséquence, le ministère de la Défense a réduit sa commande d'hélicoptères Black Hawk de 159 à 53 unités. Cette réduction a permis de réaliser des économies de plus de 463 millions de dollars en une seule année. Par ailleurs, ces réductions d'acquisition ont engendré des économies supplémentaires, non quantifiées, grâce à la diminution des coûts de maintien en condition opérationnelle.

3. A empêché le gaspillage de 190 millions de dollars pour les besoins urgents du commandant.

Programmes de réponse : En septembre 2009, le SIGAR a publié un rapport sur le CERP du ministère de la Défense et ses contrôles internes visant à garantir la responsabilité quant à l'utilisation des fonds alloués à ces programmes.¹¹¹ Le SIGAR a constaté que le programme présentait des lacunes en matière de contrôles internes et que le ministère de la Défense devait améliorer sa gestion et sa supervision. Le SIGAR a recommandé au ministère de la Défense d'élaborer et de mettre en œuvre un plan pour gérer et superviser les risques accrus liés aux projets de grande envergure et pour renforcer les capacités des unités chargées de la mise en œuvre du programme. Suite à ce rapport, le ministère de la Défense a instauré de nouvelles directives limitant le nombre et le montant des projets, ce qui a permis d'optimiser l'utilisation de 190 millions de dollars.

4. Réduction de 94 millions de dollars d'achats de carburant superflus : En octobre 2013, le SIGAR a publié un rapport sur les achats de carburant du ministère de la Défense (DoD) pour les forces de police afghanes.¹¹² Le SIGAR a constaté que le DoD se basait sur les montants des achats de carburant antérieurs pour déterminer ses achats futurs, au lieu d'utiliser les données de consommation passées. Le rapport, après analyse des données antérieures du DoD, a établi que ce dernier avait demandé 94 millions de dollars de carburant supplémentaires pour l'exercice 2013. En conséquence, le DoD a réduit ses commandes de carburant et affecté ces fonds à d'autres fins.

meilleure utilisation.

5. Économies de 40 millions de dollars sur l'achat inutile d'avions C-130 : En juillet 2014, le SIGAR a fait part de ses inquiétudes concernant l'intention du Département de la Défense (DoD) d'acquérir deux avions cargo C-130 supplémentaires pour l'armée de l'air afghane, portant ainsi le nombre total d'appareils à quatre.¹¹³ Le SIGAR a constaté que l'armée de l'air afghane sous-utilisait les deux avions cargo C-130 de sa flotte et que l'achat de deux appareils supplémentaires était superflu. En octobre 2014, le SIGAR a indiqué qu'à la suite du rapport de juillet 2014, le DoD avait réévalué son projet d'achat de deux avions cargo C-130 supplémentaires et avait finalement conclu qu'un seul appareil était nécessaire en raison des impératifs de préparation opérationnelle. Le DoD a annulé l'achat du second appareil, permettant ainsi aux contribuables américains d'économiser 40 millions de dollars en coûts d'acquisition, de maintenance et de formation.¹¹⁴

6. 35 millions de dollars de recouvrements de coûts grâce aux audits financiers du SIGAR : En conséquence

des audits financiers du SIGAR remettant en question les coûts engagés par les contractants pour des projets financés par les États-Unis

Dans le cadre de ce programme, les agences américaines ont accepté de récupérer 35 millions de dollars de coûts non autorisés.

Le SIGAR a identifié plus de 1 900 faiblesses dans les contrôles internes, ce qui a accru le risque de gaspillage de ressources.

FONDS DES CONTRIBUABLES

Les 149 audits de performance et les 16 rapports d'évaluation du SIGAR ont mis en évidence 1 911 faiblesses du contrôle interne, principales causes des gaspillages, des fraudes potentielles et des abus recensés au chapitre 3.

Cette section explique les faiblesses du contrôle interne au sein des agences américaines qui ont engendré ces gaspillages, fraudes et abus. Elle souligne également comment le SIGAR s'est efforcé de corriger ces faiblesses et comment son action a permis de prévenir des gaspillages supplémentaires et d'utiliser les fonds américains de manière plus productive.

Contrôles internes et leur importance

Le gaspillage, la fraude et les abus sont souvent dus à des défaillances dans la conception, la mise en œuvre ou la supervision des programmes. Ces défaillances sont appelées « faiblesses du contrôle interne ». Aux États-Unis, Le Government Accountability Office (GAO) définit le contrôle interne comme « un processus mis en œuvre par l'organe de surveillance, la direction et le personnel d'une entité, qui fournit une assurance raisonnable que les objectifs de cette entité seront atteints. »¹¹ Les contrôles internes comprennent « les plans, méthodes, politiques et procédures utilisés pour accomplir la mission, le plan stratégique, les buts et les objectifs de l'entité. Le contrôle interne constitue la première ligne de défense pour la protection des actifs. »¹¹ Des contrôles internes efficaces aident les organisations et leurs programmes à s'adapter à un environnement changeant, à des exigences en constante évolution, à des risques fluctuants et à de nouvelles priorités, et garantissent l'atteinte des objectifs de l'organisation. Un contrôle interne présente une défaillance lorsque sa conception, sa mise en œuvre ou son fonctionnement empêche l'organisation d'atteindre ses objectifs et de gérer les risques associés.

Les rapports d'audit de performance du SIGAR ont examiné les efforts de reconstruction des États-Unis et identifié les cas où les agences américaines ou leurs programmes n'ont pas atteint leurs objectifs ou n'ont pas suffisamment pris en compte les risques pertinents. Ces défaillances programmatiques ont été décrites dans les rapports du SIGAR, ainsi que leur cause, appelée « déficience du contrôle interne ». Pour le présent rapport, le SIGAR a classé ces déficiences du contrôle interne par thèmes communs. Le tableau 10, à la page suivante, présente les six catégories de déficiences du contrôle interne et leurs définitions respectives.

Le SIGAR a identifié 1 911 cas de faiblesses du contrôle interne.

Les 1 911 cas de faiblesses du contrôle interne sont répartis en six catégories : Planification/

Contrats, supervision/contrôle, renforcement des capacités, mauvaise gestion, qualité de l'information et fiabilité des données, et utilisation judicieuse des fonds. La figure 8, page 53, présente le nombre total de faiblesses du contrôle interne, réparties en six catégories.

Le SIGAR a également analysé les faiblesses du contrôle interne par agence. Plus précisément, les rapports du SIGAR examinant les programmes du ministère de la Défense ont identifié 796 faiblesses du contrôle interne.

INSPECTEUR GÉNÉRAL SPÉCIAL POUR LA RECONSTRUCTION DE L'AFGHANISTAN	
TABLEAU 10	
CATÉGORIES DE FAIBLESSES DU CONTRÔLE INTERNE ET LEURS DÉFINITIONS	
Planification / Contrats	Les programmes qui ne répondaient pas aux besoins des Afghans, qui étaient redondants, mal planifiés ou insuffisamment coordonnés avec d'autres entités, ne sont pas inclus dans cette catégorie. Elle comprend également les projets nécessitant de la maintenance mais sans budget, ou ceux mis en œuvre sans tenir compte de la capacité des bénéficiaires afghans à assurer leur entretien ou leur pérennité.
Supervision / Contrôle	Il s'agit des cas où le contrôle de la qualité ou la supervision étaient absents ou insuffisants, notamment en ce qui concerne la supervision des contrats. Cette catégorie inclut les facteurs qui empêchent les responsables de programme de superviser l'avancement et l'exécution du programme, tels que les problèmes de sécurité.
Renforcement des capacités	Il s'agit des situations où des actions ou des omissions ont entravé la capacité d'une organisation à atteindre ses buts et objectifs. Par exemple, une formation du personnel insuffisante ou un soutien institutionnel, comme du matériel et des fournitures, qui s'est avéré inefficace.
Mauvaise gestion	Il s'agit des situations où l'absence de contrôles de gestion ou le défaut de planification ont compromis la réussite d'un programme. Cette catégorie inclut des problèmes tels que des décisions de gestion mal informées, l'absence d'indicateurs de performance ou d'autres données de performance, une conservation insuffisante des documents ou des problèmes de qualité concernant les données collectées dans le cadre du programme.
Qualité et qualité de l'information Fiabilité des données	Des cas où le manque d'informations appropriées, à jour, complètes, exactes, accessibles et disponibles en temps opportun a compromis la capacité d'une organisation à atteindre ses objectifs. Par exemple, la direction n'a pas obtenu en temps opportun les données pertinentes auprès de sources internes et externes fiables, conformément aux exigences définies.
Dépenses judiciaires Fonds	Les fonds dépensés de manière excessive ou imprudente, par exemple lorsque les responsables du programme n'ont pas justifié le recours à un appel d'offres non concurrentiel ou le choix d'une solution non optimale, conformément à la réglementation fédérale en matière d'acquisition, sont concernés. Cette catégorie inclut également les programmes n'ayant produit aucun résultat tangible.

Source : Analyse SIGAR.

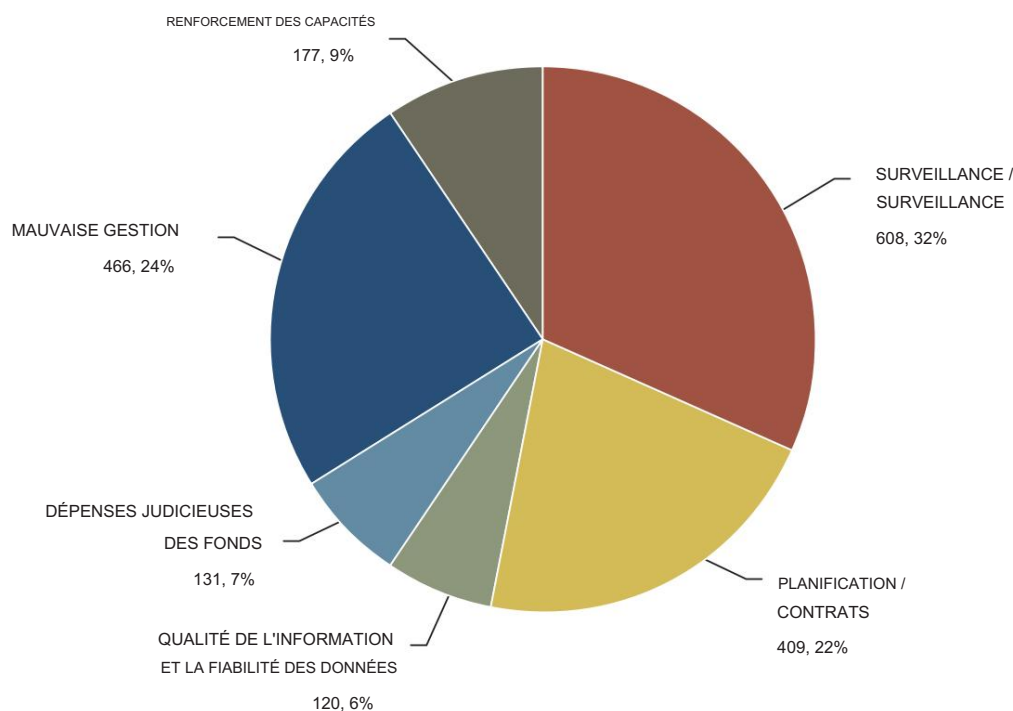
(42 %), les rapports examinant plusieurs agences ont recensé 757 faiblesses de contrôle interne (40 %), les rapports examinant les programmes de l'USAID ont identifié 196 faiblesses de contrôle interne (10 %), les rapports examinant les programmes du Département d'État ont identifié 94 faiblesses de contrôle interne (5 %) et les rapports examinant les programmes d'autres agences américaines ont identifié 68 faiblesses de contrôle interne (4 %).¹¹ La figure 9, page 54, présente le nombre total de faiblesses de contrôle interne par agence, ventilées selon les six catégories. La figure 10, page 55, présente les mêmes informations sous un format différent : le nombre total de faiblesses de contrôle interne par catégorie, ventilées par agence.

Les rapports du SIGAR ont mis en évidence des faiblesses récurrentes en matière de contrôle interne au sein des agences américaines opérant dans le même secteur ou menant des activités similaires en Afghanistan au cours des 15 dernières années. Par exemple, le SIGAR a publié plusieurs rapports, couvrant une période de 11 ans, examinant les processus de paie du ministère de la Défense (DoD) pour le personnel militaire afghan. Le SIGAR a constaté un manque de supervision entraînant des faiblesses systémiques en matière de contrôle interne, de mauvaises pratiques de planification et de passation de marchés, ainsi qu'une utilisation imprudente des fonds. Les quatre rapports du SIGAR relatifs aux salaires du personnel des forces de sécurité afghanes (ANDSF) ont noté que le DoD avait versé plus de 3 milliards de dollars au gouvernement afghan pour les salaires de ce personnel et ont déterminé que ces paiements incluaient des salaires pour du personnel fictif des ANDSF, connu sous le nom de « soldats fantômes ». Les évaluations du SIGAR ont montré que le DoD continuait d'ignorer les recommandations visant à mettre en œuvre des contrôles internes appropriés et efficaces et une gestion rigoureuse des processus de paie afin de calculer avec précision les salaires. Ces faiblesses en matière de contrôle interne ont conduit le DoD à verser plus de 500 millions de dollars de fonds publics américains en trop au gouvernement afghan ; toutefois, le montant réel était probablement plus élevé.¹¹⁸

De même, le Département d'État et l'USAID présentaient des faiblesses systémiques similaires en matière de contrôle interne concernant la paie des employés du gouvernement afghan. Le rapport du SIGAR d'octobre 2010 constatait que de multiples faiblesses de contrôle interne avaient conduit le gouvernement américain à surpayer les salaires de fonctionnaires afghans et à effectuer des paiements à des employés fictifs, et formulait dix recommandations pour protéger l'argent des contribuables américains.¹¹⁹ Sept ans plus tard, dans son rapport de juillet 2017, le SIGAR a constaté que le Département d'État et l'USAID n'avaient pas mis en œuvre l'ensemble de ses recommandations. Par conséquent, le Département d'État et l'USAID continuaient de verser des salaires à des employés du gouvernement afghan sans avoir établi les garanties recommandées par le SIGAR pour protéger les fonds des contribuables américains.¹²⁰

FIGURE 8

FAIBLESSES DU CONTRÔLE INTERNE, PAR CATÉGORIE

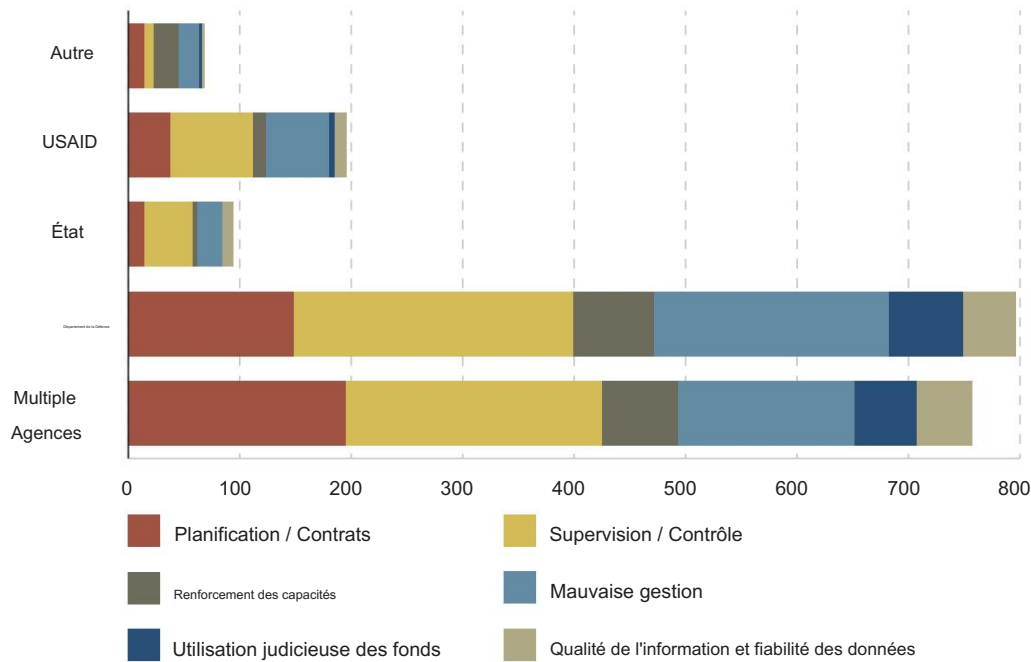


Source : Analyse SIGAR.

RÉSUMÉ DES RECOMMANDATIONS DU RAPPORT SIGAR ET DE LEUR ÉTAT D'AVANCEMENT

La mission de supervision du SIGAR comprenait la formulation de recommandations visant à promouvoir l'économie, l'efficacité et l'efficacité.¹²¹ De plus, le SIGAR était tenu de tenir « le secrétaire d'État et le secrétaire à la Défense pleinement et régulièrement informés des problèmes et des lacunes liés à l'administration de ces programmes et opérations [de reconstruction], ainsi que de la nécessité et des progrès réalisés en matière de mesures correctives », et d'informer le Congrès par le biais de rapports tous les 90 jours.¹²²

FIGURE 9
NOMBRE TOTAL DE FAIBLESSES DU CONTRÔLE INTERNE, PAR ORGANISME ET PAR CATÉGORIE



Source : Analyse SIGAR.

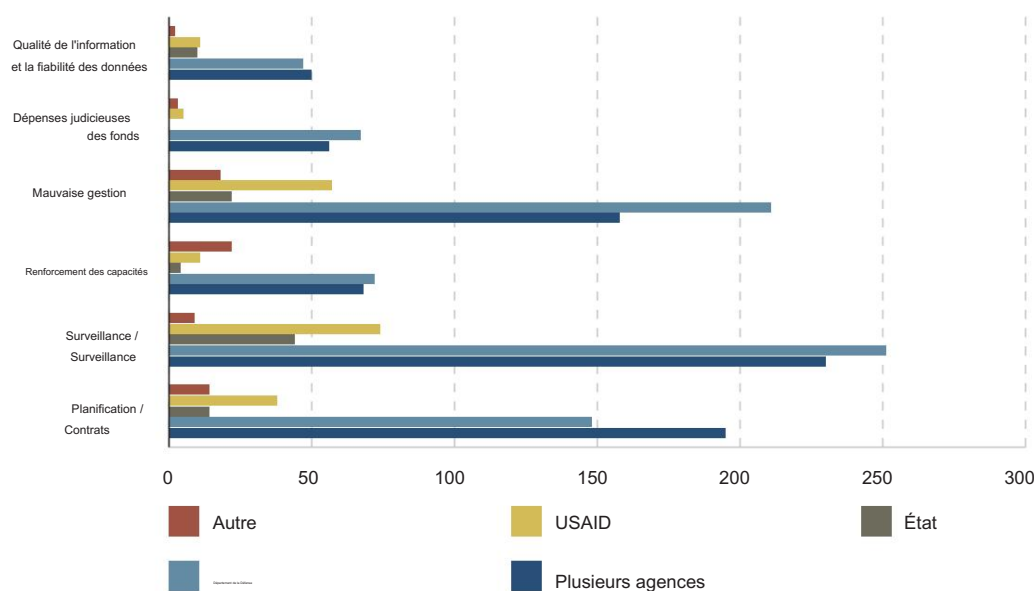
Historiquement, le SIGAR s'acquittait de ces obligations de rapport par le biais de son rapport trimestriel au Congrès des États-Unis. Ce rapport comprenait une description des recommandations de mesures correctives formulées par le SIGAR au cours de la période considérée, ainsi qu'une liste de toutes les recommandations formulées lors des périodes précédentes pour lesquelles les agences américaines n'avaient pas pris de mesures correctives. Cependant, le SIGAR ayant estimé que des rapports supplémentaires lui permettraient de fournir des analyses plus approfondies et de mieux informer le Congrès sur l'état d'avancement de ses recommandations, il a rendu compte, en 2014 et 2015, de l'état d'avancement de la mise en œuvre de ses recommandations par le Département de la Défense (DOD), le Département d'État et l'USAID.¹²³ En 2020 et 2021, le SIGAR a mis à jour ces rapports tout en évaluant les processus de suivi et de mise en œuvre des recommandations du DOD, du Département d'État et de l'USAID.¹²⁴ La présente section constitue une mise à jour finale et présente l'état d'avancement des recommandations du SIGAR au 20 septembre 2025.¹²⁵

Le SIGAR a regroupé ses recommandations aux agences américaines en cinq catégories :

1. Conformité et sécurité des infrastructures : Recommandations qui orientent les États-Unis
Les organismes chargés d'améliorer les infrastructures veillent au respect des exigences contractuelles et des meilleures pratiques en matière de sécurité. Cette catégorie comprend principalement les recommandations issues des rapports d'inspection du SIGAR.
2. Supervision des contrats : Recommandations enjoignant les agences américaines à superviser les contrats qu'elles gèrent. Cette catégorie comprend principalement les recommandations issues des audits financiers.

FIGURE 10

NOMBRE TOTAL DE FAIBLESSES DU CONTRÔLE INTERNE, PAR CATÉGORIE ET PAR ORGANISME



Source : Analyse SIGAR.

3. Améliorer l'efficacité des programmes : recommandations à l'intention des agences américaines

Prendre des mesures pour améliorer l'efficacité d'un programme. Cette catégorie concerne principalement les recommandations issues des audits de performance.

4. Suivi, évaluation et enseignements tirés : recommandations qui orientent

Les agences américaines chargées de surveiller ou d'évaluer la performance d'un programme, ou de produire Rapports de leçons apprises pour les programmes terminés. Cette catégorie comprend principalement les recommandations issues des audits de performance.

5. Conformité à la réglementation : Recommandations enjoignant les agences américaines à se conformer

avec les lois ou règlements, politiques ou procédures des agences américaines. Cette catégorie comprend principalement les recommandations issues des audits de performance.

Le SIGAR a assuré le suivi des recommandations qu'il a formulées et a (1) consigné si l'agence américaine concernée avait répondu à ses recommandations et, le cas échéant, si elle avait fourni les documents justificatifs ; (2) déterminé l'état d'avancement de chaque recommandation ; et (3) documenté les économies ou les recouvrements de coûts résultant de chaque recommandation. Le personnel du SIGAR chargé du suivi des recommandations s'est coordonné avec l'équipe ayant formulé la recommandation afin de déterminer si l'agence américaine concernée avait fourni les informations pertinentes suffisantes pour la mettre en œuvre. Si la documentation était insuffisante ou non conforme à l'objectif, un suivi a été effectué.

Lorsqu'une recommandation était en cours, elle restait ouverte. Ce processus se poursuivait jusqu'à ce que le SIGAR reçoive les documents nécessaires pour la clore. Pour les recommandations non résolues par les agences américaines dans un délai de deux ans, le SIGAR informait l'agence concernée qu'il clôturerait la recommandation comme non mise en œuvre, à moins qu'elle ne puisse la résoudre dans un délai de 90 jours.

Le SIGAR a formulé près de 1 500 recommandations à l'intention des agences américaines.

Le SIGAR a formulé près de 1 500 recommandations concernant la performance, l'évaluation, l'inspection et les rapports financiers. Au 20 septembre 2025, les agences américaines avaient mis en œuvre 1 085 (73 %) de ces recommandations, ce qui a permis d'améliorer les résultats des programmes, d'accroître l'efficacité des missions et de mieux utiliser les fonds publics américains à risque, ou de réduire les risques de gaspillage, de fraude ou d'abus. Le département de la Défense (DOD) a mis en œuvre 321 des 543 recommandations du SIGAR (59 %), le département d'État 263 des 354 (74 %) et l'USAID 494 des 577 (86 %). Au 20 septembre 2025, cinq recommandations du SIGAR restaient en suspens, toutes liées à des audits financiers.

Ces cinq recommandations ont été transmises au Bureau de l'Inspecteur général de l'agence américaine compétente.

Les agences américaines ont tardé à mettre en œuvre les recommandations du SIGAR.

Dans le cadre de ses rapports de suivi de 2020, le SIGAR a examiné la conformité des agences américaines aux réglementations du Bureau de la gestion et du budget (OMB) et autres réglementations fédérales. Ces réglementations les obligeaient à suivre l'état d'avancement des recommandations d'audit et des mesures correctives prises en réponse dans les douze mois suivant leur formulation. Les rapports du SIGAR ont constaté que le ministère de la Défense et le département d'État ne respectaient pas pleinement ces réglementations, alors même que des mesures correctives étaient essentielles pour améliorer l'efficacité et l'efficience des opérations gouvernementales et pour réduire le gaspillage, la fraude et les abus.

DOD : Dans son rapport de suivi d'avril 2020, le SIGAR a déterminé que le ministère de la Défense ne se conformait pas aux exigences de l'OMB et aux autres réglementations fédérales concernant les recommandations d'audit. Parmi les recommandations ouvertes examinées par le SIGAR, 80 % dataient de plus de 12 mois et étaient ouvertes depuis 20 mois en moyenne. Concernant les recommandations clôturées analysées dans le rapport, le ministère de la Défense n'en a mis en œuvre que 57 % dans un délai de 12 mois. En moyenne, il lui a fallu 30 mois pour les clôturer. Le SIGAR a également constaté que le ministère de la Défense n'avait pas désigné de responsable de haut niveau chargé du suivi des audits pour répondre à ses recommandations, comme l'exige l'OMB, alors qu'il l'avait fait pour les recommandations de l'OIG du ministère de la Défense et du GAO.

État : Dans son rapport de suivi d'octobre 2020, le SIGAR a déterminé que l'État ne se conformait pas aux exigences de l'OMB et aux autres réglementations fédérales concernant les recommandations.

Parmi les recommandations ouvertes examinées dans le rapport, 39 % dataient de plus de 12 mois.

Concernant les recommandations clôturées, l'État en a mis en œuvre 76 % dans un délai de 12 mois ; toutefois, il lui a fallu en moyenne 28 mois pour clôturer les 24 % restantes. Le SIGAR a également constaté que, bien que l'État ait désigné un responsable de haut niveau chargé du suivi des audits et du traitement des recommandations du SIGAR, il ne conservait pas les documents justificatifs de clôture des recommandations, comme l'exige la réglementation.

LA DIRECTION DES AUDITS ET DES INSPECTIONS A ÉTÉ CONFRONTÉE À QUATRE DÉFIS RÉCURRENTS DANS L'EXERCICE DE LA SURVEILLANCE DES EFFORTS DE RECONSTRUCTION

Pendant plus de 17 ans, la Direction des audits et des inspections a dû relever de nombreux défis pour assurer un contrôle efficace des programmes d'assistance américains en Afghanistan. Si plusieurs de ces défis étaient spécifiques à chaque pays, quatre difficultés majeures se sont répétées, quel que soit le programme d'assistance ou la période concernée. Il s'agissait : (1) du manque de coopération entre les agences, (2) de la mauvaise conservation des documents par les agences américaines, (3) des difficultés d'accès physique aux sites de programme en Afghanistan et (4) de la forte rotation du personnel au sein des agences américaines chargées de la reconstruction. Chacun de ces défis a impacté les délais de réalisation des travaux et a souvent contraint le SIGAR à élaborer des solutions novatrices, sans toutefois l'empêcher de remplir son mandat de contrôle.

Premier défi : le manque de coopération des agences américaines

Le principal défi auquel le SIGAR a été confronté était le manque de coopération des agences américaines dont il examinait les activités. Depuis sa création, les agences américaines et leurs représentants n'ont pas toujours coopéré de bonne foi dans l'exercice de ses responsabilités de contrôle, ce qui a entraîné des retards et des difficultés pour obtenir des informations complètes et en temps opportun.

Le manque de coopération s'est manifesté de diverses manières : réponses délibérément lentes aux demandes d'information, réponses incomplètes, restriction de l'accès aux informations pertinentes pour les responsables des agences américaines, restriction de l'accès aux informations jugées sensibles ou classifiées malgré les habilitations de sécurité requises du personnel du SIGAR, et contestation de la légitimité du SIGAR à exercer ses activités de contrôle. Ces agissements ont eu pour conséquence de rendre les rapports du SIGAR moins informatifs et moins opportuns, et par conséquent, moins utiles au Congrès et aux contribuables américains pour garantir l'efficacité des efforts de reconstruction des États-Unis et prévenir le gaspillage, la fraude et les abus.

Deuxième défi : La faible conservation des dossiers par les agences américaines

Le deuxième défi auquel le SIGAR a été confronté était le défaut de conservation, par les agences américaines, des documents contractuels et de programmation requis. Dès le départ, la direction a signalé les lacunes des agences américaines en matière de conservation des documents et a formulé des recommandations pour garantir le respect des lois fédérales et des exigences des agences en la matière. Le SIGAR a constaté que les agences américaines avaient souvent des difficultés à localiser les documents, les détruisaient de manière inappropriée ou ne conservaient pas les documents requis à plusieurs reprises, notamment au début des efforts de reconstruction des États-Unis, lorsque les documents papier étaient conservés plutôt que sous format numérique.

Cependant, le stockage numérique des documents n'était pas infaillible, car de nombreux documents de l'agence ont été perdus ou détruits suite à l'évacuation de l'ambassade américaine en août 2021. De même, le SIGAR a constaté que les contractants ne créaient pas ou ne conservaient pas toujours la documentation requise.

En raison de cette mauvaise gestion des dossiers, le SIGAR n'a pas pu évaluer pleinement les performances de chaque programme de reconstruction américain et ses rapports ont mis plus de temps à être finalisés, ce qui a entraîné une diffusion moins rapide des informations.

Défi n° 3 : Difficultés d'accès physique aux sites de programmation

En raison du contexte opérationnel et des exigences sécuritaires en Afghanistan, le SIGAR a rencontré des difficultés pour accéder physiquement à certains sites de programmation. Avant 2013, le SIGAR disposait d'un accès plus important.

capacité à se déplacer en Afghanistan pour effectuer des visites et des inspections de sites de programmation. Cependant, en raison de la dégradation de la situation sécuritaire en Afghanistan, notamment les attentats à la bombe contre des infrastructures locales et les attaques contre le personnel du gouvernement américain, les employés du SIGAR ont été confrontés à des restrictions de déplacement croissantes à travers le pays à partir de 2013. En juillet 2014, le SIGAR a commencé à signaler comment les problèmes de sécurité et les restrictions de voyage affectaient sa capacité à exercer ses fonctions de supervision.¹²⁷ Au fil du temps, les déplacements à l'intérieur de l'Afghanistan sont devenus encore plus difficiles, en particulier lorsque les États-Unis ont entamé le transfert des responsabilités sécuritaires au gouvernement afghan et la réduction de leur présence militaire. En mars 2020, tous les déplacements à l'intérieur du pays ont été suspendus en raison de la pandémie de COVID-19, et en août 2021, tout le personnel du SIGAR a quitté l'Afghanistan suite à l'effondrement du gouvernement afghan et à l'évacuation de l'ambassade américaine à Kaboul.

Quatrième défi : Rotation fréquente du personnel dans les agences de mise en œuvre La rotation fréquente du personnel au sein du DOD, du Département d'État et de l'USAID a rendu le travail du SIGAR plus difficile. Lors d'une audition de la Commission des affaires étrangères de la Chambre des représentants américaine en janvier 2020, le SIGAR a décrit ce problème : « En Afghanistan, la plupart des militaires, des employés des ambassades et des civils quittent le pays au bout d'un an, voire moins. De nouvelles personnes arrivent donc constamment, animées des meilleures intentions, mais sans connaître ou presque rien du travail de leurs prédécesseurs, des problèmes auxquels ils ont été confrontés, ni des solutions qui ont fonctionné ou non. »¹²⁸ Les fonctionnaires du département de la Défense en poste sur place sont relevés tous les six à neuf mois, tandis que ceux du département d'État et de l'USAID le sont généralement tous les douze mois. Ce rythme de rotation a pour conséquence que les responsables américains chargés de la mise en œuvre des programmes de reconstruction pluriannuels ignorent les difficultés historiques rencontrées. Cette situation est aggravée par l'absence, au sein des agences américaines, d'une procédure de transfert efficace pour préserver les connaissances historiques et assurer une transition en douceur, ainsi que par le manque de conservation des archives décrit précédemment.



Le lieutenant-colonel William McCollough, commandant du 1er bataillon du 5e régiment de Marines des États-Unis (deuxième à partir de la droite), s'entretient avec des membres de l'équipe de l'USAID à la base de patrouille Jaker, dans le district de Nawa, province d'Helmand, le 16 août 2009. (Photo du département de la Défense par le sergent-chef William Greeson, Corps des Marines des États-Unis)

CONCLUSION

La Direction des audits et inspections du SIGAR a exercé une surveillance approfondie des efforts de reconstruction américains en Afghanistan, publiant près de 800 rapports d'audit de performance, d'évaluation, d'audit financier, d'inspection et autres, examinant la conformité de chaque secteur de la reconstruction et des agences américaines aux lois fédérales et aux politiques internes. Le SIGAR a également répondu aux demandes du Congrès. Son succès reposait en grande partie sur son statut d'inspecteur général spécial indépendant, directement responsable devant le Congrès. Ce mandat indépendant lui permettait d'examiner librement les efforts de reconstruction selon une approche pangouvernementale et d'offrir au Congrès une visibilité sur les progrès et les difficultés rencontrés par les États-Unis en Afghanistan, visibilité qu'aucun autre inspecteur général d'agence ne pouvait fournir. Par exemple, le SIGAR a pu examiner les efforts américains pour renforcer le système judiciaire afghan, qui englobaient des programmes conjoints et distincts du Département d'État, de l'USAID, du Département de la Défense et du Département de la Justice, une surveillance dépassant les capacités de tout inspecteur général d'agence.¹²⁹ Cela a permis au SIGAR de découvrir et de signaler d'importantes lacunes dans les programmes américains qui auraient pu échapper à une structure d'inspection générale traditionnelle.

De même, l'indépendance du SIGAR lui permettait de ne dépendre d'aucune agence américaine, d'intérêts concurrents au sein d'une agence, ni des limitations de financement et d'effectifs des agences. Cela lui permettait de rapporter les faits sans les occulter, sans avoir besoin de l'approbation de la direction d'une agence avant leur publication.

Bien que la faible coopération des agences, la conservation insuffisante des documents et le roulement du personnel aient régulièrement entravé les efforts de contrôle du SIGAR, ce dernier a su s'adapter à l'évolution de la situation et développer des solutions novatrices permettant d'accéder aux informations nécessaires à un contrôle opportun, efficace et percutant. Les rapports du SIGAR ont permis de réaliser 2,5 milliards de dollars d'économies pour les contribuables américains, d'identifier plus de 1 300 cas de gaspillage, de fraude et d'abus pour un montant total compris entre 26 et 29,2 milliards de dollars, de recenser plus de 1 900 faiblesses des contrôles internes susceptibles d'avoir contribué à ces gaspillages, et de formuler près de 1 500 recommandations à l'intention des agences américaines.



CHAPITRE 5

ENQUÊTE SUR LE VOL DE L'ARGENT DES CONTRIBUABLES AMÉRICAINS

Le Congrès a créé le SIGAR, notamment pour « assurer l'indépendance et la conduite objective et supervision des enquêtes relatives aux programmes et les opérations financées par des montants affectés ou autrement mis à disposition pour la reconstruction de l'Afghanistan. »¹³⁰ Plus précisément, le SIGAR devait enquêter sur les « trop-perçus » et « toute action potentiellement contraire à l'éthique ou illégale d'employés fédéraux, d'entrepreneurs ou d'entités affiliées », et faire rapport des résultats « au ministère de la Justice afin d'assurer des enquêtes supplémentaires, des poursuites, le recouvrement de fonds supplémentaires ou d'autres recours ». ¹³¹ Le Congrès prévoyait des enquêtes criminelles vigoureuses et efficaces sur les actes répréhensibles liés à la reconstruction de l'Afghanistan.

Conformément à sa loi constitutive, le SIGAR a créé la Direction des enquêtes pour planifier, lancer et mener des enquêtes pouvant donner lieu à des poursuites pénales et à des actions civiles connexes, telles que le recouvrement de fonds perdus par gaspillage, fraude et abus. La direction était dirigée par un inspecteur général adjoint basé au siège du SIGAR à Arlington, en Virginie.

La direction a recruté un groupe de professionnels expérimentés pour mener à bien sa mission. Ces services comprenaient des enquêteurs criminels (agents), des analystes, des spécialistes du soutien à la gestion, des avocats chargés des suspensions et des radiations, ainsi que des avocats exerçant les fonctions de procureurs spéciaux de l'Inspection générale (SIGPRO).¹³² La direction comprenait également

Un changeur de monnaie afghan compte des dollars américains au marché de change Sarayee Shahzada à Kaboul, le 17 décembre 2015. (Photo AFP de Wakil Kohsar)

ils ont embauché des Afghans locaux, connus sous le nom de ressortissants du service étranger (FSN), qui ont participé aux enquêtes sous la direction et la supervision des agents du SIGAR.

À son apogée en 2014, la direction employait 61 personnes, réparties entre le quartier général du SIGAR et divers sites en Afghanistan, notamment Kaboul, les bases aériennes de Bagram et de Kandahar, Camp Leatherneck, Hérat et Mazar-e Sharif.¹³³ En 2019, conformément au retrait progressif des forces militaires et civiles américaines d'Afghanistan, seuls six membres du personnel des enquêtes restaient sur place. Après l'effondrement du gouvernement afghan en août 2021, la direction comptait 31 personnes, dont la plupart étaient basées au quartier général du SIGAR en Virginie.¹³⁴

Les enquêtes du SIGAR ont abouti à 171 condamnations pénales et à la récupération de 1,67 milliard de dollars en fonds et économies pour le gouvernement américain.

L'ampleur de l'aide américaine à l'Afghanistan a créé un contexte propice à des détournements de fonds liés à la reconstruction, à la fois généralisés et diversifiés. Le SIGAR a enquêté sur des cas de fraude contractuelle, de collusion, de corruption, de trucage d'appels d'offres et de complot visant à escroquer le gouvernement américain, entre autres.

Ces affaires ont abouti à la condamnation pénale d'au moins certains des auteurs et de leurs complices, ainsi qu'à la confiscation d'une partie des profits tirés de leurs activités illégales, au recouvrement des fonds de reconstruction perdus dans certains cas, à des mesures correctives et, fait exceptionnel, à la suspension et à l'exclusion de certains responsables. L'emploi répété du mot « certains » est intentionnel : enquêter sur le gaspillage, la fraude et les abus en Afghanistan, en particulier pendant un conflit armé actif, s'est avéré extrêmement difficile. En pratique, il était souvent impossible de poursuivre les criminels aux États-Unis ou en Afghanistan, même lorsque des preuves convaincantes de leur culpabilité étaient découvertes.

Malgré ces obstacles et d'autres encore, les enquêtes criminelles du SIGAR ont permis de condamner 171 accusés aux États-Unis et en Afghanistan, et ont généré 1,7 milliard de dollars en amendes pénales, confiscations d'actifs, règlements civils, recouvrements et économies pour le gouvernement américain.

Le SIGAR a également signalé 1 076 personnes et entreprises aux autorités compétentes en vue de leur suspension ou de leur exclusion. Dans certains cas, des vies ont pu être sauvées. Par exemple, la découverte de malfaçons sur les grilles de ponceau a permis d'éviter qu'un accident ayant entraîné la mort de deux soldats américains ne se reproduise ; nous aborderons ce point à la fin de ce chapitre.

PLUSIEURS FACTEURS ONT POSÉ DES DIFFICULTÉS AUX ENQUÊTES ET AUX POURSUITES DU SIGAR

Mener à bien des enquêtes et des poursuites en Afghanistan s'avérait difficile.

Le SIGAR a rencontré des difficultés dues à quatre

- facteurs : 1. La réticence du gouvernement afghan à poursuivre les entrepreneurs afghans corrompus et fonctionnaires.
2. Problèmes d'obtention de preuves provenant de sources inadéquates et peu coopératives.

3. Problèmes liés à la coordination et à la coopération inter-agences américaines.
4. L'absence d'une base de données contractuelle unique.

La réticence du gouvernement afghan à poursuivre les entrepreneurs et les fonctionnaires afghans corrompus a souvent empêché les condamnations et le recouvrement des avoirs.

En tant qu'agence américaine chargée de l'application de la loi, le SIGAR n'avait aucune autorité légale pour poursuivre les Afghans devant les tribunaux afghans et menait donc ses enquêtes en coopération avec le bureau du procureur général afghan. Toutefois, au cours de ses travaux, le SIGAR a constaté que, dans les enquêtes impliquant des entrepreneurs et des fonctionnaires afghans corrompus, les procureurs afghans refusaient tout simplement d'engager des poursuites ou étaient empêchés par leur hiérarchie de prendre en charge une affaire ou de recouvrer les produits du crime.¹³⁵ Si les procureurs afghans s'approchaient trop près de la révélation de malversations au sein du pouvoir (ou de leurs amis ou associés), ils étaient démis de leurs fonctions ou subissaient d'autres répercussions personnelles et professionnelles.¹³⁶ Les procureurs afghans étaient souvent réticents à enquêter ou à engager des poursuites pénales de manière indépendante s'ils estimaient que cela pouvait mettre en péril leur sécurité ou celle de leur famille, ou leurs intérêts personnels ou professionnels.

Bien que le droit afghan autorise la confiscation des produits du crime dans certains cas, la réticence des procureurs afghans à exercer ce pouvoir a contraint le SIGAR à engager des actions en confiscation hors d'Afghanistan, ciblant les prévenus et les avoirs situés aux États-Unis ou dans toute autre juridiction où cela était possible.¹³⁷ La constitution et le droit afghans prévoyaient également l'extradition et l'entraide judiciaire dans des circonstances limitées, mais ces mécanismes sont restés lettre morte.¹³⁸ Les États-Unis refusant d'extrader leurs ressortissants vers l'Afghanistan, l'Afghanistan hésitait à extrader des Afghans vers les États-Unis pour y être poursuivis.¹³⁹

Compte tenu des coûts, des problèmes de sécurité et de la réticence des autorités afghanes à autoriser le déplacement de témoins susceptibles de témoigner contre des Afghans influents, il était difficile de fournir des preuves pour des poursuites judiciaires américaines contre des Afghans. Même lorsque les témoins afghans pouvaient voyager, leur hésitation à témoigner était compréhensible, car ils craignaient que leur coopération ne mette en danger leur vie ou celle de leur famille. La difficulté d'authentifier les documents afghans sans témoignage direct empêchait de fait l'utilisation de telles preuves devant les tribunaux américains. Par conséquent, les procureurs américains étaient moins enclins à poursuivre les Afghans, même lorsqu'ils se trouvaient aux États-Unis, et rarement disposés à utiliser les lois américaines sur la confiscation civile pour recouvrer les fonds de reconstruction détournés par la fraude.

Au départ, le SIGAR a mené des poursuites pénales contre les personnes impliquées dans les sommes d'argent les plus importantes et les principaux auteurs, qu'ils soient afghans ou non, avec un certain succès. Cependant, le SIGAR s'est orienté vers la constitution de dossiers contre des personnes pouvant être localisées et poursuivies aux États-Unis, face à l'évidence croissante que les autorités afghanes étaient réticentes ou incapables d'engager des poursuites pénales contre des Afghans influents, et que les ressortissants afghans avaient peu de chances d'être poursuivis aux États-Unis. Le SIGAR a également intensifié ses efforts pour mener des poursuites susceptibles de prévenir ou d'atténuer les pertes financières, en produisant notamment des preuves de suspension et d'exclusion, et en permettant le recouvrement de fonds par le biais de procédures de confiscation civile ne nécessitant pas de condamnation pénale.

Il s'est avéré difficile d'obtenir des preuves exploitables provenant de sources afghanes.

Comme les agents du SIGAR ne pouvaient pas circuler librement en Afghanistan pour se rendre sur les lieux de crimes, recueillir des preuves ou rencontrer des témoins, le SIGAR demandait souvent à leurs sources potentielles de se rendre à l'ambassade américaine à Kaboul pour des entretiens. L'ambassade exigeait des visiteurs qu'ils déclinent leur identité et le motif de leur visite avant d'entrer, ce qui suscitait des inquiétudes légitimes chez les Afghans qui craignaient d'être considérés comme des informateurs s'ils étaient vus à l'intérieur. Certains se sont également vu refuser l'entrée pour avoir refusé de remettre leur téléphone portable avant de franchir le portail. La crainte de révéler leur identité ou d'être repérés par des observateurs hostiles a dissuadé de nombreux Afghans de se rendre sur des sites militaires ou dans des lieux extérieurs pour rencontrer des agents du SIGAR.

Ces préoccupations ont entravé la capacité du SIGAR à lancer des enquêtes lorsque des pistes provenaient d'Afghans ou de sa ligne d'assistance téléphonique. Ce type d'information étant souvent basé sur des tuyaux, des insinuations, des rumeurs ou des ragots, il était nécessaire de le vérifier avant toute action. Les restrictions de déplacement en Afghanistan, les barrières linguistiques, la méfiance, les pressions culturelles et le risque d'être découvert par des collègues ou d'autres personnes ont encore compliqué le développement de sources fiables. Malgré ces difficultés, les agents du SIGAR ont recruté 140 sources confidentielles et des dizaines d'autres personnes qui ont fourni des informations, des pistes et une assistance précieuses. Les agents du SIGAR ont également établi et entretenu des relations étroites avec des responsables afghans sur le terrain qui, au péril de leur vie, ont fourni un contexte crucial et des informations exploitables qui ont permis de faire progresser les enquêtes.

L'obtention de documents auprès d'entités afghanes a posé des difficultés considérables, d'autant plus complexes à surmonter. Par exemple, l'utilisation des fonds de reconstruction pour promouvoir l'Initiative « Priorité à l'Afghanistan » (AFI), visant à soutenir les objectifs de contre-insurrection américains en stimulant l'emploi et en dynamisant l'économie afghane, a eu pour conséquence que de nombreux entrepreneurs et fournisseurs américains étaient des ressortissants afghans, dont certains étaient corrompus et protégés par des responsables locaux et nationaux. De ce fait, les fonds de l'AFI ont souvent été alloués à des personnes et des entreprises sur lesquelles les États-Unis n'exerçaient qu'un contrôle limité, ce qui a rendu difficile pour le SIGAR l'obtention de documents ou l'obtention d'une coopération. Ce constat était généralement valable pour tous les domaines des dépenses de reconstruction.

De plus, l'obtention de documents financiers s'avérait complexe en raison des pratiques comptables souvent opaques des banques et autres institutions financières afghanes. Les relevés bancaires étaient parfois incomplets ou obsolètes. Par ailleurs, leur authentification était généralement impossible pour les rendre recevables devant les tribunaux américains. Les cibles les plus sophistiquées des enquêtes du SIGAR protégeaient leurs activités et leurs actifs en utilisant des banques situées dans des pays peu susceptibles de coopérer avec les enquêtes financières américaines, tels que les Émirats arabes unis, la Chine, la Russie, la Turquie et l'Iran. De nombreux Afghans avaient recours au système informel de transfert d'argent (hawala) pour faire entrer et sortir des fonds du pays.

Ces entreprises de transfert d'argent (hawaladars) sont largement non réglementées et s'appuient sur des registres manuscrits difficiles à obtenir et à déchiffrer sans la coopération des personnes impliquées, qui était rarement obtenue. 140 Même lorsque le SIGAR a réussi à obtenir des registres financiers afghans, la traduction de ces documents était souvent longue, coûteuse et nécessitait des ressources difficiles à trouver.

Malgré ces difficultés, le SIGAR a été le premier organisme d'enquête connu à obtenir des relevés bancaires afghans certifiés et jugés recevables devant un tribunal américain. Ces relevés ont d'abord servi à constituer un dossier contre Azam Doost, un citoyen américano-afghan, reconnu coupable de multiples chefs d'accusation de fraude et de blanchiment d'argent en 2018.

Les agences américaines coopérant avec le SIGAR ne partageaient pas toujours les mêmes priorités.

Occasionnellement, des agences américaines, telles que le ministère de la Justice et le ministère de la Défense, ont apporté leur concours au SIGAR. Ce soutien consistait notamment à aider les agents du SIGAR à se rendre sur le terrain et à leur fournir des documents et autres informations, parfois classifiées. Toutefois, des intérêts et des priorités divergents ont parfois entravé le soutien constant dont le SIGAR avait besoin. À l'ambassade des États-Unis à Kaboul, les agents du SIGAR ont délibérément cultivé et entretenu des relations de travail étroites avec diverses sections de l'ambassade, notamment les sections consulaire, économique et politique, ainsi qu'avec les attachés du ministère de la Justice et du département du Trésor. Ces liens se sont avérés particulièrement utiles dans l'affaire Hikmat (voir pages 72-75) et dans d'autres enquêtes concernant le vol de carburant et des questions relevant de l'Office of Foreign Assets Control (OFAC) du Trésor.¹⁴¹

Malheureusement, les responsables de l'ambassade américaine, préoccupés par des considérations politiques et diplomatiques, s'opposaient aux enquêtes et aux poursuites visant certaines personnalités afghanes. Ils craignaient notamment que les efforts du SIGAR ne compliquent les relations avec les dirigeants afghans ou n'interfèrent avec des questions qu'ils jugeaient plus importantes que la mission du SIGAR. Par exemple, en 2013, l'ambassadeur adjoint des États-Unis à Kaboul a ordonné à un fonctionnaire du ministère de la Justice travaillant avec le SIGAR d'abandonner l'enquête visant Mahmoud Karzaï (frère du président Hamid Karzaï) et le premier vice-président Fahim Khan, tous deux impliqués dans une fraude de près d'un milliard de dollars qui avait failli entraîner la faillite de la plus grande banque d'Afghanistan en 2010.¹⁴² Parfois, les responsables de l'ambassade considéraient les enquêtes du SIGAR comme des distractions chronophages et démoralisantes pour le personnel.¹⁴³

Parallèlement, les agences de renseignement américaines se concentraient souvent davantage sur leurs propres missions que sur le soutien aux enquêtes du SIGAR concernant le gaspillage, la fraude et les abus. Par exemple, bien que la Cellule de lutte contre le financement des menaces en Afghanistan (ATFC) – créée pour identifier, perturber et éliminer les réseaux financiers illicites en Afghanistan – ait été utile, elle a principalement utilisé ses importantes capacités de collecte et d'analyse pour produire des renseignements exploitables pour l'armée américaine.¹⁴⁴

L'assistance fournie par l'armée américaine aux agents du SIGAR était essentielle, notamment en matière de transport vers différentes localités en Afghanistan. Cependant, ce soutien militaire variait selon les hauts responsables de la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS) et les commandants des forces américaines en Afghanistan (USFOR-A).¹⁴⁵ Bien que la FIAS et l'USFOR-A aient cherché à lutter contre la corruption qui affectait la mission militaire et aient coopéré à l'enquête et aux poursuites concernant des vols de carburant, des problèmes de solde des « soldats fantômes » et des ponceaux endommagés sur la route nationale 1, les commandants américains se sont, à juste titre, concentrés principalement sur l'approvisionnement continu des troupes de la coalition et de leurs partenaires afghans en carburant, nourriture, eau et autres ressources nécessaires à leur mission de combat.¹⁴⁶

De retour aux États-Unis, le manque de soutien adéquat de la part des procureurs américains a fait que, si plusieurs affaires du SIGAR ont abouti à des poursuites fructueuses aux États-Unis, d'autres se sont soldées par un échec, sans condamnation ni confiscation. Le SIGAR a parfois été entravé par les politiques du ministère de la Justice concernant les affaires à poursuivre, par le manque de personnel parmi les procureurs recrutés dans le cadre du programme des procureurs inspecteurs généraux spéciaux (SIGPRO), et par les difficultés à trouver une juridiction et un lieu de procès adaptés aux délais impartis.

Procureurs adjoints des États-Unis :
procureurs fédéraux
qui travaillent dans le secteur civil
Postes de fonctionnaires auprès
des procureurs américains nommés
par le président.

Les dossiers SIGAR étaient examinés en vue de poursuites par des avocats de la section Fraude de la division criminelle du ministère de la Justice, des SIGPRO embauchés par le SIGAR ou détachés par le ministère de la Justice, ou des procureurs adjoints des États-Unis (AUSA). Dans l'un des 93 bureaux des procureurs fédéraux américains.¹⁴⁷ La collaboration avec la Section des fraudes a permis au SIGAR d'accéder à des procureurs possédant des connaissances et une expérience spécialisées en matière d'enquêtes et de poursuites pour fraude, mais s'est avérée décevante. Notamment, la Section des fraudes a fait preuve de lenteur, plusieurs affaires restant en suspens pendant sept à neuf ans avant qu'une décision de poursuite ne soit prise. Des politiques telles que celle de ne pas poursuivre les entreprises à moins que des personnes physiques puissent également être poursuivies ont entravé les efforts du SIGAR pour obtenir des poursuites.

Les SIGPRO étaient soit employés directement par le SIGAR, soit détachés auprès de ce dernier par divers bureaux de procureurs américains. Initialement, le modèle SIGPRO fonctionnait bien, offrant aux agents du SIGAR un accès direct à leurs propres procureurs, lesquels pouvaient les conseiller et engager des poursuites pénales et civiles partout où la compétence était établie. Nombre des premiers SIGPRO étaient d'anciens procureurs fédéraux adjoints ou des vétérans du corps des avocats généraux militaires. Avec le temps, cependant, les SIGPRO étaient composés d'avocats moins expérimentés, contraints d'apprendre sur le tas et n'ayant que peu ou pas d'expérience des problématiques internationales inhérentes à de nombreuses affaires du SIGAR.¹⁴⁸

De ce fait, les agents du SIGAR se retrouvaient souvent à « proposer » des affaires aux procureurs fédéraux des districts compétents pour les poursuites judiciaires aux États-Unis. La plupart des poursuites et des confiscations fructueuses ont été menées de cette manière. Des conflits de compétence entre les bureaux des procureurs fédéraux, ainsi qu'avec le ministère de la Justice, ont parfois entraîné des retards et des erreurs. Les bureaux des procureurs fédéraux, dont les priorités différaient de celles du SIGAR, n'allouaient pas toujours les ressources nécessaires au bon déroulement des poursuites.

L'utilisation par le gouvernement américain de multiples bases de données contractuelles a rendu la détection des fraudes plus difficile.

Les fonds américains destinés à la reconstruction de l'Afghanistan provenaient de nombreuses sources gouvernementales, chacune employant des méthodes variées pour la sollicitation, l'attribution et la gestion des contrats, ainsi que pour le versement des fonds. Il était souvent difficile de savoir comment les soumissionnaires afghans étaient sélectionnés, s'ils disposaient des capacités et des ressources nécessaires pour exécuter les contrats, si le processus était manipulé ou s'ils avaient déjà mené à bien des contrats antérieurs.

Outre le Système de gestion des attributions (SAM), système officiel du gouvernement américain recensant les contrats et les aides attribués, l'USAID, le Département de la Défense et le Département d'État géraient leurs propres bases de données contractuelles indépendantes. Les agences et organisations internationales impliquées dans les projets de reconstruction (par exemple, l'ONU, la BAD et la Banque mondiale) disposaient également de bases de données indépendantes, inaccessibles aux enquêteurs du SIGAR.

Les autorités contractantes américaines utilisaient jusqu'à six méthodes différentes pour diffuser les appels d'offres auprès des entreprises afghanes et au moins sept bases de données distinctes pour vérifier la propriété et les capacités des contractants.¹⁴⁹ Ce système présentait des inconvénients. En l'absence d'une base de données ou d'un site web centralisé pour regrouper les informations relatives aux marchés publics, il n'était pas toujours possible de vérifier minutieusement les candidats avant l'attribution des contrats. De ce fait, les soumissionnaires qui savaient exploiter les failles du processus de vérification pouvaient obtenir des contrats, même s'ils avaient déjà été impliqués dans des fraudes ou avaient eu des performances médiocres.

L'EXPÉRIENCE DU SIGAR EN MATIÈRE D'ENQUÊTES ET DE POURSUITES RÉVÈLE PLUSIEURS LEÇONS

L'expérience du SIGAR en matière d'enquêtes et de poursuites en Afghanistan a permis de tirer plusieurs enseignements. Premièrement, la présence physique d'enquêteurs sur le terrain augmente considérablement les chances de succès des enquêtes et des poursuites. Deuxièmement, un programme rigoureux de saisie des avoirs bancaires peut contribuer au recouvrement des fonds publics. Troisièmement, une attention particulière portée aux suspensions et aux exclusions peut limiter le gaspillage, la fraude et les abus. Enfin, l'expertise de l'ensemble du gouvernement américain peut faciliter les enquêtes et les poursuites dans des contextes complexes.

Une présence sur le terrain génère des bénéfices en matière d'enquête.

Le SIGAR a déployé un important contingent d'enquêteurs à Kaboul tant que l'ambassade américaine y est restée ouverte. Par ailleurs, le SIGAR a mis en place une ligne téléphonique d'assistance permettant à toute personne en Afghanistan ou ailleurs de signaler des cas de gaspillage, de fraude et d'abus. Deux personnes de langue maternelle dari et pachto, ayant auparavant travaillé comme agents de liaison pour le SIGAR à Kaboul, ont participé à la collecte et au traitement des signalements reçus. Les informations transmises au SIGAR ont souvent permis d'obtenir des renseignements exploitables, ouvrant la voie à des enquêtes qui ont abouti à des poursuites judiciaires, au recouvrement d'avoirs, à des mesures correctives, ainsi qu'à des suspensions et des exclusions.

Bien que la ligne d'assistance téléphonique et les autres programmes de sensibilisation du SIGAR aient été des outils essentiels, le SIGAR a mis l'accent sur le développement et l'expansion d'un vaste réseau de sources en Afghanistan et aux États-Unis afin de compenser les difficultés de déplacement en zone de guerre. Les enquêteurs du SIGAR ont notamment maintenu des programmes de sensibilisation efficaces auprès des responsables du gouvernement afghan. Certaines des affaires les plus importantes du SIGAR ont été résolues grâce à des sources haut placées que ses enquêteurs avaient développées et entretenues.¹⁵⁰

Un agent spécial du SIGAR a été distingué pour son héroïsme lors de l'attaque du consulat américain à Hérat en 2013.

La présence du SIGAR dans le pays a été illustrée par la participation d'un agent spécial à la défense du consulat américain à Hérat lors d'une attaque tôt le matin.

Le 13 septembre 2013 à 5h30, un camion s'est approché du portail principal du consulat et a déclenché une bombe de forte puissance, tuant les gardes en poste et causant d'importants dégâts au bâtiment. L'agent spécial Jeffrey M. Millslagle du SIGAR, affecté au consulat et faisant partie des rares personnes armées présentes, avait pour mission, en cas d'attaque, de défendre le bâtiment et de protéger et évacuer les employés jusqu'à l'arrivée des forces armées américaines.

Millslagle dormait lorsque l'attaque a commencé et a été projeté hors de son lit. Malgré cela, il a immédiatement saisi son arme de service et a commencé à évacuer le personnel du consulat. Puis, les insurgés ont lancé une seconde attaque et le bâtiment a été touché par des roquettes et des tirs de mitrailleuse. Millslagle a continué d'évacuer le personnel et a récupéré son fusil de service, son casque balistique et son gilet pare-balles dans les bureaux détruits du SIGAR. Il a riposté aux insurgés qui attaquaient le bâtiment. Une fois tout le personnel du consulat en sécurité, Millslagle a reçu une mitrailleuse et a été affecté à la protection de la porte arrière du bâtiment. Millslagle est resté à ce poste jusqu'à l'arrivée des militaires américains qui ont finalement sécurisé le complexe.

Suite à l'attaque, les bureaux du SIGAR et une grande partie du bâtiment du consulat furent détruits. En raison de l'ampleur des dégâts et du manque de sécurité, le consulat fut transféré à l'aéroport d'Hérat et l'ancien consulat fut abandonné.

En reconnaissance de ses actes, l'agent spécial Millslagle a reçu le prix du département d'État américain pour acte d'héroïsme et le prix CIGIE Sentner pour dévouement et courage.

Millslagle avait déjà survécu à une autre attaque coordonnée très grave alors qu'il était en poste sous les ordres du SIGAR dans une base militaire de la province de Khost, dans l'est de l'Afghanistan.

Un programme agressif de saisie d'actifs bancaires peut aider à recouvrer l'argent des contribuables.

Le SIGAR a lancé la toute première tentative de saisie d'avoirs détenus sur un compte bancaire afghan, une initiative novatrice dans la lutte contre la corruption. Ce compte appartenait à un entrepreneur de transport routier afghan corrompu qui avait escroqué les États-Unis de plus de 70 millions de dollars en surfacturant des contrats de transport de fournitures militaires américaines. Ces contrats avaient été obtenus par la corruption, des pots-de-vin et des ententes illicites.

En collaboration avec le ministère de la Justice américain, le SIGAR a obtenu un mandat de justice à Washington, D.C., autorisant la saisie des avoirs détenus sur les comptes bancaires de l'entrepreneur en Afghanistan. Au moment de l'exécution du mandat par le procureur général afghan, la majeure partie des fonds avait déjà été transférée vers des banques à Dubaï et ailleurs. Persévérant, le SIGAR a émis des mandats d'arrêt contre plusieurs grandes banques correspondantes à New York et a finalement réussi à récupérer 25 millions de dollars.

Selon le ministère de la Justice, personne n'avait jamais tenté une telle chose auparavant en Afghanistan.151



Sur cette photo, issue du compte X (anciennement Twitter) de Da Afghanistan Bank, des employés déchargent des fonds destinés à l'aide humanitaire à l'aéroport de Kaboul. Le SIGAR vérifie régulièrement les publications de Da Afghanistan Bank sur les réseaux sociaux ; toutefois, nous ne pouvons garantir leur exactitude. De plus, la date et l'heure de la publication peuvent ne pas correspondre à celles de la prise de la photo. (Da Afghanistan Bank (@AFGCentralbank), X, 2 novembre 2022, 5h17).

Suite au retrait américain, le SIGAR a examiné la fuite des capitaux liée à l'effondrement du gouvernement afghan.

Après le retrait des États-Unis d'Afghanistan, le SIGAR a poursuivi ses recherches et ses enquêtes criminelles sur les détournements de fonds publics américains liés à la corruption et destinés à la reconstruction. À titre d'exemple, le SIGAR a collaboré avec les forces de l'ordre et le ministère de la Justice pour ouvrir des enquêtes criminelles et recueillir des preuves dans le cadre de ses initiatives « Suivre l'argent » et « Fuite des capitaux ».

À compter de 2022, les initiatives « Suivre l'argent » et « Fuite des capitaux » du SIGAR comprenaient :

- (1) identifier toutes les institutions financières en Afghanistan qui ont reçu des fonds de reconstruction américains déposés pour la période de 18 mois précédant l'effondrement du gouvernement afghan ;
- (2) collaborer avec les organismes financiers et les forces de l'ordre pour identifier les montants
Ces flux financiers en provenance d'Afghanistan sont probablement liés à d'anciens responsables du gouvernement afghan.
des Afghans politiquement liés et d'autres personnes impliquées dans des transactions suspectes ; et
- (3) développer des réseaux et des contacts pour découvrir l'identité des individus, des entités, et les sociétés écrans utilisées par des individus qui ont pu bénéficier du vol de
Fonds de reconstruction ou fuite des capitaux hors d'Afghanistan.

Suite à ces initiatives, le SIGAR a transmis des dossiers criminels aux autorités policières américaines et a présenté des conclusions précises aux procureurs fédéraux. De plus, les résultats de ses activités de renseignement ont contribué à l'obtention de sanctions Magnitsky mondiales contre deux anciens hauts responsables du gouvernement afghan, reconnus coupables d'un système complexe de corruption dans le cadre de marchés publics, ayant entraîné le détournement de millions de dollars de contrats financés par le gouvernement américain.

Une attention particulière portée aux suspensions et aux exclusions peut contribuer à prévenir le gaspillage, la fraude et les abus.

Outre les poursuites pénales et le recouvrement des avoirs, un programme novateur propre au SIGAR visait à suspendre ou à exclure de toute activité future avec les États-Unis tout entrepreneur ayant commis des actes répréhensibles. Bien que le SIGAR ne disposât pas du pouvoir direct de suspendre ou d'exclure les entrepreneurs de l'obtention de marchés publics, il signalait de nombreux entrepreneurs peu performants et aux agences américaines en vue de leur suspension et de leur exclusion.

Le programme de suspension et d'exclusion du SIGAR couvrait tous les aspects des marchés publics en Afghanistan, indépendamment de la nationalité de l'entrepreneur, du titulaire du marché ou du lieu d'exécution des travaux. Le SIGAR a désigné des avocats spécialisés en matière de suspension et d'exclusion pour collaborer avec les enquêteurs à l'élaboration des dossiers et les conseiller sur l'application de ces mesures.

Bien que toutes les affaires examinées par le SIGAR n'aient pas abouti à des poursuites pénales, au recouvrement d'actifs ou à des économies, aucune n'était classée sans avoir été préalablement examinée par un juriste du SIGAR en vue d'une éventuelle suspension ou radiation. En internalisant ce processus, le SIGAR s'assurait que cet outil essentiel ne soit pas négligé. Le SIGAR exigeait de ses agents d'enquête criminelle qu'ils fournissent aux responsables des organismes compétents un dossier complet, comprenant tous les documents et notes de service nécessaires à la justification d'une suspension ou d'une radiation, afin de permettre une prise de décision rapide et d'éviter d'éventuels préjudices supplémentaires.

Le programme de suspension et d'exclusion mis en place par le SIGAR s'est avéré efficace pour prévenir le gaspillage, la fraude et les abus. De 2008 à 2021, le SIGAR a signalé 582 personnes et 494 entreprises en vue de leur suspension ou exclusion. Sur les 1 076 signalements effectués, 141 ont abouti à des suspensions et 582 exclusions définitives ou désignations d'entités spéciales. Par ailleurs, 31 personnes et entreprises ont conclu des accords administratifs avec le gouvernement américain en lieu et place d'une exclusion des marchés publics.¹⁵² La mise en œuvre d'un programme de suspension et d'exclusion similaire à celui du SIGAR contribuerait à atténuer le gaspillage, la fraude et les abus dans de futurs contextes de crise.

Le SIGAR a collaboré avec l'ONU pour examiner conjointement les antécédents de centaines de personnes.

Entreprises et organisations non gouvernementales

Les États-Unis étaient le principal contributeur financier aux Nations Unies, qui ont joué un rôle majeur dans l'aide humanitaire et au développement en Afghanistan.

Après la prise de pouvoir des talibans en 2021, l'ONU est devenue le principal canal d'acheminement de l'aide américaine à l'Afghanistan. Dès 2013, le SIGAR a mis en œuvre, en collaboration avec diverses agences onusiennes, un programme rigoureux de vérification des prestataires afin de lutter contre la fraude, le vol et la corruption liés à l'aide. Ces agences et le SIGAR échangeaient régulièrement des renseignements sur les prestataires pour détecter et prévenir les activités frauduleuses et identifier les individus et entités criminels.

Le SIGAR et ses partenaires onusiens ont conjointement vérifié des centaines de personnes, d'entreprises et d'organisations non gouvernementales. Ces vérifications ont permis de réaliser d'importantes économies (estimées à 25 millions de dollars par le Programme des Nations Unies pour le développement) pour l'ONU et les contribuables américains.¹⁵³

L'expertise de l'ensemble du gouvernement américain peut faciliter les enquêtes et les poursuites dans des contextes complexes. Les agents du SIGAR étaient généralement des officiers de police fédéraux et locaux retraités, possédant au moins 20 ans d'expérience dans le domaine des enquêtes. Afin de compléter leur travail, le SIGAR a sollicité l'appui d'autres agences en matière d'enquêtes et de poursuites. Comme indiqué précédemment, en raison de priorités concurrentes, les autres entités gouvernementales américaines n'ont souvent pas apporté au SIGAR l'aide souhaitée. Cependant, lorsque la coopération a été significative, le SIGAR en a grandement bénéficié.

Par exemple, les agents du SIGAR s'appuyaient fréquemment sur leurs homologues des forces de l'ordre américaines en poste à Kaboul ou au sein des ambassades (FBI, DEA, DCIS, OIG de l'USAID, OIG du Département d'État, Bureau de la sécurité diplomatique du Département d'État) pour obtenir des informations et des renseignements exploitables sur des sujets d'intérêt pour le SIGAR. Cette collaboration impliquait notamment la participation à des enquêtes conjointes, le partage régulier de renseignements (exploitation de documents et informations obtenues par interceptions électroniques menées par des unités afghanes sous la supervision de la DEA), la participation à des réunions d'information et la réalisation d'entretiens conjoints.

Les enquêtes du SIGAR ont grandement bénéficié de la coopération et de l'assistance de ses agents, en provenance d'autres agences américaines chargées de l'application de la loi, tant en Afghanistan qu'aux États-Unis. Cela s'est avéré particulièrement vrai dans le cadre de la participation du SIGAR à l'International Contract Corruption Task Force (ICCTF). Créée en 2006, l'ICCTF est le fruit d'une collaboration entre sept agences américaines chargées d'enquêter sur les fraudes liées aux efforts de reconstruction et d'aide humanitaire en Irak et en Afghanistan.¹⁵⁴ Le SIGAR a rejoint l'ICCTF en 2009. Certaines des premières enquêtes du SIGAR, menées conjointement avec des agents de l'ICCTF, ont abouti à des condamnations aux États-Unis. L'ICCTF illustre parfaitement l'efficacité d'une étroite coopération entre partenaires des forces de l'ordre dans un contexte complexe comme celui de l'Afghanistan.

L'assistance reçue par le SIGAR de l'armée américaine a été essentielle, et sa relation avec le Commandement de transition de sécurité combinée – Afghanistan (CSTC-A), l'organisation militaire chargée de la formation et de l'équipement des forces afghanes, s'est avérée particulièrement précieuse, étant donné que le CSTC-A fournissait une part importante de l'aide et de l'assistance à la reconstruction militaire en Afghanistan. Les commandants du CSTC-A et les agents du SIGAR se réunissaient régulièrement pour échanger des informations et discuter de leurs préoccupations. En dehors de Kaboul, les agents du SIGAR affectés aux sites militaires entretenaient des relations avec les hauts responsables militaires et d'autres acteurs sur le terrain, notamment à Bagram, Kandahar, Mazar-e Sharif et Camp Leatherneck. Ces relations ont permis de faire progresser les enquêtes sur les gaspillages, les fraudes et les abus en permettant aux agents de se rendre sur le terrain, de constater la situation et de rencontrer les personnes chargées de la mise en œuvre des projets de reconstruction et de l'utilisation des fonds. De plus, les commandants militaires et autres responsables sur le terrain avaient accès au personnel du SIGAR présent sur place.

soulever des inquiétudes quant au détournement des fonds de reconstruction.

À titre d'exemple, de hauts responsables militaires ont incité le SIGAR à enquêter sur la construction d'un centre de commandement et de contrôle de 64 000 pieds carrés au camp Leatherneck, car ils estimaient qu'il illustrait un problème plus vaste de gaspillage dans les constructions militaires. Un haut responsable militaire américain a déclaré au SIGAR que le bâtiment n'avait jamais été utilisé et qu'il serait probablement démolé ou transféré au gouvernement afghan, lequel n'avait aucun moyen de l'utiliser ou de l'entretenir.

CINQ CAS ILLUSTRANT LES DÉFIS ET LES SUCCÈS DES POURSUITES PÉNALES EN AFGHANISTAN

Comme indiqué précédemment, le détournement de fonds publics américains en Afghanistan a pris diverses formes. Les enquêtes du SIGAR ont porté notamment sur la fraude contractuelle, la collusion, la manipulation des appels d'offres, le vol de fonds et le complot visant à escroquer le gouvernement américain.

Dans une affaire de fraude contractuelle, le SIGAR a enquêté sur une entreprise afghane qui avait délibérément installé des grilles de qualité inférieure sur des ponceaux, entraînant la mort de deux soldats américains. Dans une affaire de collusion, le SIGAR a enquêté sur un fournisseur de carburant afghan qui avait corrompu des militaires américains pour qu'ils acceptent de fausses factures de carburant que l'entreprise n'avait pas livré et qu'elle avait vendu au marché noir. Dans une affaire de trucage d'appels d'offres, le SIGAR a enquêté sur un homme d'affaires afghan qui avait monopolisé le marché de la livraison de biens essentiels aux bases américaines de Kandahar et avait surfacturé les États-Unis de 52 millions de dollars. Dans une affaire de détournement de fonds, le SIGAR a enquêté sur le propriétaire d'une société minière afghane qui avait tenté de détourner des fonds américains distribués par l'OPIIC, une institution de financement du développement du gouvernement américain. Dans une affaire de fraude fiscale et de complot, le SIGAR a mené une enquête conjointe avec l'Internal Revenue Service (IRS) sur ce que le ministère de la Justice a qualifié de « plus grande affaire de fraude fiscale de son histoire ». Chacune de ces affaires est décrite plus en détail ci-dessous.

Cas n° 1 : Une enquête du SIGAR a permis de sauver des vies en tenant un entrepreneur responsable de vannes de ponceau défectueuses.

Dans le cadre d'un projet financé par les États-Unis visant à améliorer la route nationale 1, axe fréquemment emprunté par les forces américaines et de la coalition dans la province de Ghazni, l'armée américaine a décidé d'installer des grilles inviolables sur les ouvertures des ponceaux situés sous la route. Cette mesure de sécurisation des ponceaux avait pour but d'empêcher les insurgés d'y placer des explosifs. La société afghane Afghan Mercury Construction Company (AMCC) a obtenu le contrat d'installation des grilles en 2012. En juillet 2012, deux soldats américains ont été tués lorsqu'un engin explosif improvisé dissimulé dans l'un de ces ponceaux a été déclenché par des insurgés.

Au moment où les soldats ont été tués, les propriétaires d'AMCC avaient déjà été payés pour des travaux de qualité inférieure ou jamais réalisés. Leur fraude a entraîné l'installation de 122 systèmes de blocage de ponceaux non ancrés dans le béton, comme l'exigeait le contrat, soudés par points de manière à être facilement forcés et présentant des espaces autour des grilles d'armature permettant de les contourner aisément. La malhonnêteté et le travail bâclé de l'entreprise ont permis aux insurgés de contourner les grilles et de placer les explosifs qui ont tué les deux soldats.

Cette affaire a une fois de plus illustré comment la situation sécuritaire a entravé l'accès du SIGAR aux scènes de crime. Il a fallu des mois pour obtenir l'autorisation et l'organisation d'un convoi militaire permettant à un agent du SIGAR de quitter la base militaire afin d'examiner, de photographier et de confirmer personnellement la fraude. Cependant, sur la base des preuves recueillies par le SIGAR, le bureau du procureur général afghan a arrêté Abdul Anas Sultani, président d'AMCC, le 27 janvier 2013, pour fraude et négligence ayant entraîné la mort des deux soldats. Il lui était reproché de ne pas avoir installé les grilles comme prévu au contrat et d'avoir menti à ce sujet pour obtenir le paiement. En février 2013, un sous-traitant d'AMCC a également été arrêté par le bureau du procureur général pour fraude. L'enquête a incité d'autres pays d'Afghanistan à prendre des mesures pour éviter qu'un tel drame ne se reproduise sur la route nationale 1.

Affaire n° 2 : Les agents spéciaux du SIGAR ont mis au jour un système de corruption de 1,25 million de dollars. Avant 2010, un homme d'affaires afghan, exploitant la société AAA Trucking, a détourné d'importantes quantités de carburant américain – surnommé « or liquide » en Afghanistan – destiné à une base militaire près de l'aéroport de Jalalabad, dans le nord-est du pays. La base opérationnelle avancée (BOA) Fenty dépendait de ce carburant pour soutenir les opérations de sécurité américaines et afghanes dans une zone particulièrement dangereuse d'Afghanistan.¹⁵⁷ Au fil du temps, le propriétaire afghan d'AAA Trucking a versé 1,25 million de dollars de pots-de-vin à des militaires américains pour qu'ils acceptent de fausses factures et autres documents, lui permettant ainsi de voler le carburant destiné à la BOA Fenty et de le revendre au marché noir.¹⁵⁸

Les agents du SIGAR ont collaboré avec d'autres agences fédérales d'application de la loi dans le cadre d'une enquête qui a abouti à la mise en accusation et à la condamnation de huit personnes aux États-Unis.

Sept militaires et un entrepreneur civil ont été condamnés à de lourdes peines de prison.¹⁵⁹ Les accusés ont été condamnés à restituer 1,25 million de dollars, correspondant au montant des pots-de-vin qu'ils avaient perçus.¹⁶⁰ Le gouvernement américain a refusé de payer 470 000 dollars dus à AAA Trucking et l'a exclue de tout futur contrat.¹⁶¹ Comme souvent, le bureau du procureur général afghan n'a pas engagé de poursuites.¹⁶²

Cas n° 3 : Une enquête du SIGAR sur les trop-perçus de carburant dans la province de Kandahar a permis de recouvrer 25 millions de dollars.

Dans le cadre de son initiative « Priorité à l'Afghanistan », les États-Unis ont eu recours à des entreprises afghanes pour acheminer par camion du carburant, des vivres, de l'eau en bouteille et d'autres biens essentiels vers différentes localités d'Afghanistan, notamment les bases de la coalition à Kandahar. La fiabilité de ces approvisionnements était cruciale pour le succès de la mission de reconstruction américaine. Les États-Unis finançaient ces opérations, tandis que l'OTAN gérait les fonds en confiant la gestion du programme à une entreprise allemande.

Parmi les douze sous-traitants employés par l'entreprise allemande figurait un jeune entrepreneur pachtoune de Kandahar, Hikmatullah Shadman (Hikmat), bénéficiant d'influents relations politiques et se présentant comme le propriétaire de la société Hikmat Shadman Construction. Lorsqu'il a été repéré par le SIGAR en 2012, Hikmat était détenu par l'armée à Kandahar, soupçonné notamment de financer les talibans.¹⁶³

De 2010 à 2012, Hikmat a corrompu des responsables de programmes et d'autres personnes, leur versant des pots-de-vin et participant à des manipulations d'appels d'offres afin de s'assurer d'être régulièrement sollicité pour la prise de décisions.

Il obtint les livraisons de carburant dont les États-Unis avaient besoin à Kandahar. Il remporta plus d'un tiers des appels d'offres pour le transport de carburant vers Kandahar et perçut près de 71 millions de dollars, soit près de la moitié des décaissements effectués au titre du contrat de l'OTAN. Il abusa de sa position pour surfacturer considérablement ses services.¹⁶⁴ De ce fait, les États-Unis payèrent jusqu'à 52 millions de dollars de plus que nécessaire pour les approvisionnements requis. Parallèlement, Hikmat était soupçonné de soutenir l'insurrection.¹⁶⁵

Après un long procès, les États-Unis ont récupéré 25 millions de dollars sur les 52 millions que Hikmat a obtenus grâce à son stratagème.¹⁶⁶ En 2019, la société de Hikmat a plaidé coupable de complot et de corruption devant le tribunal de district américain du district de Columbia.

L'entreprise a été placée sous probation pendant cinq ans, condamnée à restituer 190 000 \$ et à payer une amende de 810 000 \$.¹⁶⁷ Six membres des forces spéciales américaines impliqués dans le système mis en place par Hikmat ont finalement plaidé coupable de corruption et d'autres infractions et ont été condamnés à des peines de prison allant de quatre à dix ans.¹⁶⁸

Le succès obtenu par le SIGAR dans l'affaire Hikmat est le fruit d'une action en confiscation civile menée par la Section de la confiscation des avoirs et du blanchiment d'argent de la division criminelle du Département de la Justice (DOJ). Cette affaire illustre le potentiel des enquêtes criminelles rigoureuses en Afghanistan, les avantages d'une étroite collaboration entre le SIGAR et le DOJ, ainsi que les obstacles rencontrés par les agents du SIGAR.¹⁶⁹ Dans ce cas précis, le SIGAR a permis de recouvrer une part importante des fonds détournés par Hikmat aux États-Unis. Ce résultat n'a toutefois été possible qu'après avoir résolu les problèmes liés à son statut de détenu en vertu du « droit des conflits armés », géré les complications diplomatiques potentielles, surmonté la difficulté d'acquiescer le contrôle du produit des crimes de Hikmat et contourné l'influence corruptrice de hauts responsables afghans. Parmi ceux-ci figurait le président afghan de l'époque, Hamid Karzaï, qui est intervenu pour débloquer les comptes de Hikmat après leur blocage initial.¹⁷⁰

Affaire n° 4 : Une enquête pour fraude du SIGAR relative à un prêt de 15,8 millions de dollars de l'OPIC a abouti à l'emprisonnement d'un citoyen afghano-américain.

Trop souvent en Afghanistan, les prêts accordés par des organismes américains étaient détournés de leur usage initial ou les demandes de prêt étaient appuyées par de faux documents. Grâce à l'aide de gouvernements étrangers qui ont fourni au SIGAR les documents et les témoins nécessaires, une condamnation pour ce type de fraude a été prononcée contre Azam Doost, un citoyen américano-afghan résidant aux États-Unis.

En 2006, le gouvernement afghan a octroyé à la société de Doost, Equity Capital Mining (ECM), les droits d'exploitation du marbre de la mine White Dove à Chishti-i-Sharif, dans la province d'Hérat.¹⁷¹ Pour financer l'exploitation minière, ECM a obtenu un prêt de l'OPIC.¹⁷² Aux termes de l'accord de prêt, les fonds devaient être exclusivement utilisés pour le développement, l'entretien et l'exploitation de la mine. ECM et Doost étaient tenus d'informer l'OPIC de tout accord conclu avec un fournisseur intervenant dans le cadre des travaux.¹⁷³

En 2010, ECM a soumis à l'OPIC des factures de fournisseurs prétendument pour des biens et services fournis dans le cadre de l'exploitation de la mine. L'OPIC a versé 15,8 millions de dollars de produits de prêt directement sur les comptes bancaires étrangers des fournisseurs.¹⁷⁴ Une enquête du SIGAR, menée en collaboration avec le

L'appui de plusieurs organismes partenaires a révélé qu'au moins certaines factures étaient frauduleuses, que des paiements avaient été effectués à des entités dans lesquelles Doost détenait des intérêts non déclarés et que des sommes versées à d'autres fournisseurs avaient été transférées à Doost.¹⁷⁵

Dans le cadre de l'enquête, le ministère de la Justice américain a émis des demandes d'entraide judiciaire et des lettres de demande d'assistance juridique afin d'obtenir des documents bancaires et d'entreprises auprès de l'Italie, de l'Afghanistan et des Émirats arabes unis. Les Émirats n'ont fourni aucun document recevable, mais l'aide de l'Italie a été substantielle, notamment par la fourniture de documents de fournisseurs et l'accès à des témoins dont les témoignages enregistrés ont été présentés ultérieurement au procès. Fait significatif, cette enquête a marqué la première fois que le gouvernement afghan a produit des relevés bancaires pouvant être utilisés devant les tribunaux américains.¹⁷⁶

Ces documents ont révélé les liens de Doost avec plusieurs fournisseurs et ont retracé le flux des fonds du prêt de l'OPIC, d'abord versés aux fournisseurs, puis transférés vers des comptes bancaires liés à Doost. Se fondant principalement sur ces documents, les procureurs ont inculpé Doost de multiples chefs d'accusation de fraude et de blanchiment d'argent en vertu de diverses lois fédérales.¹⁷⁷ En 2018, Doost a été poursuivi aux États-Unis en raison de sa double nationalité. Il a été reconnu coupable de tous les chefs d'accusation, sauf trois (ces trois chefs d'accusation étaient liés à du blanchiment d'argent aux Émirats arabes unis), et condamné à 54 mois d'emprisonnement et à 36 mois de mise à l'épreuve. Il a également été condamné à verser plus de 8,9 millions de dollars au titre de restitution et de confiscation.¹⁷⁸

Affaire n° 5 : Le SIGAR et l'IRS ont mené une enquête conjointe sur l'une des plus importantes affaires de fraude fiscale et de complot en matière de criminalité fiscale de l'histoire du ministère de la Justice.

L'une des enquêtes les plus marquantes du SIGAR concernait un ancien entrepreneur de la défense, Douglas Edelman, et son épouse, Delphine Le Dain, qui ont mis en place un système frauduleux pendant des décennies afin de soustraire au fisc américain des centaines de millions de dollars de revenus provenant de contrats avec le département de la Défense. Le département de la Justice a qualifié cette affaire de « plus grande affaire de fraude fiscale de son histoire », avec 418 millions de dollars de pertes potentiellement recouvrables.

Les revenus provenaient en grande partie de l'activité d'Edelman en tant que sous-traitant de la défense, dans le cadre des opérations militaires américaines en Afghanistan et au Moyen-Orient, entre 2003 et 2020. Edelman a été arrêté en Espagne en juillet 2024 et extradé vers les États-Unis en septembre de la même année. En mai 2025, il a plaidé coupable de fraude fiscale liée à ce système.

Quatre anciens employés et dirigeants de Mina Corporation et de Red Star Enterprises, deux entreprises sœurs du secteur de la défense détenues à moitié par Edelman, ont plaidé coupable de fraude fiscale fédérale et d'autres chefs d'accusation connexes. Deux anciens collègues travaillant dans des entreprises appartenant à Edelman ont également plaidé coupable. Mina et Red Star ont perçu plus de 7 milliards de dollars de contrats du département de la Défense pour la fourniture de carburant d'aviation aux troupes américaines en Afghanistan et au Moyen-Orient.

En septembre 2018, le ministère de la Justice a chargé le SIGAR et le service des enquêtes criminelles de l'IRS d'enquêter sur Edelman et sa femme. Le travail du SIGAR a été crucial pour porter des accusations de complot visant à frauder le gouvernement américain contre Edelman et ses collègues, accusations qui entraînent une peine pénale plus lourde que la fraude fiscale.

Suite aux renseignements recueillis par le SIGAR, le Trésor américain a sanctionné deux anciens hauts responsables du gouvernement afghan pour corruption transnationale.

En décembre 2023, suite à leur nomination par le SIGAR en vertu de la loi Magnitsky sur la responsabilité en matière de droits de l'homme, deux anciens hauts responsables du gouvernement afghan ont été sanctionnés par l'Office of Foreign Assets Control du Trésor américain pour leur implication généralisée dans la corruption internationale.

Initialement signée en 2012 et étendue en 2016, la loi Magnitsky mondiale vise les auteurs de violations graves des droits humains et de corruption à l'échelle internationale. Suite aux sanctions de l'OFAC, tous les biens et intérêts patrimoniaux des anciens responsables – Mir Rahman Rahmani et son fils, Ajmal Rahmani – situés aux États-Unis ou détenus ou contrôlés par des personnes américaines ont été gelés. De plus, entre autres conséquences, toutes les entités qu'ils détenaient à 50 % ou plus ont également été bloquées.

Les Rahmani étaient impliqués dans des vols de carburant et d'autres crimes en Afghanistan. Leurs activités criminelles étaient vastes et comprenaient la surfacturation des contrats de livraison de carburant aux forces de sécurité afghanes ; l'importation et la vente frauduleuses de carburant non taxé, dû au titre de leurs contrats ; et la corruption pour obtenir des sièges au Parlement afghan, où ils utilisaient leurs fonctions pour perpétuer leur corruption.

Les manœuvres des Rahmani impliquaient la manipulation des appels d'offres et l'élimination de la concurrence sur des marchés publics financés par les contribuables américains. Par exemple, en 2014, plusieurs familles du secteur pétrolier, dont les Rahmani, se sont entendues pour gonfler les prix du carburant de plus de 200 millions de dollars sur des contrats financés par les États-Unis et éliminer toute concurrence. Les Rahmani ont également sous-performé leurs livraisons de carburant, augmentant ainsi leurs profits illicites. L'une de leurs sociétés, Secure Movement Logistics, a corrompu des militaires de l'armée nationale afghane pour dissimuler des livraisons non effectuées, laissant ainsi au moins 11 millions de litres de carburant invendus.

Bien que leurs activités de corruption se soient déroulées en Afghanistan, les Rahmani ont maintenu un réseau international de corruption. Le Trésor américain a désigné 41 entités, en vertu de la loi Magnitsky mondiale, comme étant détenues ou contrôlées par Ajmal Rahmani, ou ayant agi ou prétendu agir pour son compte. Ces sanctions signifient que les responsables de la corruption et des abus généralisés à l'échelle mondiale ont été traduits en justice et sévèrement punis.

CONCLUSION

Les enquêteurs criminels du SIGAR ont dû relever de nombreux défis. Malgré ces difficultés, les agents du SIGAR ont contribué à la condamnation de 171 personnes aux États-Unis et en Afghanistan et ont permis au gouvernement américain d'obtenir 1,67 milliard de dollars en amendes, restitutions, confiscations d'avoirs, règlements à l'amiable, recouvrements et économies. Le SIGAR a également signalé 1 076 personnes et entreprises aux autorités compétentes du gouvernement américain en vue de leur suspension ou de leur exclusion. Dans certains cas, des vies ont probablement été sauvées.

Plusieurs enseignements se dégagent de l'expérience du SIGAR et pourraient s'avérer utiles aux entités chargées de prévenir le détournement de fonds publics américains dans les futures zones de conflit :

- Une présence solide et locale est essentielle pour établir un réseau de sources locales.
surmonter la difficulté de mener des enquêtes sur le terrain en pleine guerre.
- Un programme agressif de saisie d'actifs bancaires peut s'avérer très fructueux, notamment avec
des approches novatrices telles que la signification de mandats à un correspondant basé aux États-Unis
les banques pour atténuer les limitations juridictionnelles qui, autrement, empêcheraient le recouvrement
de fonds volés.
- Une attention particulière portée aux suspensions et aux exclusions peut contribuer à prévenir le gaspillage, la fraude et
en empêchant les entités et les individus contractants qui enfreignent la loi d'obtenir des abus en empêchant ces derniers d'obtenir
contrats américains supplémentaires.
- Une expertise provenant de l'ensemble du gouvernement américain, y compris des groupes de travail inter-agences,
Les services de renseignement et l'armée peuvent apporter une aide précieuse aux enquêtes.
et les poursuites judiciaires dans des environnements complexes.

CHAPITRE 6

DE MULTIPLES FACTEURS ONT CONTRIBUÉ À L'ÉCHEC DES EFFORTS AMÉRICAINS POUR CONSTRUIRE UN AFGHANISTAN STABLE ET DÉMOCRATIQUE

Pendant plus de deux décennies, les États-Unis ont investi des milliards de dollars et subi des pertes en Afghanistan, sans toutefois tenir ses promesses.¹⁷⁹ L'effondrement rapide du gouvernement afghan en août 2021 a mis en lumière la fragilité dissimulée par des années d'affirmations confiantes de progrès. Le fossé entre ambition et réalité était immense, la détérioration constante de la situation entravant des objectifs qui se sont révélés irréalistes.

Ce chapitre examine les facteurs qui ont contribué à l'échec de la campagne armée de reconstruction nationale menée pendant vingt ans en Afghanistan.¹⁸⁰ Il explore également quelques questions clés :

- L'issue de l'effort américain de reconstruction nationale en Afghanistan était-elle inévitable compte tenu du obstacles à la réussite ?
- Un facteur ou une combinaison de facteurs a-t-il déterminé ce résultat ?
- Les efforts américains auraient-ils pu réussir si des décisions différentes avaient été prises ?

Bien que difficiles à trancher, ces questions méritent d'être posées. Avant de s'engager dans de futurs efforts de reconstruction dans d'autres pays touchés par un conflit, les responsables et les décideurs politiques doivent comprendre les facteurs qui ont contribué à l'échec en Afghanistan, évaluer la faisabilité d'une réussite dans des contextes similaires et déterminer si de tels efforts justifient les sacrifices humains et financiers que pourraient engendrer les États-Unis.

Une Afghane vêtue d'une burqa mendie assise au milieu de la route après la prière de l'Aïd al-Adha à Kaboul, le 7 juin 2025. (Photo AFP de Wakil Kohsar)

Le SIGAR a examiné ces questions selon deux axes. Premièrement, s'appuyant principalement sur ses propres rapports antérieurs et sa connaissance institutionnelle de la reconstruction américaine, le SIGAR a comparé les ambitions américaines pour l'Afghanistan aux piètres résultats de l'intervention. Cette analyse repose en grande partie sur la série de rapports du SIGAR sur les enseignements tirés de l'expérience, qui ont évalué des secteurs entiers de la reconstruction, notamment l'assistance aux forces de sécurité afghanes, le développement du secteur privé, la lutte contre la corruption, la stabilisation et la lutte contre le trafic de stupéfiants. Ces rapports ont révélé des failles fondamentales dans la mission américaine menée pendant deux décennies en Afghanistan. Par exemple, le gouvernement américain :

- s'est efforcée sans cesse de développer une stratégie cohérente pour atteindre ses objectifs ;
- ont créé des échéanciers et des attentes irréalistes qui privilégiaient les dépenses rapides, ce qui a entraîné une augmentation de la corruption et une réduction de l'efficacité du programme ;
- ont bâti des institutions et créé des infrastructures qui ne pouvaient être maintenues ;
- ont rarement effectué un suivi et une évaluation suffisants pour comprendre l'impact de ses programmes;
- n'a pas su comprendre la dynamique sociale, économique et politique complexe de l'Afghanistan et adapter ses efforts en conséquence; et
- n'a pas su apprécier l'effet négatif qu'une guerre en cours avait sur les chances de succès de ses efforts de reconstruction.¹⁸¹

Deuxièmement, le SIGAR a interrogé d'anciens hauts responsables du gouvernement américain ainsi que d'autres acteurs et observateurs des efforts de reconstruction, afin de déterminer si les multiples facteurs ayant conduit à l'échec étaient si profondément ancrés que le succès était impossible.¹⁸² Si les personnes interrogées divergeaient quant au moment où la mission américaine en Afghanistan est devenue vaine, une conclusion commune se dégageait : les germes de l'échec avaient été semés bien avant le retrait final. Plus grave encore, le succès – au regard des objectifs ambitieux fixés par les États-Unis – était peut-être tout simplement irréalisable, quelles que soient les stratégies adoptées ou les ressources engagées.

Ce chapitre s'ouvre sur un bref aperçu des débuts de l'intervention américaine en Afghanistan. La section suivante examine les efforts déployés par les États-Unis pour bâtir un Afghanistan stable et démocratique, en améliorant son économie et en instaurant des élections crédibles, l'état de droit et des forces de sécurité indépendantes et efficaces. Le chapitre présente ensuite différentes perspectives quant au caractère inévitable ou non de l'échec de la reconstruction et analyse les décisions clés qui auraient pu en changer l'issue. Il conclut par un appel aux décideurs politiques confrontés à des choix difficiles à l'avenir, les invitant à examiner attentivement les limites de l'intervention américaine dans la reconstruction nationale de pays en situation de sous-développement extrême et en proie à des conflits actifs.

À noter : Le SIGAR a publié deux rapports d'évaluation sur les effondrements de Le gouvernement afghan et ses forces de sécurité

Suite à l'effondrement du gouvernement afghan et de ses forces de sécurité en 2021, le SIGAR a publié deux rapports d'évaluation analysant les facteurs ayant contribué à cet effondrement.

Le premier rapport, intitulé « Pourquoi le gouvernement afghan s'est effondré », a été publié en 2022.

Dans ce rapport, le SIGAR a identifié six facteurs ayant contribué à l'effondrement du gouvernement afghan en août 2021. Premièrement, le gouvernement afghan n'a pas anticipé le retrait effectif des États-Unis. De ce fait, il s'est trouvé fondamentalement incapable de gérer la lutte contre les talibans lors du retrait des forces armées américaines et de leurs contractants. Deuxièmement, l'exclusion du gouvernement afghan des États-Unis...

Les pourparlers avec les talibans ont affaibli et fragilisé le gouvernement afghan. Troisièmement, malgré sa position affaiblie, ce dernier a insisté sur l'intégration effective des talibans à la République, ce qui a rendu les progrès des négociations de paix difficiles. Quatrièmement, les talibans se sont montrés inflexibles. Cinquièmement, l'ancien président afghan Ashraf Ghani a gouverné par l'intermédiaire d'un cercle restreint de fidèles triés sur le volet, déstabilisant ainsi le gouvernement à un moment critique. Enfin, le niveau élevé de centralisation du gouvernement afghan, la corruption endémique et sa difficulté à obtenir une légitimité ont contribué à long terme à son effondrement final.

Le second rapport, intitulé « Pourquoi les forces de sécurité afghanes se sont effondrées », a été publié en 2023. Le SIGAR y constatait que la décision prise par deux présidents américains de retirer les forces militaires américaines d'Afghanistan avait fondamentalement modifié toutes les décisions ultérieures des agences gouvernementales américaines, de l'administration Ghani et des talibans. Les actions entreprises par chacun ont finalement accéléré l'effondrement des forces de sécurité afghanes en août 2021. Mais les conditions de cet effondrement étaient réunies bien avant cette date, du fait de l'incapacité des gouvernements américain et afghan à créer des forces de sécurité afghanes indépendantes et autonomes, malgré vingt ans d'aide internationale et 90 milliards de dollars.

L'effort de reconstruction américain visait à transformer un pays ravagé par la guerre et sous-développé en une démocratie moderne et prospère. Après les attentats du 11 septembre 2001, les États-Unis se sont concentrés sur deux objectifs clés en

Afghanistan : perturber et démanteler Al-Qaïda et empêcher que le pays ne devienne un refuge pour les terroristes.¹⁸³ Cependant, ce qui avait commencé comme une mission de sécurité relativement circonscrite s'est rapidement étendu à un projet beaucoup plus vaste. Bien que qualifiée de mission de « reconstruction » – comme l'indique l'acronyme du SIGAR –, l'intervention américaine en Afghanistan était essentiellement une entreprise de construction nationale. Contrairement aux efforts de reconstruction menés par le passé, notamment en Europe après la Seconde Guerre mondiale ou au Japon, où les États-Unis cherchaient à reconstruire des pays dotés d'économies, d'industries et d'infrastructures modernes dégradées par la guerre, l'Afghanistan était un État fortement sous-développé. De ce fait, la « reconstruction » y a souvent consisté à tenter de créer des capacités, des systèmes et des institutions d'un type et d'une qualité que l'Afghanistan n'avait jamais possédés.

Les ambitions américaines étaient déjà manifestes en avril 2002, lorsque le président George W. Bush, lors d'un discours à l'Institut militaire de Virginie, a plaidé pour un plan Marshall pour l'Afghanistan, similaire à celui de l'après-Seconde Guerre mondiale.¹⁸⁴ La loi de soutien à la liberté en Afghanistan, adoptée par le Congrès en décembre 2002, a officialisé cette orientation américaine vers la reconstruction nationale, appelant à la création d'un nouveau gouvernement démocratique « inclusif, multiethnique, sensible à l'égalité des sexes et pleinement représentatif ».¹⁸⁵ Cette vision a été reprise à maintes reprises dans les documents stratégiques américains ultérieurs, et l'objectif d'établir un gouvernement afghan stable, démocratique et responsable est resté une priorité pendant vingt ans.¹⁸⁶

La théorie du changement se résumait à ceci : si les États-Unis parvenaient à aider le gouvernement afghan à rétablir la sécurité, à améliorer l'état de droit, à élargir l'accès aux services publics (routes, électricité, éducation, santé) et à redresser l'économie, les Afghans percevraient ce gouvernement comme compétent et légitime. Ceci, à son tour, réduirait le soutien populaire aux talibans et, à terme, les vaincrait, diminuant ainsi les risques de résurgence d'Al-Qaïda.¹⁸⁷ Cependant, cette théorie masquait des contradictions plus profondes dans l'approche américaine. En fin de compte, la poursuite acharnée de la reconstruction a engendré une dépendance perpétuelle du gouvernement afghan, alimenté la corruption et, dans certains cas, renforcé l'insurrection même qu'elle cherchait à affaiblir. En matière de reconstruction nationale en Afghanistan, le résultat fut un échec total des États-Unis.

L'histoire de l'Afghanistan témoigne de la futilité des tentatives extérieures d'imposer un contrôle ou des réformes non désirées. Des Britanniques au XIXe siècle aux Soviétiques au XXe, chaque puissance étrangère qui a cherché à remodeler l'Afghanistan à son gré s'est heurtée à une résistance farouche et, finalement, à l'échec.¹⁸⁸ Après la prise de pouvoir des talibans en 2021, Thomas Barfield, spécialiste de l'Afghanistan à l'Université de Boston, a déclaré : « Les États-Unis étaient alors la quatrième puissance mondiale à envahir l'Afghanistan au cours des 180 dernières années, avec l'espoir de le transformer et de se retirer lorsque ce projet deviendrait un handicap politique sur leur propre territoire. »¹⁸⁹ Par ailleurs, Carter Malkasian, ancien conseiller spécial pour la stratégie auprès du chef d'état-major interarmées, a affirmé dans son ouvrage sur l'histoire de la guerre américaine en Afghanistan : « Au fil des siècles, combattre les envahisseurs est devenu une composante essentielle de l'identité afghane. »¹⁹⁰

L'invasion soviétique de 1979, suivie de plus de deux décennies de conflit interne, a jeté les bases d'un cycle de violence persistant qui, dès 2001, avait rendu le paysage sociopolitique de l'Afghanistan extrêmement complexe.¹⁹¹ Les États-Unis sont intervenus en Afghanistan au cœur de cette guerre civile interminable. Dès le départ, ils se sont retrouvés confrontés à un enchevêtrement complexe de rivalités profondément enracinées, d'alliances mouvantes et d'une culture de résistance à l'intervention étrangère et à l'autorité centralisée, solidement ancrée.

Ces conditions n'étaient pas de simples défis ; il s'agissait d'obstacles structurels qui sapaient constamment la mission américaine.

En 2001, l'Afghanistan était également confronté à une crise humanitaire sans précédent. Selon un rapport de l'ONU d'octobre 2001, les indicateurs socio-économiques du pays

L'espérance de vie en Afghanistan était comparable, voire inférieure, à celle de l'Afrique subsaharienne. Sur 187 pays, seuls sept, dont la Sierra Leone et la Zambie, ravagées par la guerre, affichaient une espérance de vie plus faible. On estimait qu'environ 70 % de la population afghane souffrait de malnutrition. Le pays présentait également l'un des taux de mortalité infantile les plus élevés : un enfant sur quatre ne survivait pas jusqu'à son cinquième anniversaire. Seuls trois pays – l'Angola, le Niger et la Sierra Leone – affichaient des taux plus élevés. Le taux d'alphabétisation était tout aussi alarmant : près des deux tiers des adultes afghans étaient analphabètes. Seuls cinq pays présentaient des statistiques d'alphabétisation plus faibles. De plus, en 1999, moins d'un tiers des enfants afghans étaient scolarisés, un chiffre qui plaçait l'Afghanistan très en retard par rapport aux autres nations, notamment, selon l'ONU, comme le seul pays au monde où les filles n'étaient pas autorisées à aller à l'école.¹⁹² Comme le résumait la Banque mondiale en mars 2002 : « Les besoins humanitaires, de reconstruction et de développement de l'Afghanistan sont immenses. Son économie est en ruine, ses infrastructures détruites, ses institutions étatiques formelles gravement compromises ou inexistantes, et ses indicateurs sociaux sont les pires au monde. »¹⁹³

Malgré l'absence quasi totale de fondements solides, les décideurs et dirigeants américains nourrissaient des espoirs extrêmement élevés quant à la transformation du pays. En 2007, la secrétaire d'État Condoleezza Rice déclarait que, malgré les « défis historiques » auxquels l'Afghanistan est confronté, « l'Amérique continuera de soutenir ces dirigeants et citoyens courageux qui s'efforcent de garantir le succès de la démocratie, de la tolérance et de l'État de droit dans leur pays. »¹⁹⁴ L'ancien président George W. Bush résumait l'effort américain en Afghanistan comme « la mission ultime de reconstruction nationale », consistant à « aider le peuple afghan à bâtir une société libre. »¹⁹⁵

BÂTIR UNE DÉMOCRATIE STABLE À PARTIR DE FONDÉS ÉTAIT PLUS FACILE À DIRE QU'À FAIRE

Pour réaliser la vision stratégique américaine de créer un Afghanistan stable, prospère et démocratique, qui est restée un objectif central pendant 20 ans, l'effort de reconstruction visait à aider le gouvernement afghan à assurer la sécurité, à réhabiliter l'économie et à élargir l'accès aux biens publics, tels que les routes, l'électricité, l'éducation et les soins de santé.

Cela s'avérerait beaucoup plus facile à dire qu'à faire.

Dans son rapport de 2021, intitulé « Ce que nous devons apprendre : les leçons de vingt ans de reconstruction de l'Afghanistan », le SIGAR a constaté que, loin d'être une société déconstruite jusque dans ses fondements par le conflit et prête à accueillir les systèmes politiques, économiques et judiciaires occidentaux, l'Afghanistan était une société complexe, imprégnée de traditions et dotée d'une économie politique incorrigible. Ces traditions n'étaient ni faciles à déraciner et à remplacer, ni ne pouvaient être intégrées de force à un cadre institutionnel occidental, comme en témoignent les tentatives d'utiliser des hommes forts et des seigneurs de guerre pour construire une bureaucratie naissante.¹⁹⁶

Les alliances des États-Unis avec des acteurs corrompus et auteurs de violations des droits de l'homme ont sapé la mission et renforcé l'insurrection. Tout au long de l'intervention, l'armée américaine s'est appuyée sur des supplétifs afghans pour poursuivre ses objectifs de lutte contre le terrorisme et l'insurrection.¹⁹⁷ Nombre de ces supplétifs étaient connus pour leurs violations des droits de l'homme.¹⁹⁸ Le lieutenant-général David Barno, commandant américain en chef des forces américaines et de la Coalition en Afghanistan de 2003 à 2005, a déclaré au SIGAR :

... des Afghans avec lesquels j'étais en contact... un grand nombre de... ceux qui auraient été qualifiés de chefs de guerre avaient les mains sales d'une manière ou d'une autre. Ils étaient impliqués dans le trafic de drogue. Ils avaient été impliqués dans des atrocités lors des précédentes guerres afghanes. Leurs agissements constituaient probablement des violations des droits de l'homme dans la manière dont ils géraient leur province.¹⁹⁹

Certains de ces individus et groupes ont exploité leur position pour assouvir des vengeances personnelles, présentant les conflits locaux comme faisant partie intégrante de la vaste opération antiterroriste menée par les États-Unis.²⁰⁰ À titre d'exemple, le général de l'armée britannique Nick Carter, qui a effectué plusieurs missions en Afghanistan entre 2002 et 2013, a déclaré à propos du gouverneur de la province de Kandahar, Gul Agha Sherzai : « Il nous a forcés à massacrer un grand nombre de personnes dont il voulait se débarrasser. Il prétendait qu'il s'agissait de talibans, et nous l'avons cru. Résultat : nous avons poussé la population dans les bras de l'insurrection. »²⁰¹ Alors que les talibans se reconstituaient dans les années qui ont suivi l'occupation américaine, ils ont trouvé du soutien auprès des communautés pachtounes victimes de ces hommes forts prédateurs soutenus par les États-Unis.²⁰² Face à la montée en puissance de l'insurrection, la dépendance des États-Unis à l'égard des milices et des hommes forts n'a fait que s'accroître.²⁰³

En réponse à la résurgence des talibans, l'armée américaine a adopté les directives de contre-insurrection (COIN) inscrites dans le manuel de campagne 3-24 de l'armée américaine. Selon le manuel, « l'objectif principal de toute opération de contre-insurrection est de favoriser la mise en place d'une gouvernance efficace par un gouvernement légitime »²⁰⁴. Cependant, dès que le département de la Défense a considéré l'argent comme un « système d'armes » en 2009, les commandants ont souvent été jugés sur le montant des fonds du Programme de réponse d'urgence du commandant qu'ils dépensaient. Faute d'une attention suffisante portée à l'impact et en partant du principe fréquent que des dépenses plus importantes se traduiraient par de plus grands progrès, ces projets ont peut-être aggravé les problèmes mêmes que les commandants espéraient résoudre.²⁰⁵

La doctrine COIN a également entretenu l'idée que les États-Unis menaient une guerre pacifique en Afghanistan, une intervention empreinte de compassion visant à gagner les cœurs et les esprits tout en minimisant les dommages causés aux civils. La réalité était souvent celle d'une violence brutale et de compromis stratégiques où des individus ou des groupes prédateurs, jugés essentiels aux objectifs de sécurité, pouvaient agir en toute impunité.²⁰⁶ Comme l'écrivait Douglas Porch, critique de la COIN et professeur à la Naval Postgraduate School, à propos du renforcement des troupes américaines en Afghanistan :

Le recours par le général David Petraeus à la décapitation et à la tactique de la terre brûlée, soutenu par les seigneurs de guerre et leurs réseaux de mafias de milices, pour stabiliser un régime manifestement corrompu et illégitime en Afghanistan, a mis en lumière le vide des formules optimistes de la contre-insurrection visant à séduire des populations dociles par des actes de bienveillance et une bonne gouvernance.²⁰⁷

L'alliance des États-Unis avec Abdul Raziq est un exemple flagrant de compromis qui jette une lumière hypocrite sur l'approche COIN. Puissant commandant de police à Kandahar, Raziq

Il a été largement accusé d'avoir instauré un régime de terreur marqué par des exécutions extrajudiciaires, des actes de torture systématiques et des disparitions forcées. Malgré ces agissements, les États-Unis considéraient généralement Raziq comme un mal nécessaire, un allié indispensable dans la lutte contre les talibans. Son efficacité à maintenir un semblant d'ordre dans une région instable primait, aux yeux des responsables américains, sur les graves conséquences éthiques. Comme l'a souligné le lieutenant-général Dan Bolger, ancien commandant du Combined Security Transition Command-Afghanistan : « Là où Raziq était aux commandes, la sécurité était absolue, car il éliminait quiconque s'opposait à lui... C'est l'homme qu'il fallait pour faire avancer les choses en Afghanistan. »²

Raziq a reçu des millions de dollars américains pour financer et former sa police, ce qui a facilité son ascension fulgurante dans le sud. Ses forces étaient encadrées par les forces spéciales américaines et entraînées par des contractuels dans un centre financé par les États-Unis à Spin Boldak. Le département de la Défense fournissait armes, véhicules et équipements de communication, et prenait en charge les salaires des combattants. Raziq a reçu la visite de hauts responsables américains, tels que l'ambassadeur Karl Eikenberry et les généraux Stanley McChrystal et David Petraeus. Bénéficiant d'un contrôle quasi inexistant de la part des autorités afghanes et américaines, Raziq a continué d'opérer en toute impunité jusqu'à son assassinat par les talibans en octobre 2018.

L'acceptation tacite par l'armée américaine des violences sexuelles commises par ses alliés afghans illustre une fois de plus sa propension à sacrifier un prétendu engagement en faveur des droits humains au profit de gains sécuritaires perçus. Cela inclut la tolérance de la pratique du bacha bazi, ou « jeu de garçons », qui désigne les abus sexuels généralisés commis sur de jeunes garçons par des figures d'autorité, y compris des membres des forces de sécurité afghanes. Un article du New York Times de septembre 2015 indiquait que les soldats américains en Afghanistan avaient reçu l'ordre de fermer les yeux sur les violences sexuelles afin de préserver leurs relations avec les principaux chefs de guerre et commandants locaux. « L'objectif principal était de combattre les talibans », a déclaré au Times un ancien caporal des Marines. « Il ne s'agissait pas d'empêcher les agressions sexuelles. » Le porte-parole du commandement américain en Afghanistan, le colonel Brian Tribus, a déclaré au Times : « En général, les allégations d'abus sexuels sur mineurs commis par des militaires ou des policiers afghans relèvent du droit pénal afghan. » Il a ajouté qu'« il n'y a aucune obligation expresse pour les militaires américains en Afghanistan de signaler de tels abus. »²¹

En fin de compte, la mission américaine de lutte contre les talibans a été fatalement compromise par ses propres actions.

Tandis que le discours officiel la présentait comme une croisade pour la bonne gouvernance et les droits de l'homme, les États-Unis soutenaient et renforçaient simultanément des chefs de guerre notoires dont la brutalité et la corruption s'opposaient frontalement à ces idéaux.

En légitimant ces hommes forts par un soutien politique et financier, les États-Unis ont non seulement consolidé une structure de pouvoir corrompue, mais aussi perpétué l'impunité des acteurs malveillants.²¹¹ Michael Semple, ancien officier de l'ONU en Afghanistan, a observé que les talibans « ont profité des erreurs [de la coalition]... et de notre incapacité à endiguer les pratiques aliénantes de la population au sein du nouveau pouvoir ». ²¹² À mesure que l'intervention s'éternisait, la sécurité se dégradait progressivement. Malgré plus de 80 milliards de dollars d'allocations américaines pour renforcer les forces de sécurité afghanes, vers la fin de la guerre, les talibans contrôlaient un territoire plus vaste que jamais, les attaques ennemies se multipliaient et la peur des Afghans pour leur sécurité personnelle atteignait son paroxysme.²¹³

Les efforts américains n'ont pas permis d'améliorer significativement les conditions économiques et sociales en Afghanistan. L'amélioration de l'économie et du niveau de développement de l'Afghanistan était censée être un pilier de la mission de reconstruction, une étape cruciale pour bâtir une nation stable et autonome. Dans son rapport de 2018 intitulé « Développement du secteur privé : leçons tirées des États-Unis », les États-Unis constatent que...

L'expérience du SIGAR en Afghanistan a montré que la croissance économique était perçue comme un facteur clé de la sécurité, partant du principe qu'une économie robuste maintiendrait les jeunes hommes sur le marché du travail et à l'écart de l'insurrection, instaurerait la confiance dans le gouvernement et générerait des recettes permettant à l'État afghan de fournir des services et de réduire sa dépendance à l'égard des donateurs étrangers.²¹⁴ Pourtant, ces efforts se sont finalement révélés inefficaces. Au moment de l'effondrement du gouvernement en août 2021, l'Afghanistan restait englué dans la pauvreté et le sous-développement.

Les premiers succès obtenus en matière d'investissements privés et d'activité économique se sont avérés éphémères. Entre 2001 et 2012, le revenu par habitant a presque quintuplé, passant de 117 dollars en 2001 à un pic de 669 dollars en 2012. Toutefois, ces gains économiques, alimentés par des dépenses considérables de la communauté internationale, étaient de ce fait non durables. Une liste d'« obstacles persistants au commerce », extraite du rapport 2018 du SIGAR sur le développement du secteur privé, illustre le nombre et la diversité des freins à la croissance économique organique : (1) l'absence de progrès substantiels en matière de diversification des produits, de transformation à valeur ajoutée, d'augmentation de la production et de contrôle de la qualité dans tous les secteurs ; (2) le manque de capacités et d'infrastructures gouvernementales ; (3) le manque de productivité ; (4) les difficultés liées à la réforme douanière ; (5) le fort taux de rotation du personnel aux États-Unis et dans le cadre des efforts internationaux visant à accroître les capacités commerciales de l'Afghanistan ; (6) l'insécurité ; (7) le mauvais entretien des infrastructures. et (8) la corruption.²¹⁵ Autrement dit, l'économie légale de l'Afghanistan était fondamentalement non compétitive et, même après deux décennies d'assistance, n'était pas en mesure de le devenir dans les délais réalistes envisagés par les États-Unis. Comme le résumait le SIGAR un peu plus de deux semaines avant la prise de pouvoir des talibans en 2021 : « L'Afghanistan demeure pauvre, dépendant de l'aide et touché par le conflit. »²¹⁶

Preuve de sa dépendance, l'Afghanistan a constamment souffert de recettes intérieures insuffisantes pour couvrir ses dépenses publiques, un problème résolu uniquement par des subventions perpétuelles sous forme d'aides de donateurs. Ce problème s'est aggravé à mesure que les dépenses publiques augmentaient de façon constante, tandis que les recettes intérieures stagnaient.²¹⁷ Les données de la Banque mondiale publiées en avril 2021 indiquaient qu'en 2020, le gouvernement afghan avait reçu environ 8,6 milliards de dollars d'aides de donateurs (couvrant à la fois la sécurité et l'assistance civile). Ce montant représentait près de quatre fois les recettes de l'État afghan (environ 2,28 milliards de dollars) et équivalait à près de 76 % des dépenses publiques totales.²¹⁸

La quasi-faillite de la Kabul Bank en 2010, la plus grande banque privée du pays, a mis en lumière les immenses difficultés à promouvoir la croissance économique dans un contexte de corruption généralisée et de dysfonctionnement gouvernemental. Le président de la Kabul Bank, Sherkhon Farnood, a admis que la banque fonctionnait comme un vaste système pyramidal : des centaines de millions de dollars avaient été prêtés frauduleusement à des sociétés fictives dans le cadre de transactions ayant profité à des personnes à des fins politiques.

Des actionnaires afghans liés à l'affaire n'ont jamais remboursé ces prêts. Les fonds du gouvernement américain destinés aux salaires de l'armée et de la police nationales afghanes transitaient régulièrement par la Kabul Bank, qui utilisait cet argent pour couvrir les retraits de ses clients, dissimulant ainsi la diminution constante de ses réserves. Parallèlement, les dépôts de citoyens afghans ordinaires servaient à financer ces prêts frauduleux. Deux des principaux bénéficiaires de ce système étaient Mahmoud Karzaï et Haseen Fahim, les frères du président.

Karzaï et le vice-président, le maréchal Mohammed Fahim, respectivement. Le montant du vol est estimé à environ 982 millions de dollars.²¹⁹

Bien que l'économie afghane ait connu une croissance durant l'engagement américain, celle-ci ne s'est finalement pas traduite par une réduction substantielle du chômage ou de la pauvreté.²²⁰ À la fin de l'intervention américaine, le niveau de développement en Afghanistan restait alarmant dans plusieurs domaines critiques. En 2021, la sécurité alimentaire s'est dégradée à un niveau préoccupant : 12,2 millions d'Afghans, soit un tiers de la population, étaient confrontés à une situation de crise ou d'urgence alimentaire, plaçant ainsi l'Afghanistan parmi les trois pays présentant la plus forte proportion de personnes en situation d'insécurité alimentaire, aux côtés du Yémen et du Soudan du Sud.²²¹ Les autres besoins humanitaires ont également considérablement augmenté : environ la moitié de la population afghane avait besoin d'aide en 2021.

Ce chiffre a presque doublé par rapport à 2020 et est six fois supérieur à celui d'il y a seulement quatre ans.²²² De plus, la situation sanitaire demeure parmi les plus préoccupantes au monde. En 2020, l'Afghanistan affichait l'espérance de vie la plus faible au monde, à seulement 52,1 ans.²²³ Ces statistiques alarmantes soulignent l'échec des efforts de développement déployés au cours des deux dernières décennies et révèlent un pays qui, malgré des investissements internationaux massifs, continue de lutter contre une pauvreté généralisée, la corruption et des faiblesses institutionnelles.²²⁴

Les objectifs américains visant à instaurer la démocratie et la bonne gouvernance en Afghanistan se sont révélés irréalistes. L'instauration d'élections démocratiques et le

respect de l'État de droit étaient considérés comme essentiels pour favoriser une stabilité durable et une bonne gouvernance en Afghanistan.

La promesse d'élections libres et équitables était censée donner aux Afghans les moyens d'agir, de participer à la construction de leur avenir et de consolider les principes démocratiques dans un pays marqué par des décennies de guerre. Cette vision ne s'est jamais concrétisée.

Dans son rapport de 2021 intitulé « Élections : Leçons tirées de l'expérience américaine en Afghanistan », le SIGAR a constaté que l'insécurité à elle seule constituait un obstacle majeur à une participation politique généralisée.²²⁵ De plus, les élections afghanes étaient régulièrement entachées de fraudes et de manipulations par le biais de pots-de-vin, de menaces, ou des deux.²²⁶ Finalement, les élections qui ont eu lieu ont été marquées par des accusations de fraude, une faible participation, la corruption et la manipulation des électeurs. Loin de promouvoir une véritable démocratie, ces processus électoraux se sont souvent soldés par l'intervention des États-Unis, qui ont négocié des accords entre les candidats rivaux afin de préserver les apparences de démocratie.²²⁷

Les documents stratégiques américains ont systématiquement lié la démocratie, les élections et la représentation populaire à l'objectif primordial d'un gouvernement afghan stable et légitime.²²⁸

Mais les Afghans n'avaient aucune expérience de participation aux élections, et encore moins de leur administration.²²⁹

Comme l'a déclaré Chris Mason, professeur à l'US Army War College et ancien officier politique de l'équipe de reconstruction provinciale, au SIGAR : « Je tiens à souligner... à quel point le projet en Afghanistan – tenter d'y créer une démocratie jeffersonienne stable – était irréaliste.²³⁰

L'élection présidentielle afghane de 2019 – la dernière avant la chute du gouvernement soutenu par les États-Unis – a illustré l'ampleur des dysfonctionnements du système. Lors de ce scrutin, on estime que seulement 10 % des électeurs inscrits se sont rendus aux urnes. Par la suite, des allégations de fraude à tous les niveaux du processus électoral ont entraîné un retard de cinq mois dans la proclamation des résultats.

Le 18 février 2020, la Commission électorale indépendante d'Afghanistan a proclamé le président Ashraf Ghani vainqueur. Son adversaire, Abdullah Abdullah, a affirmé avoir remporté le plus grand nombre de « votes réguliers », par opposition à ce qu'il qualifiait de votes frauduleux ou irréguliers.²³¹ « La vérité, a raconté l'ancien secrétaire d'État Mike Pompeo, c'est que Ghani avait tout simplement corrompu plus d'électeurs et de scrutateurs que les autres candidats. Désormais, Ghani et Abdullah se disputaient la présidence sans se soucier de la formation même d'un gouvernement. »²³²

La précédente élection présidentielle afghane de 2014, également contestée par Ghani et Abdullah, n'avait été résolue qu'après que le secrétaire d'État John Kerry ait négocié un accord dans lequel Abdullah s'était vu attribuer un poste – celui de chef de l'exécutif – sans aucun fondement dans la constitution afghane.²³³ Malgré les efforts des États-Unis pour négocier un autre accord de partage du pouvoir de dernière minute, Kaboul a été le théâtre de deux investitures présidentielles parallèles le 9 mars 2020.

De hauts responsables américains, dont l'envoyé spécial pour l'Afghanistan, Zalmay Khalilzad, et les forces américaines – Le général Austin Scott Miller, commandant des forces américaines en Afghanistan, a assisté à l'investiture de Ghani et a boudé la cérémonie d'Abdullah, légitimant de fait la victoire de Ghani.²³⁴ Constatant la faible participation électorale, les fraudes massives et le retard de plusieurs mois dans l'annonce du vainqueur, l'ancien ambassadeur des États-Unis en Afghanistan, Michael McKinley, a déclaré au SIGAR que l'élection présidentielle afghane de 2019 « aurait dû être le signal d'alarme le plus clair au monde quant à l'absence de légitimité du système politique en place en Afghanistan ». »²³⁵

La tentative des États-Unis d'établir un système judiciaire de type occidental allait à l'encontre des normes judiciaires traditionnelles de l'Afghanistan.

Tout progrès significatif vers une gouvernance efficace a été compromis par l'échec des efforts visant à établir un système judiciaire en Afghanistan, entravés par la corruption et un manque généralisé de transparence. De plus, les responsables américains ont privilégié une vision du système judiciaire afghan reflétant leurs valeurs et préférences, sans tenir suffisamment compte des aspects pratiques et réalisables. Ils ont supposé que prôner un mode de résolution des conflits plus informel et traditionnel exposerait les États-Unis à des conséquences contraires aux normes occidentales des droits de l'homme.²³⁶ Il en a résulté un système judiciaire formel, mis en place par une intervention étrangère, lent, corrompu et étranger aux coutumes afghanes de résolution des conflits au niveau communautaire.²³⁷

Souvent, ce système produisait exactement les résultats que les États-Unis cherchaient à éviter. Il n'était pas rare, par exemple, qu'une femme fuyant un foyer violent se retrouve accusée de zina, c'est-à-dire d'avoir eu des relations sexuelles hors mariage – ce qui signifie que les femmes étaient encouragées à le faire.

Les victimes de violences conjugales ou d'autres crimes violents qui cherchent réparation par le biais du système judiciaire formel risquent de se retrouver confrontées à des sanctions judiciaires. Cette situation fréquente reflète un problème plus vaste au sein du secteur de la justice : le gouvernement afghan punit les femmes et les filles pour des « crimes moraux » et des actes « sans fondement juridique ». Selon les estimations de Human Rights Watch de 2013, « la moitié des femmes incarcérées et environ 95 % des filles placées en détention juvénile en Afghanistan ont été arrêtées pour des "crimes moraux" ». ²³

L'impunité dont jouissent les puissants alliés des gouvernements américain et afghan sape toute notion de responsabilité.

Les cas de Mohammad Zia Salehi et du général Abdul Rashid Dostum révèlent à quel point les responsables américains et afghans étaient prêts à fermer les yeux sur de graves exactions commises par des individus considérés comme essentiels à la lutte contre le terrorisme et l'insurrection. En 2017, alors qu'il était vice-président de l'Afghanistan, Dostum a été accusé d'avoir enlevé et torturé un rival politique. Sa victime présumée, Ahmad Ishchi, a décrit un calvaire brutal au cours duquel il a été sodomisé avec un fusil d'assaut. ²³⁹ « Alors que je tombais face contre terre », a expliqué Ishchi, « j'ai eu l'impression de perdre connaissance quelques secondes. Soudain, j'ai ressenti une douleur si intense que j'ai crié malgré moi. » ²⁴⁰ Selon le New York Times, Dostum l'avait enlevé, roué de coups et tenté de le violer, avant d'ordonner à ses gardes de l'agresser sexuellement avec leurs armes. « Sept des gardes du général Dostum ont été condamnés à cinq ans de prison », rapportait le Times, ajoutant : « Les documents judiciaires, qui présentaient des entretiens avec des dizaines de témoins oculaires comme éléments de preuve, ne laissaient aucun doute sur le fait que le crime avait eu lieu. » ²⁴¹

Bien que Dostum ait nié les allégations et se soit brièvement exilé en Turquie, il n'a fait l'objet d'aucune poursuite et a même été promu maréchal, un grade qui n'avait été décerné que deux fois auparavant dans l'histoire afghane. ²⁴² La situation s'est encore aggravée lorsque de hauts responsables américains, au lieu de condamner ses actes, ont entretenu des relations publiques avec lui, posant pour des photos et lui offrant des cadeaux, dont une pièce de monnaie de commandant et une épinglette de l'OTAN. ²⁴³ Dostum est le même allié des États-Unis qui aurait supervisé l'asphyxie de centaines de prisonniers talibans dans des conteneurs après leur reddition en novembre 2001. ²⁴⁴

Mohammad Zia Salehi, conseiller du président Hamid Karzaï, était lui aussi au-dessus des lois.

En janvier 2010, des enquêteurs afghans ont perquisitionné les bureaux de New Ansari Money Exchange, une société de transfert d'argent (hawaladar) qui acheminait des fonds vers et depuis l'Afghanistan. New Ansari était soupçonnée d'avoir transféré des milliards de dollars hors d'Afghanistan pour le compte de responsables gouvernementaux afghans, de trafiquants de drogue et d'insurgés. Les enquêteurs ont estimé que jusqu'à 2,78 milliards de dollars avaient été sortis d'Afghanistan par les coursiers de New Ansari entre 2007 et 2010. Au cours de l'enquête, une écoute téléphonique a enregistré Salehi sollicitant un pot-de-vin en échange de son silence. Fin juillet 2010, Salehi a été arrêté. Cependant, quelques heures après son arrestation, le président Karzaï a ordonné sa libération et l'affaire a finalement été classée sans suite. ²⁴⁵

Le New York Times a rapporté que Salehi, qui avait autrefois travaillé pour Dostum, était « rémunéré par la CIA, selon des responsables afghans et américains »²⁴⁶. Si cela s'avérait exact, cela suggérerait qu'une agence de renseignement américaine payait un individu comme informateur alors même que les services de police américains constituaient un important dossier de corruption à son encontre. Barnett Rubin, expert de l'Afghanistan et ancien conseiller principal de Richard Holbrooke, ancien représentant spécial pour l'Afghanistan et le Pakistan, a fait remarquer qu'en effectuant de tels paiements pour des informations et une collaboration, « une partie de la politique américaine a corrompu des responsables afghans tandis que d'autres parties tentaient d'enquêter sur la corruption et de l'éradiquer. Compte tenu des intérêts qui définissaient la mission, les préoccupations liées à la corruption n'ont pas primé sur celles des opérations clandestines »²⁴⁷. Selon Andrew Natsios, ancien administrateur de l'USAID de 2001 à 2006, « nous avons créé une culture de corruption à cause du système opérationnel de la CIA. Nos systèmes opérationnels, entre le Département d'État, la CIA, le Département de la Défense et l'USAID, se sont heurtés en permanence, tous les jours, sept jours sur sept, pendant 20 ans »²⁴⁸.

Malgré les 90 milliards de dollars alloués à la sécurité de l'Afghanistan sur 20 ans, les forces de sécurité afghanes se sont rapidement effondrées faute de soutien américain continu.

Présence militaire. Dans

son rapport de 2023 intitulé « Pourquoi les forces de sécurité afghanes se sont effondrées », le SIGAR a constaté que malgré 20 ans et 90 milliards de dollars de soutien américain, les gouvernements américain et afghan n'étaient pas parvenus à créer des Forces nationales de défense et de sécurité afghanes (FNDSA) indépendantes et autonomes.²⁴⁹ Au contraire, les FNDSA sont restées dépendantes de l'armée américaine, notamment parce que les États-Unis les ont conçues sur le modèle de leurs propres forces, ce qui exigeait un haut niveau de professionnalisme et de leadership militaire. Cette situation a engendré une dépendance durable des FNDSA.²⁵⁰

Du fait de ces dépendances, la décision de retirer tout le personnel militaire américain et de réduire drastiquement le soutien des États-Unis aux forces de sécurité afghanes a anéanti le moral des soldats et des policiers afghans.²⁵¹ L'effondrement du gouvernement a commencé le 6 août avec la chute de Zaranj, capitale de la province de Nimroz, première capitale provinciale prise par les talibans. Un député provincial a déclaré que les talibans avaient pris le contrôle de la ville sans combattre, tandis que les forces de sécurité afghanes et les représentants du gouvernement fuyaient vers l'Iran voisin.²⁵² Le 15 août 2021, l'ancien président Ghani, longtemps critiqué pour ses liens avec l'Occident, a pris place à bord d'un hélicoptère et a quitté le pays. Ainsi s'est achevée l'effort américain de deux décennies pour transformer l'Afghanistan.²⁵³

Malgré les faiblesses des forces de sécurité afghanes, de hauts responsables américains sont restés publiquement optimistes dans les mois qui ont précédé l'effondrement du gouvernement afghan.

Alors même que l'armée américaine se préparait à quitter l'Afghanistan, de hauts responsables américains exprimaient publiquement leur optimisme quant aux performances des forces de sécurité afghanes. En avril 2021, lorsque le président Biden annonça sa décision d'achever le retrait américain, il déclara : « Nous avons formé et équipé une force permanente de plus de 300 000 soldats afghans aujourd'hui, et des centaines de milliers au cours des deux dernières décennies. Ils continueront à se battre vaillamment, au nom des Afghans, au prix de lourds sacrifices. »²

En juillet 2021, le président Biden a réaffirmé que les forces de sécurité afghanes « disposent de 300 000 soldats bien équipés – aussi bien équipés que n'importe quelle armée au monde – et d'une force aérienne face à quelque 75 000 talibans. [L'issue] n'est pas inévitable. »² Trois jours plus tard, le porte-parole du Pentagone, John Kirby, a soutenu que les forces de sécurité afghanes « savent comment défendre leur pays. »² Au moment de cette déclaration, la moitié des districts afghans étaient sous contrôle taliban, nombre d'entre eux s'étant rendus sans résistance, et environ la moitié des 34 capitales provinciales du pays étaient menacées.² Le 9 août 2021 – six jours seulement avant l'effondrement du gouvernement afghan –, Kirby a de nouveau affirmé : « J'ai la preuve que [les forces de sécurité afghanes] disposent de plus de 300 000 soldats et policiers. » « Ils ont de nombreux avantages que les talibans n'ont pas », a-t-il ajouté.²

Les chiffres du personnel avancés par l'administration Biden étaient très douteux.

Des travaux antérieurs du SIGAR avaient mis en lumière les inquiétudes concernant les « soldats fantômes » et les policiers « fantômes » – c'est-à-dire du personnel fictif figurant sur les listes de paie des forces de sécurité afghanes, créé pour permettre à des officiers et fonctionnaires corrompus de percevoir leurs salaires.²⁵⁹ Les chiffres relatifs aux effectifs de la police nationale afghane d'août 2021 illustrent à quel point les États-Unis avaient une vision imparfaite des forces de sécurité afghanes. Selon les données fournies par le département de la Défense, au 24 juin 2021, 111 850 policiers nationaux afghans étaient enregistrés dans le système de gestion du personnel et de la paie des forces de sécurité, dont 96,5 % étaient en service. Le 14 août, la veille de l'effondrement du gouvernement afghan, 112 924 policiers étaient recensés dans le système de paie, avec un taux de présence de 93,5 % – des chiffres hautement improbables étant donné que les talibans avaient déjà pris le contrôle de la majeure partie du pays.²⁶⁰ « Nous n'avions pas une police et une armée de plus de 300 000 hommes. Tout cela était un mensonge ; nous n'avons jamais atteint de tels effectifs », a déclaré Khalid Payenda, ancien ministre des Finances par intérim, au Réseau des analystes afghans. « Ma conclusion actuelle est qu'au mieux, il y en avait peut-être 40 000 à 50 000. Les autres n'étaient que des fantômes. »²⁶¹



Un instructeur de la police afghane en uniforme (à droite) montre à un agent où fouiller un véhicule à la recherche d'armes ou d'explosifs lors d'un entraînement au poste de combat avancé de Matun Hill, dans la province de Khost, en Afghanistan. (Photo du département de la Défense, sergent Kimberly Trumbull)

L'ÉCHEC ÉTAIT-IL INÉVITABLE ? : PLUSIEURS ANCIENS HAUTS RESPONSABLES ESTIMAIENT QUE LE SUCCÈS ÉTAIT IMPROBABLE

Dans le cadre de ce rapport final, le SIGAR a interrogé plusieurs anciens hauts responsables américains ayant travaillé en Afghanistan ou sur place à un moment ou un autre des deux décennies d'intervention américaine. Plusieurs d'entre eux ont estimé que les difficultés profondément enracinées en Afghanistan étaient si généralisées qu'elles rendaient impossible toute réelle possibilité de succès. Comme l'a déclaré Richard Boucher, ancien secrétaire d'État adjoint aux Affaires de l'Asie du Sud et de l'Asie centrale : « Je pense qu'au moment de l'effondrement, j'ai compris que c'était quasiment inévitable : notre stratégie avait été erronée depuis le début et nous n'avions jamais réussi à créer un gouvernement capable de se maintenir au pouvoir et de répondre aux besoins de sa population. »² ²

Beaucoup de ceux interrogés par le SIGAR estimaient que les efforts américains en Afghanistan avaient peu de chances de réussir, et ce, des années avant l'effondrement final du gouvernement afghan. L'ancien ambassadeur des États-Unis en Afghanistan (2007-2009), William Wood, nous a confié : « Même à mes débuts, j'avais le sentiment que nous nous bercions d'illusions. »² ³ L'ancien ambassadeur des États-Unis en Afghanistan (2014-2016), Michael McKinley, a précisé : « Nous parlions de l'effondrement du gouvernement afghan cinq ans avant qu'il ne se produise. Je ne vous cache pas que c'était une opinion minoritaire, mais elle ne se limitait pas à deux personnes. D'autres membres du gouvernement y voyaient une impasse qui se dégradait. »² James Dobbins, ancien représentant spécial des États-Unis pour l'Afghanistan et le Pakistan, a déclaré : « L'option d'une victoire en Afghanistan était probablement écartée vers 2014 ou 2020. »² Carter Malkasian, ancien conseiller spécial à la stratégie du chef d'état-major interarmées, nous a indiqué : « J'avais l'impression qu'en 2012, très peu de gens pensaient que l'insurrection pouvait être vaincue et que nous pouvions quitter le pays avec le pouvoir afghan. » Le gouvernement maîtrise pleinement la situation.²⁶⁶

Parmi les personnes interrogées par le SIGAR, un consensus se dégagait : les problèmes rencontrés n'étaient pas de simples revers temporaires, mais des problèmes fondamentaux qui ont sapé l'ensemble des efforts. Certains ont avancé que les décisions prises par les États-Unis au début de l'intervention – comme le partenariat avec les seigneurs de guerre et l'exclusion des talibans de la conférence de Bonn – ont scellé le sort de l'Afghanistan, en engendrant des failles irrémédiables. D'autres ont conclu que le succès était improbable au vu de ce qu'ils ont constaté sur place, pointant du doigt la mauvaise coordination interministérielle, la corruption et le décalage entre les objectifs américains et la réalité afghane. Plusieurs ont soutenu que l'accord de Doha de 2020, qui fixait les conditions du retrait américain, a finalement scellé le destin de l'Afghanistan en sapant la légitimité du gouvernement afghan et en renforçant les talibans. En définitive, ces points de vue convergent sur la conviction de l'inévitabilité de l'échec ; ils divergent seulement quant au moment où cet échec est devenu inévitable.

Certains estimaient qu'exclure d'emblée tous les talibans du processus politique rendait improbable une réconciliation future. Des personnes interrogées ont identifié des décisions cruciales qui, si elles avaient été prises différemment, auraient pu modifier le cours des efforts et éviter un échec. L'une des décisions les plus importantes concernait la possibilité d'une réconciliation politique rapide avec les talibans. Après le 11 septembre et l'éviction initiale des talibans du pouvoir,

Les talibans furent exclus de la conférence de Bonn et empêchés de toute participation légitime à la vie politique afghane. Carter Malkasian observa qu'« une conférence visant à un règlement politique sans l'un des acteurs les plus importants ne semblait choquer personne »²⁶⁷. Rétrospectivement, plusieurs responsables américains s'accordèrent à dire que cette exclusion avait modifié le cours du conflit : les talibans, bien que vaincus militairement et chassés du pouvoir, conservaient un soutien populaire significatif dans certaines régions du pays²⁶⁸. Douglas Lute, ancien conseiller adjoint à la sécurité nationale pour l'Irak et l'Afghanistan, déclara au SIGAR que cette exclusion avait « mis le feu aux poudres... qui ont lentement conduit à la chute de Kaboul en août 2021 »²⁶⁹.

Ou encore, comme l'a souligné l'ancien ambassadeur américain en Afghanistan, Ronald Neumann : « Pour dire que c'est une erreur, il faut se demander : "Était-il raisonnablement possible de le savoir, et était-il politiquement faisable d'agir autrement ?" » Selon Neumann, en 2002, « la guerre semblait gagnée. Les talibans s'étaient pratiquement dissous. ... Alors, quel niveau de clairvoyance est nécessaire pour affirmer que cette armée vaincue doit encore être maintenue comme facteur politique ? Qualifier d'erreur l'exclusion des talibans de l'ordre politique post-2001, résume Neumann, revient à dire : « Je n'avais pas une clairvoyance parfaite pour les années à venir. »²⁷⁰

Certains considéraient la décision américaine d'envahir l'Irak comme une diversion ; d'autres la jugeaient sans conséquence sur une mission déjà défailante en Afghanistan.

Plusieurs personnes interrogées ont souligné que l'invasion de l'Irak constituait un tournant décisif, détournant des ressources et une attention cruciales de l'Afghanistan et modifiant fondamentalement le cours du conflit. Comme l'a fait remarquer le lieutenant-général David Barno, ancien commandant américain des forces américaines et de la coalition en Afghanistan : « Sans la guerre en Irak, je pense que l'issue de la guerre [en Afghanistan] aurait été très différente. »² ¹ James Dobbins, ancien représentant spécial pour l'Afghanistan et le Pakistan, a partagé cet avis. Les responsables de l'administration Bush ont rapidement « compris qu'ils devaient allouer des ressources plus importantes [à l'Irak ou à l'Afghanistan], [et] ils ont choisi l'Irak car la situation s'y était dégradée plus rapidement », a-t-il déclaré. Il en a résulté « plusieurs années de négligence délibérée [en Afghanistan]... C'était intentionnel. » ²⁷² De même, l'ancien conseiller adjoint à la sécurité nationale, Lute, a soutenu qu'un tournant décisif s'est produit « aux alentours du moment où l'administration Bush a décidé d'envahir l'Irak... Tous les précieux moyens militaires à faible densité et à forte demande, tels que les orbites de Predator, les équipes A des forces spéciales, les brigades de combat, tous ces moyens clés, les moyens ISR [renseignement, surveillance et reconnaissance], ont toujours été déployés en priorité en Irak. » L'Afghanistan, a-t-il affirmé, « a toujours été destiné à être le théâtre d'opérations secondaire. »²⁷³

D'autres ont fait valoir qu'au moment de l'invasion de l'Irak, nombre de politiques contre-productives en Afghanistan étaient déjà en place, suggérant qu'un afflux d'attention et de ressources supplémentaires aurait pu aggraver la situation au lieu de l'améliorer. Comme l'a souligné Kate Clark, codirectrice du Réseau des analystes de l'Afghanistan : « Beaucoup disent : "Si seulement les Américains s'étaient concentrés sur l'essentiel et ne s'étaient pas laissés distraire par l'Irak, les choses se seraient mieux passées." Je n'en suis pas convaincue. Je pense que, comparé à l'Irak, les Afghans s'en sont probablement bien sortis à ce moment-là, avec une présence américaine relativement discrète. Mais cette présence n'a pas été bénéfique. »² Jacqueline Hazelton, ancienne professeure à l'École de guerre navale des États-Unis, partage cet avis : « Injecter davantage de ressources et d'efforts similaires en Afghanistan n'aurait fait qu'intensifier... »

« C'était le problème », a-t-elle déclaré. « C'était une erreur de jugement du début à la fin, et davantage de ressources n'auraient fait qu'aggraver la situation et causer plus de souffrances aux Afghans. »²⁷⁵

Des chercheurs du projet Afghanistan Assumptions de l'université Tufts ont résumé des points de vue similaires dans leurs travaux :

Dans l'imaginaire collectif, la décision américaine d'envahir l'Irak en 2003 – et de négliger la situation en Afghanistan – aurait été le facteur décisif ayant permis le retour des talibans. Or, de tels arguments occultent les actions concrètes des États-Unis en Afghanistan et la manière dont elles ont favorisé le retour des talibans. Les erreurs américaines n'étaient pas des omissions, mais bien des actes.²⁷⁶

Les avis étaient partagés quant à la décision américaine de se retirer, mais un maintien prolongé n'offrait que peu de garanties de succès.

Enfin, de nombreux interviewés ont soutenu que les États-Unis auraient dû retarder leur retrait d'Afghanistan et maintenir un investissement à long terme en troupes et en ressources afin d'éviter la catastrophe survenue. Comme l'a déclaré l'ancien secrétaire américain à la Défense, James Mattis, au SIGAR, cela nécessitait un retrait progressif sur une période de plusieurs générations.²⁷⁷ Hugo Llorens, ancien chargé d'affaires spécial américain pour l'Afghanistan, a ajouté que le maintien de la présence des États-Unis et de leurs alliés de l'OTAN était à la fois abordable et viable, et qu'il n'y avait pas d'urgence à se retirer. « Il n'y avait pas de victoire à court terme », a-t-il affirmé, « mais nous étions du côté des vainqueurs. »

Selon Llorens, la stratégie pour l'Asie du Sud, si elle avait eu le temps de s'appliquer, aurait pu amener les talibans à la table des négociations, ce qui aurait pu mener à un règlement politique.²⁷⁸

D'autres ont exprimé leur profonde frustration face à la décision américaine de se retirer, y voyant une forme d'auto-sabotage. Selon Ronald Neumann, les États-Unis n'ont pas été vaincus ; ils ont simplement manqué de volonté politique pour poursuivre la mission.²⁷⁹ Andrew Natsios, ancien administrateur de l'USAID, a souligné qu'une présence américaine réduite et continue, semblable aux déploiements militaires au Japon ou en Corée du Sud, aurait pu être maintenue indéfiniment.²⁸⁰ Llorens a abondé dans ce sens, affirmant qu'une présence à long terme aurait contribué à stabiliser la région et à maintenir une influence sur les talibans.²⁸¹ Pour ces personnes interrogées, ce retrait soudain a non seulement anéanti des années d'efforts, mais a également compromis la possibilité d'une issue stable et durable pour l'Afghanistan.

D'autres étaient en désaccord, arguant que la stratégie était fondamentalement inefficace et que le retrait ne faisait qu'accélérer la fin d'une situation intenable. Jacqueline Hazelton, ancienne professeure à l'École de guerre navale des États-Unis, a critiqué ceux qui parlaient d'un « effort générationnel », affirmant qu'un tel terme sous-entendait un résultat toujours hors de portée : « Des gens comme Petraeus disent : "Oh, c'est l'effort de plusieurs générations", ce qui implique un certain état final qui n'a jamais été atteignable dès le départ », a-t-elle déclaré.²⁸² Michael McKinley, ancien ambassadeur des États-Unis en Afghanistan, a vivement critiqué l'idée qu'une présence américaine indéfinie aurait pu soutenir le gouvernement afghan ou empêcher le retour au pouvoir des talibans. « Ceux qui prétendent que nous aurions pu rester », a-t-il déclaré, « refusent tout simplement d'admettre que vingt ans d'engagement américain en Afghanistan se sont soldés par un échec cuisant – ou alors ils sont aveugles. » Même l'argument d'une « guerre à faibles pertes »

« C'était trompeur », a-t-il déclaré. « Je trouve vraiment choquant d'entendre dire : "Eh bien, ce furent des guerres avec relativement peu de pertes." Eh bien, ce n'était pas le cas pour les Afghans. Et je dirais que les milliers de morts américains et les plus de 40 000 blessés... il y a des centaines de milliers, voire des millions de familles dans ce pays, qui ne seraient pas d'accord. »^{2 3}

Carter Malkasian fait partie de ceux qui ne croient pas qu'un maintien sur place aurait permis d'obtenir le succès. « Si nous n'avions pas annoncé notre retrait, les forces afghanes auraient-elles réussi ? Il existe très peu d'éléments permettant d'étayer cette hypothèse. » Il a ajouté que « les talibans n'auraient jamais accepté [une occupation prolongée]. Ce n'était tout simplement pas envisageable. »² Michael Cohen, chercheur principal au Centre d'études stratégiques de la Fletcher School de l'Université Tufts, a qualifié d'« absurde » toute affirmation selon laquelle un maintien prolongé aurait pu mener au succès. « Qu'est-ce qui vous fait croire que notre maintien sur place aurait empêché ce résultat ? », a-t-il demandé. « Combien d'argent avons-nous dépensé ? Combien de formations avons-nous dispensées ? Cela n'aurait absolument rien changé. Et je pense que la rapidité avec laquelle le gouvernement s'est effondré après qu'il soit devenu évident que nous allions partir le prouve. »² L'ancien membre du Congrès John Tierney a également rejeté l'idée que les États-Unis auraient pu réussir avec plus de temps : « À moins de vouloir intervenir avec 900 000 ou 1 000 000 de soldats, envahir le pays et le coloniser, que diable croyez-vous faire là-bas ? »²

CONCLUSION L'issue

de la crise afghane devrait servir d'avertissement aux décideurs politiques envisageant des efforts de reconstruction similaires à l'avenir. S'il y a une leçon essentielle à tirer de cette tragédie qui s'est déroulée sur plus de vingt ans, c'est que toute mission américaine comparable par son contexte, son ampleur et ses ambitions doit prendre en compte la possibilité réelle d'un échec.

Lorsqu'on examine la possibilité de succès d'interventions comme celle menée en Afghanistan, il est important de préciser que la comparaison s'applique à des efforts de reconstruction nationale tout aussi ambitieux dans des pays sous-développés et ravagés par les conflits. Contrairement aux efforts de reconstruction menés par le passé, notamment en Europe après la Seconde Guerre mondiale ou au Japon, où les États-Unis ont réussi à reconstruire des pays dont les économies, l'industrie et les infrastructures modernes avaient été dégradées par la guerre, l'Afghanistan était un État extrêmement sous-développé. Les efforts américains dans ce pays visaient souvent à créer des capacités, des systèmes et des institutions d'un type et d'une qualité que le pays n'avait jamais possédés. Comme l'a souligné l'ancien ambassadeur américain Ronald Neumann : « Nous avons une approche américaine en la matière, parfaitement reproductible du Vietnam à l'Irak en passant par l'Afghanistan. Là où les populations locales refusent de le faire, nous élaborons un plan, puis nous essayons de vous le vendre. Et notre bilan en matière d'échecs est quasi parfait. »²

En résumé, l'expérience américaine en Afghanistan démontre la nécessité d'une évaluation lucide de ce qui est réellement réalisable et de ce qui, à l'inverse, pourrait échapper à toute intervention extérieure. De plus, ceux qui sont chargés de tirer des enseignements de telles entreprises doivent se garder de croire que des améliorations techniques ou des ajustements stratégiques peuvent compenser les failles fondamentales de la mission. Sans une compréhension réaliste et un respect des contraintes inhérentes à ces situations, les tentatives de « corriger » ou d'affiner l'approche risquent de reproduire les mêmes erreurs en espérant un résultat différent.



ANNEXES

ANNEXE A : OBJECTIFS, PORTÉE ET MÉTHODOLOGIE

Ce rapport présente les conclusions du SIGAR sur l'effort de reconstruction américain en Afghanistan, qui s'est étalé sur plus de vingt ans. Il met en lumière les principaux constats, tendances et échecs relevés par le SIGAR au cours de ses dix-sept années d'existence. Il compile et présente les thèmes récurrents dans les divers documents publiés par les nombreuses directions du SIGAR, notamment les rapports d'audit, d'inspection et d'évaluation, les enquêtes, les projets spéciaux, les rapports trimestriels et les analyses des enseignements tirés, les listes des zones à haut risque, les témoignages devant le Congrès, les discours et autres documents pertinents. Ce rapport intègre les contributions de l'ensemble du SIGAR, y compris celles des directions des Audits et Inspections (A&I), des Enquêtes (INV), de la Recherche et de l'Analyse (RAD) et du Programme d'Analyse des Enseignements Tirés (LLP), ainsi que celles de la haute direction de l'agence.

Un homme joue de la cornemuse tandis qu'une shura se termine et que les villageois afghans rentrent chez eux à Lashkar Gah, dans la province d'Helmand.
(Photo de Resolute Support)

La loi habilitant le SIGAR, la loi d'autorisation de la défense nationale de 2008, stipule que « l'inspecteur général doit, avant la dissolution du Bureau de l'inspecteur général spécial pour la reconstruction de l'Afghanistan, établir et soumettre aux commissions parlementaires compétentes un rapport d'audit final et approfondi sur les programmes et opérations financés par des crédits alloués ou mis à disposition pour la reconstruction de l'Afghanistan. »² Dans le présent rapport, le SIGAR remplit cette obligation légale. De plus, le SIGAR décrit les obstacles rencontrés et les bonnes pratiques mises en œuvre lors de ses missions de contrôle en contexte de conflit actif, notamment des recommandations pour la conduite d'enquêtes et de poursuites en situation d'urgence.

Le SIGAR s'est concentré sur l'ensemble des efforts de reconstruction américains en Afghanistan, de septembre 2001 à septembre 2025. Les objectifs du SIGAR étaient les suivants :

1. Déterminer le montant total des gaspillages, des fraudes et des abus identifiés dans les rapports du SIGAR.
Produits publiés et enquêtes closes.
2. Résumez le contrôle exercé par la Direction de l'audit et de l'inspection sur les efforts de reconstruction américains en Afghanistan.
3. Identifier et résumer les défis et les meilleures pratiques pour la conduite
Enquêtes et poursuites en Afghanistan.
4. Identifier et résumer les résultats et les enseignements finaux des efforts déployés par les États-Unis pour reconstruire l'Afghanistan.

Le SIGAR a mené ses travaux pour ce rapport à Arlington, en Virginie, et par visioconférence, de janvier 2024 à septembre 2025. Bien que le SIGAR ne considère pas ce rapport final, unique en son genre, comme une évaluation traditionnelle, il a néanmoins mené des recherches conformément aux Normes de qualité pour l'inspection et l'évaluation, publiées par le Conseil des inspecteurs généraux pour l'intégrité et l'efficacité. Ces normes exigent que le SIGAR planifie et réalise des recherches afin d'obtenir des preuves suffisantes et appropriées pour étayer raisonnablement ses constatations et conclusions, en fonction des objectifs fixés. Le SIGAR estime que les preuves obtenues constituent une base raisonnable pour ses constatations et conclusions. Le SIGAR a mené ses travaux en vertu de la loi publique n° 110-181, telle que modifiée, et de la loi de 1978 relative aux inspecteurs généraux, telle que modifiée.

Ci-dessous, SIGAR présente des informations complémentaires sur les méthodologies employées pour atteindre chaque objectif du rapport.

Objectif 1 : Déterminer le montant total des gaspillages, des fraudes et des abus recensés dans les publications et les enquêtes closes du SIGAR

Le premier objectif du SIGAR était d'identifier et de synthétiser le montant total des gaspillages, des fraudes et des abus recensés dans ses publications et les enquêtes closes. À cette fin, le SIGAR a examiné ses rapports publiés et les enquêtes closes, et a compilé des informations sur le montant total, en dollars, des gaspillages, des fraudes et des abus, ainsi que sur le montant total des économies réalisées grâce à ses recommandations.

Afin de garantir l'exactitude et l'exhaustivité des informations compilées, le SIGAR a mis en œuvre divers processus pour assurer la compilation et l'analyse cohérentes et précises des données. Premièrement, le SIGAR a utilisé la terminologie et les définitions standardisées des Normes d'audit gouvernementales du GAO, connues sous le nom de Livre jaune, ainsi que ses rapports antérieurs, pour définir le gaspillage, la fraude et les abus. Deuxièmement, le SIGAR a utilisé des invites de saisie standardisées pour garantir la cohérence de la saisie des informations compilées et ainsi éliminer le risque d'incohérences. Enfin, le SIGAR a intégré plusieurs niveaux de contrôle dans la saisie et l'analyse des données. Les données compilées ont été examinées afin de garantir : (1) leur exactitude ; (2) l'identification de toutes les conclusions d'un rapport ; (3) l'exactitude de l'analyse des données de chaque rapport quant à l'origine des conclusions (faiblesse du contrôle interne) ; et (4) l'exactitude de la catégorisation de chaque faiblesse du contrôle interne.

Lorsque l'examen du SIGAR a relevé des inexactitudes, le SIGAR a effectué un examen supplémentaire afin de garantir l'exactitude des informations compilées et de leur analyse.

Pour déterminer le montant total des gaspillages, fraudes et abus recensés dans ses rapports, le SIGAR a appliqué la méthodologie utilisée dans ses rapports de 2018 et 2020 sur les gaspillages.²⁸⁹ Le SIGAR a constitué une équipe de projet intégrée composée d'auditeurs, d'enquêteurs et d'analystes de programmes afin d'analyser les rapports d'audit de performance, d'évaluation, d'inspection, de projet spécial, de lettre d'alerte et de retour d'expérience publiés par le SIGAR depuis sa création, ainsi que 659 enquêtes closes. Le SIGAR a également utilisé les définitions de gaspillage, de fraude et d'abus élaborées par le GAO dans son Livre jaune de 2018, lesquelles étaient identiques à celles utilisées dans ses rapports de 2018 et 2020 sur les gaspillages. Ces définitions du GAO figurent dans le tableau 11 ci-dessous.

TABLEAU 11

DÉFINITIONS DU GAO EN MATIÈRE DE GASPILLAGE, DE FRAUDE ET D'ABUS	
Déchets (Version 2018)	Le gaspillage consiste à utiliser ou à dépenser des ressources de manière négligente, excessive ou inutile. Il est important de noter que le gaspillage englobe des activités qui ne constituent pas un abus et n'impliquent pas nécessairement une infraction à la loi. Il est plutôt lié à une mauvaise gestion, à des actions inappropriées et à un manque de contrôle.
Fraude	La fraude consiste à obtenir un avantage ou un bien par une fausse déclaration intentionnelle. La qualification de fraude relève de la compétence judiciaire ou d'une autre instance d'arbitrage et ne relève pas de la responsabilité professionnelle de l'auditeur.
Abus	Tout comportement jugé déficient ou inapproprié par rapport à ce qu'une personne prudente considérerait comme une pratique commerciale raisonnable et nécessaire compte tenu des faits et circonstances constitue un abus, à l'exclusion de la fraude et du non-respect des dispositions légales, réglementaires, contractuelles et des conventions de subvention. L'abus comprend également l'utilisation abusive d'une autorité ou d'une position à des fins financières personnelles ou au profit d'un membre de la famille proche ou d'un associé. La qualification d'abus étant subjective, les auditeurs ne sont pas tenus de mettre en œuvre des procédures de détection systématique lors des audits de performance. Ils peuvent toutefois constater qu'un abus est révélateur d'une fraude potentielle ou d'un non-respect des dispositions légales, réglementaires, contractuelles et des conventions de subvention.

Source : GAO, Normes d'audit gouvernementales, révision de 2018, GAO-15-5686, 17 juillet 2018.

Conformément à la méthodologie de ses rapports de 2018 et 2020 sur le gaspillage, le SIGAR a quantifié le montant du gaspillage, de la fraude et des abus associés à chaque cas en utilisant une fourchette de montants afin de déterminer le montant minimal et maximal des fonds concernés. Selon le GAO, le gaspillage, la fraude et les abus peuvent résulter d'un non-respect des règles, de défaillances du contrôle interne ou de décisions contraires aux politiques en vigueur.

Par conséquent, le gaspillage, la fraude et les abus ne sont pas toujours associés à une valeur monétaire.

Objectif 2 : Résumer le contrôle exercé par la Direction des audits et des inspections sur les efforts de reconstruction américains en Afghanistan

Le deuxième objectif du SIGAR était de résumer l'audit et l'inspection (A&I).

Le contrôle exercé par la Direction sur les efforts de reconstruction américains en Afghanistan comprend l'identification des faiblesses systémiques du contrôle interne, les économies réalisées pour les contribuables américains, l'état d'avancement des recommandations du rapport, les difficultés opérationnelles identifiées et les recommandations visant à améliorer l'efficacité et l'efficacé du contrôle des futurs efforts de reconstruction américains. Ce volet du rapport porte sur les rapports publiés par la Direction de l'audit et de l'inspection du SIGAR jusqu'en septembre 2025. Cette partie du rapport s'appuie sur des informations et des données provenant : (1) des rapports publiés par le SIGAR, (2) des auditions au Congrès, (3) des politiques internes du SIGAR. procédures, et (4) entretiens avec le personnel actuel et ancien d'A&I.

Pour résumer la manière dont la direction a supervisé les fonds de reconstruction américains, elle a d'abord compilé un recueil de ses publications, telles que les rapports d'audit de performance, d'évaluation, d'inspection et d'audit financier. Pour chaque document d'audit figurant dans ce recueil, le SIGAR a déterminé le secteur de reconstruction concerné. Afin de déterminer le nombre total de publications par secteur de reconstruction, le SIGAR a ensuite synthétisé son recueil par secteur, puis par type de document. Pour synthétiser le montant total des coûts engagés et examinés par les audits financiers du SIGAR, par secteur, le SIGAR a également inclus le montant des coûts audités, la valeur totale des subventions examinées et le montant total des coûts contestés.

Pour résumer les modalités de supervision exercée par la direction sur chaque secteur de la reconstruction, le SIGAR a examiné chaque produit au sein de chaque secteur et a sélectionné, de manière judicieuse, ceux qui mettaient en valeur le travail d'A&I. Les descriptions incluses dans chaque secteur de la reconstruction ont été extraites et résumées des publications correspondantes. Aux fins du présent rapport, A&I a présenté ses rapports de performance séparément de ses rapports d'audit financier afin de souligner les différents types de supervision exercée par la direction sur chaque secteur de la reconstruction.

Pour déterminer le montant des économies potentielles générées par les recommandations d'A&I, le SIGAR a recueilli des informations auprès (1) du fichier de données de suivi des recommandations tenu par sa direction de la gestion de la qualité et (2) d'un examen des rapports du SIGAR ayant identifié des économies. Le fichier de suivi des recommandations contient des informations sur les sommes économisées ou recouvrées par une agence américaine suite à la mise en œuvre des recommandations de la direction, selon l'agence concernée. Par exemple, un rapport a conduit le Département de la Défense (DoD) à réduire son achat d'un avion cargo C-130, évalué à 40 millions de dollars. Le SIGAR a donc utilisé cette évaluation pour calculer les économies réalisées par le contribuable américain grâce à la mise en œuvre de sa recommandation. Dans un autre exemple, une agence américaine a pu déclarer avoir recouvré un montant précis en dollars suite à la mise en œuvre d'une recommandation du SIGAR, ce que ce dernier comptabilise comme une économie. Selon la seconde méthode, le SIGAR a utilisé une valeur déterminée par la première méthode, puis l'a extrapolée sur la durée de vie du contrat ou jusqu'en 2021, année de l'effondrement du gouvernement afghan, le cas échéant. Par exemple, dans un rapport, le ministère de la Défense a estimé que la mise en œuvre d'une recommandation du SIGAR avait permis à l'agence d'économiser 5,5 millions de dollars par an en frais de maintenance pour un contrat spécifique. À partir de ces économies annuelles estimées par le ministère de la Défense, le SIGAR a extrapolé le montant des économies annuelles jusqu'à la fin de la période d'exécution du contrat, ce qui a abouti à un montant supérieur à 16,5 millions de dollars.

Afin d'identifier les faiblesses systémiques du contrôle interne des produits de la direction, le SIGAR a examiné ses rapports d'audit et d'évaluation de performance publiés et a compilé des informations sur chaque constatation de chaque rapport, puis a déterminé si cette constatation était due à une ou plusieurs faiblesses du contrôle interne. Pour garantir l'exactitude et l'exhaustivité des informations compilées, le SIGAR a intégré divers processus de contrôle de la qualité. Premièrement, le SIGAR a utilisé la terminologie et les définitions standard des Normes de contrôle interne du GAO pour le gouvernement fédéral, connues sous le nom de Livre vert, ainsi que des rapports antérieurs du SIGAR, pour définir les contrôles internes et les déficiences du contrôle interne.

et les catégories de contrôles internes au sein d'un environnement de contrôle interne. Conformément à son rapport de 2020 sur les déchets, le SIGAR a utilisé les mêmes catégories de contrôle interne et a fait appel à son jugement professionnel pour classer chaque faiblesse de contrôle interne dans l'une des six catégories suivantes : (1) planification et passation de marchés, (2) supervision et suivi, (3) renforcement des capacités, (4) mauvaise gestion, (5) qualité de l'information et fiabilité des données, et (6) une utilisation judicieuse des fonds.²⁹⁰ Par la suite, le SIGAR a déterminé quel interne Les objectifs de contrôle (conformité, rapports ou opérations) ont été affectés en raison de la faiblesse du contrôle interne. Le SIGAR a ensuite résumé les informations recueillies et analyses, qui servent de base à ses conclusions.

Deuxièmement, le SIGAR a utilisé des invites de saisie de données standardisées afin de garantir la cohérence des informations compilées. De plus, pour éviter la saisie de conclusions de rapports et de faiblesses de contrôle interne en double, le SIGAR a catégorisé les rapports portant sur plusieurs organismes comme « Multiples », de sorte qu'une conclusion et les faiblesses de contrôle interne associées ne soient pas saisies pour chaque organisme examiné. Pour déterminer la valeur monétaire des faiblesses de contrôle interne identifiées, le SIGAR a noté si ces faiblesses avaient un impact financier. Si tel était le cas, le SIGAR a déterminé si l'impact était « connu » ou « inconnu », et son montant s'il était connu.^{²⁹¹}

Enfin, le SIGAR a intégré plusieurs niveaux d'examen des données saisies et analysées. Les données compilées ont été vérifiées afin de garantir : (1) leur exactitude, (2) l'identification de toutes les conclusions d'un rapport, (3) l'exactitude des données saisies dans chaque rapport. l'analyse visant à déterminer si une constatation était due à une faiblesse du contrôle interne, et (4) l'analyse l'exactitude de la catégorisation de chaque faiblesse du contrôle interne. Dans les cas où Son examen ayant révélé des inexactitudes, le SIGAR a procédé à un examen supplémentaire afin de garantir que l'exactitude des informations compilées et de leur analyse.

Pour résumer les recommandations formulées par les produits du SIGAR et leur état d'avancement, le SIGAR a recueilli des informations auprès du fichier de données de suivi des recommandations tenu par sa direction de la gestion de la qualité. Ces informations comprennent le nombre de recommandations adressées aux agences américaines concernées, leur état d'avancement en septembre 2025 et le délai de clôture de ces recommandations par les agences américaines. Par ailleurs, le SIGAR a synthétisé les conclusions de ses rapports précédents portant sur les recommandations adressées au Département de la Défense, au Département d'État et à l'USAID.²⁹²

Afin de résumer les difficultés rencontrées pour superviser les efforts de reconstruction des États-Unis et de formuler des recommandations pour l'avenir, A&I a interrogé 21 membres actuels et anciens du personnel de la direction à l'aide d'un questionnaire standardisé portant sur les défis liés à l'exercice de la supervision en situation d'urgence, et a examiné les rapports de la direction pour identifier les difficultés rencontrées par son personnel et la manière dont ces obstacles ont été surmontés. ont été surmontés.

Objectif 3 : Identifier et résumer les défis et les meilleures pratiques en matière d'enquêtes et de poursuites en Afghanistan

Le troisième objectif du SIGAR était d'identifier et de synthétiser les difficultés rencontrées et les meilleures pratiques en matière d'enquêtes et de poursuites en Afghanistan. Cet objectif couvrait la période allant de la création du SIGAR en 2008 jusqu'en septembre 2025.

Pour atteindre cet objectif, le SIGAR a d'abord examiné sa loi habilitante, la loi de 1978 relative aux inspecteurs généraux, ainsi que les manuels pertinents du département de la Justice des États-Unis afin de déterminer les pouvoirs, les devoirs et les responsabilités attribués au SIGAR/INV pour mener des enquêtes en Afghanistan. Ensuite, en concertation avec la direction des enquêtes, le SIGAR a sélectionné, de manière éclairée, un échantillon de 12 dossiers du SIGAR/INV que la direction estimait représentatifs du travail d'enquête mené par la direction en Afghanistan.

Le SIGAR a analysé chaque cas afin de déterminer s'il soulevait des difficultés et/ou des problèmes liés aux meilleures pratiques en matière d'enquêtes en Afghanistan et de poursuites judiciaires. À cette fin, pour chaque cas, le SIGAR a répondu aux questions suivantes en se basant sur l'examen des informations contenues dans le Système de gestion des dossiers d'enquête et, le cas échéant, sur des entretiens avec les agents chargés de l'affaire :

- Qu'est-ce qui a motivé l'ouverture de l'enquête ?
- Quelles allégations d'actes criminels ont fait l'objet d'une enquête ?
- Qui étaient les cibles de l'enquête ?
- Qui a mené l'enquête et comment a-t-elle été soutenue (agents, procureurs, personnel de soutien) ?
- Quels témoins ont été interrogés et dans quelle mesure ont-ils coopéré ?
- Quels outils d'enquête ont été utilisés (par exemple, perquisitions, surveillance, production de documents, analyse médico-légale des données financières, traités d'entraide judiciaire en matière pénale [TEJP]) ?
- Quel était l'objectif de l'enquête (par exemple, poursuites pénales, mise au jour des actes répréhensibles et dissuasion, exclusion des entrepreneurs, recouvrement des actifs) ?
- Quel degré de coopération ou d'obstruction les enquêteurs ont-ils reçu ou rencontré de la part du gouvernement afghan, des agences américaines, du secteur privé, de l'armée américaine, des gouvernements alliés ou de toute autre entité ayant un intérêt dans l'enquête ?
- L'enquête a-t-elle rencontré des obstacles majeurs ?
- Quels ont été les résultats dans chaque affaire (par exemple, condamnations, biens recouvrés, affaire classée) ? (sans résultat) ?

Le SIGAR a ensuite dressé une liste des dossiers ayant atteint leurs objectifs. Le SIGAR a considéré ces dossiers comme des réussites. Par la suite, le SIGAR, en consultation avec la direction du SIGAR/INV, a analysé ces dossiers afin de déterminer les meilleures pratiques pour la conduite d'enquêtes en Afghanistan. Le SIGAR a mené une démarche similaire pour les dossiers n'ayant pas atteint leurs objectifs. Le SIGAR a analysé ces dossiers pour lesquels les objectifs n'ont pas été atteints afin d'identifier les principaux obstacles à la réussite des enquêtes en Afghanistan.

Objectif 4 : Identifier et résumer les résultats et les enseignements finaux des efforts américains de reconstruction de l'Afghanistan

Le quatrième objectif du SIGAR était d'identifier et de synthétiser les résultats et les principaux enseignements tirés des efforts américains de reconstruction de l'Afghanistan. Cette section du rapport couvrait une large période : l'intégralité des efforts de reconstruction américains en Afghanistan, de septembre 2001 à septembre 2025. Elle privilégiait toutefois le niveau stratégique de la reconstruction américaine plutôt que les programmes ou projets individuels, sauf lorsque les résultats de ces derniers pouvaient servir à illustrer des réflexions, des enseignements et des observations plus générales.

Pour atteindre cet objectif, une équipe du programme « Leçons apprises » du SIGAR a étudié quatre questions de recherche. Plus précisément, l'équipe a cherché à identifier : (1) les résultats concrets, le cas échéant, obtenus par les États-Unis de leur effort de reconstruction en Afghanistan, au regard de leurs objectifs stratégiques ; (2) si l'effondrement du gouvernement afghan et de ses forces de sécurité en août 2021 était surdéterminé ;²⁹³ (3) les leçons les plus importantes tirées de l'Afghanistan qui pourraient être appliquées aux futurs États-Unis efforts de reconstruction ; et (4) l'impact, le cas échéant, que le SIGAR a eu sur les décisions et événements qui ont abouti au résultat d'août 2021.

Cette partie du rapport s'appuie sur trois catégories de sources : (1) les travaux publiés par le SIGAR, tels que son précédent rapport de synthèse intitulé *What We Need to Learn* et d'autres produits de leçons apprises, (2) de nouveaux entretiens avec d'anciens hauts responsables américains et d'autres participants directs ou observateurs proches de l'effort de reconstruction américain en Afghanistan, et (3) des travaux universitaires pertinents, des témoignages et des projets de loi devant le Congrès, ainsi que des articles de presse.

Afin d'évaluer et de contextualiser les résultats et les enseignements tirés des efforts américains de reconstruction de l'Afghanistan, le SIGAR a d'abord identifié les objectifs stratégiques de reconstruction du gouvernement américain. Pour ce faire, le SIGAR s'est appuyé sur une approche déjà éprouvée, développée pour le rapport « Pourquoi le gouvernement afghan s'est effondré ». À l'aide d'un échantillonnage raisonné, le SIGAR a sélectionné neuf documents stratégiques américains qui énonçaient des objectifs interministériels. Ces documents sont les suivants :

- Loi de 2002 sur le soutien à la liberté de l'Afghanistan, Pub. L. No. 107-327, 22 USC § 7501(2002).
- Département d'État américain (State) et Agence américaine pour les affaires internationales Développement (USAID), Publication 11084, Plan stratégique pour les exercices 2004-2009, Août 2003.
- État et USAID, Plan stratégique pour les exercices 2007-2012, 7 mai 2007.
- Ambassade des États-Unis à Kaboul et Forces américaines en Afghanistan (USFOR-A), États-Unis Plan de campagne intégrée civilo-militaire du gouvernement pour le soutien à Afghanistan, février 2011.
- Ambassade des États-Unis à Kaboul et USFOR-A, Cadre stratégique civilo-militaire, mars 2012.
- Ambassade des États-Unis à Kaboul et USFOR-A, Corps civil intégré du gouvernement des États-Unis Plan de campagne militaire de soutien à l'Afghanistan, août 2013.
- État, Stratégie intégrée de pays, 2014
- État, Stratégie intégrée de pays, 2020
- État, Stratégie intégrée de pays, 2023

Le SIGAR a sélectionné ces documents de référence afin d'assurer une couverture temporelle maximale des objectifs de reconstruction stratégique sur les vingt années d'intervention américaine en Afghanistan, en privilégiant les documents conjoints reflétant les objectifs de plusieurs agences. Lors de sa sélection, le SIGAR a cherché à minimiser les chevauchements temporels entre les documents et s'est concentré sur ceux relevant exclusivement des agences américaines, à l'exclusion des accords, déclarations ou plans conclus entre les États-Unis et leurs partenaires internationaux. Le SIGAR a déterminé que, globalement, les États-Unis visaient à instaurer en Afghanistan des institutions de gouvernance stables, démocratiques, représentatives, sensibles à l'égalité des sexes et responsables. Le SIGAR a estimé que cet objectif général n'avait pas subi de changement significatif entre 2002 et 2021. Pour déterminer les objectifs américains suite à l'effondrement du gouvernement afghan en août 2021, le SIGAR s'est appuyé sur la Stratégie intégrée de pays du Département d'État pour 2023.

S'appuyant sur son expertise et son expérience institutionnelle, le SIGAR a recensé ses rapports antérieurs synthétisant les données et informations pertinentes au regard du premier objectif du présent rapport. Le SIGAR a fondé son évaluation de la pertinence de chaque rapport sur sa capacité à traiter des résultats concrets de l'effort de reconstruction des États-Unis et de la question de la surdétermination, à synthétiser les enseignements tirés et à présenter des informations sur les résultats de ses travaux. Le SIGAR a examiné les rapports publiés entre le 30 octobre 2008 (date de publication de son premier rapport trimestriel au Congrès) et le 30 juillet 2025 (date de publication de son dernier rapport trimestriel au moment de la finalisation du présent rapport).

Après avoir défini les objectifs stratégiques américains de reconstruction en Afghanistan, le SIGAR a examiné ses rapports antérieurs, sélectionnés en fonction des résultats de reconstruction identifiés à ce jour. Le SIGAR s'est également appuyé sur ces rapports pour établir une chronologie narrative des efforts de reconstruction américains en Afghanistan et les a utilisés pour contextualiser et comparer les points de vue des personnes interrogées.

Une grande partie des preuves documentaires du rapport était constituée de documents provenant de publications antérieures du SIGAR.

Toutefois, ces rapports s'appuient sur des données et des informations provenant de nombreuses autres entités et personnes, notamment des rapports et des réponses aux demandes d'information du SIGAR adressées aux agences gouvernementales américaines impliquées dans la reconstruction ; des organisations à but non lucratif, non gouvernementales et internationales ; diverses publications qui donnent un aperçu de la guerre menée par les États-Unis en Afghanistan ; d'autres institutions de recherche et de contrôle du gouvernement américain telles que le Government Accountability Office et le Congressional Research Service ; des rapports du gouvernement afghan ; et des entretiens antérieurs du SIGAR avec des responsables américains et afghans. Des informations sur la portée et la méthodologie des travaux antérieurs du SIGAR résumés dans ce rapport peuvent être trouvées dans les rapports cités.

Afin d'élargir la base de données du rapport et d'assurer une couverture complète des efforts de reconstruction américains en Afghanistan, y compris les premières années précédant la création du SIGAR et la période suivant l'effondrement (pour laquelle les rapports exhaustifs du SIGAR sont moins nombreux), le SIGAR a inclus dans son analyse une sélection judicieuse d'ouvrages et d'articles rédigés par des experts et des universitaires du domaine et publiés entre 2001 et 2024. Par exemple, le SIGAR s'est appuyé sur les travaux du projet Afghanistan Assumptions de l'université Tufts.

Parmi les ouvrages consacrés à l'histoire de l'intervention américaine en Afghanistan, on peut citer * The American War in Afghanistan* de l'historien et ancien responsable américain Carter Malkasian. Pour sélectionner ces ouvrages, le SIGAR s'est appuyé sur l'expertise d'une équipe possédant une vaste expérience collective du travail sur l'Afghanistan et des recherches menées sur ce sujet.

En plus d'examiner les rapports et autres publications décrits ci-dessus, le SIGAR a mené des entretiens avec 11 anciens hauts responsables américains du Département d'État, de l'USAID et du Département de la Défense, deux anciens membres du Congrès, un ancien analyste principal du Service de recherche du Congrès, un diplomate européen, trois universitaires, trois chercheurs du projet Afghanistan Assumptions affilié à l'Université Tufts et des analystes politiques du Stimson Center, du Quincy Institute et du Center for Global Development.

Des groupes de réflexion basés à Washington, D.C., spécialisés dans la reconstruction de l'Afghanistan.

Les entretiens, menés d'avril à juillet 2024, visaient à recueillir des réflexions sur l'importance du contrôle exercé sur les efforts de reconstruction américains et sur les contributions spécifiques du SIGAR. Ils portaient également sur la question plus générale de savoir si l'échec américain en Afghanistan était dû à des facteurs surdéterminés, au regard des objectifs généraux des États-Unis.

SIGAR a mené ses entretiens dans un format semi-structuré qui permettait de recueillir les réponses des personnes interrogées à des questions prédéterminées tout en donnant aux intervieweurs la possibilité de poser des questions de suivi de manière flexible.

Le SIGAR a entamé le processus d'entretiens en dressant une liste d'anciens hauts responsables américains du Département d'État, du Département de la Défense, de l'USAID et du Conseil de sécurité nationale (NSC) ayant joué un rôle déterminant dans les efforts de reconstruction américains en Afghanistan. Cette liste comprenait notamment d'anciens commandants militaires de haut rang, des ambassadeurs américains en Afghanistan et des directeurs de mission de l'USAID. L'équipe a rassemblé les coordonnées disponibles de ces anciens hauts responsables américains en : (1) identifiant les coordonnées de ces responsables figurant dans les archives du SIGAR, et (2) identifiant les coordonnées accessibles au public. Le SIGAR a ensuite invité tous ces anciens hauts responsables américains, dont les coordonnées ont pu être obtenues, à participer à son rapport final.

coordonnées.

Le SIGAR a interrogé tous les anciens responsables américains ayant répondu à l'invitation à participer au rapport afin de recueillir leurs points de vue sur l'effort de reconstruction dans son ensemble, ses lacunes et ses réussites, les enseignements qu'il convient d'en tirer, ainsi que l'impact éventuel du SIGAR et des autres organismes de contrôle. Aux fins du présent rapport, l'impact du SIGAR et des autres organismes de contrôle est défini comme la mesure dans laquelle leurs travaux ont influencé la réflexion et la prise de décision des anciens responsables américains et des autres personnes impliquées dans l'effort de reconstruction des États-Unis, ou qui l'ont observé.

Le SIGAR a complété ces entretiens avec d'anciens responsables américains en interrogeant des spécialistes et des universitaires de différents domaines, choisis avec soin. Parmi eux figuraient des personnes ayant publiquement commenté les travaux du SIGAR dans des tribunes et des articles de presse.

Par ailleurs, l'équipe a sollicité l'avis de certains responsables européens sur le SIGAR. Un seul a accepté l'invitation à un entretien.

Le SIGAR a également dressé une liste d'anciens membres du Congrès susceptibles de témoigner de son impact. Deux d'entre eux ont répondu à l'invitation du SIGAR et ont été interviewés. Ces entretiens visaient à mieux comprendre comment les travaux du SIGAR ont influencé le contrôle exercé par le Congrès sur l'effort de reconstruction des États-Unis.

Le SIGAR a ensuite comparé les résultats de son analyse documentaire aux informations recueillies lors de ces entretiens afin d'affiner sa compréhension des principaux enseignements tirés de l'expérience de reconstruction américaine en Afghanistan.

ANNEXE B : BIBLIOGRAPHIE SÉLECTIVE

Au cours de son activité, le SIGAR a publié près de 900 rapports, dont des audits de performance et financiers, des inspections, des évaluations, des listes d'entités à haut risque, des témoignages devant le Congrès, des rapports trimestriels au Congrès et des rapports de retour d'expérience. Certains de ces travaux sont présentés ci-dessous :

Rapports du SIGAR •

- SIGAR. Un système d'aide défaillant : l'acheminement de l'aide américaine aux zones contrôlées par les talibans Afghanistan. SIGAR 25-29-LL. 2025. <https://www.sigar.mil/Reports/Article-Display/Article/4273547/a-broken-aid-system-delivering-us-assistance-to-taliban-controlled-afghanistan/>.
- SIGAR. Société civile afghane : La prise de pouvoir des talibans risque d'anéantir 20 ans de progrès. Réalisations en matière de reconstruction. SIGAR 23-02-IP. 2022. <https://www.sigar.mil/Reports/Article-Display/Article/3997681/afghan-civil-society-the-talibans-takeover-risks-undoing-20-years-of-reconstruc/>.
- SIGAR. Enquête sur le Fonds afghan : Réponse au Comité des affaires étrangères de la Chambre des représentants des États-Unis. SIGAR 24-07-LL. 2024. <https://www.sigar.mil/Reports/Article-Display/Article/3987080/afghan-fund-inquiry-response-to-the-us-house-foreign-affairs-committee/>.
- SIGAR. Envois de fonds vers l'Afghanistan : L'ONU a acheté et transporté plus de 2,9 milliards de dollars vers l'Afghanistan pour mettre en œuvre l'aide humanitaire. SIGAR 24-12-IP. 2024. <https://www.sigar.mil/Reports/Article-Display/Article/3997649/cash-shipments-to-afghanistan-the-un-has-purchased-and-transported-more-than-29/>.
- SIGAR. Effondrement des forces nationales de défense et de sécurité afghanes : évaluation des facteurs ayant conduit à leur disparition. SIGAR 22-22-IP. 2022. <https://www.sigar.mil/Reports/Article-Display/Article/3997714/collapse-of-the-afghan-national-defense-and-security-forces-an-assessment-of-th/>.
- SIGAR. La corruption en temps de conflit : leçons tirées de l'expérience américaine en Afghanistan. SIGAR 16-58-LL. 2016. <https://www.sigar.mil/Reports/Article-Display/Article/4020349/corruption-in-conflict-lessons-from-the-us-experience-in-afghanistan/>.
- SIGAR. Lutte contre les stupéfiants : Leçons tirées de l'expérience américaine en Afghanistan. SIGAR 18-52-LL. 2018. <https://www.sigar.mil/Reports/Article-Display/Article/4020322/counternarcotics-lessons-from-the-us-experience-in-afghanistan/>.
- SIGAR. Responsabilité partagée : Leçons tirées des efforts d'assistance du secteur de la sécurité américain en Afghanistan. SIGAR 19-39-LL. 2019. <https://www.sigar.mil/Reports/Article-Display/Article/4018728/divided-responsibility-lessons-from-us-security-sector-assistance-efforts-in-af/>.

- SIGAR. Élections : Leçons tirées de l'expérience américaine en Afghanistan. SIGAR 21-16-LL. 2021. <https://www.sigar.mil/Reports/Article-Display/Article/4000139/elections-lessons-from-the-us-experience-in-afghanistan/>.

- SIGAR. Leçons tirées : capitaliser et institutionnaliser les enseignements des efforts de stabilisation complexes. SIGAR 17-15-LL. 2015. <https://www.sigar.mil/Reports/Article-Display/Article/4020376/learning-lessons-capturing-and-institutionalizing-lessons-from-complex-stabiliz/>.

- SIGAR. Leçons tirées de la coalition : expériences internationales de la reconstruction de l'Afghanistan. SIGAR 16-59-LL. 2016. <https://www.sigar.mil/Reports/Article-Display/Article/4020346/lessons-from-the-coalition-international-experiences-from-the-afghanistan-recon/>.

- SIGAR. Police en situation de conflit : Leçons tirées de l'expérience américaine en Afghanistan. SIGAR 22-23-LL. 2022. <https://www.sigar.mil/Reports/Article-Display/Article/3985449/police-in-conflict-lessons-from-the-us-experience-in-afghanistan/>.

- SIGAR. Développement du secteur privé et croissance économique : leçons tirées des États-Unis Expérience en Afghanistan. SIGAR 18-38-LL. 2018. <https://www.sigar.mil/Reports/Article-Display/Article/4020336/private-sector-development-and-economic-growth-lessons-from-the-us-experience-i/>.

- SIGAR. Reconstruction des forces nationales de défense et de sécurité afghanes : enseignements tirés D'après l'expérience américaine en Afghanistan. SIGAR 17-62-LL. 2017. <https://www.sigar.mil/Rapports/Article-Affichage/Article/4020341/reconstruire-les-forces-de-défense-et-de-sécurité-nationales-afghanes-leçons-de-la/>.

- SIGAR. Réintégration des ex-combattants : enseignements tirés de l'expérience américaine Afghanistan. SIGAR 19-58-LL. 2019. <https://www.sigar.mil/Reports/Article-Display/Article/4020316/réintégration-des-ex-combattants-leçons-de-l'expérience-américaine-en-afghanistan/>.

- SIGAR. Stabilisation : Leçons tirées de l'expérience américaine en Afghanistan. SIGAR 18-48-LL. 2018. <https://www.sigar.mil/Reports/Article-Display/Article/4020331/stabilization-lessons-from-the-us-experience-in-afghanistan/>.

- SIGAR. Dotation en personnel de la mission : Leçons tirées de la reconstruction de l'Afghanistan par les États-Unis. SIGAR 25-05-LL. 2024. <https://www.sigar.mil/Reports/Article-Display/Article/3985435/dotation-en-personnel-la-mission-leçons-de-la-reconstruction-américaine-de-l'Afghanistan/>.

- SIGAR. Situation de l'éducation en Afghanistan : les politiques des talibans ont entraîné un accès restreint à l'éducation et une baisse de sa qualité. SIGAR 24-01-IP. 2023. <https://www.sigar.mil/Reports/Article-Display/Article/3997652/status-of-education-in-afghanistan-taliban-policies-have-resulted-in-restricted/>.

- SIGAR. État du financement et des activités américaines en Afghanistan : l'aide budgétaire a pris fin, l'aide hors budget se poursuit et des opportunités pourraient exister pour les États-Unis.
Les agences vont recouvrer certains fonds non liquidés. SIGAR 22-20-IP. 2022. <https://www.sigar.mil/Reports/Article-Display/Article/3998356/status-of-us-funding-and-activities-for-afghanistan-reconstruction-on-budget-as/>.
- SIGAR. Le risque de faire parfaitement la mauvaise chose : suivi et évaluation des contrats de reconstruction en Afghanistan. SIGAR 21-41-LL. 2021. <https://www.sigar.mil/Reports/Article-Display/Article/4000132/the-risk-of-doing-the-wrong-thing-perfectly-monitoring-and-evaluation-of-recons/>.
- SIGAR. Détournement de fonds en Afghanistan : Évaluation des allégations concernant le président Ghani et d'anciens hauts responsables afghans. SIGAR 22-35-IP. 2022. <https://www.sigar.mil/Reports/Article-Display/Article/3997694/theft-of-funds-from-afghanistan-an-assessment-of-allegations-concerning-preside/>.
- SIGAR. Envois de devises américaines vers l'Afghanistan : les envois de l'ONU ont stabilisé la situation.
L'économie afghane profite aux talibans. SIGAR 24-32-IP. 2024. <https://www.sigar.mil/Reports/Article-Display/Article/3997643/us-currency-shipments-to-afghanistan-un-shipments-stabilized-the-afghan-economy/>.
- SIGAR. Fonds et équipements fournis par les États-Unis à l'Afghanistan : évaluation de l'accès des talibans aux ressources restant dans le pays après l'effondrement du gouvernement afghan. SIGAR 23-04-IP. 2022. <https://www.sigar.mil/Reports/Article-Display/Article/3997671/us-provided-funds-and-equipment-to-afghanistan-an-assessment-of-taliban-access/>.
- SIGAR. Ce que nous devons apprendre : les leçons tirées de vingt ans de reconstruction de l'Afghanistan.
SIGAR 21-46-LL. 2021. <https://www.sigar.mil/Reports/Article-Display/Article/4000123/what-we-need-to-learn-lessons-from-twenty-years-of-afghanistan-reconstruction/>.
- SIGAR. Pourquoi le gouvernement afghan s'est effondré. SIGAR 23-05-IP. 2022. <https://www.sigar.mil/Reports/Article-Display/Article/3997664/why-the-afghan-government-collapsed/>.
- SIGAR. Pourquoi les forces de sécurité afghanes se sont effondrées. SIGAR 23-16-IP. 2023. <https://www.sigar.mil/Reports/Article-Display/Article/3997656/why-the-afghan-security-forces-collapsed/>.

Listes à haut risque •

- SIGAR. Liste à haut risque : Rapport sur les domaines de programme et les éléments de l'effort de reconstruction particulièrement vulnérables au gaspillage, à la fraude et aux abus. SIGAR. 2014. <https://www.sigar.mil/Reports/Article-Display/Article/3999880/high-risk-list-report-on-program-areas-and-elements-of-reconstruction-effort-th/>.
- SIGAR. Liste des risques élevés : un rapport met en lumière les principales menaces pesant sur la mission de reconstruction américaine en Afghanistan. SIGAR 17-25-HRL. 2017. <https://www.sigar.mil/Reports/Article-Display/Article/3999876/high-risk-list-report-highlights-greatest-threats-to-us-reconstruction-mission/>.

- SIGAR. Liste des risques élevés : un rapport met en lumière les menaces les plus sérieuses pesant sur les efforts de reconstruction américains en Afghanistan. SIGAR 19-25-HRL. 2019. <https://www.sigar.mil/Reports/Article-Display/Article/3999869/high-risk-list-report-highlights-most-serious-threats-to-us-reconstruction-effo/>.
- SIGAR. Liste des risques élevés : un rapport met en lumière les principales sources de risques pour les efforts de reconstruction américains en Afghanistan. SIGAR-21-22-HRL. 2021. <https://www.sigar.mil/Reports/Article-Display/Article/3999863/high-risk-list-report-highlights-major-sources-of-risk-to-us-reconstruction-eff/>.
- SIGAR. Liste des risques élevés : ce rapport met en lumière les principales sources de risques pour l'aide américaine. efforts en Afghanistan. SIGAR 23-21-HRL. 2023. <https://www.sigar.mil/Reports/Article-Display/Article/3999854/high-risk-list-report-highlights-major-sources-of-risk-to-us-assistance-efforts/>.

ANNEXE C : SIGAR A ÉTÉ RECONNU POUR COURAGE ET EXCELLENCE

Depuis sa création, le SIGAR a été reconnu pour l'impact et l'excellence de son travail par le Conseil des inspecteurs généraux pour l'intégrité et l'efficacité (CIGIE).

Le CIGIE a été créé par le Congrès en 2008 afin de promouvoir le professionnalisme et la coordination entre les plus de 70 bureaux d'inspecteurs généraux du gouvernement fédéral. Chaque année, le CIGIE récompense les réalisations de ces bureaux à travers diverses catégories de prix. Parmi ces prix, on trouve notamment le « Prix Sentner pour le dévouement et le courage », qui distingue l'altruisme, le sens du devoir et le courage.

Une autre distinction spéciale, le « Prix Glenn/Roth pour services exemplaires », récompense un travail d'une valeur inestimable pour le Congrès. La plupart des prix du CIGIE sont des « Prix d'excellence » qui distinguent des réalisations importantes et significatives pour une agence ou pour l'ensemble de la communauté des inspecteurs généraux, et qui témoignent d'un haut niveau de compétence, de dévouement et d'impact. Ces prix d'excellence peuvent être décernés dans l'une des 13 catégories suivantes : audits, enquêtes, évaluations, inspections, interventions multidisciplinaires et actes spéciaux non couverts par ces 13 domaines.

De 2010 à 2024, SIGAR a reçu 34 prix CIGIE, dont 5 prix spéciaux. CIGIE a également récompensé SIGAR à 29 reprises pour l'excellence de ses équipes et de ses collaborateurs, pour un large éventail d'initiatives et de produits, notamment des audits, des inspections, des évaluations, des enquêtes, des analyses de retours d'expérience et des rapports trimestriels.

CIGIE a décerné à SIGAR 5 prix spéciaux pour son courage et son service au Congrès.

CIGIE a honoré le personnel de SIGAR en leur décernant quatre prix Sentner pour leur courage, leur altruisme et leur dévouement au devoir :

- En 2011, Albert Huntington, directeur principal de l'audit, et Milton, auditeur en chef Naumann et l'analyste de programme Paula Braun ont fait preuve d'une performance exemplaire dans un environnement difficile et dangereux, tout en examinant les urgences du commandant Projets du Programme de réponse dans la province de Laghman.
- En 2013, l'agent spécial Peter Hughes a été honoré pour son courage et son dévouement exceptionnels. altruisme dans la détection des fraudes des entrepreneurs qui ont causé des dommages considérables à la sécurité vulnérabilités et ont permis les attentats à la bombe en bord de route en Afghanistan.
- En 2014, pour son courage sous le feu ennemi lors de la défense du consulat américain à Hérat, Médaille spéciale L'agent Jeffrey Millsagle a reçu le prix du département d'État américain pour Héroïsme et prix CIGIE Sentner pour le dévouement et le courage. Millsagle avait déjà survécu à une autre attaque coordonnée très grave alors qu'il était en poste à SIGAR sur une base militaire de la province de Khost, dans l'est de l'Afghanistan.
- En 2015, quatre auditeurs du SIGAR et trois agents spéciaux ont été distingués pour leur courage, un altruisme hors du commun et un dévouement au devoir dans un environnement dynamique travaux d'audit et d'enquête pour appuyer le gouvernement afghan dans le développement de son capacité de recouvrement des recettes pour améliorer sa viabilité à long terme.

En outre, en 2018, le CIGIE a décerné le prix Glenn/Roth pour services exemplaires afin de récompenser les auditeurs et le personnel ayant répondu aux demandes du Congrès concernant la mise en œuvre des « lois Leahy » et les allégations d'agressions sexuelles commises par les forces de sécurité afghanes. Suite à ces demandes, le Congrès a adopté une nouvelle loi visant à améliorer le signalement des incidents afin de mieux protéger les enfants afghans.

SIGAR a reçu 29 prix d'excellence.

Une grande partie des travaux d'audit et d'enquête du SIGAR a porté sur l'aide militaire et économique ainsi que sur la lutte contre la corruption, domaines dans lesquels son impact a été le plus important. Par ailleurs, le SIGAR a été reconnu pour ses approches novatrices en matière de communication d'informations trimestrielles au Congrès et pour l'élaboration d'une analyse globale et pangouvernementale de l'aide américaine à l'Afghanistan, grâce à son programme « Leçons apprises ». Au total, le SIGAR a reçu 11 prix d'excellence en matière d'audits, 9 prix d'excellence en matière d'enquêtes et 9 prix d'excellence dans diverses autres catégories, comme indiqué ci-dessous.

Prix d'excellence en audit

- 2010 – pour le renforcement du Haut Bureau de surveillance de l'Afghanistan
- 2011 – pour assurer une utilisation efficace des ressources et minimiser le gaspillage potentiel de 11,4 milliards de dollars pour la construction de près de 900 installations des forces de sécurité nationales afghanes
- 2012 – pour avoir identifié des mesures visant à améliorer la responsabilité du ministère de la Défense concernant plus de 52 000 véhicules fournis aux forces de sécurité afghanes et d'une valeur de 4 milliards de dollars.
- 2013 – pour avoir identifié des actions visant à prévenir le gaspillage de millions de dollars en frais d'entretien véhicules détruits ou disparus utilisés par la police nationale afghane
- 2014 – pour avoir identifié des millions de dollars d'impôts indûment perçus aux États-Unis entrepreneurs soutenant les programmes de reconstruction en Afghanistan
- 2014 – pour identifier les faiblesses de la surveillance et améliorer l'efficacité et l'efficacité des dépenses de 772 millions de dollars consacrées à l'exploitation, à la maintenance et au soutien de l'Afghanistan Escadron des missions spéciales
- 2016 – pour avoir identifié les faiblesses et les défis liés à la planification, à l'exécution et au maintien de 488 millions de dollars d'investissements américains destinés à améliorer l'industrie extractive afghane
- 2018 – pour avoir mis en évidence la mauvaise gestion d'un système électrique de 60 millions de dollars qui n'a apporté aucun avantage concret à un million d'Afghans et a entraîné un gaspillage des fonds du gouvernement américain.
- 2019 – pour évaluer la mise en œuvre par le gouvernement afghan de sa politique nationale de lutte contre le terrorisme stratégie de lutte contre la corruption et plans d'action des ministères
- 2020 – pour la poursuite des évaluations de la mise en œuvre par le gouvernement afghan de son stratégie nationale de lutte contre la corruption et plans d'action des ministères
- 2020 – pour avoir fourni des informations cruciales à la prise de décision du Congrès et permis d'économiser plus de 460 millions de dollars dans le programme d'hélicoptères UH-60 en Afghanistan

Prix d'excellence en matière d'enquêtes

- 2012 – pour avoir enquêté et poursuivi avec succès une escroquerie visant à frauder le gouvernement américain en Afghanistan, démantelé un réseau de trafic d'héroïne et renforcé la confiance du public dans la capacité du gouvernement à détecter les fraudes.

- 2015 – pour avoir atténué une fraude liée à un contrat de carburant afghan d'une valeur de près d'un milliard de dollars, ce qui a entraîné une action immédiate du président afghan et permis d'économiser plus de 200 millions de dollars de fonds publics américains. • 2015 – pour une enquête conjointe ayant permis de recouvrer 31,5 millions de dollars pour les États-Unis. gouvernement en raison de fausses facturations et de surfacturations de marchandises afghanes • 2016 – pour une collaboration exceptionnelle avec les agences d'enquête fédérales
 - 2017 – Détection réussie d'un système de vol de carburant ayant mené à de multiples poursuites et à 26,8 millions de dollars d'amendes et de saisies • 2019 – Performance exemplaire d'une équipe inter-agences dans le cadre d'une enquête sur le vol de 700 000 gallons de carburant en Afghanistan, ayant abouti à un règlement civil à l'amiable de plus de 5 millions de dollars ordonné par le tribunal • 2019 – Performance d'équipe exceptionnelle de plusieurs organismes d'application de la loi et
- Des services juridiques travaillant en parallèle sur des procédures pénales, civiles et administratives ont permis la confiscation de plus de 25 millions de dollars et plusieurs exclusions pour une durée de 20 ans. • 2020 – Performance exceptionnelle d'une équipe composée de plusieurs agences, ayant permis de récupérer 45 millions de dollars. Règlement à l'amiable et amendes de 500 000 \$
- 2021 – Performance d'équipe exemplaire du SIGAR, du Bureau fédéral d'enquête (FBI) et du ministère de la Justice dans l'enquête sur les agissements criminels d'Adam Doost liés au secteur minier et extractif en Afghanistan

Prix d'excellence pour les actes spéciaux concernant les rapports trimestriels, les audits financiers et les initiatives de retour d'expérience

- 2014 – Reconnaissance de l'équipe du rapport trimestriel du SIGAR pour avoir fourni des données exhaustives et des analyses opportunes, essentielles au Congrès pour superviser plus de 103 milliards de dollars destinés à la reconstruction de l'Afghanistan et prendre des décisions éclairées afin de limiter la fraude, le gaspillage et les abus.
- 2014 – reconnaissance du personnel du service juridique pour l'élaboration et la mise en œuvre d'un programme complet de suspension et d'exclusion, ayant entraîné des centaines de signalements et d'exclusions sur une période de 3 ans.
- 2015 – à l'équipe d'audit financier en reconnaissance de son initiative extraordinaire dans L'identification de lacunes dans la couverture des audits financiers des contrats de reconstruction de l'Afghanistan pourrait permettre de recouvrer plus de 100 millions de dollars de fonds du gouvernement américain.
- 2016 – L'équipe chargée du rapport trimestriel a de nouveau été reconnue pour avoir fourni une source constante de données et d'analyses complètes, nécessaires au Congrès pour superviser les 113 milliards de dollars alloués à la reconstruction de l'Afghanistan. • 2018 – Identification des enseignements tirés du programme d'assistance sécuritaire américain en Afghanistan, d'une durée de 17 ans et d'un montant de 70 milliards de dollars. • 2019 – Reconnaissance du Programme d'analyse des enseignements tirés, qui a permis d'identifier des leçons. Cette approche, fondée sur une vision à plus long terme, une portée plus large et une approche pangouvernementale, a permis d'apprendre et a influencé la politique, la doctrine et la législation américaines.
- 2020 – Le programme « Leçons apprises » du SIGAR a de nouveau été reconnu pour avoir identifié les leçons tirées en adoptant une approche gouvernementale à plus long terme, plus large et globale qui a influencé la politique, la doctrine et la législation américaines.

Prix d'excellence en multidisciplinarité

- 2013 – Collaboration exceptionnelle dans la réalisation d'audits, d'enquêtes et de projets spéciaux visant à prévenir le gaspillage et le vol de milliards de dollars de carburant en Afghanistan

Prix d'excellence en matière d'évaluations

- 2020 – Les analystes et ingénieurs du SIGAR sont reconnus pour un portefeuille d'inspections de premier plan aux résultats significatifs liés au secteur énergétique afghan



NOTES DE FIN

1 Loi d'autorisation de la défense nationale pour l'exercice financier 2008, Pub. L. No. 110-181, 122 Stat. 385 (2008).

2 Loi d'autorisation de la défense nationale pour l'exercice financier 2008, Pub. L. No. 110-181, 122 Stat. 378 (2008).

3 Comme dans les rapports précédents sur les déchets, le SIGAR a quantifié la quantité Pour chaque cas de gaspillage, de fraude ou d'abus, une fourchette de prix est utilisée afin de définir le montant minimal et maximal des fonds susceptibles d'être concernés, car les cas identifiés ne sont pas toujours quantifiables avec une valeur monétaire exacte. De plus, le gaspillage pouvant résulter du non-respect des lois ou des politiques, de défaillances du contrôle interne ou de décisions contraires aux politiques en vigueur, les cas de gaspillage identifiés ne sont pas toujours assortis d'une valeur monétaire.

4 Ce nombre exclut 153 recommandations formulées dans Rapports de SIGAR sur les enseignements tirés.

5 Maison Blanche, « Stratégie de sécurité nationale des États-Unis » États-Unis d'Amérique », septembre 2002.

6 SIGAR, Ce que nous devons apprendre : Leçons tirées de vingt ans de reconstruction de l'Afghanistan, SIGAR 21-46-LL, août 2021, pp. viii–xi.

7 Loi d'autorisation de la défense nationale pour l'exercice financier 2008, Pub. L. No. 110-181, 122 Stat. 385 (2008).

8 Loi d'autorisation de la défense nationale pour l'exercice financier 2008, Pub. L. No. 110 -181, § 1229.

9 Cela n'inclut pas les fonds dépensés pour les opérations de guerre américaines. Cette dernière relève de la compétence de l'inspecteur général du ministère de la Défense.

10 5 USC § 401, et seq.

Le financement total de la reconstruction s'élève à 16,3 milliards de dollars. affectés aux opérations de l'agence, dont le poste le plus important était celui des programmes diplomatiques (12 milliards de dollars), et comprend le financement du SIGAR et d'autres entités de surveillance.

12 Le financement de la reconstruction lié à la sécurité est distinct de Le financement des opérations militaires américaines est défini par la loi comme incluant les efforts visant à « établir ou rétablir une institution politique ou sociale en Afghanistan », telle que les Forces nationales de défense et de sécurité afghanes. Pub. L. No. 110-181, § 1229(i)(2); SIGAR, Rapport trimestriel au Congrès des États-Unis, SIGAR-2025-QR-3, 30 juillet 2025, pp. 84–86.

13 SIGAR, Rapport trimestriel au Congrès des États-Unis, SIGAR-2014-QR-3, 30 juillet 2014, p. 4.

14 SIGAR, Rapport trimestriel, SIGAR-2014-QR-3, p. 4.

15 SIGAR, Rapport trimestriel, SIGAR-2025-QR-3, p. 85.

16 En plus des crédits alloués, les États-Unis Le gouvernement a transféré 3,5 milliards de dollars de réserves de la banque centrale afghane au Fonds pour le peuple afghan (Fonds afghan), basé en Suisse. Bien qu'aucun versement n'ait encore été effectué au profit du peuple afghan, le Fonds vise à préserver la stabilité financière et macroéconomique du pays, notamment en recapitalisant la banque centrale afghane, en remboursant la dette contractée auprès des institutions financières internationales afin de maintenir l'éligibilité de l'Afghanistan à l'aide au développement, et en finançant les importations essentielles. (SIGAR, Rapport trimestriel, SIGAR-2025-QR-3, p. 84–86 ; SIGAR, Réponse à la commission des affaires étrangères de la Chambre des représentants des États-Unis concernant le Fonds afghan, SIGAR-24-07-LL, 4 janvier 2024).

17 SIGAR, Rapport trimestriel, SIGAR-2025-QR-3, pp. 73, 85.

18 SIGAR, Rapport trimestriel au Congrès des États-Unis, SIGAR-2021-QR-3, 30 juillet 2021, p. 35. Le SMW était une unité d'opérations spéciales de l'ASSF et effectuait des missions de lutte contre le terrorisme et le trafic de stupéfiants. SIGAR, Forces aériennes afghanes : Les États-Unis ont réduit leur rôle de conseil en matière de vérification des antécédents des recrues de l'AAF et du SMW, et le ministère afghan de la Défense ne dispose pas des ressources nécessaires pour vérifier les antécédents de toutes les recrues et de tout le personnel, SIGAR 21-03-AR, 8 avril 2022, p. 1.

19 SIGAR, Rapport trimestriel, SIGAR-2025-QR-3, p. 75.

20 SIGAR, Rapport trimestriel, SIGAR-2025-QR-3, pp. 75, 85.

21 SIGAR, Rapport trimestriel, SIGAR-2025-QR-3, pp. 78, 85.

22 SIGAR, Stabilisation : Leçons tirées des États-Unis Expérience en Afghanistan, SIGAR-18-48-LL, 24 mai 2018, p. 91 ; Loi de crédits supplémentaires d'urgence pour la défense et la reconstruction de l'Irak et de l'Afghanistan, 2004, Pub. L. n° 108-106, §1110 (2003) ; SIGAR, Développement du secteur privé et croissance économique : Leçons tirées de l'expérience américaine en Afghanistan, SIGAR-18-38-LL, 21 avril 2018, p. 148.

23 SIGAR, Rapport trimestriel au Congrès des États-Unis, SIGAR-2021-QR-4, 30 octobre 2021, p. 51 ; SIGAR, Programme d'intervention d'urgence du commandant, SIGAR 18-45-AR, 30 avril 2018, p. 4.

24 SIGAR, Rapport trimestriel, SIGAR-2025-QR-3, p. 85.

25 SIGAR, Rapport trimestriel, SIGAR-2025-QR-3, p. 84.

L'analyse du SIGAR (26) a révélé que les frontières sectorielles n'étaient pas rigides, de nombreuses obligations finançant des activités aux objectifs transversaux. Par exemple, les subventions allouées à la lutte contre les stupéfiants, destinées à endiguer la culture illicite du pavot, ont pu également contribuer à l'amélioration des pratiques agricoles. Autre exemple : le compte CERP a engagé des fonds dans neuf secteurs : agriculture, renforcement des capacités et gouvernance, lutte contre les stupéfiants, croissance économique, éducation, santé, aide humanitaire, infrastructures et stabilité. Ces fonds visaient non seulement à améliorer le secteur concerné, mais aussi à renforcer la stabilité.

27 SIGAR, Rapport trimestriel, SIGAR-2021-QR-4, pp. 58–59 ; SIGAR, Rapport trimestriel, SIGAR-2023-QR-3, p. 42; SIGAR, Rapport trimestriel, SIGAR-2025-QR-3, p. 82.

28 SIGAR, Rapport trimestriel, SIGAR-2021-QR-4, p. 62.

29 SIGAR, Rapport trimestriel, SIGAR-2021-QR-4, pp. 43, 99.

30 Pub. L. n° 110-181, § 1229(i)(1)(E).

31 Pub. L. No. 110-181, § 1229(i)(2).

32 SIGAR, Rapport trimestriel, SIGAR-2021-QR-4, pp. 44–45; SIGAR, Rapport trimestriel, SIGAR-2022-QR-4, pp. 49–50.

33e rapport de l'inspecteur général du DoD, audit de la gestion financière du DoD Fonds des forces de sécurité afghanes (DODIG-2023-082), 9 juin 2023, <https://www.dodig.mil/reports>.

34 SIGAR, Rapport trimestriel, SIGAR-2025-QR-3, pp. 74–75.

35 SIGAR, Rapport trimestriel, SIGAR-2025-QR-3, pp. 74–75.

36 SIGAR, Lettre d'examen : Gaspillage, fraude et abus mis au jour par le SIGAR, SIGAR 18-60-SP, 17 juillet 2018.

37 SIGAR, Mise à jour sur la quantité de gaspillage, de fraude et d'abus découverts grâce au travail de surveillance du SIGAR entre le 1er janvier 2018 et le 31 décembre 2019, SIGAR 21-05-SP, 15 octobre 2020.

38 SIGAR définit les « rapports de performance » comme un audit de performance Sont inclus dans cette définition les rapports d'évaluation, d'inspection, de projets spéciaux, les rapports de retour d'expérience et autres publications du SIGAR. Sont exclus de cette définition les rapports d'audit financier du SIGAR, qui font l'objet d'un traitement distinct, les rapports sur les listes à haut risque, les rapports de témoignages devant le Congrès, les rapports d'enquête et le rapport trimestriel du SIGAR au Congrès américain. Les 793 rapports de performance et financiers comprennent 476

- audits de performance, évaluations, inspections et autres des rapports, 297 audits financiers et 20 documents de retour d'expérience.
- 39 Les 496 rapports de performance publiés comprennent 476 audits de performance, évaluations, inspections et autres rapports, ainsi que 20 rapports de leçons apprises.
- 40 SIGAR, Lutte contre les stupéfiants : Leçons tirées des États-Unis Expérience en Afghanistan, SIGAR-18-52-LL, 13 juin 2018.
- 41 Ce chiffre représente les programmes américains axés de manière significative sur la lutte contre les stupéfiants.
- 42 SIGAR, La corruption en temps de conflit : leçons tirées des États-Unis Expérience en Afghanistan, SIGAR-16-58-LL, 14 septembre 2016 ; SIGAR, Reconstruction des forces de sécurité et de défense nationales afghanes : enseignements tirés de l'expérience américaine en Afghanistan, SIGAR-17-62-LL, 21 septembre 2017 ; SIGAR, Développement du secteur privé et croissance économique : enseignements tirés de l'expérience américaine en Afghanistan, SIGAR 18-38-LL, 19 avril 2018 ; SIGAR, Stabilisation, SIGAR-18-48-LL ; SIGAR, Lutte contre les stupéfiants, SIGAR-18-52-LL.
- 43 Alors que le SIGAR a publié de nombreux rapports sur le TFBSO Outre la programmation, le SIGAR a également publié un rapport de synthèse résumant ses conclusions générales sur l'efficacité du TFBSO. Voir : SIGAR, DOD Task Force for Business and Stability Operations : \$675 Million in Spending Led to Mixed Results, Waste, and Unsustained Projects, SIGAR 18-19-AR, 4 janvier 2018. De plus, le SIGAR a témoigné à plusieurs reprises devant le Congrès au sujet de la programmation et de l'efficacité du TFBSO. Voir : SIGAR, Testimony Before the Subcommittee on Readiness and Management Support US Senate, DOD Task Force for Business and Stability Operations in Afghanistan : Preliminary Results Show Serious Management and Oversight Problems, SIGAR 16-14-TY, 20 janvier 2015 ; SIGAR, Testimony Before the
- Sous-comité de surveillance du Comité des forces armées et enquêtes de la Chambre des représentants des États-Unis, du ministère de la Défense Groupe de travail pour les opérations commerciales et de stabilité Afghanistan : Examen des principaux points saillants des dépenses Problèmes graves de gestion et de supervision, SIGAR 16-29-TY, 15 avril 2016.
- 44 SIGAR, Lettre d'examen : Fraude et abus liés aux déchets mis au jour par SIGAR, SIGAR 18-60-SP, 17 juillet 2018 ; SIGAR, Lettre d'enquête : Mise au rebut de 16 avions G222 à l'aéroport international de Kaboul, SIGAR 15-02-SP, 3 octobre 2014.
- 45 SIGAR, Revue : Centrale électrique de Tarakhil, SIGAR 15-80-SP, 7 août 2015.
- L'OPIC (Office for Public Investment Commission) a été créée par le Congrès en 1969 et avait pour mission de promouvoir la croissance économique dans les pays en développement en encourageant les investissements privés américains, en finançant ces investissements par le biais de prêts directs et en les assurant contre un large éventail de risques politiques. En 2018, une loi a fusionné l'OPIC avec la nouvelle United States International Development Finance Corporation (USIDFC).
- SIGAR, Lettre d'examen : Abandon des projets OPIC à Kaboul, SIGAR 17-13-SP, 14 novembre 2016.
47. La fraude est définie comme l'acte d'obtenir quelque chose de valeur. La fraude résulte de fausses déclarations intentionnelles et est déterminée par le système judiciaire ou tout autre système d'adjudication. Ainsi, les cas présumés de fraude constatés par la Direction des audits et des inspections du SIGAR dans le cadre de ses travaux ont été transmis à la Direction des enquêtes du SIGAR.
- 48 SIGAR, État des efforts américains pour développer des appels d'offres extractifs : 125 millions de dollars dépensés sans aucun contrat actif, SIGAR-18-58-SP, 5 juillet 2018.
- 49 SIGAR, Fonds et équipements fournis par les États-Unis à Afghanistan : une évaluation de l'accès des talibans aux actifs restés dans le pays lors de l'effondrement du gouvernement afghan, SIGAR 23-04-IP, 9 novembre 2022, p. 2.
- 50 Ce montant comprenait 11,4 milliards de dollars de transferts gouvernementaux à Les transferts gouvernementaux comprennent 10,5 milliards de dollars du ministère de la Défense, 776,8 millions de dollars de l'USAID et 85,2 millions de dollars du département d'État. Ce montant comprenait également près de 6 milliards de dollars destinés à des fonds fiduciaires multilatéraux, dont 4,1 milliards de dollars pour l'ARTF, 1,7 milliard de dollars pour le LOTFA et 153,7 millions de dollars pour l'AITF (voir SIGAR, Rapport trimestriel au Congrès des États-Unis, SIGAR-2022-QR-3, 30 juillet 2022, p. 44).
- 51 Pub. L. No. 110-181, § 1229(a)(1). Loi d'autorisation de la défense nationale pour l'exercice financier 2008.
- 52 En novembre 2017, la responsabilité gouvernementale Le Bureau de la responsabilité gouvernementale (GAO) a publié un rapport examinant la coordination du contrôle entre les différents inspecteurs généraux chargés d'examiner les dépenses d'aide en Afghanistan. Ce rapport a conclu qu'aucun des rapports SIGAR examinés ne comportait d'objectifs redondants, la supervision étant assurée par d'autres organisations. GAO, « Un accord documenté sur certains rôles et responsabilités pourrait renforcer la coordination en Afghanistan », GAO-18-6, 2 novembre 2017.
- 53 Les audits financiers du SIGAR n'ont pas examiné les contrats à prix fixe car ces coûts sont négociés à l'avance.
- 54 Le SIGAR a créé son Bureau des projets spéciaux en réponse Des rapports ont été adressés à des membres du Congrès, à d'anciens ambassadeurs et à de hauts commandants militaires, soulignant l'importance de disposer de rapports opportuns et exploitables pour les aider à évaluer les problèmes et à prendre des décisions politiques. Bien que le Bureau des projets spéciaux du SIGAR soit distinct de la Direction des audits et des inspections, ses rapports ont été inclus dans les totaux de cette dernière aux fins du présent rapport.
- 55 Les crédits sont des montants que le Congrès a alloués aux États-Unis Les agences sont autorisées à engager des dépenses à des fins spécifiques qui entraîneront une utilisation immédiate ou future des fonds publics. Ces engagements correspondent aux dépenses effectuées par les agences américaines sur les montants alloués. Au total, le Congrès a alloué 148,2 milliards de dollars à la reconstruction de l'Afghanistan, dont 138 milliards ont été engagés par les agences américaines : 122,3 milliards pour les activités de reconstruction et 15,7 milliards pour le fonctionnement des agences, qui ne relevait pas du champ d'audit du SIGAR.
- 56 SIGAR, Malgré les améliorations apportées aux systèmes de gestion du personnel du ministère de l'Intérieur, des mesures supplémentaires sont nécessaires pour vérifier intégralement les coûts salariaux et les effectifs de la Police nationale afghane (PNA), SIGAR 11-10-AR, 25 avril 2011. SIGAR, Police nationale afghane : Plus de 300 millions de dollars de salaires annuels financés par les États-Unis sont basés sur des données partiellement vérifiées ou rapprochées, 15-26-AR, 7 janvier 2015. SIGAR, Armée nationale afghane : Des millions de dollars menacés par un contrôle insuffisant des données relatives au personnel et à la paie, SIGAR 15-54-AR, 23 avril 2015. SIGAR, Paiements de salaires du ministère de la Défense au ministère afghan de la Défense : Le ministère de la Défense n'a pas utilisé le système APPS comme prévu et des faiblesses du contrôle interne soulèvent des questions quant à l'exactitude de 232 millions de dollars de salaires versés, SIGAR 22-34-AR, juillet 22, 2022.
- 57e SIGAR, Forces nationales de sécurité afghanes : Supplémentaire Mesures nécessaires pour réduire le gaspillage dans les projets de construction planifiés et en cours d'une valeur de 4,7 milliards de dollars, SIGAR 13-18-AR, 13 septembre 2013.
- 58 SIGAR, Installation de commandement et de contrôle de 36 millions de dollars au camp Leatherneck, Afghanistan : Indésirable, inutile et inutilisée, SIGAR 15-57-SP, 20 mai 2015.

59 SIGAR, Forces nationales de défense et de sécurité afghanes : le DOD doit améliorer la gestion et la supervision des uniformes et des équipements, SIGAR 17-40 AR, 25 avril 2017.

60 SIGAR, Mesures nécessaires pour améliorer la fiabilité des évaluations des forces de sécurité afghanes, SIGAR 10-11-AR, 29 juin 2010 ; SIGAR, Installations des forces de sécurité nationales afghanes : préoccupations relatives au financement, à la supervision et à la pérennité des opérations et de la maintenance, SIGAR 13-1-AR, 30 octobre 2012 ; SIGAR, Forces de sécurité nationales afghanes : Malgré les succès rapportés, des préoccupations persistent quant aux résultats du programme d'alphabétisation, à la supervision des contrats, à la transition et au maintien en condition opérationnelle, SIGAR 14-30-AR, 28 janvier 2014 ; SIGAR, Forces de sécurité nationales afghanes : Mesures nécessaires pour améliorer les plans de maintien des efforts d'évaluation des capacités, SIGAR 14-33-AR, 5 février 2014 ; SIGAR, Brigade nationale du génie afghane : Malgré les États-Unis Efforts de formation, la brigade est incapable d'opérer de manière indépendante, SIGAR 16-15-AR, 22 janvier 2016 ; SIGAR, Gestion et supervision du carburant en Afghanistan : le ministère de la Défense prend des mesures pour améliorer la responsabilisation, mais des actions supplémentaires sont nécessaires, SIGAR 18-41-IP, 10 avril 2018 ; SIGAR, Forces nationales de défense et de sécurité afghanes : le ministère de la Défense manque de données sur les performances pour évaluer, surveiller et apprécier les conseillers affectés aux ministères de la Défense et de l'Intérieur, SIGAR 19-03-AR, 26 octobre 2018 ; SIGAR, Armée nationale afghane : le ministère de la Défense n'a pas effectué la supervision requise ni évalué les performances et la durabilité du programme de système aérien sans pilote ScanEagle de 174 millions de dollars, SIGAR 20-44-AR, 13 juillet 2020 ; SIGAR, Carburant pour les forces nationales de défense et de sécurité afghanes : mesures supplémentaires requises pour que le DOD transfère les responsabilités au gouvernement afghan, SIGAR 21-43-IP, 14 juillet 2021.

61e audience pour recueillir des témoignages sur la conclusion des opérations militaires en Afghanistan et les plans pour les futures opérations antiterroristes, devant les États-Unis Comité sénatorial des forces armées, 117e Congrès, p. 20 (28 septembre 2021) (déclaration de l'honorable Lloyd J. Austin III, secrétaire américain à la Défense).

62e SIGAR, Escadron des missions spéciales afghanes : Déménagement du ministère de la Défense Poursuite de l'achat d'avions d'une valeur de 771,8 millions de dollars que les Afghans ne peuvent ni exploiter ni entretenir, SIGAR 13-13-AR, 28 juin 2013.

63 SIGAR, Traitement médicamenteux en Afghanistan : Bilan général L'impact et la durabilité de plus de 40 millions de dollars de projets du Département d'État sont inconnus, SIGAR 19-49-AR, 12 juillet 2019.

64 SIGAR, Lutte contre le financement des menaces : les agences américaines ne Connaître le coût et l'impact complets de leurs efforts pour perturber le financement illicite du trafic de stupéfiants en Afghanistan, SIGAR 21-29-AR, 25 mars 2021.

65 SIGAR, le Haut Bureau de surveillance de l'Afghanistan a besoin Autorité, indépendance et Le soutien des donateurs pour devenir un outil efficace de lutte contre la corruption Institution, SIGAR Audit 10-2, 16 décembre 2009 ; SIGAR, Bureau de lutte contre la corruption, de contrôle et d'audit, Audit du SIGAR 10-8 avril 2010 ; SIGAR, Lutte contre la corruption/Stratégie et Planification, SIGAR 10-15, août 2010 ; SIGAR, Afghanistan Lutte contre la corruption : Le gouvernement afghan a A commencé à mettre en œuvre une stratégie anti-corruption, mais Des problèmes importants doivent être résolus, SIGAR 18-51-AR, 31 mai 2018 ; SIGAR, Agence afghane de lutte contre la corruption Efforts : Le gouvernement afghan a réalisé des progrès dans Respect des objectifs de sa stratégie anticorruption, mais De sérieux défis subsistent dans la lutte contre la corruption.

SIGAR 20-06-AR, 1er novembre 2019 ; SIGAR, Les efforts de l'Afghanistan en matière de lutte contre la corruption : la corruption est restée un problème grave au sein du gouvernement afghan et des mesures plus concrètes étaient nécessaires pour l'éradiquer, SIGAR 21-47-AR, 31 août 2021.

66 SIGAR, Les agences américaines ont fourni une formation et un soutien à la Force opérationnelle afghane chargée des crimes majeurs, mais les problèmes de rapports et de remboursement doivent être résolus, SIGAR 11-12-AR, 19 juillet 2011 ; SIGAR, Soutien au secteur de la justice en Afghanistan : les programmes du Département d'État nécessitent une meilleure gestion et un contrôle renforcé, SIGAR 14-26-AR, 24 janvier 2014 ; SIGAR, État de droit en Afghanistan : États-Unis Les agences manquent de stratégie et ne peuvent pas déterminer pleinement l'efficacité des programmes coûtant plus d'un milliard de dollars, SIGAR 15-68-AR, 1er juillet 2015.

67 SIGAR, Mesures nécessaires pour atténuer les incohérences et le manque de garanties concernant le soutien salarial américain aux employés du gouvernement afghan et aux conseillers techniques, SIGAR 11-5-AR, 29 octobre 2010 ; SIGAR, Soutien salarial : le Département d'État et l'USAID doivent tenir compte des recommandations antérieures du SIGAR concernant la protection des paiements aux employés du gouvernement afghan et aux conseillers techniques intégrés, SIGAR 17-56-AR, 25 juillet 2017.

68 SIGAR, Actifs financiers financés par les États-Unis en Afghanistan : Le gouvernement américain a dépensé plus de 2,4 milliards de dollars en actifs immobilisés qui étaient inutilisés ou abandonnés, qui n'ont pas été utilisés aux fins prévues, qui se sont détériorés ou qui ont été détruits, SIGAR 21-20-IP, 24 février 2021.

69 SIGAR, Expansion du réseau de transport d'électricité de l'USAID et Projet de connectivité : Le projet est en retard et des questions subsistent quant à la capacité du gouvernement afghan à utiliser et à maintenir la nouvelle infrastructure électrique, SIGAR 19-57-AR, 4 septembre 2019.

70 SIGAR, Infrastructures routières de l'Afghanistan : les défis de maintien en condition opérationnelle et le manque de réparations mettent en péril les investissements américains, SIGAR 17-11-AR, 27 octobre 2016.

71 SIGAR, Dortoirs pour femmes de l'Université Balkh : L'achèvement pourrait avoir au moins 2 ans de retard et les défauts de construction et de conception doivent être corrigés avant l'achèvement, SIGAR 17-41-IP, 25 avril 2017.

72 SIGAR, Services de santé en Afghanistan : Deux nouveaux hôpitaux financés par l'USAID pourraient ne pas être viables et les hôpitaux existants sont confrontés à des pénuries dans certains postes médicaux clés, SIGAR 13-9-AR, 29 avril 2013.

73 SIGAR, Aide alimentaire d'urgence à l'Afghanistan : L'USAID a amélioré sa supervision, mais pourrait mieux aligner le suivi sur l'augmentation des niveaux d'aide, SIGAR 23-30-AR, 29 août 2023.

74 SIGAR, Envois de fonds vers l'Afghanistan : L'ONU a acheté et transporté plus de 2,9 milliards de dollars vers l'Afghanistan pour mettre en œuvre l'aide humanitaire, SIGAR 24-12-IP, 26 janvier 2024 ; SIGAR, Envois de devises américaines vers l'Afghanistan : Les envois de l'ONU ont stabilisé l'économie afghane mais profitent aux Talibans, SIGAR 24-32-IP, 24 juillet 2024.

75 SIGAR, Amélioration de la visibilité, du suivi et de la planification du programme d'intervention d'urgence du commandant en Afghanistan, SIGAR 09-05-AR, 9 septembre 2009 ; SIGAR, Le programme d'intervention d'urgence du commandant dans la province de Laghman a apporté certains avantages, mais des faiblesses en matière de supervision et des problèmes de pérennisation ont conduit à des résultats discutables et à un gaspillage potentiel, SIGAR 11-7-AR, 27 janvier 2011 ; SIGAR, Programme d'intervention d'urgence du commandant : le ministère de la Défense n'a pas encore déterminé l'étendue complète

Mesure dans laquelle son programme et ses projets, totalisant 1,5 milliard de dollars d'engagements, ont atteint leurs objectifs et buts en Afghanistan au cours des exercices 2009 à 2013, SIGAR 18-45-AR, 30 avril 2018.	85 SIGAR, Promouvoir l'équité entre les sexes dans les programmes prioritaires nationaux (Promote): l'USAID doit évaluer les réalisations de ce programme de 216 millions de dollars et la capacité du gouvernement afghan à les maintenir, SIGAR 18-69-AR, 7 septembre 2018.
76 SIGAR, L'USAID a dépensé près de 400 millions de dollars pour un projet de stabilisation en Afghanistan malgré des résultats incertains, mais a pris des mesures pour mieux évaluer les efforts similaires, SIGAR 12-8-AR, 25 avril 2012 ; SIGAR, Progrès réalisés en vue d'une stabilité accrue dans le cadre du programme de stabilisation de l'Afghanistan – Est de l'USAID, mais la transition vers des efforts de développement à long terme n'est pas encore atteinte, SIGAR 12-11-AR, 29 juin 2012 ; SIGAR, Stabilité dans les zones clés (SIKA) Programmes : Après 16 mois et 47 millions de dollars dépensés, l'USAID n'avait pas atteint ses objectifs essentiels, SIGAR 13-16-AR, 29 juillet 2013.	86 SIGAR, Fonds américains bénéficiant aux talibans Gouvernement : Les partenaires de mise en œuvre ont payé au moins 10,9 millions de dollars et ont été contraints de détourner l'aide, SIGAR 24-22-AR, 20 mai 2024.
77 SIGAR, Programme d'assistance antiterroriste du Département d'État en Afghanistan : des préoccupations sécuritaires ont empêché l'État de surveiller et d'évaluer pleinement le programme, et jusqu'à 32 millions de dollars d'actifs pourraient être en possession des talibans, SIGAR 23-1-AR, 4 octobre 2022.	87 SIGAR, Contrats avec l'ennemi : le DOD a une assurance limitée que les contractants ayant des liens avec des groupes ennemis sont identifiés et que leurs contrats sont résiliés, SIGAR 13-6-AR, avril 2013 ; SIGAR, Contrats avec l'ennemi : L'État et l'USAID ont besoin d'une autorité plus forte pour mettre fin à cette procédure. Contrats lorsque des affiliations ennemies sont identifiées, SIGAR 13-14-AR, juillet 2013 ; SIGAR, Contrats avec l'ennemi : Le ministère de la Défense n'a pas pleinement mis en œuvre les processus prévus pour Prévention des paiements aux ennemis des États-Unis, SIGAR 22-29-AR, juin 2022 ; SIGAR, Vérification des partenaires de mise en œuvre en Afghanistan : La mission de l'USAID en Afghanistan A satisfait aux exigences de vérification, mais le Bureau de l'USAID pour l'assistance humanitaire n'a pas été le cas, SIGAR 24-11-AR, 16 janvier 2024 ; SIGAR, Vérification antiterroriste En Afghanistan : deux des cinq bureaux d'État n'ont pas pu Démontrer la conformité aux exigences de vérification des partenaires étatiques Exigences, SIGAR 24-31-AR, 16 juillet 2024.
Le SIGAR a publié 78 audits sur les programmes du TFBSO ; toutefois, le rapport de janvier 2018 résume les conclusions générales du SIGAR sur l'efficacité du TFBSO. SIGAR, Groupe de travail du ministère de la Défense pour les opérations commerciales et de stabilité, SIGAR 18-19-AR.	88 SIGAR, Le programme d'intervention d'urgence du commandant dans la province de Laghman a apporté certains avantages..., SIGAR 11-7-AR ; SIGAR, L'USAID a déboursé 9,5 milliards de dollars pour Reconstruction et financement de certains audits financiers Obligatoires, mais de nombreux audits subissent des retards importants. Limites de la responsabilité et manque de ressources, SIGAR 12-9-AR, 30 avril 2012 ; SIGAR, Diplomatie publique sélectionnée Les objectifs ont été majoritairement atteints, mais l'ambassade peut Mesures visant à améliorer la gestion et le contrôle des subventions, SIGAR 12-13-AR, 30 juillet 2012 ; SIGAR, Département de Aides d'État pour la reconstruction de l'Afghanistan Les activités ne sont en grande partie pas auditées, SIGAR 13-12-AR, 8 juillet 2013.
79 SIGAR, Industries minières, pétrolières et gazières d'Afghanistan : à moins que les agences américaines n'agissent rapidement pour maintenir les investissements réalisés, 488 millions de dollars de financement sont menacés, SIGAR 15-55-AR, 25 avril 2015 ; SIGAR, Ressources extractives d'Afghanistan Industrie : Les programmes américains n'ont pas atteint leurs objectifs. et l'Afghanistan n'a pas connu de croissance économique généralisée Bénéfices tirés de ses ressources minérales, SIGAR 23-10-AR, 5 janvier 2023.	89 Les indemnités remboursables à coût variable remboursent les entrepreneurs et Les bénéficiaires de subventions ont été évalués en fonction du montant de leurs dépenses admissibles. Les audits financiers du SIGAR ont également examiné les composantes remboursables de certaines subventions à prix fixe.
80 SIGAR, Le secteur des soins de santé en Afghanistan : l'utilisation par l'USAID Des données peu fiables posent des défis pour l'évaluation du rendement du programme et de l'étendue des progrès accomplis, SIGAR 17-22-AR, 19 janvier 2017 ; SIGAR, Soins de santé en Afghanistan : l'USAID n'a pas effectué tout le suivi requis, mais les efforts déployés auraient contribué aux progrès des services essentiels, SIGAR 23-24-AR, 19 mai 2023.	90 SIGAR, Traduction et Services de gestion de l'interprétation : Audit des coûts encourus par Mission Essential Personnel, LLC, SIGAR 16-53-FA, 17 août 2016.
81 SIGAR, Enseignement primaire et secondaire Afghanistan : Des évaluations complètes sont nécessaires pour déterminer les progrès et l'efficacité de plus de 759 millions de dollars de programmes du Département de la Défense, du Département d'État et de l'USAID, SIGAR 16-32-AR, 26 avril 2016 ; SIGAR, État de l'éducation en Afghanistan : Les politiques des talibans ont entraîné des restrictions Accès à l'éducation et déclin de la qualité, SIGAR 24-01-IP, 13 octobre 2023.	91 Les partenaires de mise en œuvre ne sont pas autorisés à solliciter des offres, à attribuer des contrats ou à sous-traiter des contrats avec des entités ou des personnes suspendues ou exclues. Ces groupes sont exclus de la possibilité de conclure des marchés lorsqu'ils font l'objet de sanctions administrées par l'Office of Foreign Assets Control (OFAC) du département du Trésor américain en raison de soupçons de financement du terrorisme et de blanchiment d'argent, ou lorsqu'ils sont reconnus coupables ou soupçonnés de fraude, de détournement de fonds ou de vol.
82 SIGAR, Programme régional de développement agricole : Des évaluations et des analyses supplémentaires pourraient améliorer la performance et la durabilité de l'USAID/ Programme de 301 millions de dollars de l'Afghanistan, SIGAR 18-65-AR, 30 juillet 2018.	92 SIGAR, Héritage Est du Département de l'Armée Projet : Le manque de documentation de soutien de Jorge Scientific Corporation entraîne des coûts de projet douteux d'environ 135 millions de dollars, SIGAR 15-43-FA, 21 avril 2015.
83 SIGAR, un système d'information de gestion amélioré Nécessaire pour promouvoir le partage d'informations, la planification efficace et la coordination des activités de reconstruction de l'Afghanistan, SIGAR 09-3-AR, 30 juillet 2009.	93 Defense Contract Audit Agency, Rapport d'audit indépendant sur les coûts directs et les coûts indirects à haut risque proposés par New Century Consulting, Ltd. concernant son contrat de sous-traitance non réglé avec Imperatis Corporation, Rapport d'audit n° 2191-2015T17900001, 29 septembre 2015 ; Comité du Sénat américain
84 SIGAR, Une meilleure coordination est nécessaire lors de la réunion Directives du Congrès visant à répondre aux besoins des femmes et des filles afghanes et à en rendre compte, SIGAR 10-13-AR, 30 juillet 2010 ; SIGAR, Femmes afghanes : Évaluations complètes nécessaires pour déterminer et mesurer les progrès du DOD, du Département d'État et de l'USAID, SIGAR 15-24-AR, 18 décembre 2014.	

<p>Dans le cadre de la sécurité intérieure et des affaires gouvernementales, « Voitures rapides, argent facile : comment le Pentagone a mal géré le programme Afghanistan Legacy », 26 avril 2018.</p> <p>94e SIGAR, Forces nationales de défense et de sécurité de l'Afghanistan : Le ministère de la Défense a dépensé 457,7 millions de dollars pour des programmes de renforcement des capacités de renseignement, mais l'impact ne peut être pleinement évalué en raison d'un manque d'indicateurs de performance, SIGAR 17-57-AR, 17 juillet 2017.</p> <p>95 SIGAR, Projet de développement alternatif de l'USAID pour le Sud/Ouest : Audit des coûts encourus par Tetra Tech ARD, SIGAR 13-09-FA, 18 juillet 2013.</p> <p>96 SIGAR, Programme de routes provinciales stratégiques de l'USAID : Audit des coûts encourus par International Relief and Development, Inc., SIGAR 14-39-FA, 25 février 2014.</p> <p>97 SIGAR, Bureau du programme d'assistance antiterroriste du Département d'État en Afghanistan : Audit des coûts encourus par Miracle Systems LLC a identifié près de 8 millions de dollars de coûts contestés, SIGAR 21-49-FA, 15 septembre 2021.</p> <p>98 SIGAR, Programme de développement communautaire de l'USAID : Audit des coûts encourus par Central Asia Development Group, Inc., SIGAR 14-20-FA, 9 janvier 2014.</p> <p>99 SIGAR, Programmes du Département d'État soutenant l'accès à la justice en Afghanistan : Audit des coûts encourus par l'Organisation internationale de droit du développement a identifié 2,3 millions de dollars de coûts contestés, SIGAR 21-44-FA, 11 août 2021.</p> <p>100 SIGAR, programme de financement rural et de coopération de l'USAID Projet de développement : Audit des coûts encourus par le Conseil mondial des coopératives de crédit, Inc., SIGAR 14-14-FA, 16 décembre 2013.</p> <p>101 SIGAR, Programme des boursiers de l'ambassade du Département d'État : Audit des coûts encourus par l'Université américaine d'Afghanistan, SIGAR 24-34-FA, 19 août 2024.</p> <p>102 SIGAR, contenu télévisé afghan du Département d'État Projet de gestion de production et programme national d'alphabétisation et d'éducation des adultes : Audit des coûts encourus par le groupe Cetena, SIGAR 15-19-FA, 17 novembre 2014.</p> <p>103 SIGAR, Projet de soutien technique de l'USAID au ministère central et provincial de la Santé publique : Audit des coûts encourus par Management Sciences for Health, SIGAR 13-4-FA, 13 juin 2013.</p> <p>104 SIGAR, Programme de soutien aux ressources humaines et logistiques de l'USAID : Audit des coûts encourus par International Relief and Development, Inc., SIGAR 13-08-FA, 16 juillet 2013.</p> <p>105 SIGAR, Efforts du Département d'État pour développer et Pérenniser le système de traitement de la toxicomanie en Afghanistan : un audit des coûts encourus par le Plan Colombo pour l'économie coopérative et le développement social en Asie et dans le Pacifique révèle plus de 23 millions de dollars de coûts contestés, SIGAR 20-54-FA, 18 septembre 2020.</p> <p>106 SIGAR, Fourniture d'abris transitoires par l'USAID, Programme de protection et d'aide financière polyvalente aux populations touchées par les catastrophes et aux rapatriés en Afghanistan : Audit des coûts encourus par les acteurs concernés, SIGAR 23-33-FA, 29 septembre 2023.</p> <p>107 SIGAR, Programme du Département d'État pour la promotion et la protection des droits des femmes afghanes en Afghanistan : Audit des coûts supportés par les femmes pour les femmes afghanes, SIGAR 16-4-FA, 16 octobre 2015.</p> <p>108 SIGAR, Développement des médias de l'USAID en Afghanistan Programme : Audit des coûts encourus par les agences privées collaborant ensemble, Inc., SIGAR 15-26-FA, 5 novembre 2024.</p>	<p>109 SIGAR, Forces de sécurité nationales afghanes, SIGAR 13-18-AR.</p> <p>110 SIGAR, Force aérienne afghane : le DOD a respecté la date initiale de mise en service des hélicoptères UH-60, mais le programme risque de ne pas disposer d'un nombre suffisant de pilotes formés ou de la capacité d'entretenir les futurs UH-60, SIGAR 19-18-AR, 30 janvier 2019.</p> <p>111 SIGAR, Visibilité accrue, surveillance et planification Nécessaire..., SIGAR 09-05-AR.</p> <p>112 SIGAR, Programme national de carburant de la police afghane : des efforts concertés sont nécessaires pour renforcer la surveillance des fonds américains, SIGAR 14-1-AR, 2 octobre 2013.</p> <p>113 SIGAR, Avion C-130 de l'armée de l'air afghane, SIGAR 14-80-AL, 10 juillet 2014.</p> <p>114 SIGAR, Réponse à la lettre d'alerte concernant les avions C-130 de l'armée de l'air afghane, SIGAR 14-80a-AL, 6 octobre 2014.</p> <p>115 GAO, Normes de contrôle interne au sein du gouvernement fédéral, GAO-14-704G, septembre 2014.</p> <p>116 GAO, Normes de contrôle interne au sein du gouvernement fédéral, p. 5.</p> <p>117 Pour les rapports adressés à plus d'une agence, le SIGAR a catégorisé l'agence comme « multiple » afin de s'assurer que les conclusions du rapport et les faiblesses de contrôle interne associées ne soient pas comptabilisées deux fois.</p> <p>118 SIGAR, Malgré les améliorations apportées aux systèmes de personnel de Mol, des mesures supplémentaires sont nécessaires pour vérifier complètement les coûts de paie et les effectifs de l'ANP, SIGAR 11-10-AR, 25 avril 2011 ; SIGAR, Police nationale afghane, SIGAR 15-26-AR ; SIGAR, Armée nationale afghane, SIGAR 15-54-AR ; SIGAR, Paiements de salaires du DOD au ministère afghan de la Défense : le DOD n'a pas utilisé APPS comme prévu et des faiblesses du contrôle interne soulèvent des questions quant à l'exactitude de 232 millions de dollars de paiements de salaires, SIGAR 22-34-AR, 22 juillet 2022.</p> <p>119 SIGAR, Mesures nécessaires pour atténuer les incohérences dans et Absence de garanties..., SIGAR 11-5-AR.</p> <p>120 SIGAR, Aide salariale, SIGAR 17-56-AR.</p> <p>121 Pub. L. n° 110-181, § 1229.</p> <p>122 Pub. L. n° 110-181, § 1229</p> <p>123 SIGAR, Département de la Défense : Plus de 75 % de Toutes les recommandations des rapports d'audit et d'inspection du SIGAR ont été mises en œuvre (SIGAR 15-29-AR, 15 janvier 2015) ; SIGAR, Département d'État : Près de 75 % des recommandations des rapports d'audit et d'inspection du SIGAR ont été mises en œuvre (SIGAR 14-83-AR, 17 juillet 2014) ; SIGAR, Agence des États-Unis pour le développement international : Plus de 80 % des recommandations des rapports d'audit et d'inspection du SIGAR ont été mises en œuvre (SIGAR 15-01-). AR, 3 octobre 2014.</p> <p>124 SIGAR, le département de la Défense a mis en œuvre moins de 40 % des recommandations d'audit et d'inspection du SIGAR et ne dispose d'aucun système pour les suivre, SIGAR 20-35-IP, 13 avril 2020 ; SIGAR, le département d'État a mis en œuvre environ la moitié des recommandations des audits et inspections du SIGAR, mais n'a pas respecté toutes les exigences de suivi des audits, SIGAR 21-02-IP, 5 octobre 2020 ; SIGAR, l'Agence américaine pour le développement international a mis en œuvre plus de 80 % des recommandations des audits et inspections du SIGAR, SIGAR 20-46-IP, 14 juillet 2020.</p> <p>125 Le 3 février 2025, le secrétaire d'État Marco Rubio était Nommé administrateur par intérim de l'USAID. Le 28 mars 2025, le secrétaire Rubio a publié un communiqué de presse annonçant avoir informé le Congrès d'État de l'intention d'absorber l'USAID et ses fonctions, et que l'USAID cesserait ses activités le 1er juillet 2025.</p>
----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

Au 20 septembre 2025, les agences américaines n'avaient pas mis en œuvre 21 % des recommandations du SIGAR, 6 % étaient devenues caduques suite à des événements, et moins de 1 % restaient en suspens. Le SIGAR a classé toutes les recommandations non monétaires de l'USAID en suspens au 31 mars 2025 comme « Clôturées – Cachées par des événements », car le secrétaire Rubio a de facto dissous l'agence en mars 2025.

127 SIGAR, Installation de stockage frigorifique et sec de Gereshk : La qualité de la construction semble être bonne, mais l'installation n'a pas été utilisée à ce jour, SIGAR 14-81-IP, 14 juillet 2014.

128 SIGAR, Déposition devant le Comité des affaires étrangères
Affaires de la Chambre des représentants des États-Unis, 15 janvier 2020.

129 SIGAR, État de droit en Afghanistan, SIGAR 15-68-AR.

Loi d'autorisation de la défense nationale n° 130 pour l'exercice financier 2008,
Pub. L. n° 110-181, 122 Stat. 378 (2008).

Loi d'autorisation de la défense nationale n° 131 pour l'exercice financier 2008,
Pub. L. n° 110-181, 122 Stat. 380 (2008).

132 Les suspensions et les exclusions sont des mesures prises par les États-Unis
Les agences peuvent exclure des entreprises ou des individus du financement fédéral en cas de mauvaise conduite.

133 Diapositives de gestion et de soutien (M&S) SIGAR, 6 janvier 2014, pp. 1, 3.

134 Diapositives de gestion et de soutien (M&S) du SIGAR, 27 décembre 2021, pp. 1, 3.

135e Direction des enquêtes du SIGAR, examen du dossier, 31 mai
2024 (Note de bas de page concernant l'affaire de trucage d'appels d'offres) ;
Document, Bureau de l'attaché de justice, Ambassade des États-Unis à Kaboul,
« L'affaire Mohammad Zia Salehi », 18 août 2011 ; Lettre, Sénateur Lindsey O.
Graham au procureur général Mohammad Ishaq Alooko, 10 novembre 2011 ;
Mémorandum/DOJ-01-2012, David Schwendiman, attaché de justice,
Ambassade des États-Unis à Kaboul, à l'ambassadeur Ryan Crocker, « Réunion
avec le procureur général principal Abu Bakr sur la corruption de haut
niveau », 3 janvier 2012.

136 Bureau de l'attaché de justice, ambassade des États-Unis, Kaboul, « Le
Affaire Mohammad Zia Salehi, 18 août 2011.

137 Mémorandum, David Schwendiman, Attaché de Justice, États-Unis
Ambassade à Kaboul, déposera une plainte intitulée « Confiscation criminelle », le 23
juin 2012.

138 Article 28, Constitution de la République islamique d'Afghanistan (2004) ;
Voir par exemple les articles 60 à 66, Loi sur le blanchiment d'argent et le
produit du crime (31 octobre 2004) ; Voir par exemple les articles 54 à
59, Loi sur le blanchiment d'argent et le produit du crime (31 octobre 2004).

139 Voir par exemple Abdul Qadeer Fitrat Timeline (Kabul Bank), 4 juin 2012 ; voir
également Mémorandum, David Schwendiman, « Abdul Qadeer Fitrat », 27
novembre 2024.

140 Voir par exemple « L'affaire Mohammad Zia Salehi » ; Réunion
Notes, Groupe de travail sur le financement du terrorisme (TFWG), Kaboul,
31 mai 2011.

Le 141e SIGAR était membre du groupe de travail conjoint ambassade-armée sur le
carburant. La Direction des enquêtes du SIGAR a également soumis une
recommandation au titre de la loi Magnitsky mondiale à l'OFAC, ce qui, après
enquête de l'OFAC, a entraîné des sanctions du Trésor et de l'OFAC à
l'encontre des personnes afghanes recommandées.

142 Voir le mémorandum de David Schwendiman à déposer, « Ambassade »
« L'approche de la direction dans l'affaire Hikmat et dans l'enquête sur les hauts
responsables afghans et les hauts dirigeants talibans »,
27 novembre 2024.

143 Voir par exemple, Memorandum, David Schwendiman, Justice
Lettre de l'attaché de l'ambassade des États-Unis à Kaboul à l'ambassadeur
Stephen G. McFarland, intitulée « Enquêter sur les hauts dirigeants talibans
et les poursuivre en justice », 3 juillet 2013 ; Note de service, David

Schwendiman, attaché de justice à l'ambassade des États-Unis à Kaboul, à
classer : « Réunion avec l'ambassadeur M. McKinley le 27 avril 2014 à
l'ambassade des États-Unis à Kaboul », 28 avril 2014 ; Note de service de David
Schwendiman, SIGAR, ambassade des États-Unis à Kaboul : « Réunion
avec le major général Jeffrey Colt, commandant général des forces
américaines en Afghanistan », 3 mars 2014 ; P. Michael McKinley, « Nous avons
tous perdu l'Afghanistan », Foreign Affairs, 16 août 2021.

144 Voir, Mémorandum, David Schwendiman à déposer, « Cellule de financement
de la menace afghane », 27 novembre 2024.

145 Mémorandum, David Schwendiman, SIGAR, Ambassade des États-Unis,
Kaboul, à classer, « Réunion ; Major général Jeffrey Colt, USA, commandant
général, USFOR-A », 3 mars 2014.

146 David Schwendiman, attaché de justice, ambassade des États-Unis, Kaboul,
Notes sur la réunion avec l'ambassadeur Eikenberry, le 16 juillet 2011 ;
Mémorandum (SBU), David Schwendiman, attaché de justice, ambassade
des États-Unis à Kaboul, au général de brigade Dixie Morrow, Objet : Comité
des cas spéciaux ; Mise à jour, 28 janvier 2012 ; Mémorandum (SBU), David
Schwendiman, attaché de justice, ambassade des États-Unis à Kaboul, à
l'ambassadeur Stephen G.

McFarland, Objet : Mise à jour du Comité des cas spéciaux, 29 mars 2012 ; Séance
d'information pour le Groupe interinstitutionnel sur les effets de la corruption et du crime
organisé (CCIEG), David Schwendiman, attaché de justice, ambassade des États-Unis à
Kaboul, « Améliorer la fonctionnalité du Bureau du procureur général », 7 août
2012. Le CCIEG était un groupe interinstitutionnel créé et géré par Shaffafiyat sous la
direction du général de brigade HR McMaster.

147 Dans certains cas, des avocats d'autres sections du département de la Justice chargés des affaires pénales
division (telle que la Section de l'intégrité publique), ou dans d'autres divisions
du DOJ (telle que la Division fiscale) ont examiné les cas SIGAR en vue de
poursuites.

148 Sharon E. Woods, inspectrice générale adjointe,
SIGAR/Direction des enquêtes, « Obstacles à l'efficacité des enquêtes et des
poursuites », note de service à Douglas J. Domin, inspecteur général adjoint,
SIGAR/Enquêtes,
26 février 2024, p. 3.

149 SIGAR, L'initiative Afghan First a placé du travail avec des entreprises
afghanes, mais est affectée par une sollicitation et une vérification des
contrats incohérentes, et les données sur l'emploi sont limitées, Audit SIGAR
12-6, 31 janvier 2012, pp. i–iii.

150 SIGAR, « Surveillance en situation de conflit : détecter la fraude dans
des environnements difficiles », remarques du SIGAR lors du Sommet
anti-fraude de l'Association des examinateurs de fraude certifiés, des forces de
l'ordre et du gouvernement, Washington, DC, 7 novembre 2019, p. 5.

151 SIGAR, remarques au Forum fédéral, 21 février 2014.

152 SIGAR, Rapport trimestriel au Congrès des États-Unis, SIGAR-2021-QR-2, 30
avril 2021, pp. 22–23.

153 Stephen Rodriques, (Représentant résident), Programme des Nations Unies
pour le développement, lettre au SIGAR, 5 décembre 2024.

154 Ces agences étaient : DCIS, DOJ, FBI, Inspecteur spécial
Commandement général pour la reconstruction de l'Irak (SIGIR), Commandement des enquêtes criminelles de l'armée
américaine (USACID), Bureau de l'inspecteur général de l'USAID, Bureau de l'inspecteur général du département d'État.

155 SIGAR, Installation de commandement et de contrôle de 36 millions de dollars
au Camp Leatherneck, Afghanistan : Indésirable, inutile et inutilisée, SIGAR
15-57-SP, 20 mai 2015, p. 4.

156 Un agent spécial du SIGAR a rendu visite aux commandements dont les soldats
ont été tués et ont rencontré leurs proches survivants. SIGAR, Rapport
trimestriel au Congrès des États-Unis, SIGAR-2013-QR-2, 30 avril 2013, p.
44-46.

La base opérationnelle avancée 157 Fenty a été nommée en l'honneur de
Joseph Fenty Jr., lieutenant-colonel de l'armée américaine, est décédé en mars
2006 lors du crash de son hélicoptère Chinook.

Extraction nocturne à haut risque d'une de ses équipes de reconnaissance de cavalerie en terrain montagneux dans la province de Nangarhar.

158 Ancien agent spécial du SIGAR en charge, Interview du SIGAR, 23 avril 2024.

159 Accès public aux dossiers électroniques des tribunaux, <https://pacer.uscourts.gov> ; Condamnations : Tribunal de district des États-Unis, Colorado, Jonathan Hightower, 12-CR-00262 (4 novembre 2013) ; Condamnations : Tribunal de district des États-Unis, Colorado, Christopher Weaver, 12-CR-00261 (7 novembre 2013) ; Condamnations : Tribunal de district des États-Unis, Colorado, Stephanie Shankel (Charboneau), 13-CR-00138 (11 février 2014) ; Condamnations : Tribunal de district des États-Unis, district ouest du Kentucky, Abdullah, 5:13CR:37 (18 mars 2014) ; Condamnations : Tribunal de district des États-Unis, Alaska, Morgan, 4:16-CR37 (26 octobre 2016) ; Condamnations : Tribunal de district des États-Unis, Hawaï, Emmons, CR-12-00579 (11 janvier 2017). Condamnation par le tribunal de district américain d'Hawaï, Dixon CR-12-00574 (1er janvier 2017) ; condamnation par le tribunal de district américain d'Hawaï, Ware CR-15-00327 (19 décembre 2016).

160 Accès public aux dossiers électroniques des tribunaux, <https://pacer.uscourts.gov> ; Condamnations : Tribunal de district des États-Unis, Colorado, Jonathan Hightower, 12-CR-00262 (4 novembre 2013) ; Condamnations : Tribunal de district des États-Unis, Colorado, Christopher Weaver, 12-CR-00261 (7 novembre 2013) ; Condamnations : Tribunal de district des États-Unis, Colorado, Stephanie Shankel (Charboneau), 13-CR-00138 (11 février 2014) ; Condamnations : Tribunal de district des États-Unis, district ouest du Kentucky, Abdullah, 5:13CR:37 (18 mars 2014) ; Condamnations : Tribunal de district des États-Unis, Alaska, Morgan, 4:16-CR37 (26 octobre 2016) ; Condamnations : Tribunal de district des États-Unis, Hawaï, Emmons, CR-12-00579 (11 janvier 2017). Condamnation par le tribunal de district américain d'Hawaï, Dixon CR-12-00574 (1er janvier 2017) ; condamnation par le tribunal de district américain d'Hawaï, Ware CR-15-00327 (19 décembre 2016).

161 Ancien agent spécial en charge du SIGAR, entretien avec le SIGAR, 23 avril 2024.

162 Ancien agent spécial en charge du SIGAR, entretien avec le SIGAR, 23 avril 2024.

163 Mémoire, « Résumé de l'affaire Hikmatullah » Shadnam », Gul Agha Shirzai, ministre conseiller et gouverneur de Nangarhar, 26 août 2013.

164e Direction des enquêtes du SIGAR, examen du dossier, 28 avril 2024.

165 SIGAR Direction des enquêtes, examen du dossier, 28 avril 2024; Mémoire, Mark Miller, attaché de justice adjoint, David Schwendiman, attaché de justice auprès de l'ambassadrice Tina Kaidanow, 29 décembre 2012, Objet : États-Unis contre 72 000 000 \$; Demande de confiscation/restriction d'actifs des États-Unis.

166 Ibid. Voir également United States v. Sum of \$70,990,605, 991 F.Supp.2d 144 (DDC 2013) ; United States v. Sum of \$70,990,605, 991 F. Supp.2d 154 (DDC 2013) ; United States v. Sum of \$70,990,605, 4 F. Supp.2d 189 (DDC 2014); États-Unis c. 70 990 605 \$, 2017 WL 573499 (DDC 13 févr. 2017); États-Unis c. 70 990 605 \$, 234 F. Supp.3d 212 (DDC 2017); États-Unis c. Somme de 70 990 605 \$, 2018 WL 4623568 (DDC 25 sept. 2018).

167 Condamnation Cour de district des États-Unis EDNC, numéro de dossier 5:18-cr-00492, Doc. 8-15 (3 janvier 2019), <https://pacer.uscourts>.

168e Direction des enquêtes du SIGAR, examen du dossier, 28 avril 2024.

169 Mémoire, Gul Agha Shirzai, gouverneur de Nangarhar, 26 août 2013, Objet : Résumé de l'affaire Hikmatullah Shadman.

170 Hikmatullah était une personne d'intérêt pour les services spéciaux américains Il était opérateur et a été détenu pendant un certain temps par l'armée.

Hikmatullah Shadman était soupçonné d'avoir apporté un soutien financier aux talibans, de leur avoir fourni des femmes, d'avoir approvisionné en alcool des « forces étrangères » et de corruption. Sa détention par l'armée était indépendante de la procédure de confiscation civile, mais a soulevé des questions quant à la manière dont les informations obtenues de Hikmat, potentiellement importantes pour l'enquête pénale, ont été recueillies et quant à la possibilité que cela compromette d'éventuelles poursuites pénales américaines ultérieures. Voir le mémorandum de Gul Agha Shirzai, gouverneur de Nangarhar, en date du 26 août 2013, intitulé : « Résumé de l'affaire Hikmatullah Shadman » ; les notes, réponses aux questions de l'ambassadeur Kaidanow concernant Hikmat (sans date) ; le mémorandum de Gul Agha Shirzai, gouverneur de Nangarhar, en date du 26 août 2013, intitulé : « Résumé de l'affaire Hikmatullah Shadman » ; et le courriel de Scott A. MacGriff à Anne W. Benjamin (SRAP), en date du 22 avril 2013, intitulé : « Hikmatullah ».

171 Acte d'accusation de Doost, 1:17-cr-00109(APM), USDC pour le district de Columbia, <https://pacer.uscourts.gov>, pp. 1, 3.

172 Acte d'accusation de Doost, pp. 2, 5.

173 Acte d'accusation de Doost, p. 5.

174 Acte d'accusation de Doost, pp. 5–6.

175 Ancien agent spécial du SIGAR, entretien avec le SIGAR, 3 mai 2024.

176 Ancien agent spécial du SIGAR, entretien avec le SIGAR, 3 mai 2024.

177 Ancien agent spécial du SIGAR, entretien avec le SIGAR, 3 mai 2024 ; acte d'accusation de Doost, p. 6.

Formulaire de verdict 178, 1:17-cr-00109(APM), Tribunal de district des États-Unis pour le district de Columbia, <https://pacer.uscourts.gov> ; Jugement, 1:17-cr-00109(APM), Tribunal de district des États-Unis pour le district de Columbia, <https://pacer.uscourts.gov>; Acte d'accusation de Doost, p. 1.

179 Sauf indirectement : le contrôle de l'ensemble du pays par les talibans indique que l'Afghanistan est actuellement stable, comparé aux dernières décennies caractérisées par la guerre civile.

180 Aux fins du présent chapitre, le SIGAR utilise le terme « construction nationale », étant entendu que le lecteur moyen ne fait aucune distinction entre « construction nationale » et « construction de l'État ».

181 SIGAR, Ce que nous devons apprendre : leçons tirées de vingt ans de reconstruction de l'Afghanistan, SIGAR 21-46-LL, août 2021, pp. viii–xi.

182 Le SIGAR a complété son analyse par une sélection de leçons Entretiens avec des participants du programme Learned utilisés dans les précédents rapports SIGAR.

183 Maison Blanche, « Stratégie de sécurité nationale des États-Unis » États-Unis d'Amérique », septembre 2002.

184 Maison Blanche, Bureau du secrétaire de presse, « Remarques du président au séminaire du prix George C. Marshall ROTC sur la sécurité nationale », transcription, 17 avril 2002 ; Malkasian, La guerre américaine, ép. 102.

185 Loi de 2002 sur le soutien à la liberté de l'Afghanistan, Pub. L. n° 107-327, 22 USC § 7511 (2002).

186 SIGAR, Pourquoi le gouvernement afghan s'est effondré, SIGAR 23-05-IP, novembre 2022, p. 28.

187 Voir Afghanistan Freedom Support Act de 2002, Pub. L. N° 107-327, 22 USC § 7511 (2002) ; État et USAID, Publication 11084, « Plan stratégique pour les exercices 2004-2009 », Août 2003 ; Ambassade des États-Unis à Kaboul et USFOR-A, « Plan de campagne civilo-militaire intégré du gouvernement des États-Unis pour le soutien à l'Afghanistan », août 2013 ; Département d'État, « Stratégie de pays intégrée » (2014) ; Département d'État, « Stratégie de pays intégrée » (Révisée et mise à jour : 15 novembre 2020).

188 Seth Jones, Dans le cimetière des empires : la guerre américaine en Afghanistan (New York, NY : WW Norton & Company Inc., 2009), édition Kindle, emplacements 394–402 ; Thomas Barfield, Afghanistan : une histoire culturelle et politique (Princeton,

NJ : Princeton University Press, 2010, 2023), édition Kindle, emplacement 115.

189 Thomas Barfield, Afghanistan : une histoire culturelle et politique (Princeton, NJ : Princeton University Press, première impression 2010, deuxième édition 2023), édition Kindle, emplacement 115.

190 Malkasian ajoute : « Les Occidentaux ont tendance à penser à cette réputation Concernant les victoires de l'Afghanistan sur les Britanniques et les Russes, l'histoire remonte à Alexandre le Grand et Gengis Khan, puis aux révoltes contre les Moghols et à la chute de l'empire safavide, et plus récemment aux Britanniques et aux Russes. Tous ces événements ont forgé leur identité. (Carter Malkasian, </> The American War in Afghanistan</> (New York, NY : Oxford University Press, 2021), copie électronique fournie par l'auteur, ép. 26.)

191 SIGAR, Police en conflit : Leçons tirées des États-Unis Expérience en Afghanistan, SIGAR 22-23-LL, 1er juin 2022, p. 21-24 ; Michael R. Rouland, « Du Grand Jeu au 11 septembre : une histoire concise des relations internationales de l'Afghanistan », DOD, 2014, pp. 1, 7, 79.

192 Comme indiqué, l'ONU a désigné la Sierra Leone comme l'un des Parmi les rares pays qui, à l'époque, se trouvaient peut-être dans une situation pire que celle de l'Afghanistan, une publication de l'ONU de juillet 2000 éclaire cette comparaison en dressant le bilan suivant des conséquences pour la population civile sierra-léonaise, déjà traumatisée : « Déplacements massifs – internes et externes ; violations des droits humains, notamment viols et tortures ; enrôlement d'enfants dans les forces combattantes ; destruction et pillage de biens ; insécurité alimentaire due à la réduction des routes et au manque d'accès aux services ; problèmes de santé chroniques liés à la congestion et à la limitation des services ; décès et blessures directement imputables aux bombardements d'hélicoptères. » (ONU, « Le niveau de développement humain en Afghanistan est parmi les plus faibles au monde : chiffres de l'ONU », 8 octobre 2001 ; ONU, OCHA, « Rapport sur la situation humanitaire en Sierra Leone, du 10 au 24 juillet 2000 », 24 juillet 2000).

193 Banque mondiale, « Stratégie de soutien transitoire pour l'Afghanistan », 12 mars 2002, p. 6.

194 État et USAID, Plan stratégique pour les exercices budgétaires 2007-2012, révisé le 7 mai 2007, p. 5.

195 George W. Bush, Points de décision (New York : Crown Publishers, 2010), p. 205.

196 SIGAR, Ce que nous devons apprendre, SIGAR 21-46-LL, p. 80.

197 SIGAR, Réintégration des ex-combattants : Leçons tirées de l'expérience américaine en Afghanistan, SIGAR-19-58-LL, septembre 2019, p. 21.

198 SIGAR, Pourquoi le gouvernement afghan s'est effondré, SIGAR 23-05-IP, p. 30.

199 Lieutenant-général David Barno, entretien avec SIGAR, 11 janvier 2022.

200 Kate Clark, entretien avec SIGAR, 7 janvier 2022 ; Anand Gopal, « La véritable guerre afghane : comment un conflit fantasmé américain a créé un désastre en Afghanistan », TomDispatch, 5 avril 2015 ; Michael Cohen, Christopher Preble et Monica Duffy Toft, « Arracher la défaite aux mâchoires de la victoire : comment les États-Unis ont perdu la paix en Afghanistan », The Afghanistan Assumptions Project, Center for Strategic Studies, The Fletcher School, Tufts University, 22 décembre 2023, p. 27.

et Monica Duffy Toft, Snatching Defeat from the Jaws of Victory: How the United States Lost the Peace in Afghanistan, The Afghanistan Assumptions Project, Center for Strategic Studies, The Fletcher School, Tufts University, 22 décembre 2023, p. 27.

203 SIGAR, Réintégration des ex-combattants, SIGAR-19-58-LL, p. 19.

204 Département de l'Armée des États-Unis, FM 3-24 : Contre-insurrection, décembre 2006, p. 1-21.

205 SIGAR, Dotation en personnel de la mission : Leçons tirées des États-Unis Reconstruction de l'Afghanistan, SIGAR 25-05-LL, novembre 2024, pp. 28–29.

206 SIGAR, Pourquoi le gouvernement afghan s'est effondré, SIGAR 23-05-IP, p. 25.

207 Douglas Porch, Contre-insurrection : exposer les mythes de la nouvelle façon de faire la guerre (Cambridge, Royaume-Uni : Cambridge University Press, 2013), édition Kindle, p. 321.

208 Lieutenant-général Dan Bolger, entretien avec SIGAR, 8 septembre 2021 ; SIGAR, Pourquoi le gouvernement afghan s'est effondré, SIGAR 23-05-IP, pp. 32–33.

209 SIGAR, Police en conflit : Leçons tirées des États-Unis Expérience en Afghanistan, SIGAR 22-23-LL, 1er juin 2022, pp. 178, 180–181.

210 Un rapport déclassifié du SIGAR datant de juin 2017 indiquait : « Bien que le Département de la Défense et le Département d'État aient pris des mesures pour identifier et enquêter sur les cas d'agressions sexuelles sur mineurs, l'ampleur réelle des agressions sexuelles commises par des membres des forces de sécurité afghanes ne sera peut-être jamais connue. » Phelim Kine, « Le problème de complicité dans les abus sexuels sur mineurs en Afghanistan », Human Rights Watch, 2 août 2017 ; Joseph Goldstein, « On a demandé aux soldats américains d'ignorer les abus commis par leurs alliés afghans sur des garçons », New York Times, 20 septembre 2015 ; SIGAR, Agressions sexuelles sur mineurs en Afghanistan : Mise en œuvre des lois Leahy et signalements d'agressions commises par les forces de sécurité afghanes, SIGAR-17-47-IP, juin 2017, p. iii.

211 SIGAR, Ce que nous devons apprendre, SIGAR 21-46-LL, p. 73.

212 Michael Semple, « Négocier avec les talibans : est-ce possible ? » Une réconciliation est-elle possible en Afghanistan et au Pakistan ? Institut américain de la paix, Washington, DC, 10 juillet 2014.

213 SIGAR, Ce que nous devons apprendre, SIGAR 21-46-LL, p. 4.

214 SIGAR, Développement du secteur privé et croissance économique : Leçons tirées de l'expérience américaine en Afghanistan (2018), p. viii.

215 SIGAR, Pourquoi le gouvernement afghan s'est effondré, SIGAR 23-05-IP, p. 47 ; SIGAR, Développement du secteur privé et Croissance économique, SIGAR-18-38-LL, p. 129.

216 SIGAR, Rapport trimestriel, SIGAR-2021-QR-3, p. 122.

217 SIGAR, Rapport trimestriel, SIGAR-2021-QR-3, p. 128.

218 Le terme « dépenses publiques totales » désigne la somme de l'aide inscrite au budget (gérée par l'Afghanistan) et de l'aide non budgétaire (gérée par les donateurs). Analyse du SIGAR de la Banque mondiale, Afghanistan Development Update : Setting Course to Recovery, avril 2021, p. 34-35.

219 SIGAR, La corruption en temps de conflit : leçons tirées des États-Unis Expérience en Afghanistan, SIGAR 16-58-LL, 14 septembre 2016, pp. 44–45.

220 SIGAR, Ce que nous devons apprendre, SIGAR 21-46-LL, p. 64.

221 SIGAR, Rapport trimestriel, SIGAR-2021-QR-3, p. 112.

222 SIGAR, Rapport trimestriel, SIGAR-2021-QR-3, p. 123.

223 SIGAR, Rapport trimestriel au Congrès des États-Unis, SIGAR-2020-QR-1, 30 janvier 2020, p. 145.

224 Les problèmes liés aux droits de l'homme ont également continué à sévir en Afghanistan. En 2021, le département américain a abaissé le niveau de gravité du trafic d'êtres humains en Afghanistan.

Le rapport abaisse le score à son plus bas niveau depuis 2002, soulignant que le gouvernement afghan ne respecte toujours pas les normes minimales en matière d'élimination de la traite des êtres humains et ne déploie pas d'efforts significatifs pour y remédier. Il met en lumière des violations persistantes des droits humains, notamment l'esclavage sexuel de garçons et le recrutement d'enfants soldats au sein des enceintes gouvernementales. SIGAR, Rapport trimestriel, SIGAR-2021-QR-3, p. 109.

225 SIGAR, Élections : Leçons de l'expérience américaine en Afghanistan, SIGAR 21-16-LL, 1er février 2021, p. 164.

226 SIGAR, Élections : Leçons de l'expérience américaine en Afghanistan, SIGAR 21-16-LL, 1er février 2021, p. 166.

227 SIGAR, Pourquoi le gouvernement afghan s'est effondré, SIGAR 23-05-IP, pp. 34–37.

228 SIGAR, Pourquoi le gouvernement afghan s'est effondré, SIGAR 23-05-IP, p. 33.

229 SIGAR, Ce que nous devons apprendre, SIGAR 21-46-LL, p. 3.

230 Chris Mason, entretien SIGAR, 7 février 2022 ; SIGAR, Pourquoi le gouvernement afghan s'est effondré, SIGAR 23-05-IP, p. 33.

231 SIGAR, Élections, SIGAR 21-16-LL, p. 24; SIGAR, Rapport trimestriel au Congrès des États-Unis, SIGAR-2020-QR-2, 30 avril 2020, p. 97.

232 Mike Pompeo, Ne jamais céder un pouce : se battre pour le America I Love (New York, NY : Broadside Books, 2023), édition Kindle, p. 378.

233 SIGAR, Pourquoi le gouvernement afghan s'est effondré, SIGAR 23-05-IP, p. 35.

234 SIGAR, Rapport trimestriel, SIGAR-2020-QR-2, p. 100; SIGAR, Élections, SIGAR 21-16-LL, pp. 11–12.

235 Michael McKinley, ancien ambassadeur des États-Unis en Afghanistan, Entretien avec SIGAR, le 18 février 2022.

236 SIGAR, Pourquoi le gouvernement afghan s'est effondré, SIGAR 23-05-IP, p. 43.

237 SIGAR, Pourquoi le gouvernement afghan s'est effondré, SIGAR 23-05-IP, p. 43.

238 SIGAR, Soutien à l'égalité des sexes : Leçons tirées des États-Unis Expérience en Afghanistan, SIGAR-21-18-LL, février 2021, p. 101 ; Torunn Wimpelmann, Adultère, viol et fuite La maison : protection et contrôle de la sexualité féminine en Afghanistan, Chr. Institut Michelsen, décembre 2017, p. 8 ; SIGAR, Rapport trimestriel au Congrès des États-Unis, SIGAR-2012-QR-1, 30 janvier 2012, p. 118 ; Human Rights Watch, Afghanistan : Mettre fin aux accusations de « crimes moraux », Tests de « virginité », 25 mai 2016.

239 Loyn, La Longue Guerre, 2021, édition Kindle, pp. 335–336.

240 Radio Free Europe/Radio Liberty, « L'ancien gouverneur "enlevé" » Il accuse le vice-président afghan d'avoir ordonné son viol. 14 décembre 2016.

241 Mujib Mashal, « « Pas de honte » : le tour de victoire d'un général afghan stupéfié une victime de viol », New York Times, 7 août 2018.

242 Emran Feroz, « La promotion d'un chef de guerre afghan met en lumière... » « La faillite de la plus longue guerre américaine », Foreign Policy, 17 juillet 2020.

243 Mujib Mashal, « Un accord de partage du pouvoir en Afghanistan favoriserait un général accusé de viol », New York Times, 16 mai 2020.

244 Steve Coll, Direction S (New York : Penguin, 2018), Édition Kindle, p. 111 ; John Barry, « Le convoi de la mort en Afghanistan », Newsweek, 25 août 2002.

245 SIGAR, Corruption en temps de conflit, SIGAR 16-58-LL, p. 43.

246 Dexter Filkins et Mark Mazzetti, « Karzai Aide in « Une enquête pour corruption est liée à la CIA », New York Times, 25 août 2010.

247 Barnett Rubin, « Ce que j'ai vu en Afghanistan », New Yorker, 1er juillet 2015 ; SIGAR, Corruption en période de conflit, SIGAR 16-58-LL, p. 43 ; Filkins et Mazzetti, « L'assistant de Karzaï dans l'enquête sur la corruption est lié à la CIA ».

248 Andrew Natsios, entretien avec SIGAR, 18 juin 2024.

249 SIGAR, Pourquoi les forces de sécurité afghanes se sont effondrées, SIGAR 23-16-IP, février 2023, p.

250 SIGAR, Pourquoi les forces de sécurité afghanes se sont effondrées, SIGAR 23-16-IP, pi

251 SIGAR, Pourquoi les forces de sécurité afghanes se sont effondrées, SIGAR 23-16-IP, pi

252 SIGAR, Rapport trimestriel, SIGAR-2021-QR-4, p. 69.

253 De Ghani, l'ancien secrétaire d'État Mike Pompeo a écrit, « Lors de mes rencontres avec les chefs tribaux et les talibans, tous me rappelaient, avec colère dans la voix, que pendant qu'eux avaient passé les années 1980 à chevaucher sous le feu des hélicoptères soviétiques pour libérer leur pays, Ghani, lui, était confortablement installé dans les salons de Johns Hopkins et de Columbia. » SIGAR, Why the Afghan Government Collapsed, SIGAR 23-05-IP, p. 50 ; Pompeo, Never Give an Inch, 2023, édition Kindle, p. 365.

254 La Maison Blanche, « Déclarations du président Biden en route « En avant en Afghanistan », transcription, 14 avril 2021.

255 Comparaison des forces de sécurité afghanes avec les talibans dans le Lors de cette même conférence de presse, Biden a déclaré avoir confiance dans « les capacités de l'armée afghane, mieux entraînée, mieux équipée et plus compétente en matière de conduite de la guerre ». Maison Blanche, « Déclaration du président Biden sur le retrait des forces américaines d'Afghanistan », 8 juillet 2021.

256 John Kirby, porte-parole du Pentagone, interviewé par Chris Wallace, « Fox News Sunday », 11 juillet 2021.

257 SIGAR, Rapport trimestriel, SIGAR-2021-QR-4, p. 81.

258 DOD, « Le porte-parole du Pentagone, John F. Kirby, tient une conférence de presse » Compte rendu », transcription, 9 août 2021.

259 SIGAR, Pourquoi les forces de sécurité afghanes se sont effondrées, SIGAR 23-16-IP, p. 27 ; SIGAR, Liste à haut risque, janvier 2017, p. 17.

260 SIGAR, Pourquoi les forces de sécurité afghanes se sont effondrées, SIGAR 23-16-IP, pp. 69–70.

261 Kate Clark et Roxanna Shapour, « La payenda de Khalid » Interview (1) : Un point de vue interne sur les manœuvres politiques, la corruption et la chute de la République », Afghanistan Analysts Network, 27 septembre 2021.

262 Richard Boucher, entretien avec SIGAR, le 9 avril 2024.

263 William Wood, entretien avec SIGAR, 16 avril 2024.

264 Michael McKinley, entretien avec SIGAR, 19 avril 2024.

265 James Dobbins, entretien avec SIGAR, 20 décembre 2021.

266 Carter Malkasian, entretien avec SIGAR, 14 décembre 2021.

267 Malkasian, La guerre américaine en Afghanistan, 2021, ép. 87.

268 SIGAR, Pourquoi le gouvernement afghan s'est effondré, SIGAR 23-05-IP, p. 42.

269 Douglas Lute, entretien avec SIGAR, 13 janvier 2022.

270 Ronald Neumann, entretien SIGAR, 2 avril 2024.

271 Lieutenant-général David Barno, entretien avec SIGAR, 11 janvier 2022.

272 James Dobbins, entretien avec SIGAR, 11 janvier 2016.

273 Douglas Lute, entretien avec SIGAR, 23 avril 2024.

274 Kate Clark, entretien avec SIGAR, 7 janvier 2022.

275 Jacqueline Hazelton, entretien avec SIGAR, 26 juin 2024.

276 Logés au sein du Centre de stratégie de la Fletcher School Dans le cadre de ses études, le projet Afghanistan Assumptions vise à examiner « un ensemble fondamental d'hypothèses qui ont sous-tendu l'engagement américain en Afghanistan pendant vingt ans ». Cohen, Preble et Duffy Toft, Snatching Defeat from the Jaws of Victory, 2023, ép. 5.

277 James Mattis, entretien avec SIGAR, le 9 juin 2022.

278 Hugo Llorens, entretien SIGAR, 3 avril 2024.

279 Ronald Neumann, entretien SIGAR, 2 avril 2024.

280 Andrew Natsios, entretien avec SIGAR, 18 juin 2024.

281 Hugo Llorens, entretien SIGAR, 3 avril 2024.

282 Jacqueline Hazelton, entretien avec SIGAR, 26 juin 2024.

283 Michael McKinley, entretien avec SIGAR, 18 avril 2024.

284 Carter Malkasian, entretien avec SIGAR, 14 décembre 2021.

285 Michael Cohen, entretien avec SIGAR, 15 mai 2024.

286 John Tierney, entretien avec SIGAR, 29 avril 2024.

287 Ronald Neumann, entretien SIGAR, 2 avril 2024.

Loi d'autorisation de la défense nationale 288 pour l'exercice financier 2008,

Pub. L. n° 110-181, 122 Stat. 385 (2008).

289 SIGAR, Lettre d'examen : Gaspillage, fraude et abus découverts par le SIGAR,

SIGAR 18-60-SP, 17 juillet 2018 ; SIGAR, Mise à jour sur le montant du

gaspillage, de la fraude et des abus découverts grâce au travail de surveillance

du SIGAR entre le 1er janvier 2018 et le 31 décembre 2019, SIGAR

21-05-SP, 15 octobre 2020.

290 Une constatation peut être due à plus d'une faiblesse du contrôle interne ;

par conséquent, le nombre de faiblesses du contrôle interne

dépasse le nombre de constatations.

291 SIGAR, Mise à jour sur le volume de gaspillage, de fraude et d'abus

Découvert..., SIGAR 21-05-SP.

292 SIGAR, Département de la Défense a mis en œuvre moins de 40 %,

SIGAR 20-35-IP ; SIGAR, Département d'État a mis en œuvre environ la

moitié des recommandations du SIGAR... SIGAR 21-02-IP ; SIGAR, Agence

américaine pour le développement international a mis en œuvre plus de

80 % de..., SIGAR 20-46-IP.

293 En référence à l'Afghanistan, l'historien et ancien

Le responsable américain Carter Malkasian définit le concept de

surdétermination comme une situation dans laquelle « tant de facteurs

poussaient le pays vers [un certain résultat] que tout autre résultat

était impossible, quoi que fassent les États-Unis ». (Carter Malkasian,

La guerre arrive à Garmser : trente ans de conflit à la frontière afghane)

(New York : Oxford University Press, 2013), p. xx. Il convient de noter que la

surdétermination dans ce contexte n'implique pas nécessairement une

connaissance préalable de l'échec par les États-Unis.



La loi d'autorisation de la défense nationale pour l'exercice 2008 (PL 110-181) a établi l'inspecteur général spécial pour la reconstruction de l'Afghanistan (SIGAR).

La mission de surveillance du SIGAR, telle que définie par la législation, est d'assurer la conduite et la supervision

indépendantes et objectives des audits et des enquêtes relatifs aux programmes.

et les opérations financées par des crédits alloués ou mis à disposition d'une autre manière pour la reconstruction de l'Afghanistan.

- leadership et coordination des politiques conçues, et recommandations à leur sujet promouvoir l'économie, l'efficacité et l'efficacité dans l'administration des programmes et des opérations, et prévenir et détecter le gaspillage, la fraude et les abus dans ces programmes et opérations.
- les moyens de tenir le secrétaire d'État et le secrétaire à la Défense pleinement et régulièrement informés des problèmes et des lacunes liés à l'administration de ces programmes et opérations, ainsi que de la nécessité et des progrès réalisés en matière de mesures correctives.

La reconstruction de l'Afghanistan comprend tout contrat, subvention, accord ou autre mécanisme de financement important conclu par un ministère ou une agence du gouvernement américain et impliquant l'utilisation de fonds alloués ou autrement mis à disposition pour la reconstruction de l'Afghanistan.

Source : PL 110-181, « Loi d'autorisation de la défense nationale pour l'exercice 2008 », 28/01/2008.

LES GASPILLAGES, LES FRAUDES OU LES ABUS PEUVENT ÊTRE SIGNALÉS À :

Ligne d'assistance téléphonique du Bureau de l'Inspecteur général du Département d'État
américain : <https://www.stateoig.gov/hotline>
1-800-409-9926

Ligne d'assistance téléphonique du Bureau de l'inspecteur général du département de la Défense
des États-Unis : <https://www.dodig.mil/Components/Administrative-Investigations/DoD-Hotline/> 1-800-424-9098

SIGAR R
INSPECTEUR GÉNÉRAL SPÉCIAL
POUR LA RECONSTRUCTION DE L'AFGHANISTAN

2530 Crystal Drive
Arlington, VA 22202

www.sigar.mil

SIGAR-25-31-IP

